

Jeudi 21 Octobre 1976

TRENTÉ-TROISIÈME ANNÉE — N° 9872

38 PAGES

THE UNIVERSITY OF JORDAN

JEUDI 21 OCTOBRE 1976

L'affaire Dassault

L'U.D.R. et le P.S. demandent la création d'une commission d'enquête parlementaire

LIRE PAGE 12

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.40 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 100 ml. ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 sch. ; Danemark, 12 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 sh. ; Grèce, 18 drs. ; Irlande, 100 irs. ; Italie, 200 L. ; Liban, 120 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. S.A. ; 65 cts. Yémen, 10 r. dm.

Tarif des abonnements page 28
S. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris n° 690572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La Thaïlande nouveau foyer de guerre ?

La junte militaire qui, le 6 octobre, pris le pouvoir à Bangkok, a déclaré un état d'urgence. Elle fait face à des révoltes, à des émeutes, à des troubles de tous ordres et à l'insécurité. L'enseignement des doctrines politiques, y compris celui de la démocratie. Si les responsables civils qui ont gouverné la Thaïlande d'octobre 1973 à octobre 1976 ont pu être qualifiés d'irrésolus, pareille critique ne s'adresse pas à l'évidence au régime militaire qui leur a succédé.

L'anticommunisme militant n'est pas l'apanage, en Asie du Sud-Est, des dirigeants de Bangkok. L'état d'urgence demeure en vigueur aux Philippines. L'Indonésie est gouvernée depuis onze ans par des militaires, et ils se refusent à libérer plusieurs dizaines de milliers de détenus qui complètent dans des camps de concentration sans grand espoir de jugement. A Singapour, M. Lee Kuan-yew a mis au point des méthodes policières d'une rare efficacité pour traquer les « malfaiteurs ». En la Malaisie elle-même, de tradition pourtant plus libérale que ses voisins, a renforcé sa législation sur la subversion.

Un espoir était né, à la fin de la guerre d'Indochine, de voir s'établir une coexistence entre les États socialistes de la péninsule et les régimes républicains du sud de l'Asie du Sud-Est. Les dirigeants de l'A.S.E.A.N., et notamment ceux de Bangkok, avaient gravement promis, à l'issue d'un sommet à Singapour, de reconnaître la République démocratique du Vietnam.

Le récent coup d'État en Thaïlande a porté un coup sévère à cette ébauche de détente. Les généraux de Bangkok ont accusé le Vietnam de s'immiscer dans les affaires intérieures thaïlandaises et d'inspirer les « gauchistes » des universités. Et quelques escarmouches ont eu lieu ces derniers jours à la frontière du Laos. Bangkok ne peut être considérée comme une confirmation de la thèse des Vietnamiens, elle montre que le Pentagone a rapidement perçu de la nouvelle situation à Bangkok.

L'ancien clivage entre régions républicaines et militaires a été effacé. Les opposants thaïlandais, pourchassés par la police et par l'armée, sont passés dans la clandestinité ou ont traversé le Mekong pour se réfugier au Laos. Ils y sont certainement reçus à bras ouverts. Le coup d'État de Bangkok aura ainsi renforcé les rangs de cette subversion que la junte se jure d'éliminer, et les exilés thaïlandais n'auront aucun mal à se faire inscrire au Laos comme au Vietnam, dans les écoles des cadres, pépinières de futurs animateurs de la révolution armée.

Cette conjoncture ne peut que renforcer la tendance « vietnamienne » au sein du P.C. thaïlandais, dont la direction demeure sans doute pro-sovietique, et qui dépend notamment des autorités de Pékin pour assurer la radiodiffusion de sa propagande. Pour peu que le Vietnam des États-Unis sur le régime de Bangkok se fasse plus pressant, les communistes pourront user de slogans parlant de « libération nationale » dans ce royaume qui n'a jamais été colonisé.

Une nouvelle guerre est peut-être de la sorte en préparation dans l'Indochine de la géopolitique, qui inclut la Thaïlande. A vrai dire, ses germes se développeront moins en raison des interventions extérieures qu'en fonction de la capacité des dirigeants locaux à contenir leur élanisme grâce à des réformes sociales.

La stabilisation de l'Asie du Sud-Est aura, décidément été de courte durée.

(Lire nos informations page 3.)

Les réserves de la droite maronite pourraient compromettre l'application du cessez-le-feu au Liban

L'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu général au Liban, prévu pour jeudi matin 21 octobre, serait compromise. Si les Palestiniens sont favorables à l'application des décisions prises par le « sommet » de Riyad, si la gauche libanaise semble s'en accommoder, bon gré mal gré, les principaux leaders de la droite maronite l'ont entendue, comme l'indiquent nos envoyés, qu'ils pourraient le combattre.

Il n'est pas certain qu'un « sommet » arabe élargi puisse se tenir, comme prévu, lundi 25 octobre. En effet, les ministres arabes des affaires étrangères, réunis au Caire, devant au préalable se mettre d'accord sur la composition de la « force de paix » (trente mille hommes) qui sera chargée d'assurer l'application de l'accord de Riyad. Plusieurs pays arabes — dont l'Égypte, la Libye et la Tunisie — ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils ne fourniront pas de contingents.

En attendant, de violents combats se poursuivent mercredi matin 20 octobre à Beyrouth et dans le sud du Liban, où les troupes palestino-progressistes tentent de reprendre la caserne de la ville de Marjayoun, occupée l'été dernier par les miliciens de droite.

De notre envoyé spécial

Beyrouth-Est (secteur conservateur). — Insatisfaction, scepticisme ou prudence, extrême : c'est en résumé l'impression que l'on recueille des opinions amies sur le plan de paix de Riyad dans les milieux politiques du secteur contrôlé par les « forces libanaises » (les phalangistes et leurs alliés).

M. Bechir Gemayel, chef militaire du parti phalangiste et des « forces libanaises », se montre sévèrement critique à l'égard des décisions qui viennent d'être prises. « Je suis très sceptique, nous a-t-il déclaré. Je ne crois pas que les modalités prévues pour le cessez-le-feu puissent être appliquées pour le moment. » Le ton employé par les jeunes militaires phalangistes est plus tranchant quand ils émettent leur scepticisme, et se disent « privés d'une victoire des Palestiniens ». Pour sa part, M. Ghasseur Tawil, ministre des affaires sociales et de l'information (chrétien modéré), estime que « l'accord de Riyad paraît avoir mis un terme aux discussions entre les forces arabes libanaises, opposées, bien plus qu'il ne propose une solution au conflit libanais ».

« Cela ne m'enchante pas ». La plupart des combattants et des partis conservateurs ont un jugement aussi abrupt que spontané. Un étudiant phalangiste, responsable d'un secteur d'opération, précise : « On nous a trahis d'une victoire. On aura du mal à refaire nos troupes. »

« Mal à refaire nos troupes. » M. Bechir Gemayel, malgré une certaine réserve qui ne lui est pas toujours coutumière, affirme que « l'accord ne règle, en rien, les problèmes essentiels sur le plan libanais ». « En tant que Libanais, ajoute-t-il, je n'ai pas reçu satisfaction, nous perdons quatre cent mille Palestiniens sur les bras. Leurs organisations restent armées. Ce sont des fauteurs de troubles, des gens ingrats qui sont intervenus dans les affaires de ce pays, qui les a accusés, pour rompre un équilibre politique qui prévalait avant qu'ils ne s'installent sur la gauche et les communistes. Si l'on ne fait pas davantage pour prévenir leur action, ils représenteront toujours un facteur de bouleversements. »

La jeune droite phalangiste, dont l'influence semble avoir considérablement augmenté au sein de son parti depuis qu'il détient le pouvoir, les socialistes nous déclare encore : « Nous n'avons pas jeté les armes. Si les Syriens font tout ce qu'ils nous attendent, nous le ferons nous-mêmes. » Lorsqu'on lui demande s'il estime, malgré tout, possible un arrêt momentané des combats, il ne laisse guère de doute sur sa détermination.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 2.)

LE « PRINTEMPS EN OCTOBRE » DE 1956

Le jour où le peuple polonais crut prendre le pouvoir

Le 21 octobre 1956, M. Wladyslaw Gomułka était élu premier secrétaire du parti ouvrier unifié de Pologne. Après avoir tenté d'empêcher cette désignation, les dirigeants soviétiques avaient dû s'incliner devant la farouche détermination d'une nation. Conscients d'avoir remporté une victoire historique, les habitants de Varsovie célébraient le « printemps en

octobre », fête des retrouvailles du peuple et du pouvoir. Leur nouveau chef avait dénoncé sans ambages les erreurs et les crimes commis au nom du socialisme pendant la période stalinienne et il promettait de dire toujours la vérité à ses compatriotes. Les Polonais croyaient avoir découvert un héros national et ils espéraient ouvrir un chapitre de l'histoire.

par BERNARD FÉRON

Le mouvement de protestation prit une ampleur sans précédent le 26 juin 1956, lorsque cinquante mille ouvriers de Poznan cessèrent le travail, descendirent dans la rue, libérèrent les détenus de la prison, s'attaquèrent à la radio et au commissariat central de police. Alors que se tenait la foire internationale annuelle, la ville prit l'aspect d'un champ de bataille. Les forces de l'ordre avaient riposté sans faire le détail, et l'on releva cinquante-trois morts. Trois cent vingt-trois « meneurs » furent déferés en justice.

Au début, les dirigeants ne s'embarrassèrent pas de subtilités. Pour eux, de tels troubles ne pouvaient qu'être l'œuvre de voyous manipulés par les impérialistes. « Nous rétablirons les ordres », Le mouvement de protestation prit une ampleur sans précédent le 26 juin 1956, lorsque cinquante mille ouvriers de Poznan cessèrent le travail, descendirent dans la rue, libérèrent les détenus de la prison, s'attaquèrent à la radio et au commissariat central de police. Alors que se tenait la foire internationale annuelle, la ville prit l'aspect d'un champ de bataille. Les forces de l'ordre avaient riposté sans faire le détail, et l'on releva cinquante-trois morts. Trois cent vingt-trois « meneurs » furent déferés en justice.

« Au début, les dirigeants ne s'embarrassèrent pas de subtilités. Pour eux, de tels troubles ne pouvaient qu'être l'œuvre de voyous manipulés par les impérialistes. »

1) Ils étaient dans le socialisme. Un doigt blessé ne fait pas mal. Ils ont eu mal. Ils ont douté.

2) Nous rétablirons les ordres. Le blé de la liberté. La raison flamboyante.

M. Giscard d'Estaing à la Réunion

Le président de la République réaffirme la présence de la France dans l'océan Indien

M. Giscard d'Estaing est arrivé mercredi matin 20 octobre à la Réunion pour une visite officielle qui doit prendre fin jeudi en début de soirée.

Le chef de l'État, qui a reçu un accueil chaleureux, s'est rendu à la préfecture de Saint-Denis, où il a déjeuné. Mercredi après-midi, il a visité le village de Salazie (dans la partie haute de l'île) ainsi que la commune de Saint-Benoît. Il s'est entretenu ensuite avec les parlementaires et les membres du conseil régional. Jeudi, il doit visiter notamment Saint-Louis (dont la municipalité appartient à l'opposition).

Le chef de l'État est accompagné de Mme Giscard d'Estaing, de MM. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, Olivier Stirn, secrétaire d'État aux DOM-TOM, Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, et de Mme Nicole Pasquier, déléguée générale à la condition féminine.

De notre envoyé spécial

La Réunion. — Dès son arrivée à l'aéroport de Saint-Denis-Chartol, M. Giscard d'Estaing a tenu à réaffirmer d'une phrase, dans sa première allocution, « la présence assurée et pacifique de la France dans l'océan Indien ». Cet engagement solennel a été salué par une ovation particulièrement joyeuse.

Devant une forêt de banderoles, dont plusieurs proclamaient « La Réunion, c'est la France », « Debré et Giscard = la France », « Restons Français » ou bien « analogie historique ? », le chef de l'État a déclaré, sous les acclamations : « Je suis venu sur place vous écouter, vous-mêmes et nos élus. Après avoir dit, j'applaudirai le nom de M. Raymond Barre, « qui est, à-t-il dit, l'un des nôtres (1) », le président de la République a évoqué « cette fra-

ternité réunionnaise dans laquelle se retrouve la diversité du monde moderne rassemblée dans l'unité française ».

Chatolement des costumes folkloriques — longues robes à volant des femmes créoles, broderies dorées des tamouls — sans oublier les coiffes des Bretonnes, les chapeaux à large bord des Auvergnats et les toulousains bleus des majorettes — agitation frénétique des drapeaux tricolores et des bouquets de fleurs, cris et clameurs sous un soleil retrouvé, bain de foule et poignées de main : l'accueil réservé au président de la République a été chaleureux.

THOMAS FERENCZI.

(Lire la suite page 10.)

(1) M. Raymond Barre est né le 12 avril 1924 à Saint-Denis-de-la-Réunion, où une partie de sa famille réside toujours.

L'AFFAIRE DES « BRIGADES ROUGES »

L'auteur présumé des meurtres de Grenoble est arrêté à Paris

Après la diffusion de l'enregistrement de la voix du meurtrier des « brigades rouges », les policiers de l'Or-

fice central de répression de banditisme ont arrêté, ce mercredi matin 20 octobre, boulevard Voltaire à Paris (11^e arrondissement), l'assassin présumé de Mme Muriel Traubel et de M. Christian Leroy.

Il s'agit de M. Joël Matancio qui, sous le nom de « Groupe 666 des brigades rouges », avait également revendiqué l'enlèvement de Mlle Olga Molossenko ; celle-ci n'a pas été retrouvée.

Interrogé aussitôt après son arrestation, M. Joël Matancio n'avait, ce mercredi en fin de matinée, toujours rien avoué.

(Lire nos informations p. 38.)

(Lire la suite page 35.)

AU FESTIVAL D'AUTOMNE

La nouvelle musique américaine

A l'occasion du Festival d'automne, Paris est devenu le grand rendez-vous des musiciens améri-

coïns : de Phil Glass on découvre un opéra, « Einstein on the Beach », écrit avec Bob Wilson, et l'ensemble de Steve Reich donne un aperçu de son œuvre saillante. Présence, et aussi représentation : le compositeur Robert Ashley a réalisé des films vidéo consacrés aux « répétitifs » ; Terry Riley, entre autres, troisième chef de file de ce qu'il faut bien appeler une nouvelle « école », dont La Monte Young (le grand absent de ces rencontres) serait le père.

Où le courant « répétitif » trouve-t-il ses racines ? Alors que la musique classique européenne a engendré, comme logiquement, le sérialisme allemand, on ne peut déceler une continuité semblable outre-Atlantique. Là, il faut s'enquérir du côté du jazz et du rock, de certaines musiques traditionnelles, chercher des parallèles dans l'expression picturale, le cinéma et le minimal art, aller voir complètement ailleurs.

(Lire page 21 les articles de DANIEL CAUX et de GÉRARD CONDE.)

Signé par Fred, votre signe est d'or.



FRED JOAILLIER
6, Rue Royale, Paris 8^e, Tél. 260.30.65.
Boutique FRED, 84, Champs-Élysées.
Hôtel Byblos, Saint-Tropez.
Hôtel Louis - Monte-Carlo.
Aéroport d'Orly.

Pendentif Scorpion.

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

LA SYRIE SOUSHAITERAIT FOURNIR LE TIERS DES EFFECTIFS DES CASQUES BLANCS

Les ministres arabes des affaires étrangères ont repris, le mercredi 20 octobre, leurs délibérations, au Caire, pour arrêter les mesures pratiques destinées à mettre en œuvre les résolutions du « sommet » de Riyad. La conférence plénière des chefs d'Etat arabes ne pourra se tenir qu'après la conclusion des travaux des ministres des affaires étrangères. Indiquent-on dans la capitale égyptienne.

Ces derniers devraient s'entendre en priorité sur la composition de la « force de la paix arabe », chargée de veiller au respect du cessez-le-feu, qui devrait entrer en vigueur le jeudi 21 octobre à 6 heures locales (5 heures de Paris). Selon des informations de source palestinienne, rapporte notre correspondant à Beyrouth, le président Assad exigerait qu'au moins un tiers des effectifs des « casques blancs » (trente mille hommes au total) soit constitué de soldats syriens. La Tunisie a d'ores et déjà annoncé qu'elle ne fournira pas de contingent à la force arabe.

Vraisemblablement invitée par la réconciliation intervenue à Riyad entre les présidents Sadat et Assad, la Libye a décidé, pour sa part, de boycotter toutes les réunions de la Ligue arabe portant sur le conflit libanais.

● AU CAIRE, la presse est unanime pour saluer le « succès » de la réunion de Riyad et pour rendre hommage au rôle joué par le roi Khalid d'Arabie Saoudite. Les journaux caïotes, qui ont mis une sourdine à leurs attaques contre le régime syrien, annoncent que M. Sadat a accepté une invitation du président Assad de se rendre en visite officielle à Damas.

● A DAMAS, les journaux soutiennent que les résolutions de Riyad vont dans le sens de la politique de la Syrie, « qui a toujours été favorable » à l'action arabe unifiée pour la « sauvegarde de l'unité du Liban » et de la « résistance palestinienne ». Le président Assad — dont les propos ont été rapportés par Radio-Damas — a déclaré à un groupe de journalistes que si la Syrie n'était pas intervenue au Liban, la résistance palestinienne aurait été éliminée. Le chef d'Etat est rentré mardi à Damas après une brève escale à Amman, où il s'est entretenu avec le roi Hussein.

● A AMMAN, le souverain jordanien a exprimé le vœu que l'accord de Riyad marque un tournant favorable à l'unité, l'intégrité territoriale et l'indépendance du Liban, ainsi qu'à la cause palestinienne.

● A WASHINGTON, on déclare dans les milieux autorisés que l'accord de Riyad paraît avoir de meilleures chances de promouvoir un règlement au Liban que les précédentes tentatives. Ces mêmes milieux se félicitent de la réconciliation intervenue entre l'Egypte et la Syrie. Le gouvernement américain, enfin, est toujours disposé à agir en médiateur si le président Sarkis le lui demandait.

Les Palestiniens paraissent déterminés à faire aboutir les accords de Riyad

De notre correspondant

Beyrouth. — Le cessez-le-feu devrait entrer en vigueur le jeudi 21 octobre, à 6 heures du matin, sur tout le territoire libanais, conformément aux accords de Riyad. Cependant, la « force de la paix arabe », de trente mille hommes, n'aura pas encore été constituée, et on ignore jusqu'à l'identité des pays qui acceptent de fournir des contingents. Ceux qui, dans le camp palestinien, croient que le président Sadat allait sauter sur l'occasion pour neutraliser l'armée syrienne par une présence militaire égyptienne rétonnent que le Raïs ait déjà fait savoir que le Caire n'enverra pas de troupes au Liban.

Le leader de la gauche, M. Kamal Joumblatt, de retour mardi à Beyrouth, à l'issue d'une tournée dans les pays arabes et en France, se manifeste au sein du mouvement. Il a critiqué le fait que l'accord de Riyad ne prévoit pas le retrait des troupes syriennes, et il insiste pour que des contingents irakiens, algériens et égyptiens soient incorporés dans la force de la paix arabe. Or la droite a déjà proclamé qu'elle n'acceptera jamais la présence de soldats venant de Bagdad ou d'Alger.

La droite musulmane, pour sa part, qui s'est exprimée par la voix de M. Rachid Karame et Saeb Salam, est d'accord sur le fond des résolutions prises à Riyad, mais s'élève contre la décision de placer les « casques blancs » arabes sous le commandement suprême du président de la République, M. Sarkis. Aux

termes de la Constitution, estime M. Karame, toute force armée devrait relever de l'exécutif, en d'autres termes du président, et du conseil musulman, lui-même responsable devant le Parlement, et du chef de l'Etat.

Les Palestiniens, enfin, manifestent leur satisfaction d'avoir obtenu le « gel » de l'offensive syrienne et d'avoir écarté la menace d'une hégémonie totale de la Syrie sur leur mouvement. La résistance palestinienne est donc directement intéressée à assurer l'application des accords de Riyad. C'est pourquoi elle a envoyé des délégués auprès des différents contingents arabes qui seraient susceptibles de « torpiller » l'accord de Riyad pour le convaincre d'adopter une attitude pour le moins neutre. C'est ainsi que M. Arafat s'est d'abord rendu à Bagdad puis, le mercredi 21 octobre, à Damas, pour un nouvel entretien avec le président Assad. De son côté, le chef du département politique de l'O.L.P., M. Farouk Kaddoumi, doit se rendre en Libye. Enfin, M. Khalid El Karant, chef de tournée en Afrique du Nord (Tunisie, Algérie, Maroc).

Ainsi, comme l'a fait ressortir M. Hawatmeh dans sa déclaration au Monde, les Palestiniens sont inquiets sur les conséquences à terme des accords de Riyad, mais ils sont soulagés à court terme. Le principal conseiller politique de M. Yasser Arafat, M. Hani El

Israël

L'AGENCE JUIVE ENVISAGE LA CRÉATION AVANT 1982 DE VINGT-SEPT COLONIES DE PEUPLEMENT DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

Jérusalem (A.F.P.). — Un plan d'aménagement du territoire préparé par l'Agence juive, mais qui n'engage pas le gouvernement, prévoit qu'Israël peut créer entre 1977 et 1982, cinquante-cinq villes nouvelles et colonies de peuplement, dont vingt-sept dans les territoires occupés.

Ce plan sera soumis par l'agence au congrès sioniste, prévu à Jérusalem en janvier 1977. S'il est approuvé, il servira de base

d'évaluation budgétaire pour les appels de fonds de l'agence aux juifs de la diaspora.

Sur les vingt-sept colonies dont l'implantation est prévue dans les territoires occupés, treize se situent dans la région de Rafiah, entre Gaza et El-Arish. Huit villages seront créés en Cisjordanie, dont cinq dans le sud (Judee) et trois dans le nord (Samarie). Enfin, six villages seront aménagés sur les hauteurs du Golan.

● Plusieurs lycéens de Naplouse (Cisjordanie), récemment arrêtés pour avoir manifesté dans cette ville et jeté des pierres contre des véhicules, ont été condamnés lundi 18 octobre à des peines de trois à six mois de prison ferme. Ces peines sont considérées par les commentateurs de la presse israélienne comme relativement sévères. (A.F.P.)

● M. François Mitterrand se rendra en Israël du 28 au 30 octobre. Au cours de son séjour, le premier secrétaire du parti socialiste rencontrera plusieurs personnalités israéliennes.

● M. Asher Yadin, gouverneur désigné de la banque d'Israël, a été suspendu le 20 octobre de ses fonctions de directeur général de la Caisse d'assurance-maladie de la Histadrout (confédération générale des travailleurs israéliens) par la commission de contrôle de cette centrale. Cette décision fait suite à l'arrestation de M. Yadin, lundi soir, pour corruption (le Monde du 20 octobre).

Les réserves de la droite maronite

(Suite de la première page.)

Le jeune chef répond : « Pourquoi marquer une pause ? Je crois que les Libanais, au cours des dix-neuf mois de guerre, ont eu l'expérience des risques que représente une accalmie, et les résolutions, par conséquent, ont été prises pour empêcher la reprise des hostilités. »

« Cependant, si l'on s'interroge sur la liberté d'action des « forces libanaises » par rapport à leur puissance militaire, la Syrie, celle-ci, qui occupe plus de la moitié du territoire libanais, laisse-elle agir à leur guise ceux qui veulent ? En fin de compte, la droite décline avec l'adhésion ? M. Bechir Gemayel étudie la réponse. Mais implicitement, il confirme les rumeurs de divergences entre les partis libanais et le gouvernement syrien. Il ne cache pas son inquiétude : « Je déclare que « des sections basses » (il s'agit des sections de la droite) commencent à profiter dans les villages reconquis. » Il affirme que les Syriens « imposent un peu trop à leur point de vue ». Il laisse entendre également que des unités « loyalistes » de l'ancienne armée, liées aux forces de droite, ont été sur le point de s'offrir avec des détachements de l'avant-garde de l'armée libanaise arabe, contrôlée par les Syriens, et mis par ces derniers à la disposition du président Sarkis (le Monde du 17-18 octobre).

Le fils du chef du parti phalangiste ajoute encore quelques éléments de compréhension sur la nature des relations entre les partis de droite et Damas en critiquant certaines dispositions de l'accord de Riyad. « Vouloir interposer, dit-il, entre les lignes adverses une force de sécurité arabe reviendrait à consacrer la partition. Si les pays arabes veulent vraiment nous aider, ils devraient faire en sorte que l'armée et la police libanaise puissent être reconstituées. La meilleure force de sécurité serait celle qui émanerait du peuple libanais lui-même. Cela éviterait à des forces étrangères d'intervenir directement. »

Auparavant, comme s'il voulait souligner qu'il s'oppose à ceux qui, au sein de son parti, se sont faits les artisans de l'alliance instaurée avec la Syrie, M. Gemayel nous avait déclaré : « Lorsque, au début de l'année, nous étions en difficulté, nous avons fait appel au monde

entier pour sauver le Liban. La Syrie a proposé son aide. Nous l'avons acceptée, c'était le seul pays qui ait répondu à cet appel, nous n'avions pas l'embaras du choix. »

Membre d'un gouvernement risqué que représente une accalmie, le monde arabe, en conséquence, a été condamné à l'isolement technique, sinon au fléchissement. M. Chassan Tueni fait une analyse de la situation avec un esprit critique qui est moins celui du ministre — qu'il est encore — que celui du directeur du journal « Quf » à Beyrouth. (2) M. Tueni n'a pas l'impression que l'implication de M. Bechir Gemayel, il le rejoint cependant sur un point : le « sommet » de Riyad lui a semblé avoir d'abord pour but de créer une nouvelle entente des pays arabes au Proche-Orient. « Ce que l'on a réglé à Riyad, dit-il, ce sont les causes extra-libanaises du conflit qui a eu lieu sur le sol libanais. Je préviens le monde arabe, libanais, arabe, palestinien, syrien, et même arabe, on a traité ce pays comme s'il était pas de nationalité, ne fuyait pas un Etat, et n'était pas une partie pour la majorité des Libanais. Si les pays arabes ont vraiment mis un terme à leurs divisions, on pourrait connaître une paix libanaise après une guerre qui — en grande partie — a été due à la prépondérance des conflits arabes et internationaux. »

M. Tueni accueille avec une prudence inquiète le nouveau « plan de paix ». « Je ne puis vraiment pas dire que le cessez-le-feu va être respecté, mais je suis sûr que s'il ne l'est pas le conflit débordera certainement les frontières traditionnelles que nous connaissons aujourd'hui. » La ministre des affaires sociales relève que l'accord de Riyad comporte des faiblesses évidentes : « Décider un retour aux positions occupées par chaque partie le 18 avril 1975 (date du début du conflit) : ce n'est pas sérieux, précis-t-elle. Quelles positions ? Les adversaires n'en occupent pas à cette époque. D'autre part, revenir aux accords libano-palestiniens du Caire de 1969 est chimérique. Ces accords n'ont jamais été appliqués car ils ne sont pas applicables. »

FRANCIS CORNU.

M. Nayef Hawatmeh : « une solution moyenne raisonnable »

Dans une déclaration au Monde, M. Nayef Hawatmeh, chef du F.D.L.P., a qualifié l'accord de Riyad de « solution moyenne raisonnable, garantissant au Liban son unité et sa souveraineté, et à la résistance palestinienne ses droits à être présente au Liban dans le cadre des accords de Caire et de ses annexes ».

Rappelant que l'accord de lundi fait référence dans son préambule aux différentes résolutions de la Ligue arabe adoptées entre juin et septembre 1976 et prévoyant le remplacement des forces syriennes par une force arabe, M. Hawatmeh a souligné :

« Cette force arabe a été constituée. Elle comprendra trente mille hommes, les troupes syriennes se fonderont en elle, et elle sera placée sous les ordres du président libanais, M. Sarkis. Sa mission sera à la fois de séparer les belligérés et de superviser de façon effective l'accord de Riyad. Sous cet angle, un pas positif a été franchi. »

« Mais, a ajouté le chef du F.D.L.P., nous prévoyons des tentatives de torpillage des accords de Riyad de la part de la droite chrétienne, notamment de M. Camille Chamoun, et d'Israël dans le Sud, en collusion avec cette droite, de façon à créer une situation nouvelle aboutissant à un pas positif a été franchi. »

M. de Guiringaud a estimé que « l'on peut être plus optimiste pour ce cessez-le-feu que pour les précédents ». Il considère en effet comme « une notation très importante » la participation à l'accord de l'Arabie Saoudite et de l'Egypte, ainsi que celle de l'Egypte et de la Syrie, « fusqu'elles opposées ».

« La réconciliation, a-t-il dit, entre l'Egypte et la Syrie, met un terme au conflit entre les deux

une nouvelle phase d'hostilités sanglantes. »

« En ce qui le concerne, la résistance palestinienne est soucieuse de se conformer rigoureusement à l'arrêt des combats et d'appliquer les accords de Caire de façon stricte et honnête. »

« Néanmoins nous sommes conscients qu'à moyen terme — c'est-à-dire dans quelques mois — les décisions de Riyad comportent de graves dangers politiques pour l'O.L.P., parce qu'elles placent l'organisation entre les deux piques d'une tenaille — l'Egypte et la Syrie — toutes deux appuyées par l'Arabie Saoudite et liées à la solution arabe du conflit arabo-israélien. Ce qui pourrait mener à contrôler l'O.L.P. et à la placer sous une tutelle syro-égyptienne. Nous autres Palestiniens devons être sur nos gardes pour éviter que les Américains n'exploitent par la voie politique les résultats qui leur ont échappé par la voie militaire, à travers la droite libanaise et la Syrie. »

« Nous accueillons donc positivement les décisions de Riyad parce qu'elles procurent l'arrêt des hostilités et l'annulation des accords antérieurs. Mais nous devons nous préparer à une bataille politique qui pourrait d'ailleurs de nouveau se transposer sur le plan militaire. »

M. DE GUIRINGAUD : l'accord est surtout favorable aux Libanais

Luxembourg (A.F.P.). — « Je me félicite de l'accord de Riyad », a déclaré le 18 octobre M. Louis de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères dans une interview donnée à Luxembourg, à Radio France. « L'accord de Riyad, a-t-il poursuivi, ouvre pour commencer les aspects militaires de la tragédie libanaise puisqu'il a décidé un cessez-le-feu, l'espèce de ce cessez-le-feu sera mis en œuvre comme prévu à partir du jeudi et qu'il sera respecté. Reste les problèmes politiques. »

M. de Guiringaud a estimé que « l'on peut être plus optimiste pour ce cessez-le-feu que pour les précédents ». Il considère en effet comme « une notation très importante » la participation à l'accord de l'Arabie Saoudite et de l'Egypte, ainsi que celle de l'Egypte et de la Syrie, « fusqu'elles opposées ».

« La réconciliation, a-t-il dit, entre l'Egypte et la Syrie, met un terme au conflit entre les deux

pays, et constituent un élément pacificateur. »

Le ministre des affaires étrangères a souligné que l'accord de Riyad « n'est pas défavorable aux Palestiniens, mais qu'il est d'abord favorable aux Libanais ». Il a insisté sur le fait que la force arabe de trente mille hommes sera placée sous l'autorité du président libanais Sarkis. « Le spectre de la partition du Liban est écarté, a-t-il ajouté. L'O.L.P. est à nouveau reconnue comme représentant légitime du peuple palestinien. L'O.L.P. gardera ses réfugiés dans les conditions prévues par les accords du Caire de 1969. »

« Je ne crois pas qu'il y ait lieu pour le moment de faire une démarche française à l'encontre du ministre français. L'affaire est entre les mains des pays arabes directement intéressés. Laissons-les opérer. »

Pour donner l'heure
ou pour l'offrir...

LANCEL

le savoir-choisir

Devant M. Delinois Martin Celestin, ambassadeur de Haïti qui était félicité de la solidité des liens de son pays avec la France, M. Giscard d'Estaing a évoqué notamment d'importantes opérations de coopération. Il a cité la route de Jérôme et annoncé que M. Galley, ministre de la coopération, assisterait prochainement à son inauguration.

« Ces réalisations et d'autres projets viennent accompagner et relayer l'effort accompli par le secteur public. »

« Né en 1920, M. Celestin a fait ses études à Port-au-Prince, a obtenu son diplôme de carrière, il a été ministre plénipotentiaire, puis ambassadeur au Guatemala (1963) et au Bénin (1965) et au Vatican (1975). »

L'ambassadeur d'Indonésie, M. Mohammad Noer, a déclaré : « Au moment où l'ère de la colonisation touche à sa fin et où les grandes puissances se rapprochent, l'Indonésie se félicite du rôle que joue la France à cet égard. Les initiatives françaises pour rétablir la paix dans différentes parties du globe, ses positions sur l'Asie du Sud-Est, la Communauté européenne, la non-alignement, les relations internationales et l'Organisation des Nations unies, ainsi que son attitude devant le processus de décolonisation, ont été pour l'Indonésie de la noblesse de ses efforts pour instaurer une paix mondiale, juste et équilibrée. »

Dans sa réponse, M. Giscard d'Estaing s'est félicité des « commémorations » des relations de la France et de l'Indonésie. « Nos échanges sont en augmentation. Les contacts et les rencontres se multiplient entre nos ministres, nos parlementaires, nos hommes d'affaires, nos professeurs, nos experts de toutes disciplines. Ils témoignent de la participation croissante de la France au développement de l'Indonésie et de l'intérêt que nous deux peuples se portent mutuellement. »

« Né en 1918 à Sampang, M. Mohammad Noer est entré dans l'administration en 1939. Il a occupé divers postes régionaux et a été gouverneur de la province de Java-Kat de 1967 à 1975. »

سكس ابراهيم

Journal de L'ES

ASIE

LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN CHINE

M. Hua Kuo-feng est contraint de composer avec les responsables civils et militaires de province

De notre correspondant

Pékin. — L'image de la Chine en crise qui émerge progressivement à travers rumeurs, témoignages, « dactylos » et articles de la presse centrale se confirme et se complique au fil des jours. Tout au sommet, d'abord, il semble de plus en plus certain que la chute de Mme Chiang Ching et de ses amis du « groupe de Changhaï » va entraîner celle de personnalités qui leur étaient plus ou moins liées. Le limogeage du ministre de la culture, M. Yu Hui-jung, paraît acquis, et de sérieuses questions se posent au sujet d'un des membres militaires du bureau politique, le général Li Teh-sheng, commandant de la région militaire de Chongqing. De tous les cadres supérieurs de l'ar-

mée, ce général est celui qui avait le plus nettement épousé les thèses de la gauche. C'est un homme d'une sobriété d'années, originaire de la région de Pékin, vétéran de la Longue Marche, et dont l'association avec la tendance la plus révolutionnaire du parti date de la fin des années 60, alors qu'il commandait le district militaire provincial de l'Anhui. Plus récemment, sa fortune a évolué en sens inverse de celle de celle de M. Teng Hsiao-ping, dont le retour en grâce lui avait notamment fait perdre, il y a deux ans, sa qualité de membre du comité permanent du bureau politique.

Le cas du général Li Teh-sheng est intéressant : il va être un test à la fois de l'homogénéité des nouvelles équipes dirigeantes, des degrés de compromis auxquels on se résoudra, ou de la volonté des nouveaux hommes forts d'éliminer tous les ennemis potentiels. Il n'est pas certain que M. Hua Kuo-feng ait encore sur ce plan des idées tout à fait définies, mais, surtout, les maîtres enfoncent leurs cartes. Ce qui vient de se passer à Changhaï est révélateur. Selon une version généralement admise, la situation à Changhaï a été prise en main, aussitôt acquiescée, l'élimination de Mme Chiang Ching et de ses amis, à Pékin, par le commandant de la garnison de la municipalité, le général Chou Chun-ling. L'intention n'était certainement pas alors de faire une purge générale du personnel qui avait travaillé aux côtés de Mme Chiang Ching. Mais, dans un autre cas, celui de M. Hua Kuo-feng, il y a eu un autre scénario. M. Hua Kuo-feng, qui était chargé le 14 octobre d'accueillir le premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Depuis, une campagne d'accusations par voie d'affiches s'est développée contre les quatre secrétaires demeurés en fonctions. L'un aurait tenté de résister en s'appuyant sur la milice, deux autres auraient tardé à faire connaître les décisions dont ils avaient été informés à Pékin. Ils ont été finalement arrêtés, d'après des informations dignes de foi, et arrêtés.

La crise entraîne inévitablement un affaiblissement relatif de l'autorité du pouvoir central sur les provinces. Si l'on se réfère aux directives de M. Hua Kuo-feng, si précis les ordres qu'il donne au nom du comité central, il n'en est pas moins une autorité nouvelle, ayant émergé dans une succession de remous, dont la légitimité reste à démontrer et qui, en tout hypothèse, ne peut se percevoir de sa force totale. Au minimum, le nouveau président du parti doit faire preuve de tolérance à l'égard des pouvoirs locaux et ouvrir plus ou moins leurs initiatives. Or, même à travers le filtre de l'information officielle, des nuances apparaissent d'une dépeinte à l'autre dans les témoignages de soutien aux nouvelles autorités

centrales. Le « camarade Hua Kuo-feng » est lui-même plus ou moins fréquemment cité, plus ou moins volontiers présenté comme « de cœur » avec la plume. Certains thèmes, comme celui de la lutte contre la bourgeoisie au sein du parti, sont absents de certains textes, mais subsistent dans d'autres. Schématiquement parlant, les crises de ces dernières années ont laissé dans l'appareil du parti, de l'administration, de l'armée des « strates » d'attitudes, d'autant plus solides qu'elles correspondent à de complexes réseaux de relations personnelles et de positions établies. Ne dit-on pas qu'il existe encore dans l'organisation régionale de l'armée des « lin-piaistes » ? En tout cas, le pouvoir central doit compter avec toutes sortes de bastions à l'intérieur desquels les autorités locales, civiles ou militaires, sont enclenchées, soit à profiter des circonstances pour liquider quelques comptes qui leur tiennent à cœur, soit à opposer une force d'inertie aux consignes de la capitale. Dans un pays comme la Chine, où le centralisme des institutions a toujours été contrebalancé par un certain degré d'autonomie régionale, M. Hua Kuo-feng a un long chemin à parcourir avant que l'ensemble des mécanismes du parti et de l'Etat lui obéissent sans arrière-pensées.

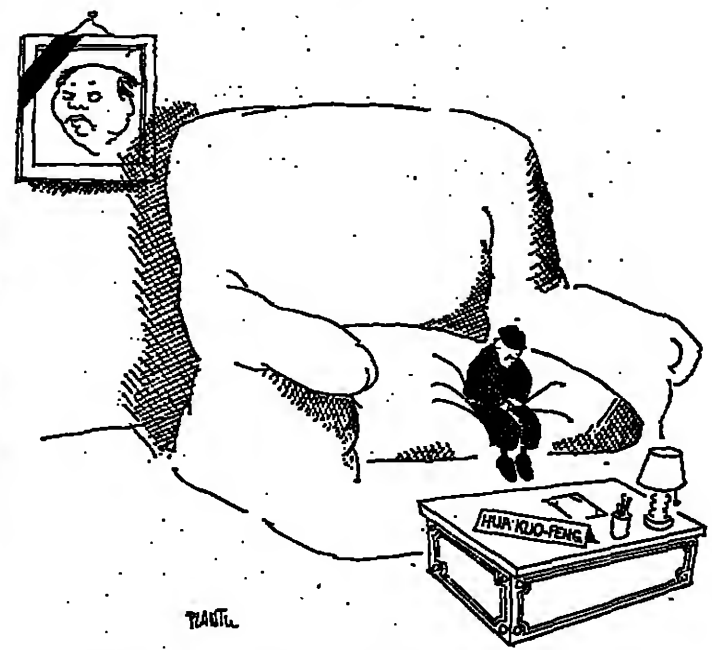
Le nouveau pouvoir se caractérise pour l'instant par un goût de l'équilibre, pour une recherche de l'équilibre entre la gauche et la droite, entre les forces militaires et les forces civiles, entre les forces provinciales et les forces centrales. Le plus clair de cet équilibre est le cas de la lutte contre les « partisans du capitalisme au sein du parti », encore évoquée de manière très intermittente, mais qui ne saurait rester tout à fait ignorée. Ce n'est pas tout. Le même souci d'équilibre se manifeste sur le plan théorique : des documents importants rappellent ainsi que la crise n'est pas une « rupture » de la même manière « empirique » et « dogmatique ». Si l'on reproche aujourd'hui à Mme Chiang Ching et à ses amis de « déstabiliser » le parti, on ne saurait pour dire qu'ils déstabilisent la pensée du président en n'en donnant qu'une version incomplète. Ce n'est pas tout. Les mêmes reproches sont adressés à ceux qui, au sein du parti, ont été accusés de « déstabiliser » le parti, on ne saurait pour dire qu'ils déstabilisent la pensée du président en n'en donnant qu'une version incomplète. Ce n'est pas tout. Les mêmes reproches sont adressés à ceux qui, au sein du parti, ont été accusés de « déstabiliser » le parti, on ne saurait pour dire qu'ils déstabilisent la pensée du président en n'en donnant qu'une version incomplète.

La lutte pour le pouvoir se caractérise pour l'instant par un goût de l'équilibre, pour une recherche de l'équilibre entre la gauche et la droite, entre les forces militaires et les forces civiles, entre les forces provinciales et les forces centrales. Le plus clair de cet équilibre est le cas de la lutte contre les « partisans du capitalisme au sein du parti », encore évoquée de manière très intermittente, mais qui ne saurait rester tout à fait ignorée. Ce n'est pas tout. Le même souci d'équilibre se manifeste sur le plan théorique : des documents importants rappellent ainsi que la crise n'est pas une « rupture » de la même manière « empirique » et « dogmatique ». Si l'on reproche aujourd'hui à Mme Chiang Ching et à ses amis de « déstabiliser » le parti, on ne saurait pour dire qu'ils déstabilisent la pensée du président en n'en donnant qu'une version incomplète. Ce n'est pas tout. Les mêmes reproches sont adressés à ceux qui, au sein du parti, ont été accusés de « déstabiliser » le parti, on ne saurait pour dire qu'ils déstabilisent la pensée du président en n'en donnant qu'une version incomplète.

L'allusion au « capitalisme » qui pourrait être reprochée au P.C.R. par rapport aux démonstrations populaires chinoises ou au nouveau gouvernement de Pékin, répond, en fait, à différentes critiques récemment émises par l'extrême gauche française, maoïste ou non, vis-à-vis de la tradition et de l'absolue fidélité du Quotidien du peuple à son grand homonyme chinois et à l'information officielle qu'il diffuse. Certains dirigeants de l'extrême gauche française, et notamment ceux qui ont été accusés de « déstabiliser » le parti, on ne saurait pour dire qu'ils déstabilisent la pensée du président en n'en donnant qu'une version incomplète.

Thavathas, commandant de la première division d'infanterie basée à Bangkok.

PATRICE DE BEER.



Les maoïstes français s'interrogent sur les événements

Le Quotidien du peuple, édité par l'une des principales branches de la « famille » des maoïstes français, le parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), a rompu dans son numéro du mardi 19 octobre, le long silence observé jusqu'alors par la presse pro-chinoise sur les événements de Pékin et de Changhaï. Il a publié, en effet, plusieurs lettres de lecteurs exprimant ce silence, et un communiqué de l'agence chinoise de nouvelle daté du 18 octobre et soulignant que « la classe ouvrière de Changhaï (...) soutient fermement les décisions importantes des autorités centrales ». Le quotidien maoïste a annoncé, en outre, qu'il se fera désormais régulièrement l'écho des événements de Chine, « au fur et à mesure que la lutte actuelle s'intensifiera », et précise qu'il ne s'agit là d'aucun « sui-generis » vis-à-vis des manifestations de masse qui ont lieu actuellement en Chine populaire pour soutenir M. Hua Kuo-feng. Le Quotidien du peuple estime en outre qu'« il n'y a rien à voir » entre les réactions qui ont suivi la mort de Staline en Union soviétique et la lutte pour le pouvoir observée aujourd'hui à Pékin. « Nous affirmons notre conviction, conclut-il, que la Chine est et restera rouge ».

reprocher au P.C.R. de se racher, mais sans information sérieuse à l'égard de la politique gouvernementale chinoise vis-à-vis des éléments les plus « gauchistes ».

Quant à la volonté affirmée par le Quotidien du peuple de poursuivre la publication d'articles consacrés à la situation en Chine, elle se manifeste par l'insertion, dans son numéro daté de ce mercredi 20 octobre, d'une étude de Chine nouvelle consacrée à un « mouvement de masses pour éduquer consciencieusement le marxisme, le léninisme et la pensée maoïste » qui se développe dans la fabrique générale d'articles de bonnetterie de Pékin.

L'« Humanité rouge », de son côté, a également rompu le silence qu'elle avait observé jusqu'alors sur les événements de Chine, mais d'une façon très indirecte. Elle a, en effet, publié dans sa rubrique des informations générales (numéro du 19 octobre), et sous le titre : « Il faut lire et étudier les œuvres de Mao Tse-toung », deux extraits de celles-ci ayant trait aux « méthodes de direction » et aux « méthodes de travail » et datant respectivement de 1943 et 1949. Il s'agit de principes très généraux et très connus de la pensée politique du dirigeant chinois. L'« Humanité rouge », à partir de ces masses pour retourner aux masses, « élaborer de justes méthodes de travail ». Dans son numéro du 20 octobre, le quotidien maoïste dénonce « la campagne anti-chinoise de la bourgeoisie », et « rejette avec violence les interprétations éhémériques », sans plus préciser sa position à cet égard, et en attendant les explications précises et nécessaires.

Les maoïstes-léninistes français avaient toujours insisté, dans leurs efforts pour améliorer la rédaction et la diffusion de leurs différents journaux et quotidiens, sur l'importance de l'existence de telles tribunes, du haut desquelles ils pourraient dénoncer « les mensonges de la presse bourgeoise », s'agissant en particulier de la Chine populaire, et le faire au jour le jour ou presque.

Or la presse maoïste française, dans son ensemble, était restée jusqu'alors d'un mu-

tième quasi total sur les derniers événements de Chine, après avoir pris soin d'expliquer qu'il serait rendu compte de ces événements « dès que l'on sera en mesure de le faire sur la base d'informations sérieuses permettant de fonder son jugement », selon la formule de l'Humanité rouge du 15 octobre.

Le Quotidien du peuple avait publié le même jour, sans aucun commentaire et sous le seul titre : « Chine » un long communiqué de l'agence Chine nouvelle exaltant « le président Mao, plus grand maoïste de notre temps », se félicitant de la réédition de ses œuvres complètes et appelant à l'unité « autour du comité central du parti, ayant à sa tête le camarade Hua Kuo-feng ». La dépêche de Pékin était, il est vrai, datée du 10 octobre.

De son côté, le quotidien trotskiste Rouge a pris à partie, mardi, l'« Organisation communiste Révolutionnaire » à propos des commentaires apportés par son hebdomadaire sur les mêmes événements. Révolution (qui se réfère à la révolution chinoise et compte dans ses rangs de nombreux marxistes-léninistes) faisait part dans son dernier numéro à la fois de son inquiétude devant les interprétations auxquelles se livrait à ce sujet l'extrême gauche non maoïste. Rouge ironise sur « la génie de Révolution » et déclare partager d'ailleurs les inquiétudes que se font sur le bien-fondé des informations en provenance de Pékin — B.B.

A travers le monde

Finlande

LES RESULTATS DEFINITIFS des élections municipales qui ont eu lieu les 17 et 18 octobre, donnent 66,5 % des voix aux partis non socialistes (54,7 % aux élections municipales de 1972). Les socialistes ont obtenu 33,5 % des voix (37,1 % en 1972). Les communistes 18,5 % (17,5 % en 1972). Le parti centriste (ancien parti agrarien) 18,6 % (18 % en 1972). Les conservateurs 20,9 % (18,1 %), et les libéraux 4,8 % (5,2 %).

Inde

L'ANCIEN SOUVERAIN DU SIKKIM, Palden Thondup Namgyal, a été déposé, mercredi 19 octobre, dans son palais de Gangtok, annonce l'agence Samachar. Il aurait absorbé une dose importante de barbituriques. Il a été transporté par avion dans un hôpital de Calcutta, où son état est considéré comme grave. Souverain, depuis 1964, du Sikkim, petit Etat himalayen situé entre la Chine, le Népal, le Bhoutan et l'Inde, Palden Thondup Namgyal était pratiquement en résidence surveillée (par l'armée indienne) depuis le référendum organisé, en avril 1975, contre sa volonté. Le royaume, jusqu'alors protectorat de l'Inde, était alors devenu un Etat de l'Union indienne, et la monarchie avait été abolie.

Vietnam

LE PREMIER PROTOCOLE D'ACCORD franco-vietnamien en matière de coopération culturelle a été signé mardi 19 octobre à Hanoi. Il prévoit le financement par la France de la première tranche de la section française de l'Ecole normale supérieure des langues de Hanoi pour un montant de 1.800.000 francs. Les autres tranches feront l'objet d'accords ultérieurs.

Thaïlande

La junte assure qu'elle ne se livre pas à une quelconque chasse aux sorcières

De notre correspondant

Bangkok. — Le Comité national de réforme administrative (C.N.R.A.) a lancé, mardi 19 octobre, un appel à toutes les personnes qui se cachent depuis le coup d'Etat, leur demandant de rentrer chez elles et leur promettant qu'elles ne seront pas inquiétées si aucune charge n'est retenue contre elles. Ces personnes ne doivent pas craindre une quelconque chasse aux sorcières. Or, un quotidien vient de publier une liste de cinquante-sept journalistes « qui servent le communisme ». Selon le Khao Rakoon,

des journalistes « sont fichés par la police et leurs noms sont considérés comme étant pro-communistes à plus de 70 % ». La police, ajoutait ce journal, est prête à les arrêter dès qu'elle en aura reçu l'ordre.

Le porte-parole du C.N.R.A. a déclaré que cette liste a été préparée par un quelconque service officiel. Comment en expliquer la publication, puisque tous les journalistes sont soumis à la censure ? Deux des cinquante-sept journalistes sont d'ailleurs déjà sous les verrous : M.M. Pan-sak Vinyarn, directeur de l'hebdomadaire Chabababhai Chababhai, et Wachara Cedhoyaterang. Alias Yodthong, collaborateur du quotidien Thai Rath, et qui est célèbre dans le royaume.

On ignore toujours, à quelques exceptions près, le nom — et le nombre — des personnes arrêtées depuis le 6 octobre. Les porte-parole affirment depuis plusieurs jours qu'ils ne savent pas combien il y a de prisonniers politiques. Rares sont ceux, semble-t-il, qui ont été informés des charges qui pèsent contre eux. En vertu d'un nouveau texte, la détention préventive a été étendue à cent quatre-vingt jours. Et, bien que les autorités affirment n'arrêter qu'à bon escient, il aura fallu attendre mardi pour que les responsables de la police se réunissent pour mettre au point une définition des « personnes nuisibles à la nation ». On cite le cas de Thaïlandais arrêtés par un service qui ne sachant qu'en faire, a téléphoné aux différentes armées et à la police pour savoir qui voulait bien s'en charger.

Les tribunaux militaires ont commencé de siéger lundi pour juger les quelque cinq cents étudiants encore détenus. De nou-

velles arrestations sont signalées à Bangkok et en province. Et même temps, les rumeurs les plus inquiétantes circulent, qui font état de brutalités, voire de tortures et de décès de prisonniers. La campagne contre le « subversion » intellectuelle se poursuit. Des militaires raident par camions entiers la littérature « subversive » et les livres, selon trois critères : il y a les livres destinés à être brûlés, ceux qui peuvent être censurés, et ceux qui sont placés dans les bibliothèques de l'armée. L'intention de l'enseignement de toute doctrine politique s'étend désormais à l'enseignement de la démocratie.

Les « durs »

semblent l'emporter

La junte militaire ne semble toujours pas avoir réussi, deux semaines après le putsch et à la veille de la publication de la nouvelle Constitution et de la formation du gouvernement, à surmonter ses divisions. Un divorce entre « durs » et « modérés » se serait fait jour. Les « modérés » seraient dirigés par le général Sern Nakhon, commandant en chef de l'armée de terre. Il se serait proposé de démissionner de la junte et aurait demandé un assouplissement de la répression, en particulier de celle des étudiants. Mais les « durs » semblent l'emporter. Ils sont menés par le général Kriangsak Chamanand, qui apparaît comme l'homme fort de la junte, et par deux officiers discrets mais très actifs : le général Yot Thepsin, de l'armée de terre, qui est proche de l'ancien dictateur, le maréchal Prapass, et le général Aron-

Cette semaine dans Newsweek — Upheaval in China: Hua takes over Italy: The price of power France's professional Premier

Chaque semaine, Newsweek rend compte de l'actualité mondiale de façon honnête et neutre, et présente les diverses opinions — souvent contradictoires — qui s'expriment aux quatre coins du globe. Newsweek ne s'aliène par aucun parti-pris politique, social ou régional. Chaque fait est relaté depuis la source même des événements et commenté selon le point de vue international.

C'est la seule façon, selon Newsweek, d'informer objectivement ceux qui veulent savoir comment, au-delà de leur propre pays, l'actualité affecte le monde. Semaine après semaine, Newsweek écrit un chapitre de l'histoire du monde. Un monde où nous vivons.

Newsweek L'Histoire en action.

L'AVIATION AMERICAINE AUTORISEE A UTILISER LA BASE DE TAKHLI

Bangkok (U.P.I.). — Un porte-parole militaire américain a annoncé mercredi 20 octobre que la base aérienne de Takhl, située au nord de Bangkok, est utilisée comme point d'escale par les avions américains se rendant des Philippines à Diego-Garcia, dans l'océan Indien. Il a précisé que « plusieurs vols américains » se trouvent à Takhl à cette fin. D'autres sources estiment qu'il y a en fait trente techniciens au moins sur la base.

Takhl fut utilisée par les appareils de l'U.S. Air Force pendant la guerre d'Indochine. Les militaires américains évacuèrent cette base en 1974. Mais des techniciens civils y revinrent aussitôt après la fermeture de toutes les bases américaines de Thaïlande, le 20 juillet.

M. Thanet Khotman, conseiller de la junte militaire de Bangkok, avait récemment laissé entendre que les avions américains pourraient faire escale à Takhl sans avoir à demander une autorisation aux Thaïlandais.

EUROPE

Espagne

Le gouvernement interdit le congrès du parti socialiste ouvrier

Le congrès du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), qui devait avoir lieu du 4 au 7 novembre à Madrid et auquel les plus importants leaders socialistes européens devaient participer, a été interdit le 19 octobre par le gouvernement civil de Madrid. Le gouvernement a jugé « inacceptable » la demande présentée par le P.S.O.E. et l'a invité à formuler un autre projet. Dans un communiqué, diffusé mardi soir 1^{er} octobre, le P.S.O.E. a manifesté sa « ferme volonté d'organiser quand même ses assises à l'intérieur de l'Espagne ». Il dénonce l'« attitude discriminatoire » du gouvernement.

Madrid (A.F.P.). — L'interdiction du congrès du parti socialiste ouvrier espagnol par le gouvernement civil de Madrid devrait permettre au gouvernement espagnol d'éviter de se battre avec Cortés, contre les franquistes « orthodoxes », pour l'adoption du projet de réforme politique.

Cette interdiction du congrès ne reflète, en fait, estime-t-on à Madrid, que la volonté du gouvernement de retarder le rassemblement qui irrite les franquistes et

qui pouvait les inciter à s'opposer aux volontés de réforme du gouvernement aux Cortés.

Les ultras du franquisme étaient en effet très mécontents de la tenue de ce congrès, qui prévoyait d'accueillir de nombreux responsables socialistes étrangers, comme M. Willy Brandt, M. Michael Foot, ministre du cabinet britannique, M. Mario Soares, premier ministre portugais, M. Olof Palme, ancien premier ministre suédois, M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S. français, ainsi

que des représentants des pays de l'Est comme la Yougoslavie ou la Roumanie.

Le gouvernement a demandé aux Cortés que le projet de réforme soit examiné selon une « procédure d'urgence », qui évite au texte d'être étudié par des « commissions parlementaires », prévoyant toutes les semaines pour l'examen de la loi.

Face à cette situation déjà délicate, la tenue d'un congrès socialiste, avec la présence de personnalités étrangères, risquait de « cabrer » la vieille garde franquiste, notent les observateurs. Aussi, ces derniers temps, les ambassadeurs d'Espagne à Londres, Lisbonne et dans d'autres capitales européennes ont tenté de faire pression pour que des représentants socialistes ne soient pas envoyés au congrès.

Belgique

Le représentant du Front des francophones est battu pour la présidence du Conseil culturel français

De notre correspondant

Bruxelles. — A l'issue d'une épreuve brève mais serrée, M. Emile-Edgar Jeunehomme, ancien ministre libéral, a été élu mardi 19 octobre par 84 voix sur 150, d'une manière inattendue, à la présidence du Conseil culturel français. Cette assemblée regroupe tous les parlementaires députés et sénateurs, de la Wallonie et du

(F.D.F.) ou M. Pierre Falize, socialiste, ancien ministre de la Culture, et c'est M. Jeunehomme qui, à la surprise générale, a gagné. C'était là une des principales manifestations du malaise politique provoqué par les élections communales du 10 octobre dernier.

Depuis la victoire du F.D.F. dans la capitale — le parti francophone a progressé en moyenne de 10 % dans l'agglomération bruxelloise, tous les partis traditionnels, aussi bien ceux de la majorité (social-chrétien et libéral) que ceux de l'opposition socialiste, se liguent pour lui barrer la route. Des alliances ont été conclues pour l'élection de plusieurs députés de la capitale. M. Bastien Rispoul, a même démissionné pour protester contre les « manœuvres » de certains de ses amis, trop disposés à participer à la lutte anti-F.D.F.

Danemark

L'expulsion des diplomates nord-coréens

UNE TRENTAINE DE PERSONNES AURAIENT ÉTÉ ARRÊTÉES DANS LES QUATRE PAYS SCANDINAVES

(De notre correspondant.)

Copenhague. — L'affaire de l'ambassade de Corée du Nord, qui a éclaté vendredi 15 octobre à Copenhague, prend des dimensions scandaleuses : une trentaine de personnes ont été écrouées dans les quatre pays, et plus d'une vingtaine de diplomates nord-coréens accusés de s'être livrés à divers trafics ont été frappés de mesures d'expulsion ou sont menacés de l'être. Le gouvernement danois poursuit un dialogue difficile avec le gouvernement de Pyongyang par l'intermédiaire de son représentant à Pékin. Pyongyang aurait menacé de rompre ses relations diplomatiques avec le Danemark, mais le ministre danois des affaires étrangères a démenti ces rumeurs. Copenhague tient sans nul doute à ses relations avec la Corée du Nord que les dirigeants sociaux-démocrates ont réussi à normaliser, il y a quelques années, avant tout le monde, sans rompre pour autant avec la Corée du Sud.

Certains intérêts économiques peuvent également expliquer cette attitude : plusieurs firmes danoises, qui ont fait ces temps derniers des livraisons en Corée du Nord (notamment une usine d'électronique), attendent d'être payées.

Les observateurs sont de plus en plus persuadés que les diplomates nord-coréens en poste en Europe du Nord menaient une politique systématique et concertée dont les buts et les modalités sont encore cependant loin d'être éclaircis. Le quotidien *Berlingske Tidende* (conservateur) assure qu'ils auraient commencé ces activités quand, l'an dernier, leur gouvernement a brusquement réduit les traitements de tous les fonctionnaires résidant à l'étranger.

Le *Lang og Folk* (organe du parti communiste danois orthodoxe) se refuse jusqu'à nouvel ordre à croire à cette histoire « absurde » et insiste qu'elle aurait pu être montée de toutes pièces par les services secrets sud-coréens. — C. O.

Portugal

« Un nouveau mouvement des copistes » vient d'être créé au Portugal. Présentant surtout des revendications corporatistes (promotions, retraites, etc.), il est néanmoins politisé. Les capitaines contestent notamment la représentativité du Conseil de la révolution et réclament des élections dans les différentes régions militaires.

Vient de paraître aux Editions Cujas

Kadhafi

Le livre vert

Après le petit livre rouge de MAO, le livre vert de KADHAFI (Le Monde)

U.R.S.S.

M. Brejnev envisage de faire un voyage officiel à Bucarest

De notre correspondant

Vienne. — La Roumanie accueille avec enthousiasme les ambassadeurs soviétiques. De source yougoslave, on indique que le secrétaire général soviétique aurait fait connaître ces derniers jours au gouvernement de Belgrade et de Bucarest son désir de visiter ces deux capitales, et de passer dans le courant du mois de novembre. Si ces informations se confirment, ce voyage serait le premier.

Depuis qu'il est à la tête du P.C. soviétique, M. Brejnev n'a, en effet, jamais été reçu officiellement par les dirigeants roumains. Pour le moment, le traité d'amitié entre les deux pays en 1970, il avait laissé à Kossyguine, chef du gouvernement, faire tout seul le voyage à Bucarest, et lors des dix-huit et dix-neuf congrès du parti roumain, en 1969 et 1974, c'est M. Kirilenko,

notre membre du bureau politique, qui avait dirigé la délégation soviétique.

Toujours de source yougoslave, on indique que la visite de M. Brejnev pourrait coïncider avec une réunion à Bucarest du Comité politique consultatif du pacte de Varsovie ou la préparation de quelques jours. Une décision de principe quant à cette réunion aurait déjà été prise par les pays membres de l'Organisation. Les travaux de l'instance politique suprême du pacte ont eu lieu à Bucarest pour la dernière fois en 1969.

Venant après le séjour effectué cet été par le président Ceausescu en U.R.S.S., ces nouveaux éléments renforcent le sentiment que les diri-

geants roumains essaient depuis quelques mois d'activer leurs relations avec leurs alliés communistes européens. Outre un rapprochement sensible avec l'Union soviétique, les contacts à un niveau élevé avec les autres États membres du pacte de Varsovie ont été un peu plus fréquents ces derniers temps. Ainsi, il y a une semaine, M. Ceausescu recevait M. Gierak, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, et le général Heinz Hoffmann, ministre allemand de la Défense, est arrivé le 18 octobre à Bucarest.

Cette dernière visite retient l'attention dans la mesure où les Roumains réagissent à une intégration trop poussée avec les autres armées des pays « frères », et limitent par exemple leur participation, lors des manœuvres communes, à la présence d'officiers d'état-major. Le 7 octobre, M. Ceausescu a toutefois assez fermement insisté devant un colloque de cadres militaires sur le caractère pour l'armée roumaine de coopération avec les autres socialistes, et de respect des engagements passés avec eux. Ce sera néanmoins, a-t-il souligné, y compris après la dissolution des blocs militaires.

Cette position n'est pas nouvelle. Il y a deux ans, à l'occasion du jour de l'armée, le secrétaire général du parti roumain avait donné des assurances à ses alliés quant à l'avenir en termes similaires. Mais les derniers discours de M. Ceausescu, et en particulier celui adressé au commandement de l'armée, marquent plus de modération que par le passé. La défense de l'indépendance et de la souveraineté nationale est toujours exaltée avec passion, mais l'appel au sentiment patriotique de la population est moins vigoureux. Le chef du parti roumain a même évité devant les responsables militaires de s'en prendre, comme il avait l'habitude de le faire, à la politique de dilata-tion et d'égarement. Ce oubli n'est pas sans importance. C'est un dirigeant roumain apparemment assagi que M. Brejnev rencontrera prochainement à Bucarest, et si confirmant les rumeurs concernant ce voyage si longtemps retardé.

MANUEL LUCBERT.

A Odessa

Cent quarante délégués français et soviétiques ont participé à la deuxième rencontre des villes jumelées

De notre correspondant

Moscou. — La deuxième rencontre des représentants des villes jumelées françaises et soviétiques (une cinquantaine au total) s'est terminée samedi 16 octobre à Odessa, sur la mer Noire. Les cent quarante délégués français et soviétiques ont adopté à l'issue de cette réunion une résolution dans laquelle ils ont notamment émis le vœu d'organiser en 1978 des échanges de mille personnes entre villes françaises et soviétiques : un millier de Soviétiques séjourneraient en France pendant une semaine et un millier de Français séjourneraient en U.R.S.S. pendant le même laps de temps. Cette proposition avait été avancée par l'Association France-U.R.S.S., qui s'est chargée, avec les Soviétiques, de l'organisation de la rencontre.

Outre les aspects pratiques des jumelages, les délégués présents à Odessa ont surtout étudié leur action en tant que mise en pratique de la coopération humaine. M. Guy Desson, président délégué de France-U.R.S.S., a présenté un rapport sur ce sujet, ainsi que M. Evgeni Ivanov, premier vice-président des relations soviéto-françaises, et M. Desson s'est fait l'écho de certaines préoccupations soviétiques, à l'occasion de la conférence.

Le chef du gouvernement a expliqué que les échanges de personnes sont une manière d'acquiescer aux résultats positifs acquis, tandis que, par ailleurs, les échanges de personnes sont une manière d'acquiescer aux résultats positifs acquis, tandis que, par ailleurs, les échanges de personnes sont une manière d'acquiescer aux résultats positifs acquis.

Traitant plus particulièrement les échanges humanitaires et d'informations, M. Desson a expliqué que l'opposition qui subsiste entre pays socialistes et occidentaux : « Pour les pays de l'Est le développement des contacts humains et des échanges d'infor-

mations est subordonné aux problèmes de la détente politique et militaire. Les Occidentaux se sont battus pour écarter cette conception de la coopération humaine, car ils ne veulent pas des libertés fondamentales. De cette distorsion résulte une situation qui est exploitée par la presse occidentale et qui constitue la grande majorité des informations sur les sujets des accords d'Odessa. Qu'on ne s'y trompe pas toutefois : il s'agit d'écarter la situation qui existait il y a une dizaine d'années pour constater un progrès certain sur l'état de « cet antérieur ».

Un troisième sujet a été abordé par les délégués : la ville et la santé de ses habitants, ce qui a entraîné une vive discussion entre délégués français venant d'horizons politiques différents.

JACQUES AMALRIC.

La «Pravda» publie la «lettre de repentir» d'un jeune Français arrêté pour avoir distribué des tracts antisoviétiques

De notre correspondant

Moscou. — M. Jean-Christophe Tirat, le jeune photographe français arrêté le 1^{er} septembre dernier à Moscou après avoir distribué des tracts antisoviétiques, pourrait être expulsé, assez rapidement. C'est en tout cas ce qu'on laisse entendre après la publication dans la *Pravda* et la *Komsomolskaya Pravda*, ce mercredi 20 octobre, d'une longue lettre d'excuses adressée par l'intéressé au président du Soviet suprême. M. Tirat aurait dû recevoir, mardi, la visite d'un membre de l'ambassade, mais cette rencontre a été reportée à une date indéterminée par la partie soviétique.

Dans la lettre publiée, le jeune Français affirme avoir été « mis dans l'erreur par la presse occidentale, qui ne cesse pas de propager des mensonges contre l'Union soviétique ». Il explique qu'il est arrivé à Moscou le 31 août dernier avec un « visa touristique », porteur de tracts qui lui avaient été envoyés par l'organisation norvégienne SMOG.

« Je me suis mis à distribuer des tracts le 1^{er} septembre près de la station de métro Pouchkine. Deux minutes plus tard, deux hommes m'ont conduit au commissariat de milieu le plus proche (...). J'ignorais que le peuple soviétique, opposé par une prétendue dictature, apprécierait mes actes. Or les deux hommes qui m'ont conduit à la milice n'étaient pas des militaires comme je le supposais mais des ouvriers. »

« M. Tirat, qui n'a passé que vingt-quatre heures en liberté à Moscou, vient ensuite « les succès remarquables du système social et politique » soviétique, la « liberté politique » qu'il apporte, la prospérité des rues de Moscou, la sécurité de son milieu, l'absence d'embouteillages et de pollution, la multitude des espaces verts, la chaleur humaine des habitants, et met en opposition à ce tableau idyllique la situation en Occident. Il fait également amende honorable pour avoir mis sur le même plan « l'indépendance soviétique » et l'« indépendance soviétique ».

« C'est une des principales raisons de mon défilé. J'ignorais une vérité évidente : le peuple qui mène la lutte pour la liberté et la justice, qui combat contre des forces armées par des moyens immoraux et s'élève au-dessus de leurs crimes, ce peuple a le droit de se défendre par tous les moyens. Maintenant, je comprends : à une lutte armée, il faut répondre par une lutte armée », ajoute-t-il, après avoir expliqué qu'il avait été entraîné au pacifisme par la Bible et par Tolstoï.

M. Tirat conclut ainsi sa lettre au président du Soviet suprême : « J'espère que mon acte déraisonnable n'affectera pas la grande amitié soviéto-française laquelle, je le sais, vous attachez une grande importance. Je vous prie d'accepter mes excuses et mes regrets sincères, et j'espère que la prochaine fois je pourrai visiter votre pays dans de meilleures conditions. Mais mon but principal est de faire connaître la vérité sur les activités honnêtes des groupements anti-soviétiques. » — J. A.

Grande-Bretagne

La gauche travailliste renonce à un « contre-discours du trône » d'inspiration socialiste

Londres (A.F.P.). — M. James Callaghan, premier ministre britannique, 19 octobre, a déclaré à 19 octobre, la gauche du Labour qu'il ne pourrait pas inscrire les grands projets de loi socialistes au programme du gouvernement pour 1977.

M. Callaghan a lancé cet avertissement au cours d'une réunion commune du cabinet restreint et du comité exécutif du parti travailliste, convoquée pour examiner le contenu du discours du trône

que la reine lira au Parlement le 17 novembre, jour de l'ouverture de la nouvelle session.

Le chef du gouvernement, qui s'est heurté à une résistance beaucoup moins forte que prévu de la part des chefs de la gauche, a expliqué que le Parlement devrait consacrer le plus clair de son temps à l'examen et au vote du projet de création d'assemblées régionales en Ecosse et au Pays de Galles.

Le comité exécutif, dominé par la gauche, a finalement renoncé à soumettre au gouvernement une série de contre-projets de discours du trône d'inspiration socialiste. L'un des chefs de la gauche, M. Eric Heffer, a certes demandé la création d'un impôt sur la richesse et le développement du contrôle des importations. Mais l'essentiel de l'effort de l'exécutif a porté sur la relance de l'économie, et notamment sur la création d'un million d'emplois nouveaux en trois ans.

Le chancelier de l'Échiquier, M. Denis Healey, a répliqué en soulignant que la Grande-Bretagne avait vécu l'emprunte en 1975 et 1976, que le fardeau de sa dette était aujourd'hui effrayant, et que ses moyens d'action étaient en conséquence limités.

D'autre part, la Chambre des lords a voté mardi à l'aube d'une forte majorité une série d'amendements qui vont retarder l'entrée en application du projet de loi travailliste sur la nationalisation des industries aéronautiques et navales.

Journal de 150

EUROPE

Pologne

Le jour où le peuple crut prendre le pouvoir

(Suite de la première page.)

Afin de mieux marquer sa volonté de renouvellement, M. Ochab fit un geste hautement symbolique. M. Gomulka, l'ancien secrétaire général emprisonné sous Staline et déjà réhabilité, fut réintégré dans le parti.

Le procès des émeutiers de Poznan

Que faire alors des personnes arrêtées après les troubles de Poznan ? Puisque les plus hautes autorités rejettent la thèse de la provocation, il n'était pas possible de les juger comme des adversaires du socialisme. Il n'était pas davantage possible de les relâcher sans formalités. Des procès eurent donc lieu, auxquels la Pologne n'était plus accoutumée. Les prévenus se défendaient et étaient défendus avec acharnement. Le public suivait passionnément les débats et, au fur et à mesure des audiences, les rôles paraissaient inversés. C'était, en fin de compte, le régime qui faisait figure d'accusé. Il était déjà trop tard pour se contenter d'une politique d'apaisement. L'effervescence gagnait le pays. Pris entre une population qui exigeait tout de suite un grand chambardement et des alliés soucieux de freiner la déstalinisation, les dirigeants en place perdaient le contrôle de la situation. Allaient-ils proclamer qu'il y avait eu malentendu, et reprendre par la force la plus brutale tout ce qu'ils avaient abandonné depuis des mois ?

En ces jours dramatiques, M. Ochab fit pencher la balance. Celui que Staline qualifiait de « boche à dents d'acier » se refusa à conduire la répression. Mieux, il céda sa place de premier secrétaire à M. Gomulka qui seul, en raison de ses antécédents antistalinistes, pouvait rallier au régime la masse de la population. Les Soviétiques ne l'entendaient pas ainsi. Ils jugeaient insupportable le retour en scène — et sous la pression de la foule — d'un homme qui passait pour un « communiste nationaliste » et qui naguère s'était opposé à la collectivisation agricole.

Ils décidèrent d'user de grands moyens. Les troupes russes stationnées sur le territoire polonais firent mouvement. En pleine session du comité central, quatre

dirigeants soviétiques — MM. Molotov, Mikoyan, Kaganovitch et Khrouchtchev — débarquèrent sans crier gare, accompagnés de quatorze généraux. Leur premier objectif était d'empêcher l'élection de M. Gomulka. Ils comptaient sur l'appui, au sein de la direction polonaise, du groupe appelé « nationaliste » qui entendait maintenir le vieux système et s'en tenait au principe de la fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S.

De l'autre côté, se trouvait la majorité du comité central, acquiesce par conviction ou par résignation au changement et qui, cette fois, était décidée à ne pas se laisser dicter de l'étranger le choix de son chef. Cette force-là eût été bien dérisoire si les ouvriers des usines ne s'étaient mobilisés et si nombre de militaires n'avaient montré leur volonté de défendre l'indépendance. Le ministre de la défense, Rokossowski, un maréchal soviétique, redevenu polonais pour quelques années, commandait dans le vide. Certes, des troupes russes auraient surclassé les rebelles polonais, civils et militaires. Mais, cette fois au moins, les dirigeants du Kremlin eurent peur d'un scandale qu'aurait provoqué un choc sanglant. Ils firent la part du feu. M. Gomulka pouvait quand même sauver le socialisme. Qu'il tente donc sa chance ! Khrouchtchev fut un des premiers à complimenter le nouveau premier secrétaire qu'il avait insulté à son arrivée dans la capitale.

Liesse dans Varsovie

Le dénouement suscita la liesse dans Varsovie, écho de sa victoire. Les Polonais ne se rendaient pas encore compte du caractère ambigu de la situation. M. Gomulka combloit leur espérance. Sa dignité devant les Soviétiques guérissait des humiliations subies pendant dix ans. Il rendait leur liberté aux paysans embrigadés de force dans les fermes collectives. Il concluait un accord avec l'Eglise catholique. Et, le 20 janvier 1957, lors des seules élections peut-être qui aient eu un sens dans un régime communiste, il faisait approuver par les citoyens sa politique ou plutôt ce qu'il représentait.

Pourtant, le héros national s'installait déjà dans de vieux meubles. Il s'appliquait à reconstituer le parti en pleine décomposition, contre lequel la foule

s'était dressée. Il parlait un « langage de Polonais », mais la « raison d'Etat » l'incitait de plus en plus à ménager le voisin soviétique. Lors de l'intervention russe à Budapest il n'avait pas lancé le cri de colère que ses compatriotes attendaient. Dès 1958, il se retournait contre ceux qui avaient été les champions les plus résolus de son retour au pouvoir. Il n'allait pas tarder à entrer en conflit avec l'Eglise. Au début des années 60, il ne restait apparemment rien, ou plus grand-chose, de la grande espérance. Les intellectuels constataient qu'ils étaient en fait moins libres qu'ils ne l'avaient été en 1935-1936, et le défenseur de l'indépendance était devenu l'un des meilleurs alliés de l'U.R.S.S.

L'ébranlement d'octobre 1956 a eu, cependant, des conséquences durables. Les rebelles ont été à la fois vaincus et triomphants. Ils ont fait la démonstration que même dans un pays communiste un peuple peut renverser la direction. Leurs héritiers ont renouvelé l'expérience en 1970, puis en juin 1976. Ils ont montré, une fois pour toutes, que dans des Etats socialistes aussi le peuple avait ses aspirations. Et ils ont appris à leurs chefs qu'il pouvait être dangereux de n'en jamais tenir compte.

BERNARD FÉRON.

YASHICA, ZEISS et PORSCHE vous invitent à découvrir le

CONTAX RTS

dans le numéro 40 de "Zoom" et le numéro 109 de "Photo".

autriche

le pays qui fête l'hiver!



- 1 semaine, 1/2 pension (sans transport) à partir de 440 F.
- 1 semaine, transport A et R, ch. + pt. déj. à partir de 655 F.

Office National Autrichien du Tourisme 12, rue Auber, 75009 Paris

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____



Quand un homme N°1 nous dit qu'il arrive. Nous sommes prêts à le recevoir.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



LA VOITURE EST RETENUE.

LES PAPIERS SONT PRETS.

VOUS PARTEZ.

Nous savons ce qu'il faut faire quand un homme N°1 nous téléphone pour nous dire qu'il va atterrir sur l'un des grands aéroports d'Europe ou d'Amérique du Nord et qu'il a besoin d'une voiture, arrivé à destination. Et nous le faisons.

Nous remplissons son contrat de location par avance. Comme cela, il n'a pas à le faire à son arrivée. Il n'a plus qu'à le signer, prendre ses clés et partir au volant de la voiture entièrement nettoyée et contrôlée que nous mettons à sa disposition.

Adhérez vous aussi au Hertz N°1 Club*. A votre arrivée, vous n'aurez plus qu'à signer et prendre le volant de la voiture que vous aurez demandée: une Ford Escort ou Granada, ou une autre grande marque. Appelez le numéro qui se trouve en bas de cette page, ou celui de votre agence de voyage, et dites-nous quand et où vous voulez votre voiture. Elle sera au rendez-vous.

Pas de frais d'inscription. Plus jamais de formulaires. Pourquoi perdre du temps à louer une voiture? Demandez votre inscription au Hertz N°1 Club, à n'importe quel bureau au comptoir Hertz. Ou la prochaine fois que vous louerez une voiture chez nous, demandez à être inscrit automatiquement. * en Allemagne, Hertz VIP Club.



Hertz N°1 Club.
788.51.51

TELEPHONEZ, SIGNEZ, ET PRENEZ LE VOLANT.

Les chiffres lumineux s'envolent, les écrits restent.

Voici la première calculatrice compacte. Rechargeable. Imprimante à large bande de contrôle. Facit Addo 1140 Compact.

Où que vous alliez, vous conservez la trace de vos calculs.



495 F HT
594 F TTC
(TVA 12%)

Machines à écrire, calculatrices, systèmes de gestion. Magasins spécialisés, librairies-papeteries.

Facit Addo, 306, rue du Pdt S. Allende, 92700 Colombes. Tél. 780.71.17. Spécialement et concessionnaires partout en France.

Tous renseignements compact 1140, Nom: _____ Adresse: _____

AFRIQUE

Ouganda

La situation intérieure demeure très tendue

Nairobi. — Depuis le raid israélien sur l'aéroport d'Entebbe, le maréchal Idi Amin Dada a beaucoup moins fait parler de lui. Cela ne signifie pas que tout est calme en Ouganda. En fait, l'ancien président de l'Organisation de l'unité africaine semble avoir consacré l'essentiel de ses efforts depuis juillet dernier à tenter de consolider l'assise réduite d'un pouvoir ébranlé.

Le major-général Mustapha Andrieu, qui avait fermement déconseillé au président ougandais l'épreuve de force avec le Kenya à la suite du raid sur Entebbe, vient d'être relevé de ses fonctions de ministre de la défense au chef d'état-major de l'armée de terre (le 15 octobre). Cet ancien sous-officier assez fruste, d'origine kakwa comme le maréchal, faisait figure de numéro deux du régime. Il a été remplacé par le colonel Mondo, l'un des rares militaires ougandais ayant une véritable formation d'officier.

On ignore encore le sort réel réservé au général Mustapha, nommé inspecteur des armées. Si les disparitions sont fréquentes en Ouganda, une personnalité tombée en disgrâce revient sur le devant de la scène. C'est le cas d'un ancien commissaire de police, M. Ali Twayiti, rappelé à la tête de la police à la suite de l'attentat auquel le maréchal Amin a échappé en juin dernier dans la capitale.

Les signes de tension demeurent. Radio-Kampala a rapporté, fin septembre, que plusieurs charges d'explosifs avaient été « découvertes » dans quatre centrales électriques de province. Le conseil de défense du maréchal a mis en garde le public contre des rumeurs d'argent non autorisées et l'utilisation à des fins politiques de « décrets » édictés. Il a cité le cas d'« anciens politiciens » récemment aperçus à des cérémonies religieuses, notamment musulmanes, au cours desquelles des fonds ont été ramassés « sans raison évidente ».

Par ailleurs, les enlèvements continuent. Le corps de M. Pariza, chef photographe au ministère de l'information, vient d'être

De notre correspondant en Afrique orientale

retrouvé dans une forêt près de Kampala. Il avait été enlevé dans le centre de la capitale la semaine dernière par des éléments du State Research Center, organisme formé en 1971 après le coup d'état du président Amin, qui s'est transformé depuis lors en une police politique forte de deux mille hommes, bien armés et aux pouvoirs illimités. La victime a été enterrée mardi. Un homme d'affaires ougandais est également porté disparu depuis son arrestation, le 12 octobre, par les services de sécurité de l'aéroport d'Entebbe alors qu'il s'apprêtait à repasser le pont de la société à Mombasa (Kenya). Sa voiture aurait été retrouvée abandonnée sur la route entre l'aéroport et Entebbe.

En dépit de rapports convergents en provenance de Tanzanie et du Kenya, le massacre de plusieurs centaines d'étudiants de l'université Makerere en juillet et août dernier n'a jamais été confirmé. On sait seulement que de nombreux étudiants ont été maltraités ou internés. La police et l'armée s'en prennent régulièrement à la population dans les zones frontalières avec le Zaïre, le Rwanda et le Kenya. Radio-Kampala a rapporté, volla deux semaines, qu'un camion transportant en fraude du café à destination du Zaïre était tombé dans une embuscade montée par les forces de sécurité.

Les relations avec Londres

L'une des plus étranges péripéties de ces derniers mois concerne les relations entre Londres et Kampala. Le gouvernement britannique a demandé le 28 juillet ses relations diplomatiques avec l'Ouganda à la suite du meurtre présumé d'un otage à la double nationalité israélienne, des fonds ont été remis à la suite de cette affaire. Le conseil de défense du maréchal a mis en garde le public contre des rumeurs d'argent non autorisées et l'utilisation à des fins politiques de « décrets » édictés.

De notre envoyé spécial

Maroc

Les partis d'opposition à l'exception de l'U.N.F.P. participeront aux élections municipales

Rabat. — Plusieurs dizaines de milliers de candidats vont briguer, le 12 novembre, les suffrages des électeurs à l'occasion du renouvellement des conseils municipaux et communaux. Plus de 13 000 sièges sont à pourvoir dans 830 communes, y compris celles créées dans les trois nouvelles provinces « récupérées » au Sahara occidental.

La plupart des partis d'opposition ont décidé de participer activement à cette consultation. L'istiglal nous a annoncé qu'il désignait des candidats pour les quasi-totalités des postes. L'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), de M. Bouabid, sera présente, avec près de 10 000 candidats dans toutes les communes, à l'exception de celles du Sahara occidental. Le parti du progrès et du socialisme (P.P.S., communiste) de M. Ali Yaya fait état d'un millier de candidatures. En revanche, l'Union nationale des forces populaires de M. Abdallah Ibrahim ne participera pas à la consultation (1).

La campagne électorale s'est ouverte officiellement le lundi 18 octobre. Un conseil national, mis en place par le roi Hassan II, doit en contrôler le déroulement. Il comprend les représentants des formations politiques existantes, reconnues légalement. A la demande de plusieurs partis, il a été décidé de régionaliser cet organisme et de créer des conseils

à l'échelon des provinces et des préfectures. L'opposition craint en effet que les autorités ne s'emploient à des pratiques largement utilisées dans le passé.

La presse de l'istiglal et de l'U.S.F.P. accuse les personnalités officielles de faire largement appel aux « organes de l'Etat » à des fins électorales. Elles soulignent toutes les potentialités des services qu'elles dirigent. M. Ben Chelikh, secrétaire d'Etat au plan, candidat à Meknes, et M. Ghannouchi, secrétaire d'Etat à la promotion sociale, qui se présente à Marrakech, sont particulièrement visés, mais rétorquent avec vigueur les accusations portées contre eux.

L'opposition, privée de l'accès à la télévision et à la radio, entend dénoncer tous les abus et affirme qu'elle n'hésitera pas à se retirer au dernier moment si ceux-ci deviennent flagrants.

Les élections constituent pour ces partis, absents de la vie politique légale depuis 1953, une occasion de diffuser librement leur propagande et de tester leur représentativité. Ces formations paraissent trop engagées dans la campagne électorale pour pouvoir faire « machine arrière », mais il est clair que de la régularité des municipales dépendra leur participation future aux élections professionnelles et législatives. C'est dire l'importance de la consultation du 12 novembre.

DANIEL JUNQUA.

(1) Le conseil central de ce parti d'opposition, qui s'est réuni à Casablanca, estime que « les conditions ne sont pas réunies pour que puisse être organisée une véritable consultation électorale » au cours de ces élections.

M. BOUABID : un pays démocratique va naître.

Interrogé par M. Jean-Pierre Elkabbach, mardi 19 octobre, à France-Inter, dans le cadre de l'émission 13-14, M. Bouabid, secrétaire général de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), a déclaré notamment au sujet des élections municipales du 12 novembre et des consultations ultérieures : « Nous voyons naître un Maroc nouveau. Si cette expérience réussit, dans la clarté et l'authenticité, nous serons l'un des pays du tiers-monde où il y aura une certaine démocratie... »

« Je suis socialiste et démocrate. Mais je peux accepter la monarchie si elle va dans la bonne direction. Il y a certes des injustices flagrantes, 10 à 15 % des Marocains vivent dans la misère, nous sommes socialistes. Nous voulons mettre l'économie au service du peuple. Un Maroc démocratique va naître... Le processus est engagé. La règle du jeu doit être respectée. »

La situation intérieure demeure très tendue

De notre correspondant en Afrique orientale

retrouvé dans une forêt près de Kampala. Il avait été enlevé dans le centre de la capitale la semaine dernière par des éléments du State Research Center, organisme formé en 1971 après le coup d'état du président Amin, qui s'est transformé depuis lors en une police politique forte de deux mille hommes, bien armés et aux pouvoirs illimités. La victime a été enterrée mardi. Un homme d'affaires ougandais est également porté disparu depuis son arrestation, le 12 octobre, par les services de sécurité de l'aéroport d'Entebbe alors qu'il s'apprêtait à repasser le pont de la société à Mombasa (Kenya). Sa voiture aurait été retrouvée abandonnée sur la route entre l'aéroport et Entebbe.

En dépit de rapports convergents en provenance de Tanzanie et du Kenya, le massacre de plusieurs centaines d'étudiants de l'université Makerere en juillet et août dernier n'a jamais été confirmé. On sait seulement que de nombreux étudiants ont été maltraités ou internés. La police et l'armée s'en prennent régulièrement à la population dans les zones frontalières avec le Zaïre, le Rwanda et le Kenya. Radio-Kampala a rapporté, volla deux semaines, qu'un camion transportant en fraude du café à destination du Zaïre était tombé dans une embuscade montée par les forces de sécurité.

Les relations avec Londres

L'une des plus étranges péripéties de ces derniers mois concerne les relations entre Londres et Kampala. Le gouvernement britannique a demandé le 28 juillet ses relations diplomatiques avec l'Ouganda à la suite du meurtre présumé d'un otage à la double nationalité israélienne, des fonds ont été remis à la suite de cette affaire. Le conseil de défense du maréchal a mis en garde le public contre des rumeurs d'argent non autorisées et l'utilisation à des fins politiques de « décrets » édictés.

De notre envoyé spécial

Maroc

Les partis d'opposition à l'exception de l'U.N.F.P. participeront aux élections municipales

Rabat. — Plusieurs dizaines de milliers de candidats vont briguer, le 12 novembre, les suffrages des électeurs à l'occasion du renouvellement des conseils municipaux et communaux. Plus de 13 000 sièges sont à pourvoir dans 830 communes, y compris celles créées dans les trois nouvelles provinces « récupérées » au Sahara occidental.

La plupart des partis d'opposition ont décidé de participer activement à cette consultation. L'istiglal nous a annoncé qu'il désignait des candidats pour les quasi-totalités des postes. L'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), de M. Bouabid, sera présente, avec près de 10 000 candidats dans toutes les communes, à l'exception de celles du Sahara occidental. Le parti du progrès et du socialisme (P.P.S., communiste) de M. Ali Yaya fait état d'un millier de candidatures. En revanche, l'Union nationale des forces populaires de M. Abdallah Ibrahim ne participera pas à la consultation (1).

La campagne électorale s'est ouverte officiellement le lundi 18 octobre. Un conseil national, mis en place par le roi Hassan II, doit en contrôler le déroulement. Il comprend les représentants des formations politiques existantes, reconnues légalement. A la demande de plusieurs partis, il a été décidé de régionaliser cet organisme et de créer des conseils

à l'échelon des provinces et des préfectures. L'opposition craint en effet que les autorités ne s'emploient à des pratiques largement utilisées dans le passé.

La presse de l'istiglal et de l'U.S.F.P. accuse les personnalités officielles de faire largement appel aux « organes de l'Etat » à des fins électorales. Elles soulignent toutes les potentialités des services qu'elles dirigent. M. Ben Chelikh, secrétaire d'Etat au plan, candidat à Meknes, et M. Ghannouchi, secrétaire d'Etat à la promotion sociale, qui se présente à Marrakech, sont particulièrement visés, mais rétorquent avec vigueur les accusations portées contre eux.

L'opposition, privée de l'accès à la télévision et à la radio, entend dénoncer tous les abus et affirme qu'elle n'hésitera pas à se retirer au dernier moment si ceux-ci deviennent flagrants.

Les élections constituent pour ces partis, absents de la vie politique légale depuis 1953, une occasion de diffuser librement leur propagande et de tester leur représentativité. Ces formations paraissent trop engagées dans la campagne électorale pour pouvoir faire « machine arrière », mais il est clair que de la régularité des municipales dépendra leur participation future aux élections professionnelles et législatives. C'est dire l'importance de la consultation du 12 novembre.

DANIEL JUNQUA.

(1) Le conseil central de ce parti d'opposition, qui s'est réuni à Casablanca, estime que « les conditions ne sont pas réunies pour que puisse être organisée une véritable consultation électorale » au cours de ces élections.

M. BOUABID : un pays démocratique va naître.

Interrogé par M. Jean-Pierre Elkabbach, mardi 19 octobre, à France-Inter, dans le cadre de l'émission 13-14, M. Bouabid, secrétaire général de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), a déclaré notamment au sujet des élections municipales du 12 novembre et des consultations ultérieures : « Nous voyons naître un Maroc nouveau. Si cette expérience réussit, dans la clarté et l'authenticité, nous serons l'un des pays du tiers-monde où il y aura une certaine démocratie... »

« Je suis socialiste et démocrate. Mais je peux accepter la monarchie si elle va dans la bonne direction. Il y a certes des injustices flagrantes, 10 à 15 % des Marocains vivent dans la misère, nous sommes socialistes. Nous voulons mettre l'économie au service du peuple. Un Maroc démocratique va naître... Le processus est engagé. La règle du jeu doit être respectée. »

De notre correspondant

La situation intérieure demeure très tendue

De notre correspondant en Afrique orientale

retrouvé dans une forêt près de Kampala. Il avait été enlevé dans le centre de la capitale la semaine dernière par des éléments du State Research Center, organisme formé en 1971 après le coup d'état du président Amin, qui s'est transformé depuis lors en une police politique forte de deux mille hommes, bien armés et aux pouvoirs illimités. La victime a été enterrée mardi. Un homme d'affaires ougandais est également porté disparu depuis son arrestation, le 12 octobre, par les services de sécurité de l'aéroport d'Entebbe alors qu'il s'apprêtait à repasser le pont de la société à Mombasa (Kenya). Sa voiture aurait été retrouvée abandonnée sur la route entre l'aéroport et Entebbe.

En dépit de rapports convergents en provenance de Tanzanie et du Kenya, le massacre de plusieurs centaines d'étudiants de l'université Makerere en juillet et août dernier n'a jamais été confirmé. On sait seulement que de nombreux étudiants ont été maltraités ou internés. La police et l'armée s'en prennent régulièrement à la population dans les zones frontalières avec le Zaïre, le Rwanda et le Kenya. Radio-Kampala a rapporté, volla deux semaines, qu'un camion transportant en fraude du café à destination du Zaïre était tombé dans une embuscade montée par les forces de sécurité.

Les relations avec Londres

L'une des plus étranges péripéties de ces derniers mois concerne les relations entre Londres et Kampala. Le gouvernement britannique a demandé le 28 juillet ses relations diplomatiques avec l'Ouganda à la suite du meurtre présumé d'un otage à la double nationalité israélienne, des fonds ont été remis à la suite de cette affaire. Le conseil de défense du maréchal a mis en garde le public contre des rumeurs d'argent non autorisées et l'utilisation à des fins politiques de « décrets » édictés.

La situation intérieure demeure très tendue

De notre correspondant en Afrique orientale

retrouvé dans une forêt près de Kampala. Il avait été enlevé dans le centre de la capitale la semaine dernière par des éléments du State Research Center, organisme formé en 1971 après le coup d'état du président Amin, qui s'est transformé depuis lors en une police politique forte de deux mille hommes, bien armés et aux pouvoirs illimités. La victime a été enterrée mardi. Un homme d'affaires ougandais est également porté disparu depuis son arrestation, le 12 octobre, par les services de sécurité de l'aéroport d'Entebbe alors qu'il s'apprêtait à repasser le pont de la société à Mombasa (Kenya). Sa voiture aurait été retrouvée abandonnée sur la route entre l'aéroport et Entebbe.

En dépit de rapports convergents en provenance de Tanzanie et du Kenya, le massacre de plusieurs centaines d'étudiants de l'université Makerere en juillet et août dernier n'a jamais été confirmé. On sait seulement que de nombreux étudiants ont été maltraités ou internés. La police et l'armée s'en prennent régulièrement à la population dans les zones frontalières avec le Zaïre, le Rwanda et le Kenya. Radio-Kampala a rapporté, volla deux semaines, qu'un camion transportant en fraude du café à destination du Zaïre était tombé dans une embuscade montée par les forces de sécurité.

Les relations avec Londres

L'une des plus étranges péripéties de ces derniers mois concerne les relations entre Londres et Kampala. Le gouvernement britannique a demandé le 28 juillet ses relations diplomatiques avec l'Ouganda à la suite du meurtre présumé d'un otage à la double nationalité israélienne, des fonds ont été remis à la suite de cette affaire. Le conseil de défense du maréchal a mis en garde le public contre des rumeurs d'argent non autorisées et l'utilisation à des fins politiques de « décrets » édictés.

De notre envoyé spécial

Maroc

Les partis d'opposition à l'exception de l'U.N.F.P. participeront aux élections municipales

Rabat. — Plusieurs dizaines de milliers de candidats vont briguer, le 12 novembre, les suffrages des électeurs à l'occasion du renouvellement des conseils municipaux et communaux. Plus de 13 000 sièges sont à pourvoir dans 830 communes, y compris celles créées dans les trois nouvelles provinces « récupérées » au Sahara occidental.

La plupart des partis d'opposition ont décidé de participer activement à cette consultation. L'istiglal nous a annoncé qu'il désignait des candidats pour les quasi-totalités des postes. L'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), de M. Bouabid, sera présente, avec près de 10 000 candidats dans toutes les communes, à l'exception de celles du Sahara occidental. Le parti du progrès et du socialisme (P.P.S., communiste) de M. Ali Yaya fait état d'un millier de candidatures. En revanche, l'Union nationale des forces populaires de M. Abdallah Ibrahim ne participera pas à la consultation (1).

La campagne électorale s'est ouverte officiellement le lundi 18 octobre. Un conseil national, mis en place par le roi Hassan II, doit en contrôler le déroulement. Il comprend les représentants des formations politiques existantes, reconnues légalement. A la demande de plusieurs partis, il a été décidé de régionaliser cet organisme et de créer des conseils

à l'échelon des provinces et des préfectures. L'opposition craint en effet que les autorités ne s'emploient à des pratiques largement utilisées dans le passé.

La presse de l'istiglal et de l'U.S.F.P. accuse les personnalités officielles de faire largement appel aux « organes de l'Etat » à des fins électorales. Elles soulignent toutes les potentialités des services qu'elles dirigent. M. Ben Chelikh, secrétaire d'Etat au plan, candidat à Meknes, et M. Ghannouchi, secrétaire d'Etat à la promotion sociale, qui se présente à Marrakech, sont particulièrement visés, mais rétorquent avec vigueur les accusations portées contre eux.

L'opposition, privée de l'accès à la télévision et à la radio, entend dénoncer tous les abus et affirme qu'elle n'hésitera pas à se retirer au dernier moment si ceux-ci deviennent flagrants.

Les élections constituent pour ces partis, absents de la vie politique légale depuis 1953, une occasion de diffuser librement leur propagande et de tester leur représentativité. Ces formations paraissent trop engagées dans la campagne électorale pour pouvoir faire « machine arrière », mais il est clair que de la régularité des municipales dépendra leur participation future aux élections professionnelles et législatives. C'est dire l'importance de la consultation du 12 novembre.

DANIEL JUNQUA.

(1) Le conseil central de ce parti d'opposition, qui s'est réuni à Casablanca, estime que « les conditions ne sont pas réunies pour que puisse être organisée une véritable consultation électorale » au cours de ces élections.

M. BOUABID : un pays démocratique va naître.

Interrogé par M. Jean-Pierre Elkabbach, mardi 19 octobre, à France-Inter, dans le cadre de l'émission 13-14, M. Bouabid, secrétaire général de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), a déclaré notamment au sujet des élections municipales du 12 novembre et des consultations ultérieures : « Nous voyons naître un Maroc nouveau. Si cette expérience réussit, dans la clarté et l'authenticité, nous serons l'un des pays du tiers-monde où il y aura une certaine démocratie... »

« Je suis socialiste et démocrate. Mais je peux accepter la monarchie si elle va dans la bonne direction. Il y a certes des injustices flagrantes, 10 à 15 % des Marocains vivent dans la misère, nous sommes socialistes. Nous voulons mettre l'économie au service du peuple. Un Maroc démocratique va naître... Le processus est engagé. La règle du jeu doit être respectée. »

De notre correspondant

La situation intérieure demeure très tendue

De notre correspondant en Afrique orientale

retrouvé dans une forêt près de Kampala. Il avait été enlevé dans le centre de la capitale la semaine dernière par des éléments du State Research Center, organisme formé en 1971 après le coup d'état du président Amin, qui s'est transformé depuis lors en une police politique forte de deux mille hommes, bien armés et aux pouvoirs illimités. La victime a été enterrée mardi. Un homme d'affaires ougandais est également porté disparu depuis son arrestation, le 12 octobre, par les services de sécurité de l'aéroport d'Entebbe alors qu'il s'apprêtait à repasser le pont de la société à Mombasa (Kenya). Sa voiture aurait été retrouvée abandonnée sur la route entre l'aéroport et Entebbe.

En dépit de rapports convergents en provenance de Tanzanie et du Kenya, le massacre de plusieurs centaines d'étudiants de l'université Makerere en juillet et août dernier n'a jamais été confirmé. On sait seulement que de nombreux étudiants ont été maltraités ou internés. La police et l'armée s'en prennent régulièrement à la population dans les zones frontalières avec le Zaïre, le Rwanda et le Kenya. Radio-Kampala a rapporté, volla deux semaines, qu'un camion transportant en fraude du café à destination du Zaïre était tombé dans une embuscade montée par les forces de sécurité.

Les relations avec Londres

L'une des plus étranges péripéties de ces derniers mois concerne les relations entre Londres et Kampala. Le gouvernement britannique a demandé le 28 juillet ses relations diplomatiques avec l'Ouganda à la suite du meurtre présumé d'un otage à la double nationalité israélienne, des fonds ont été remis à la suite de cette affaire. Le conseil de défense du maréchal a mis en garde le public contre des rumeurs d'argent non autorisées et l'utilisation à des fins politiques de « décrets » édictés.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le retour de M. Eugene McCarthy

De notre envoyé spécial

Madison (Wisconsin). — L'ancien sénateur du Minnesota, M. Eugene McCarthy, l'homme qui, en 1968, osa, au nom de la paix au Vietnam, disputer la candidature démocrate au président Johnson, est sorti d'une longue retraite politique pour participer au scrutin de novembre. Le 9 octobre, à Madison, capitale de ce Wisconsin, où, le 2 avril 1968, il remporta aux primaires de l'Etat le chiffre record de 58 % des suffrages, il a réuni une sorte de « convention » de ses supporters, parmi lesquels une bonne proportion d'étudiants du campus local et lui firent un accueil enthousiaste.

Le thème dominant de sa campagne actuelle étant que M. Carter ne vaut pas mieux que M. Ford, qu'il n'y a pas plus à attendre de l'un que de l'autre, il lui fallait s'en distinguer par un geste spectaculaire. Chez les républicains, M. Reagan avait innové en dévoilant l'identité du collègue qu'il choisissait d'opposer à la convention de son parti. Rompant avec une autre tradition, M. McCarthy annonça à Madison qu'il confierait le Pentagone et le département d'Etat à une seule personne, M. Terry Sanford, ancien gouverneur de Caroline du Nord. Il a également donné les noms des principaux membres de son éventuel cabinet. Poussant plus loin encore l'anticipation, il s'est engagé à présenter les professeurs David Riesman, de Harvard, et Herbert Reed, de l'université noire Howard (située à Washington), à la succession des deux juges de la Cour suprême, dont l'âge et l'état de santé nécessiteront probablement leur remplacement au cours des quatre années à venir.

Pour la première fois un candidat américain à la présidence faisait connaître d'avance son équipe au lieu de concentrer sur sa seule personne les feux de la publicité et l'ardeur des foules.

Reste à prendre la mesure de cette tentative originale. Il est clair que M. McCarthy ne se fait pas d'illusion sur ses chances d'entrer à la Maison Blanche et que les moyens dont il dispose, comparés à ceux qui avaient soutenu son effort en 1968, sont dérisoires. La commission fédérale de contrôle électoral, organisme tout nouveau dont l'activité est liée au financement des campagnes présidentielles par les fonds publics, réforme profonde des mœurs politiques américaines entrées en vigueur cette année — a réduit encore la possibilité légale de M. McCarthy d'ouvrir ses caisses aux généreux donateurs favorables à sa cause. Le 14 octobre elle a statué que la campagne de l'ancien sénateur s'appuyant sur un « mouvement » et non sur un « parti » proprement dit, elle ne pourrait recevoir de contributions financières privées supérieures à 1 000 dollars, au lieu de 20 000 dollars dans l'autre cas. L'entreprise de M. McCarthy ne sera pas non plus habilitée à recevoir un remboursement partiel de ses dépenses si elle recueille un minimum de 5 % des voix au scrutin de novembre, ni même à réclamer, dans quatre ans, le plein bénéfice de subventions fédérales si, par extraordinaire, l'ancien sénateur obtient le quart des suffrages exprimés.

Il est significatif qu'en l'occurrence les démocrates qui siègent à la commission de contrôle aient été unanimes à mettre M. McCarthy en

position d'isole politique tandis que les républicains lui auraient volontiers reconnu tous les avantages de la loi. C'est que, si l'on peut oser le jeu de mots « Gène » gène les premiers. Il lui fallait souvent plaider des semaines entières pour faire admettre officiellement sa candidature dans la trentaine d'Etats qui l'ont enfin enregistré. L'Etat de New-York continue à faire traîner les formalités définitives.

Même si sa campagne est discrète, la personnalité de M. McCarthy n'est pas oubliée. Dans l'histoire, elle est fort capable de couler des voix à M. Carter. On se rappelle que, aux seules élections primaires de 1968, le sénateur McCarthy avait remporté près de trois millions de voix, soit les voix de 30 % des électeurs démocrates qui s'étaient dérangés pour l'occasion. Aux primaires de 1972, année où il s'était pratiquement abstenu d'entrer en lice, plus de cinq cent mille électeurs le préférèrent encore au candidat mieux placé. Si le 2 novembre la compétition entre MM. Ford et Carter est serrée, M. Eugene McCarthy, dont l'ironie indolente, et jusqu'à un certain point, le dilettantisme poétique, sont les armes préférées, pourra bien mettre son grain de sable dans le mécanisme de plus en plus rouillé du bipartisme américain.

Un sondage de l'Institut d'opinion Louis Harris accorde 6 % des suffrages à ce « troisième homme » hors du commun, qui prônerait pour son compte qu'il « gâchera » le duel Ford-Carter dans neuf Etats importants.

ALAIN CLÉMENT.

Colombie

Le président Lopez Michelsen remanie son gouvernement

Bogota (A.F.P.). — Le président de Colombie, M. Alfonso Lopez Michelsen, a procédé mardi soir 19 octobre à un remaniement ministériel à la suite de la démission de six ministères (Intérieur, travail, justice, communications, santé publique et agriculture).

Parmi les nouveaux nommés, seul le ministre de l'Intérieur figure parmi les démissionnaires : il s'agit de l'ancien ministre de l'Agriculture, le libéral Rafael Pardo Buelvas. Les cinq autres membres du gouvernement sont MM. Alvaro Arango (agriculture), Oscar Montoya (travail), Raúl Orejuela (santé publique), Renan Barco (justice) et Mme Sam Ondices de Londono (communications). Les ministères de la défense, de l'économie, des affaires étrangères, de l'éducation, du développement, des travaux publics, des mines et de l'énergie ont été confirmés dans leurs fonctions par le président Lopez Michelsen.

Le libre est ainsi maintenu au sein du gouvernement entre les libéraux et les conservateurs.

D'autre part, le gouvernement a autorisé les autorités universitaires colombiennes ont ordonné la suspension des activités de l'université de Bogota du 20 octobre au 15 novembre. Cette décision fait suite aux graves troubles qui ont éclaté dans l'université samedi dernier de la cité universitaire par les forces de l'ordre, suite de la démission des dirigeants de l'université d'Etat.

Trinité et Tobago

UN ATTENTAT ÉTAIT BIEN À L'ORIGINE DE LA CATASTROPHE AÉRIENNE DE LA BARBADE

Port-of-Spain (A.F.P., U.P.I.). — La police de Trinité-et-Tobago possède maintenant suffisamment de preuves pour inculper les deux Vénézuéliens Freddy Lugo et l'Écossais Ricardo du sabotage de l'avion cubain qui s'est écrasé au large de la Barbade, le 6 octobre dernier, avec soixante-seize personnes à bord (le Monde du 9 octobre). Il reste toutefois à déterminer si les deux ressortissants vénézuéliens seront jugés par les autorités judiciaires de Trinité ou de la Barbade.

Le premier ministre de Trinité-et-Tobago, M. Eric Williams, a lancé un appel pour une réunion entre les chefs de gouvernement ou leurs représentants de Cuba, Trinité-et-Tobago, la Barbade, le Guyana et le Venezuela, afin de décider ce qu'il conviendrait de faire des deux Vénézuéliens, qui avaient été arrêtés dès le 7 octobre.

Quinze autres suspects sont détenus au Venezuela, parmi lesquels Orlando Bosch, qui serait le chef de l'Organisation révolutionnaire unie (Cubains anticastroïstes). Selon un journal de Caracas, El Nacional, ce groupe anti-castroïste pourrait être également responsable de l'assassinat, le 21 septembre, de M. Orlando Letelier, ancien ambassadeur chilien aux États-Unis.

VOITURES D'EXPORTATION T.T.

Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda

Toutes marques étrangères

Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine

Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPO PERMANENTE DE 150 VÉHICULES DE 8 H A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX-3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 +

Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

LA SEMAINE DE LA PENSÉE SIONISTE À PARIS

organisée par

LE MOUVEMENT SIONISTE DE FRANCE

au Centre RACHL, 30, boulevard de Port-Royal (Métro : Gobelins)

CONSEIL DES INTELLECTUELS JUIFS POUR ISRAËL

JEUDI 21 OCTOBRE 1976

à 20 h. 30

SIONISME ET PRO-ISRAËLISME

avec la participation de :

Dr Elihu BEN-ZEVI, écrivain.

Dr Yohanan MANOR, de l'Université de Jérusalem.

Dr Franklin RAUBER.

Dr Emmanuel SVAN, de l'Université de Jérusalem.

Sous la présidence de M. Adrien BORNSTEIN.

SAISON 1976

à 20 h. 30

LA CONTESTATION INTERNATIONALE DU SIONISME

avec la participation de :

M. M. G. VITZ, conseiller à l'information auprès de l'ambassade d'Israël.

Dr David MENDELSON, de l'Université de Tel-Aviv.

Dr Zeev STERNBERG, de l'Université de Jérusalem.

Sous la présidence de M. Albert BENATAR.

MARDI 26 OCTOBRE 1976

à 20 h. 30

SIONISME ET SIONISME

avec la participation de :

MM. MOCHÉ GUTTEL, Dr David MENDELSON, Dov FUDER, Alexandre REITER, Albert STARA.

Sous la présidence de M. Roger ARLOT.

JEUDI 28 OCTOBRE 1976

à 20 h. 30

LA CRITIQUE DE L'ÉTAT D'ISRAËL : LIBERTÉ OU LICENCE ?

avec la participation de :

MM. A. BORNSTEIN, H. BRODER, A. MENDELSON, écrivain.

Dr Ezra TALAMOR, de l'Université de Haïfa.

Dr Silvio YERUSA, de l'Université de Tel-Aviv.

et S.E. l'ambassadeur d'Israël, M. GAZIT.

Sous la présidence de Mme Gilberte DUBAN.

REGION PARISIENNE : Bondy, 23 oct.; Nogent, 24 oct.; Vincennes, 27 oct.; St-Maur, 28 oct.; Paris, 30 oct.; Garges-lès-Gonesse, 31 oct.; Champigny, 31 oct.; Stains, 30 oct.; Versailles, 2 nov.; Créteil, 3 nov.;

POLITIQUE

LE REJET DE LA MOTION DE CENSURE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le programme commun a été au centre du débat

La motion de censure déposée par l'opposition n'ayant recueilli que 181 voix, alors que la majorité requise était de 242 voix, l'Assemblée nationale a, en conséquence, adopté le projet de loi de finances rectificative pour 1977, sur la rédaction de laquelle le gouvernement avait engagé, jeudi dernier, sa responsabilité (Le Monde du 16 octobre). Ce texte constitue le premier volet du plan gouvernemental de lutte contre l'inflation.

Contrairement à ce qu'a affirmé, mardi soir, un premier ministre manifestement moins compétent en matière constitutionnelle qu'en matière économique, la procédure choisie n'était certainement pas la plus apte à montrer clairement « qu'il était pour et qu'il était contre ». Les orateurs réformateurs le lui ont d'ailleurs

indiqué, tandis que l'opposition voyait dans ce choix « une attitude de perdant », « une astuce politicienne », consistant à faire adopter des impôts sans qu'un vote soit nécessaire. A la rigueur, on créditerait M. Barre d'habileté tactique dans la mesure où il a, sur un texte dont il entendait préserver la cohérence, imposé à sa majorité un vote bloqué, sans recourir à un scrutin.

Heste à savoir si, politiquement, l'opération ne s'est pas retournée contre son auteur. « Pour la troisième fois en moins de dix jours, l'opposition chante le même air », devait constater M. Foyer (U.D.R.), en laissant entendre que la répétition n'annonçait pas la qualité du chant. Force est pourtant de constater que

mardi, à l'Assemblée nationale, c'est la gauche qui domine le ton. Elle a occupé le terrain, saisissant l'occasion qui lui était offerte de démontrer sa cohésion et son esprit offensif.

Présenté en grand comité dans l'hémicycle de scrutin, l'Assemblée nationale, elle dominait, tout au long de la séance, qui n'avait pas été nécessaire d'apporter à M. Barre un soutien physique, et dont les orateurs se trouvaient à plusieurs reprises en difficulté.

A commencer par le premier ministre qui, « tombé du socle sur lequel on l'avait placé », cessait, d'un coup, aux yeux des socialistes, « un homme au-dessus des passions », pour devenir « un politicien politique », auquel, « depuis », ils ne manquaient pas les critiques.

Il est vrai que M. Barre, avait lui-même engagé le débat affirmant que le programme commun de la gauche est tout le contraire d'un programme de redressement et qu'il conduirait à l'isolement de la France. Pourtant, en privilégiant ce document, en réservant, comme la plupart des orateurs de la majorité, ses attaques les plus vives aux communistes, tout en ménageant dans la forme des mots, les socialistes, M. Barre a élevé ces derniers au rang d'opposition officielle. M. Mitterrand dialoguant longuement, à la fin du débat, avec le premier ministre apparemment un peu comme le porte-parole de ce qu'en Grande-Bretagne on nomme « l'opposition de Sa Majesté ».

PATRICK FRANÇOIS.

Mardi 19 octobre, sous la présidence de M. EDGAR PAORE, puis sous celle de M. LE DOUAREC (U.D.R.), l'Assemblée nationale a, en conséquence, adopté le projet de loi de finances rectificative pour 1977, sur la rédaction de laquelle le gouvernement avait engagé, jeudi dernier, sa responsabilité (Le Monde du 16 octobre). Ce texte constitue le premier volet du plan gouvernemental de lutte contre l'inflation.

Contrairement à ce qu'a affirmé, mardi soir, un premier ministre manifestement moins compétent en matière constitutionnelle qu'en matière économique, la procédure choisie n'était certainement pas la plus apte à montrer clairement « qu'il était pour et qu'il était contre ». Les orateurs réformateurs le lui ont d'ailleurs

indiqué, tandis que l'opposition voyait dans ce choix « une attitude de perdant », « une astuce politicienne », consistant à faire adopter des impôts sans qu'un vote soit nécessaire. A la rigueur, on créditerait M. Barre d'habileté tactique dans la mesure où il a, sur un texte dont il entendait préserver la cohérence, imposé à sa majorité un vote bloqué, sans recourir à un scrutin.

Heste à savoir si, politiquement, l'opération ne s'est pas retournée contre son auteur. « Pour la troisième fois en moins de dix jours, l'opposition chante le même air », devait constater M. Foyer (U.D.R.), en laissant entendre que la répétition n'annonçait pas la qualité du chant. Force est pourtant de constater que

mardi, à l'Assemblée nationale, c'est la gauche qui domine le ton. Elle a occupé le terrain, saisissant l'occasion qui lui était offerte de démontrer sa cohésion et son esprit offensif.

Présenté en grand comité dans l'hémicycle de scrutin, l'Assemblée nationale, elle dominait, tout au long de la séance, qui n'avait pas été nécessaire d'apporter à M. Barre un soutien physique, et dont les orateurs se trouvaient à plusieurs reprises en difficulté.

A commencer par le premier ministre qui, « tombé du socle sur lequel on l'avait placé », cessait, d'un coup, aux yeux des socialistes, « un homme au-dessus des passions », pour devenir « un politicien politique », auquel, « depuis », ils ne manquaient pas les critiques.

Il est vrai que M. Barre, avait lui-même engagé le débat affirmant que le programme commun de la gauche est tout le contraire d'un programme de redressement et qu'il conduirait à l'isolement de la France. Pourtant, en privilégiant ce document, en réservant, comme la plupart des orateurs de la majorité, ses attaques les plus vives aux communistes, tout en ménageant dans la forme des mots, les socialistes, M. Barre a élevé ces derniers au rang d'opposition officielle. M. Mitterrand dialoguant longuement, à la fin du débat, avec le premier ministre apparemment un peu comme le porte-parole de ce qu'en Grande-Bretagne on nomme « l'opposition de Sa Majesté ».

PATRICK FRANÇOIS.

pas d'une quelconque volonté politicienne, mais exprime la volonté de la France qui travaille, ainsi que notre sens des responsabilités nationales (c'est) votre plan, c'est un plan pour l'justice sociale pour l'inflation, pour l'abaissement de la France, et il précise : « Votre plan, c'est le contraire de la lutte contre les inégalités. En réduisant l'impôt sur les grandes fortunes, vous avez donné que vous ne voulez pas faire payer les riches, que vous voulez maintenir et même renforcer l'inégalité fondamentale entre le grand capital et les travailleurs. L'inflation, c'est la séquestration de votre régime, que elle permet l'accumulation de la France des profits dans les mains des plus riches. Vous avez accepté de placer la France en position défavorable dans le concert de l'Europe, car l'application de votre plan, risque d'aggraver encore la dépendance de notre pays. Nous avons donc trois raisons essentielles de dire non. »

Après avoir réitéré la réclamation de la consommation populaire, la réduction du chômage, la révision de l'assiette de l'impôt et de la hiérarchie des salaires, l'amélioration des conditions de travail, M. Leroy propose maintenant, pour combattre l'inflation, « d'exercer le contrôle rigoureux de l'Etat sur les crédits accordés aux grosses sociétés capitalistes ».

Pour M. EDGERS CLAUDIUS-PERRET (rad. Paris), ce débat permet de réfléchir à l'attitude des auteurs de la motion de censure. « Pour l'opposition, affirme-t-il, l'Assemblée est aux ordres de la rue ; cela, nous ne saurions l'admettre. »

Le député exprime son inquiétude devant « l'exaspération des égoïsmes catégoriels et la véritable perversion du droit de grève et de manifestations qu'elle engendre ». « Contre qui ces grèves sont-elles fomentées », demande l'orateur qui répond : « Pas tellement contre le gouvernement, mais contre le système. Elles sont plutôt un avertissement répété à l'adresse de M. Mitterrand pour qu'il n'oublie pas que dans l'entreprise d'aujourd'hui, le droit de grève est de plus en plus une arme de plus en plus utilisée. »

M. Maury conclut : « La France souffre. M. Giscard d'Estaing écrit : Croit-on qu'en matière de libération, nous soyons les seuls à ne pas avoir de problèmes ? Les promesses si souvent entendues ne tiennent pas lieu d'action. C'est pourquoi mon groupe votera la motion de censure. »

« Notre opposition à votre plan, déclare M. ROLAND LEROY (P.C., Seine-Maritime), ne relève

proposer une contre-politique sévère. Les remèdes qu'elle préconise pour combattre l'inflation empoisonneraient le malade. (...) La différence entre l'opposition et la majorité, c'est que celle-ci entend promouvoir la justice grâce à la croissance et dans la liberté, tandis que la première entend y accéder par une bureaucratie génératrice de sévère. Nous sommes confiants dans votre victoire et dans votre succès », conclut M. Foyer à l'adresse de M. BARRE.

« Les républicains indépendants ne voteront pas la censure, déclare M. JACQUES BLANC (R.L., Loire) parce qu'ils ont confiance en vous, dans votre plan, dans la société libérale proposée par le président de la République dans son ouvrage. »

« Au surplus, ajoute-t-il, ils n'ont rien trouvé de positif dans la motion de cen-

sure qui ne contient qu'une accumulation de slogans. (...) L'opposition se sert pour mener une véritable campagne d'abandon de l'opposition publique afin de lui faire croire en la faiblesse d'une victoire collective. (...) En réalité, le pays se veut pas. »

Après avoir jugé le plan présenté, « nécessaire, cohérent et juste », il ajoute : « L'opposition

LE PREMIER MINISTRE : nous sortirons du tunnel

M. RAYMOND BARRE, premier ministre, souligne la double signification de la décision prise par le gouvernement d'engager sa responsabilité sur le projet de loi de finances rectificative pour 1977 : « Le gouvernement souhaite d'une part obtenir la confiance de l'Assemblée sur le premier texte qui contient les dispositions les plus urgentes de son programme de lutte contre l'inflation. Ceux qui voteront la censure voteront contre des mesures indispensables à l'économie française. (...) Il souhaite, d'autre part, et c'est chacun prendra clairement ses responsabilités à l'égard de la lutte contre l'inflation. (...) Pour sa part, affirme-t-il, le gouvernement a pris les siennes. »

Répondant à M. Maury, qui avait cité le philosophe Alain (« il ne peut vouloir sans savoir »), il lui répond : « Le gouvernement fait parce qu'il veut. (...) Et il ajoute : « On verra en temps opportun que le gouvernement ne se borne pas à parler des réformes, mais qu'il les fait. (...) »

Evouant une nouvelle fois l'impôt sur le capital, il précise : « Le gouvernement attendra avec intérêt les conclusions de l'étude de la Commission des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, et il attachera la plus grande importance à toutes les propositions, soigneusement étudiées et pesées, qui seraient susceptibles d'améliorer le système fiscal français. »

Il ajoute : « A travers toutes les critiques, souvent contradictoires, qui lui ont été adressées, le gouvernement a été encouragé à poursuivre son programme de redressement. (...) Le chef du gouvernement indique ensuite que les maires progressistes d'aujourd'hui de l'évolution effective des prix, et non de la norme de 6,5 % qui servira avant tout à fonder les décisions du gouvernement. (...) »

Et il souligne : « Quand j'entends dire que le présent gouvernement est le plus conservateur de ceux que la France a connus depuis des siècles, je réponds sans crainte d'être démenti que nous sommes un gouvernement de ceux qui s'appliquent, dans la lutte contre l'inflation, d'autres gouvernements d'Europe occidentale, mais que nous sommes modernes, informés et responsables. »

« Le gouvernement doit mener son action dans un contact direct avec la Commission des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat. Il devra donc faire preuve de la plus grande vigilance pour éviter que la modification de l'inflation ne soit l'œuvre d'un valetisme prononcé de l'activité économique. »

M. Barre conclut : « Le chemin

perspectives des attitudes et des décisions. (...) L'Assemblée nationale, estime M. LOIC BOUVARD (R.M., Morbihan) mais des réformes hâtives risqueraient de désorganiser le système. (...) Il faut s'abstenir de l'inflation et s'enfermer dans la France. »

Dans son explication de vote, M. DEFFERRE (P.S.) estime que « M. Barre est tombé du socle sur lequel on l'avait placé, lorsqu'il a accepté de prendre ses responsabilités, il a été rejeté sur l'opposition la responsabilité des fautes qu'il a commises. »

Pour M. DUCOLONT (P.C., Hauts-de-Seine), le gouvernement veut imposer sacrifices et restrictions, mais il n'est même pas capable de les accepter, pourtant si difficile, de les accepter publiquement. Il ajoute : « Le général de Gaulle a dit que la politique de la France ne se faisait pas à la corbelle. Aujourd'hui, tous les actes gouvernementaux tendent à rassurer ladite corbelle (...). Sous nos gouvernements, se pratique l'évasion fiscale à une échelle jamais atteinte. (...) »

M. MARIE (U.D.R., Pyrénées-Atlantiques) accuse l'opposition de s'enfermer dans la tour d'ivoire du dédain, alors que l'avenir du pays est en jeu. « Nous refusons de voter la motion de censure, conclut-il, parce que nous, gauchistes, avons le sens de l'intérêt national. »

Pour M. LEJEUNE (rad. Somme), « le climat de confiance, nécessaire à la réussite du plan, est doublement menacé par les spéculations et par l'opposition politique d'une agitation sociale. (...) Il souligne : « Le problème est aujourd'hui, monsieur le ministre, de savoir si cette tactique vise à nous conduire à un nouveau mai 1968. »

M. Raymond Barre répond alors aux orateurs. Il est interrompu à plusieurs reprises par des députés de l'opposition, puis déclare : « Si j'ai engagé la responsabilité de mon gouvernement, c'est parce qu'il fallait qu'on vote clairement qu'il est pour et qu'il est contre le plan du gouvernement. (...) Je suis persuadé que si les députés de la majorité se trouvaient en désaccord avec la politique du gouvernement, ils voteraient, eux aussi, contre la censure. (...) »

Un échange a lieu ensuite entre le premier ministre et M. FRANÇOIS MITTERRAND. M. Barre note : « Je me trompe peut-être, le Sénat, mais je crois que la logique du programme commun conduit au réajustement de la France, à la régression de son économie et à la baisse du niveau de vie des Français. (...) M. Mitterrand intervient, faisant allusion au reproche qui a été fait à la gauche de démolir les agents

DES PROCHAINES SÉANCES

Réunie mardi 19 octobre, la conférence des présidents de l'Assemblée nationale a fixé comme suit le calendrier des prochaines séances :

— Mercredi 20, après-midi (après les questions au gouvernement) et soir : vendredi 22, matin, après-midi et éventuellement soir : discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1977.

— Mardi 26 octobre, matin, après-midi et soir : discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1977 (commerce et artisanat, plan et aménagement du territoire, services généraux du premier ministre (fonction publique et formation professionnelle) ; discussion de la première partie de ce projet de loi sur le texte de la commission mixte paritaire, soit en deuxième lecture.

La commission des finances repousse trois budgets

La commission des finances de l'Assemblée nationale a poursuivi mardi 19 et mercredi 20 octobre l'examen des fascicules budgétaires pour 1977. Elle a approuvé les budgets suivants :

● TRAVAIL. — Le rapporteur, M. Jacques Frelat (P.C.), a fait approuver par la commission un certain nombre d'observations émettant notamment le souhait d'une politique plus vigoureuse en faveur de l'emploi des jeunes, d'une meilleure répartition des immigrants sur le territoire national et d'un accroissement du nombre des inspecteurs du travail.

● SERVICES FINANCIERS DU MINISTRE DES FINANCES. — Sur proposition du rapporteur, M. Emmanuel Hamel (R.L.), la commission a souligné notamment un renforcement de l'appareil statistique en matière fiscale, un accroissement des moyens de la Cour des comptes, l'association plus étroite des groupements de consommateurs à l'observation et à la surveillance des prix de détail, et le maintien au centre de Paris du siège de l'Institut national de la consommation.

● FONCTIONNEMENT DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. — A l'initiative du rapporteur, M. André Bouloche (P.S.), la commission a notamment décidé de demander au ministre de l'éducation de lui préciser quels sont les moyens nouveaux du personnel enseignant qui permettraient d'améliorer en 1977 le taux d'encadrement des élèves et de lui expliquer comment il compte répondre aux besoins de l'enseignement privé.

● COMMERCE EXTERIEUR. — Sur proposition du rapporteur, M. Daniel Benoit (P.S.), la commission a notamment décidé de demander au gouvernement de rechercher, dans toute la mesure du possible, les substituts d'armes-fournitures pour assurer l'équilibre des échanges.

● COMMERCE. — La commission a notamment retenu le principe d'une observation proposée par M. Albert Denvers (P.S.), rapporteur, sur laquelle il est demandé au gouvernement de mettre en œuvre les moyens les mieux adaptés pour que soit rétabli l'équilibre financier du régime d'assurance-maladie des travailleurs non salariés.

La commission a également approuvé les crédits de l'ARTISANAT, rapportés par M. Jean Barde (P.C.), de l'URBANISME, rapportés par M. René Montagne (réformateur), de la SECURITE SOCIALE, rapportés par M. Robert Beson (U.D.R.), de la RECHERCHE, rapportés par M. Georges Meunier (rad.), du LOGEMENT, rapportés par M. Henri Torre (R.L.) et de l'INFORMATION, rapportés par M. Robert-André Vivien (U.D.R.).

En revanche, elle a repoussé les dispositions concernant les TAXES PARAFISCALES comme le lui demandait son rapporteur, M. Robert Vitez (P.C.). Il en est de même pour le budget de la SANTE, sur proposition de M. Michel Crépeau (rad. de g.), et pour celui du COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN, sur proposition de M. Bouloche (P.S.), rapporteur.

J. F. Bizot et Mai 68.

Souvenir. Souvenir.

Cette semaine dans ELLE.

La vingt-quatrième motion de censure

La motion de censure discutée mardi 19 octobre au Palais Bourbon était la vingt-quatrième depuis la mise en place des institutions de la V^e République et la cinquième depuis le début de la législature. L'opposition avait utilisé cette procédure le 18 octobre 1973 contre une déclaration de politique générale de M. Messmer, le 25 janvier 1974 contre sa politique économique et monétaire, puis les 18 décembre 1974 et 9 avril 1975 contre la politique économique et sociale du gouvernement Chirac.

Depuis le 21 novembre 1969, date du premier débat de censure, le gouvernement a été censuré une seule fois : le 9 octobre 1962, deux cent quatre-vingt-dix députés s'étaient prononcés contre le projet de révision de la Constitution portant élection du président de la République au suffrage universel (la majorité requise était de 241 voix), et Georges Pompidou avait remis au général de Gaulle la démission de son gouvernement.

سكسلا في 21 أكتوبر

Jeudi 15 Oct 1976

POLITIQUE

ATIONALE
ébat

M. Labbé : l'initiative de M. Chirac
correspond à la volonté du groupe U.D.R.

A l'issue de la réunion du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, M. Claude Labbé, président de ce groupe, a rejeté mardi 19 octobre les accusations portées contre certains députés U.D.R., qui, ayant proposé un impôt sur la fortune, auraient contribué à détériorer la situation financière.

« Nous ne sommes pas responsables de cette dégradation », a-t-il dit. Nous n'avons pas l'intention de demander un impôt sur la fortune qui se surajouterait à la fiscalité existante. Nous voulons que l'impôt sur le capital ne soit substitué à la taxation des plus-values. La taxe sur les plus-values est un mauvais texte, et nous espérons que le problème sera repris. Notre désir est de parvenir à une réforme de la fiscalité pour mettre un terme aux inégalités. Il aurait été plus juste — avant de stigmatiser d'abord les auteurs de la récession fiscale, qui a commencé longtemps avant le projet sur les plus-values. »

Le groupe U.D.R. a également examiné l'avenir du mouvement gaulliste après des communications de M. Labbé et Guéna, secrétaire général de l'U.D.R. M. Labbé a indiqué à l'issue des travaux : « L'initiative de M. Chirac est bonne et elle correspond à la volonté de l'ensemble du groupe de promouvoir un vaste rassemblement. Il ne s'agit pas de l'initiative d'une simple personnalité. C'est l'ensemble du groupe et du mouvement qui entendent se situer dans ce rassemblement. Jacques Chirac n'est pas seul ; nous sommes avec lui pour une opération qui s'est appelée « chiraquisme ». Nous sommes gaullistes, nous n'avons pas voulu être pom-

pidiens, nous ne sommes pas chiraquistes, nous ne serons pas chiraquistes. Nous n'allons pas chercher à pousser l'U.D.R. plus qu'elle n'est pas de droite. Nous voulons lui redonner sa vocation essentielle de vaste rassemblement populaire, tel que l'a défini le général de Gaulle. La plate-forme que nous établirons présentera une synthèse d'idées qui nous permettront de faire appel à des hommes nouveaux, aux milieux socio-professionnels, à la jeunesse. »

Les réserves
de M. Chaban-Delmas

M. Labbé a indiqué qu'un cours de la discussion, M. Chaban-Delmas avait été « le seul à mettre en garde contre le risque opérationnel personnel ». L'ancien premier ministre a reproché avec vivacité à M. Chirac de penser davantage à l'élection présidentielle de 1981 qu'aux municipales de 1977 et aux législatives de 1978, et il a assuré que son initiative contribuait à diviser la majorité.

M. Raymond Barre qui, le 28 octobre, sera entendu par le bureau du groupe sur les problèmes européens, a assisté mardi à une partie des délibérations du groupe. Il a été interrogé sur l'accroissement des impôts locaux, qui dépasse parfois 100 %, sur les contrôles fiscaux parfois anormaux. Il a demandé que les cas contestables lui soient signalés. Le premier ministre a indiqué qu'il ne redoutait pas une baisse de la consommation mais plutôt un gonflement anormal, et il s'est référé, à ce propos, aux résultats du Salon de l'automobile.

LA REVUE « L'APPEL » : les
gaullistes doivent quitter la
majorité.

Dans la revue gaulliste *L'Appel* d'octobre, M. Olivier Germain-Thomas, directeur de la publication écrit : « M. Chirac et, derrière lui, l'U.D.R. affirment vouloir retourner aux sources du gaullisme. Dans cette période de décadence où les Français éprouvent une nostalgie pour la grandeur et la fermeté d'hier, ce choix est certainement de bonne politique, mais les années de décadence — voire de trahison — de ceux qui le font empêchent tout gaullisme sincère d'y voir autre chose qu'une ruse de la société libérale avancée tant que les preuves de la sincérité de la conversion ne sont pas apportées. »

Après avoir cité la politique de défense, la participation dans les entreprises et la construction européenne, l'auteur estime que les choix du président de la République ne correspondent pas aux options gaullistes et affirme qu'on ne peut « s'affirmer gaulliste sans rompre avec le giscardisme » et que les gaullistes doivent « quitter la majorité présidentielle ».

M. Germain-Thomas souhaite que des candidats U.D.R. se présentent dans toutes les circonscriptions électorales.

LES ANCIENS DÉPUTÉS GAUL-
LISTES : l'U.D.R. doit avoir
une plus grande liberté
d'action.

L'Union des anciens députés gaullistes, réunie lundi 18 octobre à l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Triboulet, ancien ministre, et en présence de M. Olivier Guichard, garde des sceaux, a regretté que la conduite du gouvernement ne soit plus assurée par un homme politique appartenant à l'U.D.R., principal mouvement gaulliste et principal force de la majorité, et a ajouté : « Cette situation nouvelle donne désormais à l'U.D.R. une plus grande liberté d'expression et d'action, que les anciens députés gaullistes n'ont cessé de considérer comme nécessaire. »

Prenant acte de l'initiative de M. Jacques Chirac, l'Union estime que « le plan Barre est limité aux problèmes urgents » et que « la notion de majorité présidentielle, d'ailleurs étrangère aux concepts institutionnels du général de Gaulle, ne saurait permettre à la majorité parlementaire de répondre pertinemment aux aspirations des électeurs français. »

AU SÉNAT

La protection sociale des travailleurs français à l'étranger

Le Sénat a adopté, mardi 19 octobre, avec quelques modifications (sa première lecture avant l'Assemblée nationale), le projet de loi relatif à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs salariés de l'étranger.

Ce projet, a indiqué le rapporteur, M. LOUIS GROS (Ind.), tend à renforcer la protection sociale des salariés du secteur privé installés à l'étranger et celle de « nos familles ». Il répond aussi aux préoccupations des entreprises françaises soucieuses d'affirmer leur expansion au-delà de nos frontières et, pour cela, d'être en mesure de proposer à leur personnel des conditions d'emploi « attractives ».

Ce texte a tout d'abord pour objet de donner aux salariés qui tiennent leurs droits à la sécurité sociale de circonscriptions ministérielles un statut social légal. Une seconde série de dispositions concerne les salariés expatriés.

Le projet de loi leur ouvre le droit de se couvrir volontairement contre les risques maladies-maternité-invalidité, ainsi que contre les risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Ces deux assurances volontaires nouvelles, s'ajoutant à l'assurance volontaire vieillesse, leur permettent de bénéficier, s'ils le souhaitent, d'une protection sociale très complète.

M. Gros souligne néanmoins les difficultés pratiques qui restent à surmonter, notamment pour le paiement des cotisations dans les pays qui s'opposent aux transferts de fonds. M. PALMIERO (Union centriste), maire de Menton demande que l'on revise la convention de 1952, qui n'est pas favorable aux salariés travaillant dans la Principauté de Monaco.

« Ce projet, souligne M. BESUT-LAC, ministre du travail, s'insère dans un ensemble plus vaste de mesures qui doivent faciliter la vie des Français à l'étranger, pour permettre à nos entreprises d'être plus présentes et plus actives, et réserver les droits de solidarité entre tous les membres de la communauté nationale. Le bénéfice de la loi est limité, pour l'instant, aux salariés du secteur privé. Dans ce parti, il n'a pas été prévu d'étendre le système des allocations familiales métropolitaines, ce qui est contraire au principe de territorialité. »

Malgré ces limites, le système représenté par ce grand progrès, il offre un statut légal aux salariés et à leur famille, combant les lacunes des conventions. Pour les salariés qui ne souhaitent pas adhérer, jusqu'à présent, qu'à l'assu-

rance privée, le progrès est plus marqué encore. »

Le ministre répond à M. Palmiero que le problème des salariés français de Monaco est à l'étude.

Les sénateurs ont adopté plusieurs amendements, qui visent principalement à préciser les garanties données aux travailleurs expatriés, en particulier à valoir assurer la continuité de la couverture des risques au départ et au retour du travailleur.

Ils ont ensuite voté, sans le modifier, un projet de loi dont le rapporteur était M. MARIE-ANNE (U.D.R.), sénateur de la Martinique, et dont l'objet était d'adapter à la législation métropolitaine la protection sociale de certaines catégories de marins dans les DOM et les TOM.

Au début de la séance de l'après-midi, M. LIGOT, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a répondu à une ques-

tion de M. SCHIELE (Un. centr.), concernant notamment les compétences respectives des collectivités locales et des régions. Il a déclaré : « Nous souhaitons déconcentrer les compétences administratives départementales au niveau des chefs-lieux d'arrondissement. »

« Toute action sur les structures tendra à la déconcentration. Les services extérieurs doivent être mieux dotés, pourvus de plus de latitude d'application en même temps que de directives plus précises pour l'action. »

« Dans son discours de Dijon sur les régions, le chef de l'Etat a déclaré qu'on s'en tiendrait pour l'instant à la loi de 1972, qui est, d'ailleurs, évolutive. L'Etat a transféré aux régions le pouvoir de répartir certains investissements entre les départements ; le crédit par habitant destiné aux régions passe de 25 F à 30 F. »

A. G.

M. Monory : les chances de succès
du plan de lutte contre l'inflation sont minces

M. René Monory (Union centriste), rapporteur général de la commission des finances du Sénat, déclare notamment, dans une note de conjoncture qu'il vient de rendre publique : « C'est avec trois ans de retard que la France s'engage dans une véritable lutte contre l'inflation. (...) S'attaquant seulement, en septembre 1976 à l'inflation, la France part avec un sérieux handicap. Il ne s'agit pas seulement de regretter les erreurs passées, mais de prendre conscience que dans les circonstances actuelles les chances de succès sont minces. Il est donc plus que jamais nécessaire de dire la vérité aux Français pour que ceux-ci puissent réaliser combien étroite est la voie dans laquelle nous sommes engagés. »

M. Monory dresse ensuite le « constat » de l'actuelle situation économique et financière. Il note en particulier la faiblesse de notre commerce extérieur, puis analyse les divers aspects du plan Barre, regrettant la réduction des investissements de l'Etat qui comporte le budget de 1977, et estimant que les investissements des entreprises publiques seront rendus difficiles à cause des problèmes de financement qui posera la norme de 6,5 % pour les prix des tarifs publics. « Il n'est pas douteux, affirme-t-il, que la perspective, pressentie, jusqu'à présent, qu'à l'assu-

crance aggraverait encore les perspectives en matière de chômage, qui, pourtant, étaient déjà assez sombres. »

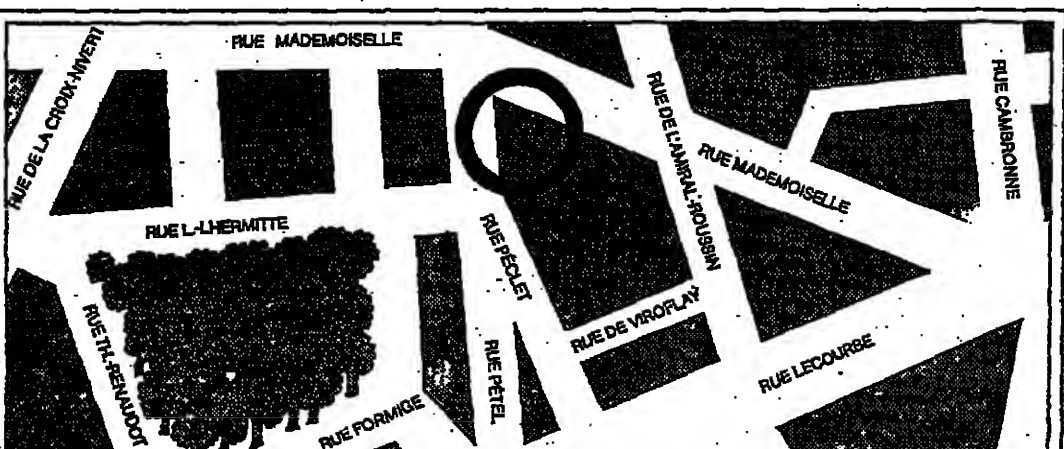
En conclusion, le rapporteur général déclare notamment : « Le programme engagé par le nouveau gouvernement a constitué un redressement salutaire. Malheureusement, son exécution s'engage dans une période difficile. Sur le plan international, comme sur le plan national, de nombreux signes indiquent un très net ralentissement de la croissance. Aussi les mesures contre l'inflation, qui comportent inévitablement des effets de réduction de la demande, risquent-elles de plonger la France, comme un certain nombre d'autres pays, dans une nouvelle période de récession, aggravant encore un chômage qui est déjà fort préoccupant. »

« De plus, l'ensemble de ces dispositions ne constitue en réalité que des mesures d'urgence, créant un choc psychologique certain, laissant un décalage pour engager des réformes plus profondes. Mais on peut regretter que le gouvernement ait préféré en ce domaine faire des déclarations d'intention, dont on peut toujours se demander si elles seront suivies d'effets, plutôt que de prendre des décisions rapides, quitte à les corriger ultérieurement en fonction des premiers résultats. »

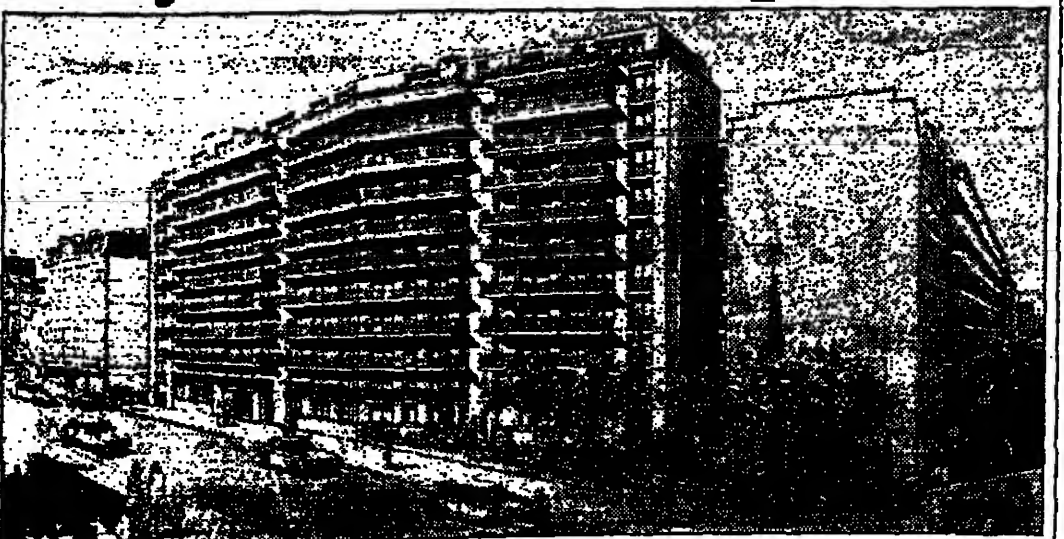
Sonia Rykiel
se raconte.

Avec croquis
à l'appui.

Cette semaine dans ELLE.



Dans le 15ème vivant,
il y a un 15ème tranquille.



Le 52 Rue Mademoiselle
Du studio au 5 pièces et 2 pièces duplex avec jardin

Notre 15^e, c'est celui de la rue Lecourbe, de la rue Cambonne, des boutiques, des métros, des bus... Mais notre 15^e, c'est aussi celui du calme, des squares et des arbres, à deux pas de cette vivante animation.

SEFRI-CIME 538.52.52
Renseignements: sur place
et Tour Maine-Montparnasse - Paris



Il y a des moments où on aimerait bien avoir des sous-titres.

Et si on vous proposait un moyen
pas bête et plutôt amusant d'être dans le coup
quand on vous parle anglais ?*

Léts face à (regardons les choses en face) : l'anglais ou l'américain que l'on vous parle n'a rien de voir avec l'anglais que l'on vous a appris. Cet anglais que vous avez du mal à suivre dans vos affaires ou dans votre vie privée, vous pouvez maintenant vous le mettre en tête (sans vous ennuier) et le parler avec une nouvelle méthode : les cassettes Gimmick.

L'anglais par le français.

Nouveauté number one des cassettes Gimmick : tout ce qui est dit vous le comprenez. Parce que tout est traduit. Ça ne se fait peut-être pas d'habitude, mais c'est très efficace. Des amis parlent et d'autres vous soufflent la traduction. C'est comme un sous-titre sonore. Comme ça, on peut les écouter partout, ces cassettes. En voiture, par exemple ou dans son bain sans avoir besoin de chercher dans un livre.

De l'anglais dans le coup.

L'anglais du Gimmick n'est pas un anglais de tableau noir, c'est un anglais « sur le tas ».

* Le Gimmick existe en allemand, espagnol, anglais 1 et anglais 2.

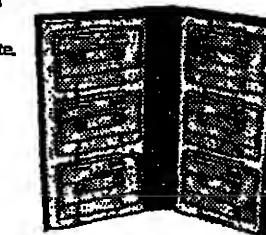
Bon pour recevoir une documentation gratuite
avec échantillon sonore.

Bon à découper et à renvoyer à A.F.C. 26 rue d'Aboukir, 75002 Paris.

Les cassettes Gimmick m'intéressent.
Je voudrais recevoir une documentation
complète avec échantillon sonore sur le
Gimmick ☐ anglais, ☐ allemand,
☐ espagnol. (Cochez la case souhaitée.)
Je joins à ce bon 3F en timbres pour
les frais d'envoi.

Nom _____
Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____

ADRENE
gimmick



A.F.C. UNE EXCLUSIVITE FLAMMARION.

LM1

Journal de l'ESD

ADMINISTRATION

Les documents de caractère général devront être rendus publics

annonce M. Marceau Long

Environ deux cents hauts fonctionnaires, universitaires et chercheurs ont participé, les 15 et 16 octobre, à une rencontre sur le thème « Administration et recherche », présidée par M. Bernard Gregory, délégué général à la recherche scientifique, et M. Marceau Long, secrétaire général du gouvernement. Ce colloque était organisé par la Commission de coordination de la documentation administrative (C.C.D.A.) et le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.).

Les participants ont d'abord recensé les difficultés que rencontrent les uns et les autres à l'occasion des recherches entreprises sur et pour l'administration. Quels sont les obstacles à une bonne coopération entre fonctionnaires et chercheurs ? L'obstacle le plus souvent cité au cours des débats fut la tradition, pour ne pas dire l'obsession, du secret administratif auquel se heurte le chercheur pour accéder à la documentation. « La recherche administrative se fait traditionnellement de façon « silencieuse », a pu écrire M. Jean-Luc Bodiguel, chargé de recherches au C.N.R.S. dans son rapport de synthèse. Des difficultés de taille l'anarchie de la documentation et de l'information dans nombre d'administrations. M. Francis de Raecque, président de la Commission de coordination de la documentation administrative, a précisé qu'on pouvait dénombrer jusqu'à mille centres de documentation administrative à Paris, dont un tiers ne tiennent pas du tout à être connus, précisa-t-il. Il a souvent été question, enfin, des difficultés plus subjectives de communication entre administrateurs et chercheurs : disparité de langage, conflit entre l'utilitarisme et la recherche plus fondamentale, crainte de l'administrateur d'être remis en cause et du chercheur de perdre sa liberté.

Mais l'administration ne devient-elle pas de plus en plus scientifique, demande M. Georges Dupuis, président du groupe « administration - recherche » de la C.C.D.A. ? L'ancien scepticisme de l'administration face à la recherche s'est peut-être changé aujourd'hui en un scepticisme inverse. Les résultats des chercheurs servent d'armes dans les conflits qui opposent les services administratifs concurrents. Dès lors il y a un risque de gaspillage de recherches, souvent dénoncé par la Cour des comptes. Et pourtant, les régions, les départements et les communes ont des besoins non satisfaits de recherche, alors que

celle-ci se concentre sur l'administration parisienne. Quelles solutions apporter pour une meilleure entente administration-recherche ? En premier lieu, résoudre l'épineuse question du secret administratif par un code de déontologie précisant les rapports entre l'administration et ceux qui ont vocation de l'étudier ou d'étendre pour elle. Ce code de déontologie pourrait s'inspirer lui-même d'un véritable droit à la recherche. A l'autre bout de la recherche s'affirme la nécessité d'une large publicité donnée aux travaux des chercheurs.

Dans ce sens, M. Marceau Long a annoncé la sortie prochaine d'un décret obligeant les administrations à rendre publics les documents de caractère général : rapports des commissions administratives, études des chercheurs, rapports d'inspection, etc.

Une certaine mobilité entre les carrières de chercheur et d'administrateur devrait, d'autre part, faciliter leurs relations. Le but serait de permettre aux uns de vivre un temps les contraintes de l'action administrative et aux autres de se familiariser avec la démarche scientifique. Enfin, il faut que l'administration connaisse, chaque instant, les études et les recherches qui sont conduites en son sein : M. Crémieux-Brilhac, directeur de la documentation française, a fait état, à ce sujet, d'un projet de fichier général des études et recherches effectuées sur et pour l'administration.

La tâche la plus importante demeure la poursuite de la rationalisation de la documentation administrative, qui constitue l'objectif permanent de la Commission de coordination de la documentation administrative (C.C.D.A.), instituée auprès du premier ministre depuis juillet 1971.

(1) Commission de coordination de la documentation administrative, 23, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07, tél. 251-50-10.

POINT DE VUE

Le statut général des fonctionnaires a trente ans

Un facteur de progrès

par CATHERINE LALUMIÈRE (*)

PUBLIÉ le 19 octobre 1946, le statut général des fonctionnaires, modifié par ordonnance du 4 février 1959, a été consacré à sa naissance comme une importante conquête sociale. A l'épreuve du temps, qu'est devenu ce texte qui concrétisait tant d'espérances ?

Nul ne peut contester l'attachement que les fonctionnaires continuent de manifester à cet instrument de protection de leurs droits individuels et collectifs. En vérité, le statut consacrait des progrès fondamentaux, qui correspondent à des besoins de plus en plus généralement ressentis : la garantie de l'emploi, le déroulement régulier des carrières, la protection contre les sanctions arbitraires. Sur ces points, le statut était en avance sur le droit privé du travail, mais ce caractère progressiste a eu son revers : il a déclenché des oppositions à deux niveaux, celui de la mise en œuvre du texte et celui du principe même d'un statut unique et rigide régissant la fonction publique.

Depuis 1946, le statut a souvent été appliqué par des gouvernements de droite, qui ont cherché à en limiter la portée. Dès lors, le texte a joué le rôle de tapage derrière lequel se dissimulait une réalité différente. En particulier, depuis les débuts de la V^e République, l'évolution a progressivement restreint la portée initiale du texte.

La première manifestation en a été l'ordonnance du 4 février 1959, qui remplaçait la loi de 1946. Au premier abord, le nouveau texte changeait peu de choses. Il consacrait cependant, sur la base des articles 34 et 37 de la Constitution, le transfert de plusieurs questions du domaine législatif au domaine réglementaire, diminuant d'autant le contrôle que le Parlement peut exercer sur les initiatives de l'exécutif.

Parallèlement, l'unité que postule le caractère général du statut n'a pas empêché la multiplication des situations dérogatoires. Contrairement à une opinion trop répandue, le statut ne s'applique pas à tous les agents publics. Non seulement il ne s'applique ni aux auxiliaires, contractuels, temporaires, vacataires, ni à ceux qui ont un statut dérogatoire (magistrats, militaires de carrière, corps issus de l'ENA, corps enseignant, etc.), ni aux ouvriers de l'Etat. Bref, le statut général, malgré son nom, ne concerne directement que les deux tiers des personnels de l'Etat, soit environ un million cinq cent mille agents. Certes, il n'est pas évident qu'il faille étendre à tous le statut général.

Il n'en demeure pas moins qu'il faut dissiper l'illusion qui consiste à croire que tous les travailleurs du secteur public et parapublic ont les mêmes droits. Certains sont fort mal lotis (par exemple les auxiliaires, qui sont les parents pauvres de la fonction publique) ; d'autres ont tout avantage à échapper au statut général et, de ce fait, à la grille unique des rémunérations ; ainsi certains contractuels bénéficient d'une situation administrative et financière supérieure à celle de leurs homologues titulaires. Bref, l'apparente unité cache une infinie diversité qui n'est pas sans créer un malaise parmi les personnels du secteur public.

Par ailleurs, les garanties que le statut consacrait ont été progressivement « grignotées » par la pratique. Le statut, comme tous les textes de portée générale, ne pouvait tout prévoir dans le détail. L'autorité politique et administrative a donc conservé le moyen d'interpréter dans un sens libéral ou strict les pouvoirs qui lui étaient laissés. L'application du statut a ainsi donné lieu à une politique en « accords » faisant alterner les périodes de relatif libéralisme avec les périodes de répression.

Les deux années écoulées font partie de ces dernières. Incontestablement, le gouvernement a manifesté la volonté d'interpréter restrictivement les dispositions du statut, qu'il s'agisse de la liberté d'opinion, de l'exercice du droit syndical ou du droit de grève. Entre les mailles du statut, ajoutant au texte ou en dénaturant l'esprit, se sont multipliées les circulaires du premier ministre (du 8 octobre 1975, sur l'interdiction des activités politiques — et syndicales — dans les locaux administratifs ; du 3 juin 1976, sur l'exercice du droit de grève), ou du ministre de l'Intérieur (circulaire du 5 février 1976, sur les obligations de discrétion et de réserve). Récemment encore, les parlementaires de la majorité ont voté une modification aux règles des concours dans un sens fort peu démocratique. De même la proposition de loi dite « de la liberté », déposée en décembre de l'année dernière par MM. Feyer, Labbé, Chénou et Max Lajoux, prévoit des restrictions aux libertés des fonctionnaires.

En fait, il apparaît clairement que

le régime politique actuel accepte mal l'existence d'un statut libéral et protecteur. On le tolère faute de pouvoir le supprimer. Mais tout est fait pour qu'il tende à devenir un masque cachant des pratiques contraires à son esprit.

Le statut général n'a pas seulement été critiqué dans son contenu, il a été dans son principe. Son existence a été contestée en raison des rigidités qu'elle entraîne. Il est incontestable qu'un texte de cette nature peut sembler un facteur de sclérose. A première vue, il paraît plus aisé de gérer une entreprise privée soumise, pour l'essentiel, à la volonté de son chef, que le million et demi de fonctionnaires régie par des textes contraignants.

Encore faut-il s'interroger sur la « souplesse » de gestion des entreprises privées et la « rigidité » de la fonction publique. Si souplesse signifie libre pouvoir du chef d'entreprise, elle n'est pas nécessairement facteur d'efficacité. La malaise qui règne présentement dans les grandes entreprises, aux dires mêmes des dirigeants de ces firmes (qui n'a pas entendu leurs doléances sur l'absentéisme, le manque de zèle, etc.), est sans doute dû pour une large part à l'anachronisme du droit du travail. Le recrutement par concours, la sta-

bilité de l'emploi, la régularité de l'avancement, les garanties disciplinaires, toutes ces règles sur lesquelles le monde des affaires, ont au moins un mérite non négligeable : elles diminuent l'incertitude des agents, facilitent les relations hiérarchiques, apaisent les tensions. Certes, sur tous ces points, des progrès importants doivent encore être accomplis : la composition et le rôle des organismes paritaires, la participation des agents à la gestion des services, l'exercice du droit syndical, l'assouplissement des règles du secret administratif, constituent, parmi d'autres, des domaines dans lesquels le statut de 1946 reste en deçà des exigences actuelles.

Mais, sous réserve des améliorations toujours souhaitables, il demeure que, pour l'essentiel, l'existence d'un statut général des fonctionnaires a eu le grand mérite de poser les bases d'un droit du travail nouveau, susceptible de donner à des centaines de milliers d'employés le sens de leur dignité. En définitive, malgré les obstacles qu'un texte aussi large suscite nécessairement dès que l'on veut le modifier ou y introduire une quelconque innovation, il reste que le statut de 1946 a été un facteur de progrès dans l'administration.

(*) Déléguée nationale du parti socialiste pour la fonction publique.

Les tuniques Aztèques.

On dirait du Kenzo!!!

Cette semaine dans ELLE.

Vous cherchez une boisson peu sucrée ?
(naturelle et plus légère)

Yin de Volvic a le goût nature que vous préférez, car c'est une boisson riche en fruit et très désaltérante, mais naturellement peu sucrée.

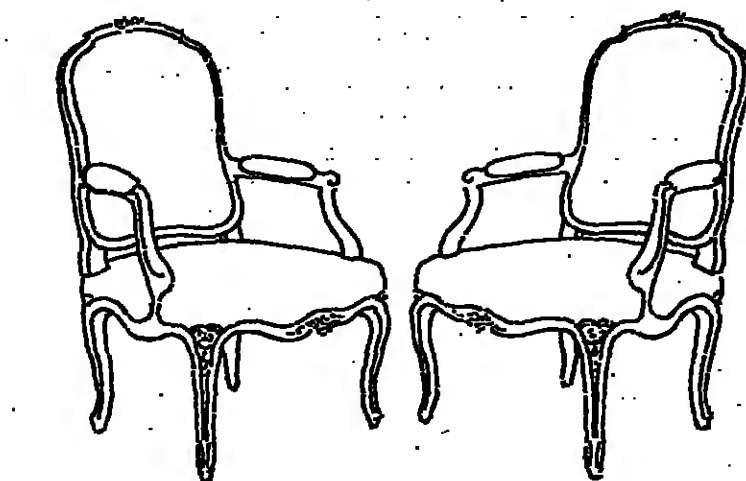
Renseignements : Volvic S.P.A. 41 - 92340 Bourg-la-Reine - Tél. : 350-45-34

Si on pouvait enfermer
l'arôme d'Amsterdam
dans un flacon...
on aurait créé le plus
formidable parfum d'homme.

En attendant...
fumez Amsterdam!
(ça sent si bon !)



Régie Française des Tabacs sous licence Rinsos et Ormond



Vrai ou Faux ? Chiche !

Sauriez-vous reconnaître le vrai du faux ?
Un meuble d'époque d'un meuble de style ?
Un original d'une reproduction ?
C'est un jeu instructif et révélateur que vous propose

Mailfert - Amos

Ouverture des Salons de Présentation
chez Barroux mercredi 20 octobre 1976
6, avenue d'Eylau Paris 16 - Tél. 504.70.80.
Ouverts du lundi au vendredi.

FAITS DIVERS

En Seine-et-Marne

SIX AGRESSIONS SONT COMMISES CONTRE DES PERSONNES AGÉES

Les gendarmes et les policiers de Seine-et-Marne recherchent trois malfaiteurs qui ont commis les 15 et 19 octobre, six agressions nocturnes contre des personnes âgées de quatre-vingt à quatre-vingt-cinq ans. Cinq de ces agressions ont été commises dans le village de Sourdun, près de Provins, la sixième à Noville, dans la région de Nemours. A chaque fois, le scénario de l'agression a été le même : les bandits, masqués et gantés, ont pénétré par effraction, la nuit, dans des pavillons isolés habités par une personne âgée, seule. Ils ont ligoté leur victime, l'ont menacée ou frappée pour qu'elle leur indique où se trouvaient ses économies.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Arrêt de la Cour d'Appel de Paris, 4^e Chambre B en date du 22 novembre 1975.

Le Tribunal avait :

Fait défense sous astreinte à la Société de Production et d'Exploitation de Chauffage d'utiliser la dénomination PROCALOR.

Ordonné la suppression par tout procédé à la connaissance de la demande de dépôt du mot PROCALOR dans tous documents commerciaux ou publicitaires.

Condamné la Société PROCALOR à 500 F de dommages et intérêts et autorisé la publication dans trois journaux au choix de la défenderesse pour un coût global maximum de 6 000 F.

Le Cour :

Confirme le jugement entrepris ;

Toutefois, l'amendement quant à ces chefs :

(1) Dit que la condamnation prononcée contre la Société de Production et d'Exploitation de Chauffage PROCALOR intervient en définitive pour contre-façon de la marque déposée CALOR et pour imitation de la dénomination sociale CALOR ;

(2) Condamne la Société PROCALOR à payer à la société CALOR 12 000 F de dommages et intérêts ;

(3) Fixe un mois, à compter du prononcé du présent arrêt, le délai passé lequel prendront effet les mesures de suppression et d'interdiction sous astreinte ;

(4) Dit que les publications portant sur le dispositif du présent arrêt ;

Condamne la Société PROCALOR aux dépens de première instance et d'appel.

Pour extrait : M^e Georges GASTIOT, avocat près la Cour d'Appel.

JUSTICE

DANS LA PRESSE PARISIENNE

L'HUMANITE : l'U.D.R. se réveille

« [...] Comme s'il n'était pas au courant, le groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale vient de s'associer à la demande d'une commission d'enquête parlementaire tendant à faire la lumière sur les annonces faites par l'Etat à des sociétés aéronautiques. Le groupe U.D.R. demande à M. Dassault de se disculper de toutes les accusations dont il est l'objet. »

« Cette tardive intervention groupe-t-elle que M. Dassault est désormais assuré de révéler ses loyautés ou ressemble-t-elle au processus que l'U.D.R. avait amorcé lorsqu'elle dut se décider à larguer Rives-Henry ? Le juge Pétot, qui instruit l'affaire de Vathaire, va entendre aujourd'hui M. Dassault et de Benoist. Va-t-il seulement leur parler de « l'abus de confiance » commis par leur homme de confiance ? [...] »

(JEAN-GEORGES)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : le vrai scandale

« [...] Coupable, Dassault amuse. Innocent, son cas terrifie. Or des syndicalistes du ministère des finances, qui ont épluché les déclarations de Vathaire, ont obtenu, en gros, pour la non-culpabilité légale : Dassault aurait tout jusqu'à l'extrême limite avec lui, il ne l'aurait pas, pour l'essentiel, violé. »

« Et de même que tuer à la guerre n'est pas un crime, que violer sa propre femme n'est pas un crime, l'abus de confiance de Vathaire n'est pas une fraude. De la même façon, lorsque Chaban-Delmas ne payait pas d'impôts, il était absolument en règle. Si ces syndicalistes ont raison, alors pourquoi nous faire, il n'y a pas d'affaire Dassault. Il n'y a plus qu'une affaire d'Etat. »

« Car l'innocence dans cette affaire pourrait bien constituer le vrai scandale. »

(JEAN-FRANÇOIS KAHN)

L'AFFAIRE DASSAULT-DE VATHAIRE

L'U.D.R. et le P.S. demandent la création d'une commission d'enquête parlementaire

MM. Marcel Dassault et Pierre Gaillain de Benerville sont entendus comme témoins, ce mercredi après-midi 20 octobre à Paris, par le juge d'instruction, dans le cours de l'information ouverte le 9 juillet dernier après le détournement de 8 millions de francs par l'ancien directeur comptable, M. Hervé de Vathaire, incriminé pour abus de confiance. M. de Vathaire est également l'auteur d'une note dans laquelle sont révévés certains mécanismes de la gestion financière des sociétés contrôlées par le constructeur aéronautique.

Depuis la révélation, par divers organes de presse, du contenu de cette note, le groupe parlementaire de l'U.D.R. de M. Marcel Dassault est député U.D.R. de

Poissy — et le groupe parlementaire du P.S. ont fait savoir, mardi 19 octobre à l'Assemblée nationale, qu'ils réclamaient la création d'une commission d'enquête parlementaire, notamment sur les méthodes de passation de certains contrats de l'Etat à l'industrie aéronautique.

Le parti radical-socialiste, présidé par M. Gabriel Péronnet, a décidé de s'associer à cette demande.

De leur côté, les deux fonctionnaires des impôts mis en cause par M. de Vathaire, qui les accuse de « complicité » dans les irrégularités ou les détournements qui auraient eu lieu dans ces sociétés, ont été autorisés à déposer une plainte pour diffamation.

Le ministre des finances a, du reste, dans l'après-midi du mardi 19 octobre, publié un long communiqué dans lequel il fait état des vérifications intervenues depuis une dizaine d'années dans les comptes des différentes sociétés appartenant, totalement ou partiellement, à M. Dassault. Il n'est fait aucune mention de l'existence, et à plus forte raison, du montant des redressements fiscaux qui auraient pu être décidés. On sait seulement que l'ancien directeur comptable estime à 1 milliard et demi de francs le total des détournements ou irrégularités de plusieurs années, et que M. Dassault a révisé qu'il avait été récemment l'objet d'un redressement de 15 000 francs.

LES DEUX FONCTIONNAIRES DES IMPOTS MIS EN CAUSE PORTENT PLAINTE EN DIFFAMATION

M. Marcel Tixier, directeur régional de la direction des impôts, a été entendu par le juge d'instruction, ce mercredi 20 octobre, dans le cadre de l'information ouverte le 9 juillet dernier après le détournement de 8 millions de francs par l'ancien directeur comptable, M. Hervé de Vathaire, incriminé pour abus de confiance. M. de Vathaire est également l'auteur d'une note dans laquelle sont révévés certains mécanismes de la gestion financière des sociétés contrôlées par le constructeur aéronautique.

Depuis la révélation, par divers organes de presse, du contenu de cette note, le groupe parlementaire de l'U.D.R. de M. Marcel Dassault est député U.D.R. de Poissy — et le groupe parlementaire du P.S. ont fait savoir, mardi 19 octobre à l'Assemblée nationale, qu'ils réclamaient la création d'une commission d'enquête parlementaire, notamment sur les méthodes de passation de certains contrats de l'Etat à l'industrie aéronautique.

LES REACTIONS A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Lors du débat sur la motion de censure, mardi 19 octobre, à l'Assemblée nationale, plusieurs orateurs ont parlé de l'affaire Dassault-de Vathaire. M. Pierre Mauroy, député du Nord (P.S.), a annoncé que son groupe demandait la constitution d'une commission parlementaire d'enquête.

M. Roland Leroy, député de Seine-Martinique (P.C.), a souligné : « Quelle déception de trouver les familles de travailleurs d'un impôt supplémentaire au nom de la solidarité et de laisser le magnat de l'aéronautique française jongler, désinvolte, avec les deniers publics ! »

Mme Jacqueline Chonavel, députée de Seine-Saint-Denis (P.C.), a ajouté : « Une des résidences secondaires de M. Dassault a coûté 5 milliards d'anciens francs (1), soit trente-trois mille fois le salaire d'un ouvrier payé au S.M.I.C. Les familles de P.-D.G. et de membres de conseils d'administration des grosses sociétés peuvent dormir tranquilles : nous ne leur ferons pas payer d'impôt malgré leurs énormes profits. Vous cherchez à faire croire que vous combattez les inégalités sociales. Mais c'est votre système qui les aggrave. C'est lui qui faut combattre. »

De son côté, le groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, réuni sous la présidence de M. Claude Labbé, a décidé de voter la proposition de résolution déposée par

Le groupe socialiste en vue de la constitution d'une commission parlementaire d'enquête dont le but est de « faire la lumière sur les annonces faites par l'Etat à des sociétés aéronautiques ». M. Marcel Dassault, député de l'U.D.R., ayant été mis en cause, M. Labbé a indiqué que le groupe U.D.R. ne veut rester « ni sourd ni muet devant les attaques dont sont la cible ses membres ». Le président du groupe a ajouté : « Nous voulons que toute la lumière soit faite. Nous faisons confiance à Marcel Dassault et nous lui demandons qu'il se justifie. Le président du groupe a ajouté : « Nous voulons que toute la lumière soit faite. Nous faisons confiance à Marcel Dassault et nous lui demandons qu'il se justifie. Le président du groupe a ajouté : « Nous voulons que toute la lumière soit faite. Nous faisons confiance à Marcel Dassault et nous lui demandons qu'il se justifie. »

Des sociétés contrôlées tous les cinq à six ans selon le ministère de l'économie et des finances

Le ministère de l'économie et des finances a publié, mardi 19 octobre, le communiqué suivant :

« A la suite des informations publiées dans la presse et relatives à la situation fiscale du groupe Dassault, il est précisé que :

1) Les principales entreprises du groupe Marcel Dassault ont été régulièrement vérifiées par l'administration fiscale selon une fréquence de cinq à six ans, une moyenne supérieure à celle retenue pour les entreprises d'importance comparable.

2) Les vérifications les plus récentes s'inscrivent dans le cadre du contrôle de l'ensemble de ce groupe d'entreprises décidé par le service compétent en août 1975.

3) Le tableau indique le détail des principales vérifications effectuées.

RAISON SOCIALE	DATE de vérification (1)	EXERCICES vérifiés
Société centrale d'études et d'investissements, devenue Générale Immobilière Marcel Dassault (société holding)	Décembre 1976 Vérification en mai 1976	1964 à 1968 1969 à 1975
Avions Marcel Dassault	Décembre 1968 Avril 1975	1964 à 1968 sur les sociétés
Avions Marcel Dassault - Bréguet Aviation	Avril 1975	1969 à 1973 (I.V.A.)
Electronique Marcel Dassault	Octobre 1966 Décembre 1971	1962-1965 1967-1970
Dassault International	Avril 1976	1972-1974
Diverses sociétés immobilières	Vérification en septembre 1976	

(1) Fin de la vérification, sauf indication contraire.

« En application de l'article 1889 du code général des impôts aux termes duquel l'autorité judiciaire doit donner connaissance à toute indication qu'elle peut recueillir de nature à prouver une fraude commise en matière fiscale, le garde des sceaux a communiqué en temps utile au ministre délégué à l'économie et aux finances le contenu des déclarations de M. de Vathaire.

« Les dispositions nécessaires ont été prises pour vérifier, dans le respect du secret fiscal, si ces déclarations sont ou non fondées.

« Les conclusions de ces vérifications ont été communiquées au ministre de l'économie et des finances en vue de leur révélation, déposées aujourd'hui une plainte en diffamation auprès du

M. de Vathaire proteste contre les divulgations du « Point »

M. Hervé de Vathaire a fait parvenir à son défenseur, M^e Marcel Ceccaldi, une lettre ainsi conçue :

« Frères, le 17 octobre 1976, Mon cher maître, Je vous salue obligé de bien vouloir publier le communiqué dont le teneur suit : le journal le Point a pris l'initiative de publier un manuscrit de seize pages rédigé par mes soins le 2 juillet 1976, manuscrit que je destinai à M. Dassault, et à lui seul. Ce manuscrit a été saisi, puis versé au dossier du juge d'instruction qui l'a placé sous scellé judiciaire.

« Je remarque tout d'abord que cette publication a été faite sans que l'on ait sollicité mon accord ni recueilli mon consentement. J'ignore les conditions dans lesquelles ce document a pu être porté à la connaissance de certains journalistes. J'ignore à quelle date il fut divulgué. J'ignore à quelles motivations obéissent ceux qui le communiquèrent. J'ignore pour quelles raisons la publication intervint le 18 octobre, un mois et demi après ma comparaison volontaire, trois mois après les faits.

« J'ignore enfin l'usage que l'on fera désormais de mes déclarations.

« Mais ce que je sais, c'est qu'une justice qui ne respecterait plus les droits de la personne ne serait plus digne de respect. Je crois que le secret de l'instruction avait été institué afin de protéger l'inculpé et lui laisser le libre choix des moyens de sa défense. Je crois que, dans le cadre d'une information, l'inculpé, et lui seul, avait le droit de révéler avant l'audience publique les faits et documents de l'instruction : une motif de vérité n'est pas la vérité, mais un erreur. Je crois que, même privé de sa liberté, l'inculpé conservait encore quelques droits, notamment celui de s'exprimer. Je crois encore que ces principes étaient en nous aussi importants que le droit à l'information.

« Je m'aperçois qu'il n'en est rien. J'ai le sentiment d'être le jouet d'une machination et que nul ne se soucie plus guère en vérité de mon sort. Je m'étais constitué prisonnier dans le but de faire connaître à la justice de mon pays les circonstances dans lesquelles j'ai été amené à faire usage de la procédure que m'avait confiée M. Dassault.

« Je constate que l'on me déshonore aujourd'hui, le droit de le faire en toute liberté m'opposant par avance le contenu d'un ma-

CONTROLE ET BENEFICE

Entre autres problèmes, la note de M. de Vathaire pose celui des rapports qui peuvent exister, au sein d'un groupe industriel, dominé par un homme ou une famille, entre entreprises cotées en Bourse et sociétés contrôlées totalement ou partiellement par cet homme ou cette famille.

Pour contrôler une société cotée en Bourse il n'est évidemment pas nécessaire de détenir la totalité de son capital ; en règle générale les « holdings » conservent par exemple entre 50 % et 60 % de celui-ci, mais ce pourcentage peut être inférieur. Lorsqu'une coopération s'établit entre ce type d'entreprises et des firmes appartenant en totalité à un homme ou à une famille, la tentation peut être grande de faire passer, au sein du groupe, le bénéfice de la société cotée vers les entreprises détenues en totalité.

Les moyens pour y parvenir sont nombreux. Une société cotée peut par exemple louer à la société totalement contrôlée des installations ou du matériel à des prix prohibitifs, lui commander des travaux en les surpayant, passer avec elle un contrat de sous-traitance qui lui soit défavorable. Sur le plan fiscal elle peut encore soit consentir des prêts à des taux favorables, soit céder des actifs à un prix inférieur à leur valeur, etc.

La loi de 1966 n'interdisant pas ce type de coopération, même si elle prévoit, dans certains cas, certaines modalités particulières, c'est la nature des contrats passés qui permet de déterminer si il y a ou non détournement d'actifs et abus de biens sociaux.

Une affaire de ce genre a récemment éclaté à Grenoble, trois dirigeants de la Société anonyme des éléments Vieux ayant été inculpés (le Monde a daté 15 juin 1975 et 23-24 mai 1976).

POLICE

M. Jean-Pierre Saison, qui remplaçait M. Michel Bonkowski, a répondu mardi 19 octobre au Sénat à une question de M. Francis Palmero, sénateur des Alpes-Maritimes (union centriste). Il a déclaré : « La partie entre la police nationale et la gendarmerie est l'organe normal. A la fin de juin, le premier ministre avait rendu un arbitrage dans ce sens. Elle est effective pour les gardiens et les

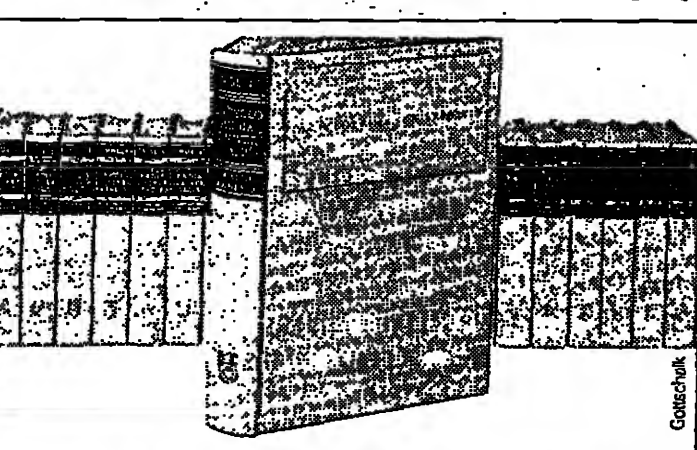
LISEZ
« Le Monde des philatélistes »

DEAUVILLE-Bénerville
CALME, MER, AIR, CHEVAL, GOLF, CASINO.

Directement en bord de mer, nous édifions une très belle résidence de style normand.

RESIDENCE NEPTUNE
Studios, 2 et 3 pièces de grand standing.
Prix fermes et définitifs. Livraison fin 1977.

SOGEFRANCE Garantie bancaire d'achèvement - Crédit 80%
13, Bd de Courcelles 75008 Paris - Tél. 522.37.80.
33, rue Shakespeare 06400 Cannes - Tél. (93) 39.50.90.
Mandataire local de vente : Paris/Deauville Immobilier 48, r. Offite - Tél. (37) 88.30.25.



« Parce qu'elle apporte la réponse immédiate à toutes vos questions, dans tous les domaines, »
« parce qu'elle met à votre disposition 3800 spécialistes mondiaux parmi les plus éminents de notre époque, »
« parce qu'elle ne se contente pas de définir mais qu'elle explique, comment et stimule la réflexion personnelle, »
« parce qu'elle est le complément indispensable à l'enseignement secondaire et supérieur que reçoivent vos enfants et qu'elle suscite des vocations, »

offrez à votre famille L'ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS
la nouvelle grande encyclopédie française

20 volumes • 21 760 pages • 5 500 articles principaux • 13 500 articles de complément
20 681 illustrations en noir et en couleur • élégante reliure ivore gravée à l'ac.

Pour en savoir plus demandez, sans engagement, le Dossier Universals en couleur, GRATUIT • en appelant le 734.02.31 (répondeur automatique même la nuit et les jours fériés) • ou en renvoyant ce bon après l'avoir rempli.

Nom et prénom
Adresse
Code postal Ville 5552

Bon à retourner au Club Français du Livre, 7, r. Armand Moisan, 75754 Paris Cedex 15
Offre valable seulement pour la France métropolitaine.

1520

150

JUSTICE

UN DÉBAT DE LA FÉDÉRATION DES JEUNES AVOCATS

La fonction de bâtonnier

De notre correspondant

Lille. — La Fédération nationale des unions de jeunes avocats (F.N.U.J.A.) avait choisi de mettre le bâtonnier sur le grill, au cours de la journée d'étude organisée au Palais de justice de Lille samedi 16 octobre. Le bâtonnier dans l'avenir, de sa tradition, de ses pouvoirs et plus encore peut-être de son personnage, un personnage à la fois agaçant et séduisant. A cette confrontation de quelques heures opposent une soixantaine de cadets des barreaux de France, sous la présidence de M^{re} Bernard Cohen et Bernard Leboucq, président et vice-président de la F.N.U.J.A., et deux autres, M^{re} Jean Rostier, président de la conférence des bâtonniers, M^{re} Gérard Sauriez, ancien bâtonnier d'Amiens, et Gérard Doussot, bâtonnier de Lille.

Dans la batterie des questions posées, rien n'avait été oublié de la candidature avec sa campagne de petits banquets aux réunions du conseil de l'ordre « où l'on s'attaque surtout de la couleur des moquettes des salles de réunion », en passant par la répartition des aides judiciaires ou le danger de généralisation. Ces questions posées souvent avec plus de malice que de vigueur trouvaient toujours des réponses pertinentes et hautes sinon toujours convaincantes. Mais il n'y avait rien là de nature à bouleverser l'ordre. On fit allusion à « certains qui pensent que la suppression s'impose et mettent en cause la fonction du bâtonnier même... » pour demander si les bâtonniers, sont conscients de ce danger. M^{re} Rostier répondit sans ambages : « Concevez-vous une entreprise sans responsables ? Si le bâtonnier n'existait pas, il faudrait l'inventer. Je ne suis absolument pas de ceux qui disent... » L'impression que l'on retient de ces longues explications est bien que la F.N.U.J.A., sans mettre vraiment en cause le bâtonnier ni le conseil de l'ordre, souhaite tout de même quelques changements dans l'élection et, ne se satisfaisant pas du traditionnel « tour de tête », dans l'exercice de la fonction, dans la promotion des jeunes, elle réclame fondamentalement « un peu plus de démocratie ».

GEORGES SUEUR.

AUTOMOBILE

LE DERNIER SALON BRITANNIQUE A EARLS COURT

La reprise profite aux importateurs

De notre envoyé spécial

Londres. — Sans cesse la fin de la période japonaise dans le Royaume-Uni ? L'analyse des statistiques statistiques rendues publiques à l'occasion de l'ouverture du Salon de Londres (1) pourrait le laisser supposer. On assiste actuellement à un net ralentissement de la conquête du marché britannique par les firmes nipponnes, dû notamment à un essai des constructeurs européens. Pour les neuf premiers mois de cette année, la progression des importations japonaises n'est que de 7 % (contre 27 % l'an dernier), alors que celle des Européens sont en augmentation de 19 %.

Il n'empêche que, désormais, sur dix voitures immatriculées en Grande-Bretagne (plus exactement 9,6 %) une est japonaise et que ce résultat est supérieur à celui enregistré par les Français (9,1 % du marché, toujours pour les neuf premiers mois) et par les Allemands de l'Ouest (8,3 %). Quant aux Britanniques eux-mêmes, leur part du marché national a encore diminué : elle est de 83 % contre 70 % l'an dernier et 72 % en 1974. La reprise (on estime que 1 270 000 d'automobiles particulières seront vendues cette année, soit 6 % de plus qu'en 1975) n'aura profité qu'aux importateurs.

Le dernier Salon de Londres — le prochain aura lieu à Birmingham en 1978 et sera bisannuel, comme ceux de Francfort et de Turin — n'est pas pour autant morose.

La production britannique, bien mise en valeur notamment sur les stands de British Leyland, y paraît même dotée d'une belle vitalité mais hormis la présentation de la nouvelle Rover 3500 (que les Anglais voient circuler depuis l'été dernier et que nous avons décrite dans le Monde daté 7-8 octobre) n'a qu'un faible inté-

(1) Motor Show, du 20 au 30 octobre, à Earls-Court, Londres.

MICHEL BERNARD.

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



L'ALLER-RETOUR DANS LA DEMI-JOURNÉE

Parmi les nombreux vols qui desservent régulièrement les 30 escales d'Air Inter, 18 relient tous les jours (en semaine) PARIS à BORDEAUX dans les deux sens, permettant l'aller-retour dans la demi-journée.

PARIS ↔ BORDEAUX
18 liaisons quotidiennes
(départ Orly Ouest ou Roissy-Charles de Gaulle)

Air Inter favorise vos déplacements d'affaires

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS 330 26 25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

L'écriture de A jusqu'à Z.

La machine à écrire à boule Facit Addo 1850 est la seule qui réunit tous ces perfectionnements :

Tête d'écriture interchangeable.
Double espacement.
Double tabulation dont une à mémoire.
Double marge à gauche.
Touche de correction.
Touche spéciale à 4 caractères.



Machines à écrire, calculatrices, systèmes de gestion.

Facit Addo. 308, rue du Pdt S. Allende - 92700 Colombes. Tél. 760.71.17. Succursales et concessionnaires partout en France.

Tous renseignements machine à boule 1850

Nom Adresse

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



LA REDUCTION «GROUPE» 25 % ou 50 %

Il suffit d'être au moins dix à partir ensemble pour bénéficier d'une réduction de 25 % sur les vols blancs et de 50 % sur les vols bleus d'Air Inter (sauf Paris ↔ Nice et Continent → Corse).

Air Inter favorise vos déplacements de groupe

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS 330 26 25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

Choisir un matériel de photocopie réaliste, cela compte pour une compagnie de transport. Car le fret arrive et part grâce à des papiers.

Sans ses papiers un chargement se perd. C'est pourquoi une compagnie de transport ne peut fonctionner qu'avec des duplicata et des copies de duplicata. Elle a évidemment besoin de

l'analyse de vos besoins, car nous voulons que vous en ayez pour votre argent.

La gamme étendue de copieurs Océ offre une réponse bien raisonnée pour chaque besoin, pour chaque budget. (La situation n'exige pas toujours un ensemble).

Voici comment nous travaillons :

C'est sans doute pourquoi Océ est réputé pour la précision des ses analyses de besoins en repro, même hors d'Europe. Que vous importiez ou que vous exportiez, un photocopieur Océ améliorera vos opérations. Choisissez sans indulgence. Choisissez Océ.



Océ : un choix raisonnable.

Tous procédés de reprographie
Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35
Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Nancy
Nantes - Rouen - Strasbourg - Toulouse



Tout ce que vous vouliez savoir sur l'accession à la propriété sans jamais oser le demander.

Et nous avons raison.

Cette semaine dans ELLE.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

La mise en place des institutions de la capitale

Un seul préfet pour Paris et sa région

Le conseil des ministres vient de prendre une importante décision concernant le futur préfet de la région d'Ile-de-France et a examiné la situation du personnel dépendant de la ville — et du département — de Paris.

À ce même moment, le Conseil de Paris est occupé en session ordinaire, du lundi 15 novembre au vendredi 17 décembre prochain. L'assemblée municipale aura à examiner un budget particulièrement difficile.

Le préfet de Paris, héritier de l'ancien préfet de la Seine, va disparaître au profit du préfet de la région d'Ile-de-France. En décidant que le préfet de la région d'Ile-de-France exercerait les fonctions du préfet de Paris, le conseil des ministres a complété l'alignement de cette région sur le statut des autres régions françaises. Comme en province, le préfet de région assumera des compétences territoriales sur la principale département, en l'occurrence Paris, qui est à la fois une ville et un département.

Ainsi, après les élections municipales de mars-avril 1977, une page d'histoire sera tournée : tandis que le maire de Paris s'installera à l'Hôtel de Ville pour y assumer les fonctions exécutives actuellement dévolues au préfet de Paris.

C'est ce dernier qui quittera définitivement les bureaux de l'Hôtel de Ville où ne séjourneront plus désormais que les élus, rompant avec une tradition et un système qui datent du Consulat.

La réforme du statut de Paris adoptée en décembre dernier prévoyait que le préfet de Paris, dont on pensait qu'il serait maintenu, abandonnerait au futur maire de Paris la majorité des pouvoirs et la direction des trente-cinq mille agents de la préfecture. La réforme du statut de la région d'Ile-de-France, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet dernier, avait d'autre part aligné le statut de cette région sur le droit commun en créant un conseil régional élu et un comité économique et social à compétence consultative. Seule subsistait une différence : le préfet de région n'exerçait pas de compétence territoriale.

On s'installera concrètement les services dépendant du préfet de Paris, mais s'occupant exclusivement des affaires de la capitale ? Il était prévu à l'origine qu'ils occuperaient un immeuble situé au 61 de la rue de Monceau, dans le huitième arrondissement, et appartenant à l'Union des associations de Paris (U.A.P.). Ce projet paraît abandonné, et, au cours de la prochaine session du Conseil de Paris, on pourra le voir.

Le livre d'un ancien préfet

M. M. Doublet : les dossiers traînent trop

Préfet de Paris de 1968 à 1969, préfet de la région parisienne de 1969 à 1975, M. Maurice Doublet a eu la responsabilité des grands dossiers liés à l'aménagement de la capitale et de sa région.

« Éloigné des affaires parisiennes le 1^{er} septembre 1975, il a eu l'impression d'avoir sa poche arachnée sans pouvoir l'achever. D'où ce livre, Paris en procès : trois cents pages austères pour s'expliquer, mais aussi se justifier.

« Un des aspects essentiels de l'administration de Paris est, bien évidemment, de faire la part des intérêts de l'État par rapport à ceux de la ville et de concilier les uns et les autres », déclare l'ancien préfet, qui précise : « Ce difficile partage, l'ouvrage s'efforce de le faire, en montrant les grandes affaires d'urbanisme de la capitale, qui sont en fait aussi, et très rapidement, des affaires de l'État, et souvent des affaires d'État. »

Des exemples ? Voici celui des Halles : « Sept ans après le début de la rénovation on a pu avoir l'impression d'en être au même point et de redécouvrir la Lune... Le plus piquant de l'ouvrage sera qu'en fin de compte on arrive à un quartier amélioré de celui qui finalement avait eu l'accord du général de Gaulle avant son départ, à savoir plus de quatre hectares d'espaces verts et un quartier amélioré. Mais que d'années perdues, que de révisions de prix à effectuer,

quelle prise d'architecture... Et La Villette ? « Il faut choisir entre une opération équilibrée financièrement, mais non satisfaisante sur le plan de l'urbanisme et une opération répondant aux vœux des Parisiens quant aux espaces verts. »

Non sans raison M. Doublet affirme : « Les grands problèmes parisiens entre le moment où ils commencent à être pensés et celui où ils sont adoptés, exigent un nombre d'années tel que le cours de l'histoire a bouleversé les données initiales du dossier. »

La partie la plus originale du livre est le regard critique qu'il porte sur les réformes du statut de Paris et de la région d'Ile-de-France. Il s'agit de la réforme du statut de Paris n'est de nature à atténuer le particularisme de la capitale au sein de l'assemblée régionale. La région reste largement soumise au bon vouloir des départements et des communes, mais aussi de l'État, dès lors qu'elle est obligée de faire appel à leur contribution financière. »

Ce livre vient à point nommé : au moment où est mise en place la réforme de Paris et de la région ; au moment où l'ancien préfet se porte candidat aux élections municipales qui vont se dérouler dans la capitale au printemps prochain.

JEAN PERRIN.
* Paris en procès. Hachette, 290 pages, 49 F.

UNE LETTRE DE M. GISCARD D'ESTAING A M. BARRE

Un parc de 23 hectares à La Villette

Un parc de 23 hectares, soit une superficie égale à celle du jardin du Luxembourg, va être aménagé, d'ici à 1981, sur les terrains des anciens abattoirs de La Villette.

Dans une lettre adressée mardi 19 octobre au premier ministre, M. Valéry Giscard d'Estaing vient de lui demander de mettre ces 23 hectares, qui sont la propriété de l'État, à la disposition de la ville de Paris et de lancer « rapidement » la première tranche des travaux afin qu'un premier espace vert soit ouvert aux Parisiens à la fin de l'année 1977.

« Il faut faire entrer à nouveau la nature dans la ville et en particulier à Paris, insuffisamment pourvue à cet égard », écrit notamment M. Giscard d'Estaing.

Un crédit de 2 millions sera mis, dès 1976, à la disposition de la ville de Paris pour les premiers travaux. Chaque année l'État apportera sa contribution pour que le jardin soit achevé dans les délais prévus.

« Ce projet sera examiné en accord avec le chef de Paris », précise encore le chef de l'État. Cette déclaration du président de la République, qui a envoyé une copie de la lettre adressée au premier ministre.

HEURE D'HIVER EN GRANDE-BRETAGNE
L'heure d'hiver entrera en vigueur durant le week-end prochain en Grande-Bretagne. Les pendules seront retardées d'une heure, c'est-à-dire ramenées à l'heure GMT.

QUALITÉ DE LA VIE

La marée noire en Bretagne

L'inefficacité des moyens employés provoque de multiples protestations

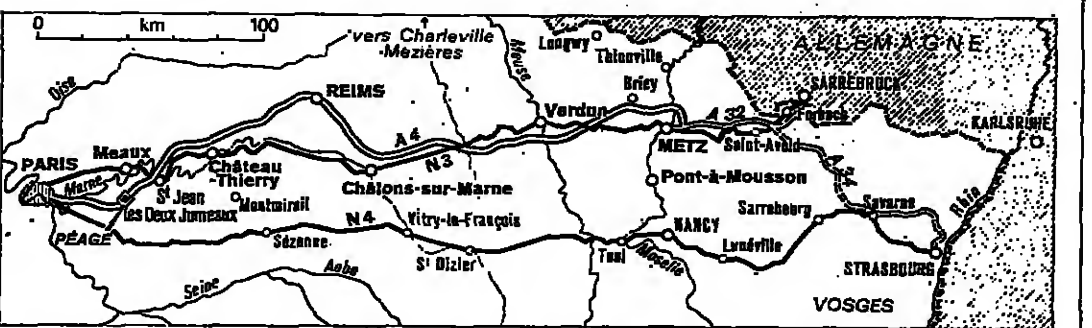
La marée noire échappée des soutes du pétrolier « Roahen », qui a coulé la semaine dernière au large de Sein, a balayé en de nombreux points la côte du Finistère. Et cela malgré les multiples opérations de nettoyage effectuées par les services nationaux et en dépit des barrages flottants tendus près du rivage. Dans la rade de Brest elle-même, dont le goulet est pourtant gardé par une escadrille de remorqueurs, on a décelé des nappes irisées. On attend ce mercredi, en Bretagne, M. Christian Gerondeau, directeur de la sécurité civile, qui dirigera en personne les opérations de protection de la côte.

Mais il est douteux que l'on puisse faire autre chose que de ramasser le pétrole à la pelle jusqu'il sera parvenu au rivage, opération que les militaires sont en train de mener à bien sur l'île de Sein, la première bouchée. En effet, après la mise au point faite hier à Paris par les fonctionnaires de l'environnement, on est obligé de constater que les techniques antimarées n'ont fait que peu progressées depuis la catastrophe du Torrey-Corson, il y a déjà huit ans. La craie qui ferait couler le pétrole risque de provoquer un colmatage des fonds. Elle ne sera donc utilisée en Bretagne qu'avec parcimonie et avec l'accord des biologistes. Les produits actuellement répandus en mer sont le BP 1100 X et le Finasol qui fragmentent les nappes et favorisent leur dégradation naturelle. Ces substances comptent parmi les moins toxiques et elles sont biodégradables à plus de 80 %. Malheureusement leur efficacité paraît très limitée sur le fuel lourd fort visqueux, que transportait le Roahen. On envisage d'en revenir à l'épandage de paille ou de schure de bois.

Le syndicat national des marins-pêcheurs constate, dans un communiqué, que « tout reste à faire en matière de lutte anti-pollution », alors que M. Henri Dido, secrétaire du comité des pêches du Finistère, déplore qu'on soit « capable de mettre en circulation des engins de 250 000 tonnes mais qu'on reste incapable de trouver les moyens de lutter contre leur pollution ». De son côté, l'Union départementale C.G.T. du Finistère demande une indemnisation pour les sinistrés et souligne que les leçons du naufrage du Torrey-Corson n'ont pas été suivies.

À Nantes, le pétrolier libérien André-Antoine, qui s'était échoué la semaine dernière en rade d'Antifer, a fait l'objet d'une saisie conservatoire. En effet, la caution exigée pour couvrir les dépenses causées par l'accident n'a pas été versée par l'armateur. Le capitaine du tanker dément avoir refusé de ballastier son navire et affirme que cette opération était en cours lorsque les amarrages ont lâché. « Dans cet accident, dit-il, tous les torts sont du côté des autorités portuaires. »

CIRCULATION
Grâce à la mise en service de l'A-4 sur 315 kilomètres
Paris est désormais relié par autoroute à Francfort



Journée importante pour la politique française des autoroutes et pour le développement de l'Est de la France. C'est ce mercredi 20 octobre qu'est mise en service en totalité l'autoroute de l'Est Paris-Metz, sur 315 kilomètres. Grâce à cette autoroute — qui se prolonge ensuite vers Sarrebruck et le réseau allemand — Paris est relié désormais à Francfort.

C'est le 10 août 1974 qu'a été signée la convention de concession entre l'État et la Société (privée) des autoroutes Paris-Est-Lorraine (A.P.E.L.). Les premiers travaux débutent en mars 1973 dans le département de la Marne. La « livraison » de l'ouvrage ce 20 octobre représente une avancée de huit mois sur les obligations du cahier des charges de l'A.P.E.L. Un effort important est fait dans le domaine des services aux usagers. « Pour la première fois depuis l'existence des autoroutes en France, indique l'A.P.E.L., le nombre des points de restauration sera multiplié. Une véritable concurrence sera ainsi établie et l'usager saura que tous les 30 kilomètres il lui sera possible de se restaurer dans des établissements allant du simple bar au restaurant classique. »

Le point qui portera le plus à contestation sera évidemment la question du péage. L'automobiliste allant de Paris à Reims paiera 25 francs et pour se rendre à

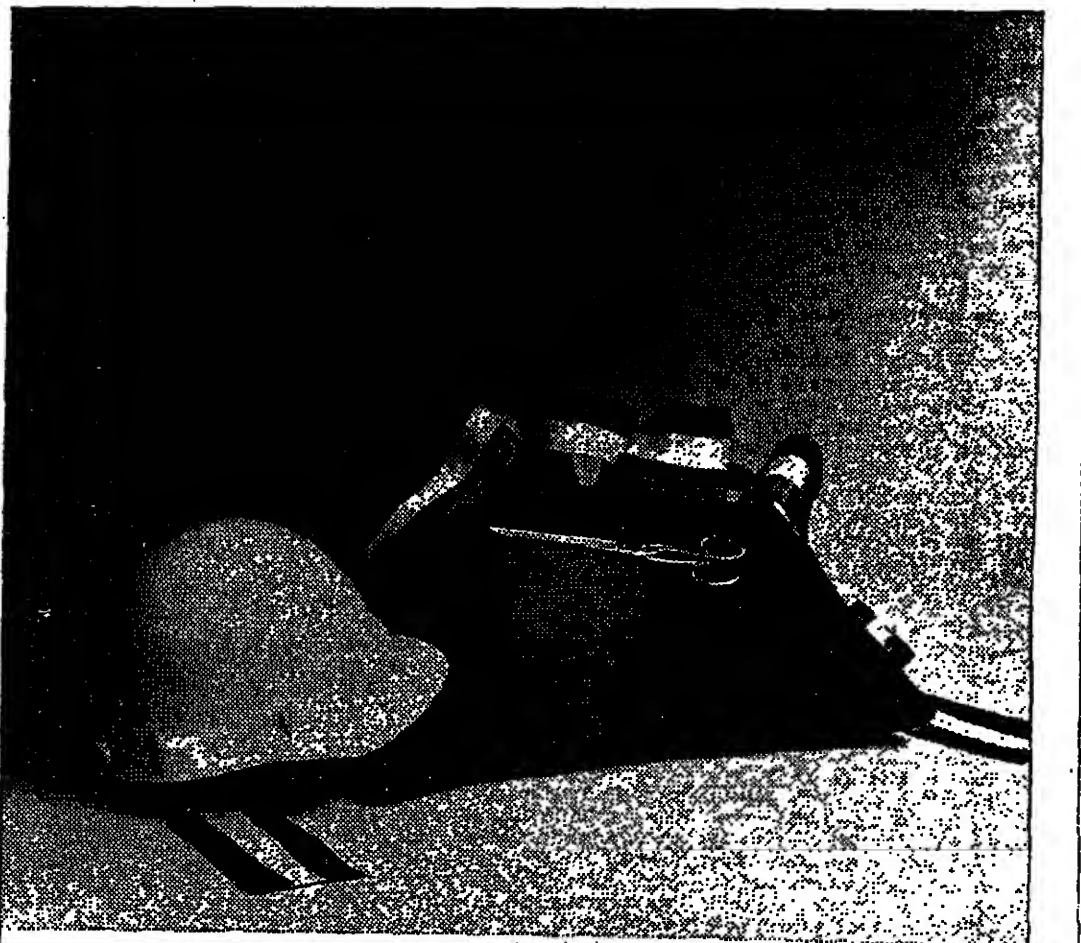
Metz il acquittera 56,50 francs. Par kilomètre, le péage s'établit à 18,6 centimes sur l'axe de l'Est contre, par exemple, 15,9 sur le trajet Paris-Tours. Soulignons que cette différence non négligeable s'inscrit dans la logique de la politique d'aménagement du territoire dont la doctrine officielle est d'aller davantage au développement de la France de l'Est faisant en général partie, selon la DATAR, de la France forte.

PÉAGE URBAIN : un principe général, une application progressive

À l'occasion de la mise en service de l'autoroute Paris-Metz, la fameuse question du péage urbain dans l'Est parisien se pose à nouveau. Aucune décision officielle n'a encore été prise depuis le réexamen du dossier demandé par le président de la République, le 29 juillet dernier. En attendant, la chausée a été remise en état à Saint-Maurice, aux portes de Paris, là où devraient être installés les postes de péage. M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, avait affirmé, le 14 septembre, la nécessité du péage urbain et l'on voulait confier à construire des autoroutes urbaines (et notamment l'A-15, en projet entre Paris et Pontlevy), et son intention d'étudier un plan cadencé. Un projet d'ensemble pour la région parisienne pourrait être présenté la semaine prochaine, au Parlement, à l'occasion de la discussion du budget de l'équipement. Pour établir une justice entre tous les usagers de la région parisienne,

l'idée pourrait être par exemple d'installer le péage sur toutes les « radiales » qui partent de Paris vers la province, non pas aux portes de la capitale, mais un peu plus loin, en zone urbaine tout de même. Un calendrier serait établi, tenant compte de deux conditions : que les usagers aient le choix entre l'autoroute et un moyen de transport en commun permettant d'accomplir le même trajet vers la capitale (par exemple, sur l'autoroute de l'Est, le péage ne serait appliqué qu'après l'ouverture complète du R.E.R.) ; que la radiale croise une « nœud » permettant d'éviter l'agglomération.

Et en province ? Le ministre de l'équipement a accepté que le conseil général du Bas-Rhin « rachète » le coût du péage refusé par les habitants de Brumath, près de Strasbourg. Le conseil régional de l'Ile-de-France fera-t-il la même proposition pour sa région ? La facture serait en tout cas beaucoup plus lourde. — M. Ch.



à Chateauroux, nous savons vous construire une usine en trois mois.

La Société ATEI était pressée de s'installer à Chateauroux. Nous lui avons construit une usine de 1.200 m² en trois mois. Enfin, soyons honnête - trois mois et quatre jours ! L'adjudication a eu lieu le 11 juillet 1975, les travaux commencent la semaine suivante et l'usine était livrée le 15 octobre. Alors, si vous êtes tentés par Chateauroux venez voir la zone de la Mairie (elle jouxte l'aéroport) et dans trois mois... on inaugure votre usine.

Pour le champagne, on s'arrangera toujours.

Chateauroux
Mairie de Chateauroux - Tél. (04) 34.22.51
36000 Chateauroux - Groupe Régional du Futur
17, rue d'Angoulême - 75006 Paris

Photo A.P. Confé

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

QUALITÉ DE LA VIE

L'Italie semble décidée à nettoyer ses rivages

D'IMPORTANTES PROGRAMMES ANTIPOLLUTION SONT LANCÉS

Rome. — La Méditerranée sera peut-être sauvée. En février dernier, à Barcelone, treize régions riveraines (sur dix-huit) s'engageaient à combattre la pollution qui empoisonne cette mer fragile. Les Italiens tiennent aujourd'hui à faire savoir qu'ils ne se contentent pas de parler mais qu'ils passent aux actes. Il était temps car, après l'affaire des boues rouges de la Montedison et le naufrage toxique de Seveso, la péninsule commençait à avoir, pour l'opinion internationale, une fâcheuse réputation écologique.

Il est vrai aussi que l'Italie a une responsabilité toute particulière dans le bon ou le mauvais état de la Méditerranée. Cette boîte jetée au beau milieu du bassin, peuplée de cinquante-six millions d'habitants, qui se couvre de villes et d'industries à vitesse accélérée, crache toutes ses toxines à la mer par 7 400 kilomètres de côtes. L'Italie, première puissance industrielle de la Méditerranée, en est aussi le pollueur numéro un. Situation paradoxale et inquiétante quand on se targue de recevoir chaque été sur ses plages plus de trente-six millions de touristes étrangers (qui rapportent en devises 2 000 milliards de lires).

Aussi le ministère des affaires étrangères a-t-il récemment convié

une vingtaine de journalistes français et britanniques à visiter la côte entre Rome et Vintimille. Il s'agissait de montrer que les pouvoirs publics comme les industriels ont entamé pour de bon la bataille contre la pollution de la mer Tyrrhénienne. Les experts n'ont pas tardé à vérifier. « Jusqu'en 1973 », a dit M. Gianni Scalzo, l'un des responsables « environnement » de l'ENI (1), société pétrolière d'État, l'Italie a pratiqué l'écologie verbale. Mais, depuis, malgré la crise de l'énergie et sans que l'opinion s'en rende compte, nous sommes passés aux actes. Il n'existe aucune statistique officielle sur les réalisations en matière d'épuration des eaux (2) mais celles-ci vont pourtant bon train. « Un indice au moins confirme cette affirmation. Les deux cents firmes italiennes qui fabriquent des équipements antipollution comptent parmi les rares entreprises de la péninsule à n'avoir connu aucune récession au cours de ces trois dernières années.

Du sud au nord des rivages tyrrhéniens, dans toutes les régions et sur tous les points les plus sensibles, d'importants programmes sont lancés. En Sardaigne, en Sicile, comme en Calabre, la « Casse du Mezzogiorno » sorte de fonds de développement des provinces défa-

vorisées, finance huit cent cinquante petits projets d'assainissement.

Le célèbre golfe de Naples, où se déversent sur 250 kilomètres de côtes des effluents domestiques et industriels équivalant à ceux de quinze millions d'habitants, est un véritable bouillonnement de culture. La « Casse du Mezzogiorno » y dépense 350 milliards de lires (1,8 milliard de francs) pour édifier un chapelet de treize stations d'épuration. Plus au nord, en remontant vers Rome, ce sont les municipalités de bord de mer elles-mêmes qui s'équipent. La Ville éternelle, qui, par le Tibre, expédie vers la mer les saletés de trois millions d'habitants, ne traite jusqu'ici que le quart de ses effluents. On y achève une station d'épuration de grande capacité qui éliminera les eaux usées de près d'un million de citoyens. Une autre plus vaste encore est en projet.

Pas d'eau, mais des idées

Sur la Riviera ligure, de La Spezia à la frontière française, la situation était consternante. On n'y trouvait jusqu'à cette année qu'un modeste épurateur à Gênes, couvrant à peine 1/3 des besoins de la ville, ce qui

obligeait la municipalité à interdire la baignade chaque été sur plusieurs kilomètres. Difficulté supplémentaire, il n'y a plus un pouce de terrain libre dans cette cité accrochée au flanc des collines. Pourtant cinq stations d'épuration sont en chantier ou programmées. Certaines, comme celle du quartier de Quarto Quinto, sont donc construites carrément dans la mer, à 2 mètres au-dessous du niveau du flot. Sur ces installations sous-marines semblables à des blockhaus on installe des jardins et des promenades de bord de mer.

Dans un autre quartier, on démolit une usine pour loger des bassins d'épuration dont l'efficacité est accrue par des insufflations d'oxygène et qui, au lieu de rejeter en mer, fourniront de l'eau industrielle à une aciérie voisine. « La Ligure manque d'eau », disent les Génois, mais elle ne manque pas d'idées.

Tout au long de la côte tyrrhénienne, les usines — au moins celles qui appartiennent à de grosses sociétés soucieuses de leur image de marque — paraissent se mettre au diapason. L'ENI équipe ses raffineries de Sardaigne et de Livourne ; l'IRI (3), autre groupe à capitaux

publics, a dépensé 100 milliards de lires pour l'environnement au cours des trois dernières années. La Montedison, 200 milliards de lires (1 milliard de francs) à l'anti-pollution de 1973 à 1976. Et elle annonce des investissements deux fois plus importants pour les quatre années à venir. Il est vrai que cette société géante compte près de cent usines, dont les productions chimiques, plastiques et textiles s'accompagnent de véritables fleuves de déchets liquides. Mais, au moins dans ses installations les plus tristement célèbres comme l'usine de bioxyde de titane de Scafino, sur la côte toscane, la firme montre les preuves de sa bonne volonté. Les journalistes étrangers ont pu visiter en détail les bassins échantillonnés et l'atelier spécial où l'on neutralise l'acidité des fameuses « boues rouges ». Ils sont montés à bord de l'un des bateaux-poubelles qui, chaque jour, vont déverser en haute mer les résidus préalablement traités, et ils se sont assurés auprès du capitaine que le déchargement se fait bien par 100 mètres de fond.

« Toutes ces précautions ont coûté l'an dernier à l'usine 10 milliards de lires (53 millions de francs) de déficit », a affirmé M. Cesare Bianconi, l'un des directeurs de la Montedison, qui fut aussi l'un des

co-inculpés du procès de Livourne. Cependant, la production n'a pas été stoppée pour autant et elle ne le sera pas. Le groupe, qui, sur un chiffre d'affaires de 3 500 milliards de lires en 1975, a accusé une perte de 72,6 milliards de lires, a les reins solides. Il espère que la Communauté européenne finira par imposer aux autres producteurs de bioxyde de titane des dispositifs d'épuration dont les prix de revient seront compensés par ceux de l'usine de Scafino.

Coalition de pollueurs

Tous ces efforts, publics et privés, sont récents. Les Italiens montrent à leurs invités plus de chantier que de réalisations achevées, et ils leur parlent le plus souvent au futur. Les programmes annoncés seront-ils exécutés ? On pourrait en douter si le Parlement n'avait voté *in extremis* avant de se séparer, en avril 1976, une loi sur l'eau qui est, avec douze ans d'écart, l'équivalent de la loi française de 1964 sur laquelle est fondé notre arsenal anti-pollution. L'auteur de ce texte, le député démocrate-chrétien Gianfranco Merli, de Livourne, se battait depuis dix ans pour le faire adopter. La coalition des pollueurs l'avait toujours emporté. La loi a finalement été votée, mais le parlementaire y a perdu son siège.

La loi Merli organise la lutte contre la pollution des eaux, de toutes les eaux, qu'elles soient douces ou salées, de surface ou souterraines. Elle soumet tous les déversements à autorisation et détermine avec précision leur composition. Des normes de sévérité croissante seront appliquées en 1979 puis en 1982. La loi oblige le gouvernement à établir dans les trois ans un programme complet de régénération des eaux de la péninsule. En attendant, les industriels qui déversent dans les égouts collectifs sont soumis à une taxe d'épuration et ceux qui ne font rien à une taxe pour pollution.

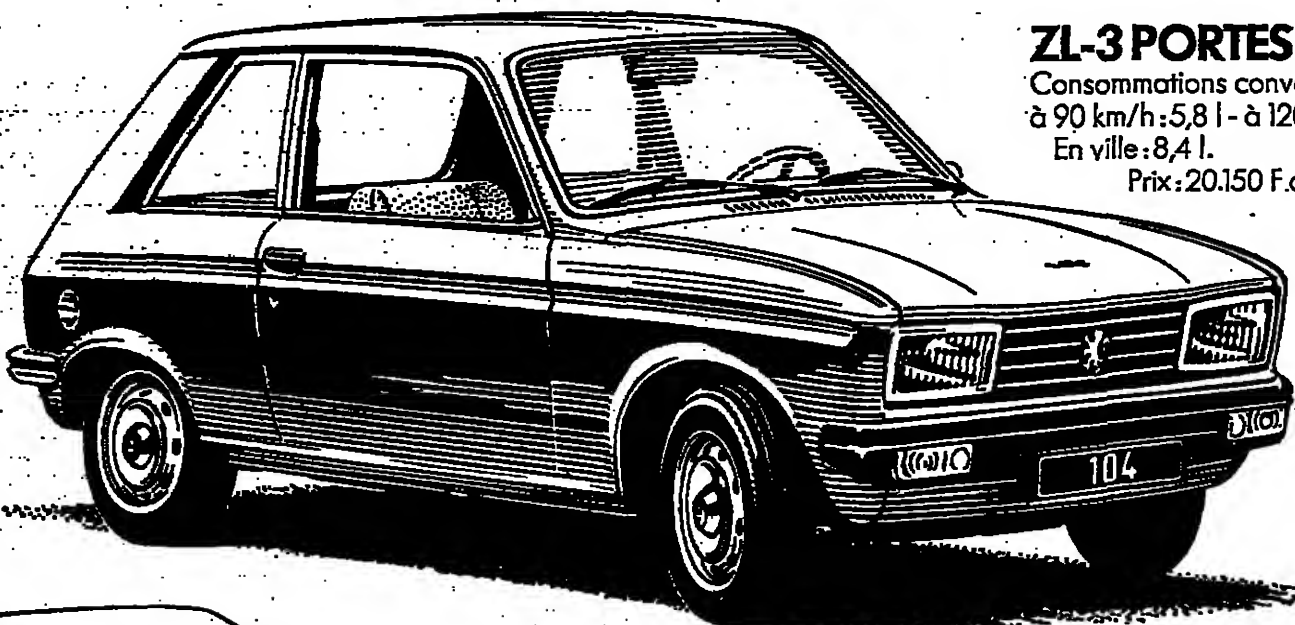
De l'avis unanime, cette loi-cadre est encore insuffisante parce que trop vague, incomplète. Elle ne punit pas le pollueur en tant que tel mais celui qui contrevient aux règlements. Elle ne prévoit pas le financement des plans d'anti-pollution. Mais, comme le dit le magistrat Gianfranco Amendola — l'un de ces « juges d'assaut » qui terrorisent les industriels — « la loi Merli a le mérite d'exister. Depuis son vote on l'a déjà amendée deux fois et on continuera à l'améliorer. L'instrument existe, il faut l'affûter et s'en servir ».

Cela, c'est l'affaire des tribunaux, mais aussi du pouvoir politique, régional et national. Une fois de plus, dans la défense du milieu naturel, la pression de l'opinion publique — italienne et internationale — sera donc déterminante. Faire déjauger de sa bonne volonté auprès de la presse franco-britannique n'exonère pas l'Italie de faire son devoir jusqu'au bout. Cela veut dire que, selon les estimations actuelles, industriels et municipalités devront dépenser plus de 3 000 milliards de lires (16 milliards de francs) pour épurer leurs déversements. Le devis est énorme. Il faudra sans doute vingt ans pour l'exécuter. Raison de plus pour s'y mettre aujourd'hui. Car il n'existe aucune technique pour réanimer une mer morte...

MARC AMBROISE-RENDU.

- (1) Ente nazionale idrocarburi.
- (2) Aucune usine de l'environnement ne figure non plus dans le gouvernement de M. Andreotti.
- (3) Istituto per la ricostruzione industriale.

Nouvelles 104-5 CV. Roulez à l'essence ordinaire.



ZL-3 PORTES Coupé 5CV.
Consommations conventionnelles :
à 90 km/h : 5,8 l - à 120 km/h : 8,7 l.
En ville : 8,4 l.
Prix : 20.150 F clés en main*



GL-5 PORTES Berline 5CV.
Consommations conventionnelles :
à 90 km/h : 6 l - à 120 km/h : 8,5 l.
En ville : 8,7 l.
Prix : 19.950 F clés en main*

PEUGEOT
Nouvelles 104.
Soyez à l'aise partout.



*Tarif au 12/07/76.

Peugeot fait confiance à ESSO

Pacer



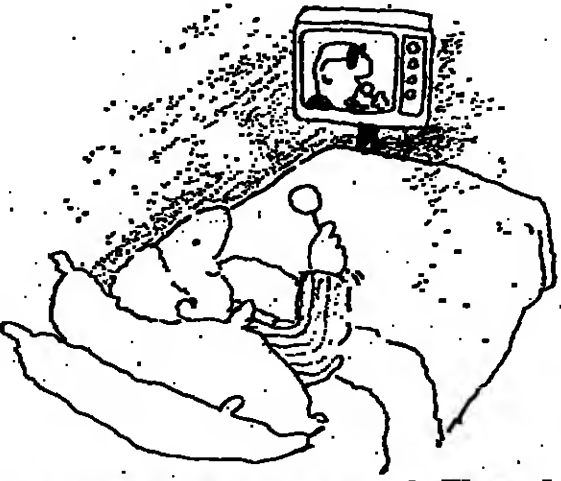
American Motors
Jean-Charles
28, Boulevard de la République, PARIS 10^e Tél. 288 - 23-46

NOTRE
Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous télétransmettons.

Service Télex
345.21.62 - 346.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Si vous avez payé pour regarder la télévision dans votre chambre,



vous vous êtes trompé d'hôtel. Dommage.

Chez Holiday Inn toutes les chambres sont équipées d'une télévision gratuite (en couleur dans la plupart des cas), de deux grands lits, d'une salle de bains privée, et de bien d'autres choses que le prix fort raisonnable de cet hôtel de première classe ne laissait pas supposer.

Il y a 1700 hôtels Holiday Inn dans le monde, dont plus de 50 en France. En France : Avignon, Lille-Lesquin, Lille-Marcq, Lyon, Monte-Carlo, Strasbourg, Paris-Porte de Versailles, Paris-Orly, Guadeloupe. Ouverture prochaine : Paris-Roissey.



Bureau de réservations :
Hôtel Holiday Inn - Paris-Orly, 4, avenue Charles-Lindbergh - 94150 Rungis
Téléphone : 686 50 87 - Télex 204696.

COURS DE LANGUES PHILIPS

3 METHODES POUR APPRENDRE LES LANGUES ETRANGERES

70^F TTC

COURS "TOURIST"

1 manuel de poche regroupant 300 phrases dans 30 langues différentes. 1 cassette pour chaque langue.

"LES LANGUES PAR L'IMAGE" (méthode directe)
Le texte n'est jamais traduit. Le sens est découvert grâce aux illustrations des manuels. Vous êtes ainsi maintenu en permanence dans le contexte de la langue étudiée.

240^F TTC

SERIE "AUDIO-ACTIVE" (AA)

ANGLAIS - FRANÇAIS - ALLEMAND - ITALIEN - ESPAGNOL - 2 niveaux par langue, 4 cassettes et 1 manuel par niveau. Série utilisable sur tous magnétophones ou lecteurs de cassettes. L'enregistrement comporte des silences permettant la répétition de chaque phrase et la réponse aux questions test.

400^F TTC

SERIE "AUDIO-ACTIVE-COMPARATIVE" (AAC)

ANGLAIS - FRANÇAIS - ALLEMAND - ITALIEN - ESPAGNOL - 4 niveaux en anglais, français et allemand. 3 niveaux dans les autres langues. 6 cassettes et 1 manuel par niveau. Dans cette version : possibilité de s'enregistrer en parallèle avec le speaker - donc de comparer. Cette faculté de comparaison ne peut être obtenue qu'en utilisant un magnétophone du type "laboratoire de langues". L'AUDIO K7 LCH 1015 le plus répandu des appareils de ce type, permet de travailler et aussi de se distraire.

1.560 F TTC (avec micro-casque).

* Prix indicatifs au 1^{er} mai 1976 (Prix par niveau).

PHILIPS



Enseignement

DIVISION ELECTRO-ACOUSTIQUE

BP 131, 92154 Suresnes - Cedex

Si vous désirez une documentation détaillée ou l'adresse d'un revendeur spécialisé, retournez-nous la présente annonce avec votre carte de visite.

Nom _____

Adresse _____

EDUCATION

LES ETUDES DE DROIT DANS LA REGION PARISIENNE

La « désaffectation » de Nanterre a provoqué un imbroglio administratif

La « désaffectation » des études de droit à Nanterre — c'est-à-dire le fait de ne plus obliger certains étudiants à s'y inscrire en fonction de leur lieu de résidence — décidée en juillet 1975 n'a pas fini de faire sentir ses effets. Non seulement à Nanterre, mais sur d'autres universités parisiennes. Ajoutée aux restrictions d'heures complémentaires, elle a créé une situation administrative quasi insurmontable.

Les enseignants de SCEN, du SNE-Sup, et de la FEN ont organisé, mardi 19 octobre, une conférence de presse à laquelle participaient les unions départementales C.G.T. et C.F.D.T. Dans un premier temps, la décision du secrétariat d'Etat aux Universités avait entraîné un afflux de demandes d'inscription dans les deux établissements du centre de Paris (Paris-V et Paris-II) et Paris-III (Assas) ont reçu près d'un million d'inscriptions « excédentaires ». On a donc décidé d'en « verser » dix cents dans une nouvelle unité d'enseignement de recherche de droit qui devait être créée au sein de l'université Paris-V et installée à Malakoff, dans les anciens locaux de l'Ecole supérieure d'électricité. Le secrétariat d'Etat avait d'autre part prévu de transférer à Paris-V les vingt-sept professeurs (sur trente-neuf) et les sept autres assistants qui souhaitaient quitter Paris-X-Nanterre. (1)

Mais le démarrage de l'U.E.R. de Malakoff a été laborieux. Le conseil de Paris-V avait mis plusieurs conditions à cette création : notamment une dotation de personnel administratif et de service et l'attribution de locaux au premier cycle de sciences humaines, expulser de ceux qu'il occupait l'ancien département de l'Ecole supérieure d'électricité. Mais, les commissions de sécurité jugeaient que certains travaux indispensables à Malakoff avant l'entrée des étudiants.

Ces retards ont été mis à profit par l'université de Nanterre, qui avait obtenu la nomination d'un administrateur provisoire pour le droit, M. Robert Mandrou, historien et vice-président de l'université. Celui-ci a obtenu que la rentrée session d'été soit reportée au 1^{er} septembre 1976.

Le nombre de nouveaux étudiants candidats à Nanterre atteint le million, contre mille deux cents à la rentrée 1975. Au total, il y aurait donc cette année cinq mille étudiants à Paris-X.

des Hauts-de-Seine. Ils ont affirmé que « les attaques portées contre l'université de Nanterre s'inscrivaient dans la volonté gouvernementale de punir les universités combattives et de faire un tri idéologique entre « bonnes » et « mauvaises » universités ».

M. Robert Mandrou, vice-président de l'université et administrateur provisoire de l'U.E.R., a affirmé le caractère illégal de la création d'une U.E.R. concurrente à Malakoff et du transfert d'enseignants de Nanterre vers celle-ci.

a-t-elle « échoué », comme le prétend le Syndicat national de l'enseignement supérieur ? Elle n'a sûrement pas facilité une rentrée déjà compliquée pour les juristes (mais aussi pour les enseignants de sciences humaines de Paris-V). Les rumeurs provoquées vont peut-être même plus loin que les deux universités : on peut se demander si l'accroissement considérable du nombre d'inscriptions en première année au centre juridique de Sceaux (Paris-XII) — mille cent cinquante et onze étudiants en 1975-1976, mille cinq cent cinquante cette année — n'est pas dû en partie à cette « désaffectation ». Or cette augmentation a entraîné en octobre un blocage provisoire des inscriptions. Une nouvelle section a été ouverte, mais l'organisation des travaux dirigés semble encore problématique.

La désaffectation a et le transfert des enseignants qui l'accompagne auront d'autres conséquences curieuses : en raison des effectifs, en droit à Paris-X et Paris-V, on prévoit déjà qu'un bon nombre des enseignants nommés à Paris-V devront, en 1976-1977, et probablement l'année suivante, faire tout leur enseignement à Nanterre, c'est-à-dire dans l'université qu'ils voulaient quitter. Une logique toute particulière...

GUY HERZLICH.

(1) Selon le SNE-Sup, 90 % des assistants ont obtenu de rester à Nanterre. M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale a écrit à Mme Alice Saunier-Selk, estimant que « le transfert envisagé de quatre-vingt-cinq enseignants titulaires sur quarante-cinq de Paris-X à Paris-V ne saurait être présenté comme une mesure conforme aux besoins du service public », compte tenu des effectifs d'étudiants inscrits dans ces deux universités.

LE SYNDICAT DES INSTITUTEURS DURET SA POSITION A PROPOS DU REMPLACEMENT DES MATTRES EN CONGE

Le Syndicat national des instituteurs et professeurs d'enseignement général de collèges (S.N.I.) a annoncé, mardi 19 octobre, qu'il allait donner des consignes très strictes à ses adhérents à propos du remplacement des maitres en congé.

« Il semble bien », explique M. Guy Georges, secrétaire général du S.N.I., que les inspecteurs et recteurs d'académie ont pour instructions de ne pas pourvoir au remplacement des maitres en congé avant un délai de dix jours pour le premier degré, et un délai de quinze jours dans le premier cycle. Si cela se vérifie dans les faits, nous demandons aux instituteurs et professeurs de collèges de respecter chez eux les élèves dès le lendemain du premier jour d'absence, sans attendre la dernière semaine et que nous nous étions fixés ».

Le S.N.I. souhaite que les postes de remplaçants titulaires — qui assurent le remplacement des absents — soient portés de 5 % à 8 % du total des postes d'instituteurs et de professeurs de collèges. La formation du corps enseignant a entraîné une augmentation des absences, les congés de maternité s'ajoutant aux congés de maladie : les trois quarts des enseignants du primaire sont des femmes, dont la moitié ont moins de trente ans. A cet égard, le S.N.I. demande que les congés de maternité soient dissociés des congés de maladie et complétés dans une rubrique qui pourrait s'appeler les « congés sociaux ». Ainsi, les parents d'élèves comprendraient-ils que les instituteurs ne sont pas plus souvent malades que les autres fonctionnaires.

« Lorsqu'on est employé de bureau, on peut se rendre à son travail sans être en retard, sans physique, explique un responsable du S.N.I. Lorsqu'on s'occupe d'enfants, c'est différent : ils ne pardonnent pas la moindre défaillance ».

M. Guy Georges a d'autre part annoncé qu'un colloque international organisé par son syndicat aura lieu les 8 et 9 novembre à Paris sur « les finalités de l'éducation », avec la participation d'experts français et étrangers.

UN C.E.S. EN OR MASSIF

Une lettre du maire de Neuilly

Nous avons reçu de M. Achille Peretti, député (U.D.R.) et maire de Neuilly-sur-Seine, une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

« J'ai pris connaissance avec intérêt de l'important article paru à la page 14 de votre numéro du 2 octobre intitulé « Les mésaventures d'un C.E.S. en or massif ». J'ai été sensible à la visite courtoise de votre collaborateur de vouloir bien préciser pour vos lecteurs les faits suivants :

1) Ce n'est pas en raison des difficultés d'acquisition des terrains, faites par un adversaire tenace, que nous avons construit un C.E.S. de qualité. C'est en fait notre politique constante : nous considérons qu'il n'y a que le bon marché qui coûte cher et qu'on ne fait jamais assez pour les équipements publics. (...) »

LES EFFECTIFS DES ETUDIANTS EN 1977-1978

Le nombre d'étudiants prévus pour la rentrée universitaire 1977-1978 est de 814 000 et non de 814 000, comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 19 octobre.

M. François Valverde, secrétaire général de la société Messier-Hispano, vient d'être élu président de l'association des anciens de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, en remplacement de M. Jean Chéopin, qui préside l'Union des associations d'anciens élèves des écoles d'enseignement supérieur et commercial.

Médecine

Encadrement annuel de soutien parallèle à la Fac. par C.E.U.
Année préparatoire de recyclage pour Bacheliers A et B

4 CENTRES

Maillet - Sain-Pierre - Nation - Créteil

CEPES

Groupement libre de professeurs

57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly

722-94-94 ou 745-05-19

«jeunes artisans»

Revue trimestrielle
Pour les jeunes artisans... par des jeunes artisans.

Après sommaire du N° de septembre les jeunes artisans se penchent sur la revalorisation des métiers manuels.

« JEUNES ARTISANS »
5, rue des Immeubles-Industriels,
75011 PARIS - Tél. : 371-79-32
Abonnement : 20 F - Le N° : 5 F
C.C.P. Paris 930-90.

LA SITUATION DES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES DANS LA REGION RHONE-ALPES

Quand un collège menace ruine

De notre correspondant régional

Une délégation du conseil régional de Rhône-Alpes, conduite par M. Paul Ribeyre, son président, sera reçue par M. René Haby le vendredi 22 octobre. Elle fera part au ministre de l'Education de ses doléances à propos des constructions scolaires dans cette région où il manquerait cent mille places. La situation au collège d'enseignement général d'Heyrieux (Isère) a mis le feu aux poudres et alimenté la colère des élus de la région.

Pour la quatorzième année consécutive, la rentrée au collège d'enseignement général d'Heyrieux (Isère) a eu lieu dans des bâtiments « provisoires ». Construits en 1961, les bâtiments préfabriqués qui abritent une vingtaine de classes à l'entrée ouest de ce gros bourg dauphinois ont atteint, depuis longtemps l'âge de la réforme. Des planchers s'affaissent, des fenêtres et des portes ne ferment plus, les plafonds tombent sur la tête des élèves, et le chauffage est totalement défaillant : on y gèle l'hiver et on y étouffe l'été. A ce stade, ce n'est plus une question de confort, c'est un problème de sécurité. Ce réquisitoire a été dressé à la dernière session du conseil régional de Rhône-Alpes à la fin de septembre par un représentant de la majorité, M. Bernard Saugy, conseiller général d'Heyrieux.

La situation d'Heyrieux est certainement exemplaire. Depuis quatorze ans, la promesse de construction d'un collège d'enseignement secondaire de quatre cents places a été renouvelée. Et chaque année, repoussée, faute de crédits. Aujourd'hui, l'établissement accueille quatre cent cinquante élèves. Ce qui signifie que lorsqu'il sera enfin réalisé en dur — en principe pour la rentrée de 1977 — il sera trop étroit. Parler d'« accueil » en l'occurrence est d'ailleurs un euphémisme. Les élèves n'ont pu commencer une scolarisation sérieuse faute de place. Malgré les prévisions, qui faisaient apparaître clairement des besoins supplémentaires pour la rentrée de 1976, les nouvelles classes préfabriquées ne sont en cours de montage que depuis le 10 octobre.

Ce cas illustre, peut-être à l'extrême, la crise que connaît la région Rhône-Alpes dans le domaine des constructions scolaires. Les élus du conseil régional ont tenté de poser chaque année, les élus du conseil départemental et social se sont opposés à l'administration préfectorale. Ils ont voté contre une formule de financement dans laquelle la charge de l'établissement public régional est supérieure à celle de l'Etat (46,5 millions contre 31), de l'Etat (46,5 millions contre 31).

Doléances


Le conseil régional, de son côté, a déploré « le niveau trop faible des crédits affectés par l'Etat aux constructions scolaires ». Le second degré a subi un déficit de 178 millions en 1977, contre 190 millions en 1976. Pour régler le sort d'Heyrieux, le conseil a, toutefois, décidé de transférer sur cette opération les crédits affectés au lycée international de Farny-Voltaire (Ain). Mais il a porté un jugement sévère sur la politique gouvernementale : « Ce n'est pas parce que je fais partie de la majorité que je ne suis pas critique », a notamment déclaré M. Saugy, M. Guy Cabanel, député (R.U.) de l'Isère, a dit son désaccord avec une option de l'Etat qui traduit une conception erronée de l'enseignement en France. Les conseillers ont alors adopté un plan de rattrapage, qui prévoit la construction, en 1977, en plus des investissements prévus, de vingt-six établissements, soit vingt et un mille places environ, pour un coût de 210 000 000 de francs.


BERNARD ELIE.

سكنا على اليمين

MARCELLE MICHEL.
★ Théâtre des Champs-Élysées.
20 h. 30, deux programmes, jus-
qu'au 31 octobre.

édité par la **SARL le Monde**.
Gérants :
Jacques Favet, directeur de la publication,
Jacques Saragat.

 Imprimerie
de la République
5, rue de Valenciennes
PARIS-IX^e

 **ojb**
Ouvriers Journalistes de la Bibliothèque
1975

Reproduction interdite de tous arti-
cles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57637.

EN BREF

Les pratiques culturelles outre-Atlantique

Les cinémas américains font à peu près salle comble. Leur taux de fréquentation atteint, dans l'ensemble de l'année, près de 70 %. Le théâtre, l'opéra, les concerts et les ballets ont beaucoup moins de succès : 20 % de fréquentation en moyenne. Ces chiffres ont été publiés dans *Développement culturel*, bulletin édité par le secrétariat d'Etat à la culture.

La même étude révèle que, grâce à la télévision, le public des ballets se voit, aux Etats-Unis, multiplié par cinq ; celui de la musique classique est près de trois fois plus important par le disque et la radio que par le concert.

Des places soviétiques au chômage

Troud, le quotidien des syndicats soviétiques, révèle que les caissières d'une salle de cinéma moscovite vont être remplacées par des tourniquets automatiques. L'ouverture en sera déclenchée par un appareil dans lequel le spectateur aura préalablement introduit de la monnaie. Une installation électronique permettra de connaître le nombre de places disponibles.

Un auteur dramatique tchèque n'obtient pas son visa pour l'Autriche

Václav Havel ne représente pas la culture tchèque. Tel est le motif qui a été avancé par les autorités du pays pour expliquer leur refus d'accorder un visa de sortie à l'auteur dramatique qui devait venir assister à la « première » théâtrale de deux de ses œuvres. Václav Havel avait pourtant été officiellement invité par M. Sinowatz, ministre autrichien de la culture, de l'enseignement et des sports, ainsi que par la direction du Burgtheater. Cette interdiction n'a pas été approuvée par le gouvernement tchèque, qui a décidé, mardi 12 octobre, lors du dernier conseil des ministres, d'examiner dans quelle mesure ce refus respecte les accords d'Helsinki sur la libre circulation des idées et des hommes.

La réponse à cette décision ne s'est pas fait attendre : le gouvernement tchèque a fait savoir, jeudi 14 octobre, que l'intérêt manifesté par l'Autriche pour Václav Havel était « une immixtion dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie ». V. Havel vit en disgrâce dans son pays depuis le « printemps de Prague » : toutes ses œuvres y sont interdites. — (Corresp.)

Les médecins ne sont pas cinéphiles

Les médecins ne vont en moyenne qu'une fois par mois au cinéma : c'est ce que révèle une enquête publiée dans les *Dossiers du médecin de France*. L'assiduité des praticiens aux spectacles est d'ailleurs généralement faible : ils vont, par exemple, trois ou quatre fois par an au théâtre. En revanche, 44,5 % d'entre eux lisent plus de vingt livres par an. S'ils consacrent à l'écoute de la musique en moyenne quatre heures brutes par semaine, 22,5 % achètent plus de vingt disques dans l'année. Et, bien qu'ils fréquentent seulement moins de cinq expositions par an, curieusement, près du tiers d'entre eux collectionnent les œuvres d'art.

L'Afrique à Montreuil

Les 19, 20 et 21 novembre aura lieu à Montreuil la Fête de la solidarité organisée par Aujourd'hui l'Afrique, revue de l'AFASPA (Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique).

Les 19 et 20 sont prévus divers colloques (au sujet par exemple des voies de développement en Afrique) ainsi que des rencontres avec des écrivains. Le dimanche 21 novembre, des orchestres animeront le matin les rues de la ville tandis qu'à partir de 15 heures la projection de films de Dikongue Pipa, Safi Faye, Ousmane Sembène... précèdera un débat sur la situation de la production cinématographique africaine.

* Salle des fêtes et Bourse du travail, à Montreuil.

SCULPTURES MÉDIÉVALES A BORDEAUX

Les motivations d'une sélection

Le Musée d'Aquitaine, qui poursuit avec succès depuis 1964 la politique de présentation et d'analyse sérieuse du patrimoine régional — ainsi le proclamait son thème : « Bordeaux, deux mille ans d'histoire », — reprend l'exposition envoyée à Frébourg en 1974 : « Sculptures médiévales de Bordeaux et du Bordelais », non sans l'effort polémique, en gros, les œuvres ont presque doublé. Elles sont maintenant près de deux cents, auxquelles il faut joindre une documentation soignée : une vingtaine de gravures et Léo Drouyn (1816-1896), l'un des premiers à s'intéresser aux vestiges, est à l'honneur, soixante photographies, des cartes, etc. La sculpture mobilière ou devenue telle couvre un peu plus de la moitié des deux mille ans en question : entre l'arrivée des Wisigoths (414), qui, comme le rappelle M. Louis Valensi, si actif conservateur du musée, « comptent dépeindre Bordeaux de l'empire romain » et « la reconquête de Bordeaux par le roi de France » (1453).

Une manière exotique

Or il se trouve, et ce n'est pas pour personne, que la zone Bordeaux-Bazadaise est loin d'être classée parmi les foyers créateurs de la sculpture médiévale française. Seule la période d'arrachement à la romanité a donné, comme on le sait, une « fertilité locale originale aux œuvres paléochrétiennes ». Par la suite pas d'école, pas d'explosion et aucun nom d'artiste retenu. Il faut attendre 1525-1530 pour entendre citer le seul Julien Bohegan. Ici la sculpture est un genre quelque peu exotique, un objet d'importation, d'adoption. Elle est choisie par les amateurs et peut susciter des versions adaptées. Mais c'est précisément là que réside le charme et l'unité de l'exposition.

Une sincérité dans les options offre la présence de vierges limousines pures et émouvantes, de décors d'architecture simple, parlante rusticités souvent, où peu importe que le sourire soit romain ou le drapé bourguignon. Au service de la plébe mariale on dit, outre des moines, l'un et l'autre très vifs, on comme motifs expressifs surgissant dans la lumière de la « façade atlantique » sur les beaux murs des édifices si bien bâtis, la sculpture trouve la place juste que méritent sa signifi-



tion, sa qualité. L'unité donc forcément composite de l'exposition ne vient alors pas de l'inspiration créatrice, mais des motivations de la sélection. Elle reflète des besoins spirituels et un goût insaisissable de la vie quotidienne dont la réussite est depuis toujours, semble-t-il ici, la grande affaire.

Acanthes et albâtres

L'exposition, très soignée, est assortie d'un catalogue bien à jour et bien illustré. Elle a su mettre en valeur ses points forts : des entrées, perchées sur des pics, les brillants chapiteaux historiés provenant de la cathédrale Saint-André de Bordeaux (XII^e siècle). La disposition des feuillages ou des crosses touche souvent à la réussite abstraite et, dans les exemplaires à personnages, le modelé et le mouvement accidenté parfois avec une grande économie de moyens à une admirable réussite.

À gauche se développent les séries paléochrétiennes bien connues avec les chapiteaux corinthiens du V^e siècle en feuilles d'acanthe, exubérantes et épaisses, en couronnes superposées, et

bien entendu les fameux sarcophages en marbre des Pyrénées où le décor plat évoque la céramique sigillée. Le Bordelais n'est pas un des berceaux de la sculpture romane, il en a recueilli des échos savoureux et très souvent les imagiers locaux leur donnent l'accent rude et viril de l'art populaire. Mêlé à l'art de Moissac le mélange n'est pas sans attirer à Bréac ou à Sainte-Croix-du-Mont.

Une petite salle spéciale a été réservée aux albâtres anglois du XIV^e siècle, genre élégant et un peu facile sur le tard, propice aux drapés collants, aux longs gestes de longues mains et aux modèles sensibles dans les meilleures pièces. Les trouvailles des allées de Tournay, qui viennent de subir une restauration, sont naturellement mises en vedette mais l'agrément de la présentation dans la section gothique reste la découverte comme fortuite de telle Pieta naïve prêtée par un couvent encore vivant du voisinage, ou de tel saint Jacques en bois au trop grand chapeau, resté là tout seul sur la voie qui mène à Compostelle.

PAULE-MARIE GRAND.

KLAUS RINKE A L'ARC

Quelques instruments de mesure

KLAUS RINKE est de Düsseldorf, il y travaille et y enseigne. C'est un artiste un peu à part, qui n'a en tout cas pas d'équivalents sur la scène parisienne. Parce qu'il utilise son corps, parce qu'il se sert de la photographie, parce que dans ses photographies on le voit souvent réaliser des « actions », on a vite fait d'en faire un représentant de l'art corporel.

Rinke se sert de son corps, en fait, mais ne travaille pas sur son corps — pas de morsures, pas de plaies, ni de vertiges ou autres performances douloureuses, dramatiques, il ne se raconte pas. Il travaille avec son corps, sur l'espace et sur le temps. Avec des idées, mais il n'emploie pas de mots. Ce n'est pas un abstrait, il traduit concrètement des réalités. Réalité d'un geste, d'un mouvement, d'un moment, dans un lieu. Le thème de son travail n'est pas son corps, mais l'homme dans le temps et l'espace ; et ce à partir d'expériences toutes simples dans l'optique de rendre transparente notre relation au monde, à soi, aux autres.

Photographies de l'homme qui compte sur ses doigts : les bras et les mains de zéro à dix. Zéro, poing fermé : signe de refus. Dix, mains ouvertes : offrande. Moi, toi, haut, bas, être couché, être debout, être assis, aller, courir... gestes oubliés et familiers. Dans une salle nue, rigoureuse, froids, tee-shirt, jeans, chaussures lacées, sous l'instrument de mesure du temps — une grosse horloge, — Rinke tend la main, lève un bras, s'allonge, s'accroche... Dans l'herbe, sur les marches d'un escalier, le long d'un mur, au bord de l'eau, dans une allée forestière, il effectue des déplacements corporels : mises les unes au-dessus des autres, ou les unes

à côté des autres, des séries de photographies de l'artiste qui s'est désigné au préalable d'un appareil de prise de vues fixe. Du gros plan au petit point cerné par un paysage, le mouvement dans le temps est transformé en un mouvement spatial. Le corps déplacé, le temps qui passe, le présent qui se déplace à une vitesse accélérée, au lentement. Démonstrations. Actions presque sculpturales.

Et sculptures presque miniatures : un fil à plomb au-dessus d'un plan d'eau, une série de manches de bois pendus le long d'un mur et déclinant de la verticale à l'horizontale, des boîtes effilées, posées au sol, des tiges flexibles en suspension sur le mur... des axes, des coordonnées, des points de repères qui sont aussi de très belles pièces.

Dessein ou sol — cercles, demi-cercles : — il y a du Léonard à-dessus, avec cette petite différence que l'homme du vingtième siècle n'est plus le nombril du monde, ni la mesure de toute chose... des instruments à mesurer le temps, l'espace, le « non-temps » et le « silence ».

Et puis il y a l'eau, cette attirance de Rinke vers l'eau, l'écoulement ininterrompu, le mouvement continu : douze fûts d'eau puisés à la louche dans le Rhin pour en interrompre l'écoulement naturel, une action parmi d'autres. Eau-sculpture dans un récipient, eau canalisée dans le musée, à voir comme des extraits d'un phénomène naturel grandiose, fixé dans le temps et l'espace, toujours. Il y a bien de la poésie dans tout ça.

GENEVIEVE BREERETTE.

* ARC, jusqu'au 30 octobre.

**Sissi
a maintenant
37 ans.**

*Mais Romy est
de mieux en mieux.*

Cette semaine dans ELLE.

AYEZ ENVIE DE SORTIR.

Sortir sort tous les mercredis.

Chaque semaine, dans Sortir, il y a tous les films qui sortent et qui vont sortir. Les restaurants à connaître et ceux à éviter. Les gens qui comptent et ceux à oublier. Les boîtes qui marchent et celles qui vont sombrer. Les spectacles à voir et ceux à détester.

Sortir. Le "grand" magazine de la vie de Paris.

**SALLES CLASSÉES
CINÉMAS D'ART
et d'ESSAI**
(A.P.C.A.E.)

LE STUDIO 2, rue Edouard-Poisson
33 - AUBERVILLIERS
THÉÂTRE DE LA COMMUNE - 833-16-16
MERCREDI 19 H., VENDREDI 21 H. 30,
SAMEDI 18 H., DIMANCHE 15 H. 30

L'INNOCENT
de Lucien VISCONTI
MERCREDI 21 H. 30, SAMEDI 14 H. 30,
SAMEDI 21 H. 30, MARDI 19 H. 30

PIERROT LE FOU
de Jean-Louis BODARD
VENDREDI 19 H., SAMEDI 19 H. 30,
DIMANCHE 15 H. 30, MARDI 21 H. 30

ON L'APPELAIT MILADY
de Richard LESTER

ST. GIT-LE-CŒUR 12, r. Cité-Cœur
DU 20 AU 26 OCTOBRE 1976 :
FESTIVAL DU FILM
SUR L'ART

Chaque jour, un programme différent :
— A BIGGER SPLASH
— EGON SCHIELE
— VERSAILLES, LE PALAIS
TEMPLE DU ROI SOLEIL
ETC...

STUD. LOGOS 5, rue Champollion
ODE - 26-42
GUERRE ET AMOUR
avec WOUTY ALLEN

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1
30, rue Saint-André-des-Arts - 226-48-18
A 12 H. 15 ET TOUTES LES 2 HEURES :
L'EMPIRE DES SENS
(interdit aux moins de 18 ans.)

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts - 226-48-18
A 13 H. 45 ET TOUTES LES 2 HEURES :
L'EMPIRE DES SENS
(interdit aux moins de 18 ans.)
A 12 HEURES ET 24 HEURES :
VERA CRUZ
avec GARY COOPER

150

Journal de l'ISO

DES ARTS

... LE MONDE — 21 octobre 1976 — Page 19

La FIAC au Grand Palais

Le marché de l'art se met à l'heure de Beaubourg

On voit cent expositions d'art contemporain sans trop se fatiguer ? Faire le tour en un seul après-midi de vingt galeries new-yorkaises de Soho ou Madison Avenue, trente des différents pays européens et plus de cinquante des deux rives de la Seine y compris les nouvelles qui entourent Beaubourg ?

La Foire internationale de l'art contemporain (FIAC) qui s'est installée au Grand Palais est différente de ce qu'on en attendait. Partout, à Bâle, à Cologne et à Dusseldorf — qui ouvre le 20 octobre, — on avait remarqué une certaine lassitude vis-à-vis de ces manifestations, en période de conjoncture défavorable. La « foire » de Paris, qui passe du triste espace de la « Bastille » au Grand Palais sur les Champs-Élysées, arrive dans un climat presque triomphant. Optimiste en tout cas. A sa création, en 1974, elle n'avait réussi à attirer que 20 % de galeries étrangères ; aujourd'hui, elle en compte 50 % et parmi les plus prestigieuses. Des ouvertures samedi, après l'inauguration par Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, les allées du Grand Palais étaient envahies de visiteurs qui arpentaient les « rues » de ce petit village de galeries, toutes peintes en blanc pour laisser parler les couleurs et les formes des œuvres offertes. Œuvres mises à l'honneur, mais montrées comme dans un musée, avec rigueur et sobriété.

Le dimanche matin, Mme Giroud revenait au Grand Palais, cette fois à « titre personnel », faire ses emplettes d'amateur d'art, comme beaucoup d'autres, souvent « venus de loin », pour évaluer l'offre. Celle-ci est, il faut le dire, importante en qualité et en nombre. Les expositions ont fait un effort particulier de présentation. Et on a bien le sentiment que, cette fois, c'est au tour de Paris, longtemps mis à

l'écart, par le commerce international de l'art, de se mettre en avant. Et, économiquement, le moment n'est pas le plus opportun, stratégiquement. Il l'est. D'ici à la fin de l'année s'ouvre le Centre Beaubourg, avec la rétrospective Marcel Duchamp. L'heure est venue, semble-t-il, de tenter une « réévaluation » de l'école de Paris contemporaine et de lui donner un statut économique comparable à celui de l'école américaine d'après 1945 (Rothko, Pollock, Newman, Lichtenstein, Rauschenberg...), objet, ces dernières années, d'une vaste opération d'enrichissement. C'est aujourd'hui le tour des « nouveaux réalistes », avec notamment Tinguely, Armand, César, Yves Klein, qui sont mis en avant, parfois par des expositions personnelles, par bien des galeries, et pas seulement françaises. A Paris, on peut voir galerie Finkler (1) les peintures au feu d'Yves Klein et galerie Beaubourg et Larosée (2) une exposition sur les « nouveaux réalistes », dont on avait en un aperçu il n'y a guère, galerie Mathias Fels, avec la même introduction de Pierre Restany, le « maître à penser » du mouvement. Pour les marchands, c'est d'autant plus l'heure des « nouveaux réalistes » que le Centre Georges-Pompidou a inscrit à son programme une exposition sur « l'école de Nice » qui n'en est pas si loin, parfois, par les hommes et aussi par les œuvres, tandis que le Musée d'art moderne de la Ville de Paris prépare une rétrospective César.

Crise de confiance

Au Grand Palais, on vient voir un « marché de l'art » et on se trouve au milieu d'une manifestation d'art particulièrement variée. Un salon qui présente en quelque sorte le contenu d'un musée d'art contemporain.

La FIAC s'est organisée comme une manifestation de cent galeries dans une ambiance décontractée et simple, où l'on peut voir des œuvres et éventuellement les acquérir à des prix affichés. On y trouve une dizaine d'expositions personnelles parmi lesquelles Warhol (qui

signale et dédicace samedi, devant une file d'attente d'amateurs, des affiches de sa « série des Indiens » vendues 30 F), Lichtenstein, Sonderborg, Frankenthaler, Bricc, Hartung, Domela, auxquels s'ajoutent les trois « nouveaux réalistes ». Autour, une quantité notable de tableaux de qualité où voisinent Balthus, Chagall, Giacometti, Picasso, Braque, Gris, Léger, Miró, Magritte, Ernst. Autrement dit, les « grands » bien connus et aussi des jeunes à découvrir. Parmi les Français, ceux de Support Surface, dont on peut voir les œuvres ici et là : Cane, Viallet, Deszouze... (3).

Ce marché a banni l'atmosphère mercantile. On y parle peu d'argent et d'avantage d'art, de la place qu'occupent ceux-ci ou bien ceux-là. Ce qui, en fait, revient à long terme à perdre argent, car le marché transforme toujours le statut artistique en statut financier. Il faut cependant s'interroger : comment va ce marché ? Selon les chiffres indiqués, les prix n'ont pas tellement baissé. Mais ils n'ont pas augmenté non plus. Et des affaires se réalisent, disent les marchands qui affichent ne pas s'en soucier.

Le temps de la croissance irraisonnée et illimitée du prix des œuvres d'art appartient au passé. L'argent plus difficile à maintenant éloigne les « investisseurs » purement spéculatifs et le marché se recentre sur le statut artistique. Ils y avaient apporté un flot d'argent qui l'avait déboussolé. Plus un artiste était connu, plus il devenait cher, les amateurs devant, de plus en plus, se tourner vers de nouveaux talents à découvrir. D'un bien, il sortait un mal, car en même temps se trouvait favorisée l'inflation, sinon des talents du moins de la production elle-même. La trop grande quantité et la trop grande diversité de la production actuelle remet en cause le traditionnel critère de rareté et aussi de la singularité, c'est-à-dire de l'innovation.

Cette foire, qui ne présente rien de nouveau, s'en tient à une « réévaluation » purement rétrospective.

Mais, dans son fonctionnement, elle veut toutefois s'en tenir à une idée de la qualité traditionnelle (la « qualité de Pa-

ris » comme disent certains), qui ne se livre pas au commerce « sauvage » de l'art et à la montée d'œuvres peu substantielles sur la validité desquelles leurs possesseurs peuvent s'interroger.

Le climat d'austérité ne touche certes pas tout le monde. Et les marchands d'art le savent bien qui disent volontiers : « De l'argent, il y en a, mais il faut offrir une marchandise sérieuse ». Le cas du Salon des antiquaires auquel succède l'art contemporain est, à cet égard, significatif. Les beaux meubles anciens, par définition rares, sont considérés par les amateurs comme étant des biens artistiques irrésistibles qui ont dépassé le stade aléatoire de la mode qui monte et qui chute. Les antiquaires du Grand Palais ont fait de bonnes affaires et depuis bien des années leur problème est moins de vendre que de trouver à s'approvisionner car, pour les très beaux meubles, le marché se raréfie : il monte donc dans des proportions relativement élevées.

Retour à Paris

La récente croissance du marché de l'art fut un mal qui a entraîné une forte crise de confiance chez les amateurs. Et c'est elle que les marchands voudraient restaurer afin que cette « crise conjoncturelle » ne prenne pas un caractère structurel. Il en est ainsi dans une certaine mesure aux Etats-Unis, où le dollar remonte, où l'économie se rétablit mieux qu'ailleurs et où pourtant le marché de l'art, si florissant naguère, ne redémarre pas. Crise de confiance des amateurs qui avalué, dans un climat d'euphorie, acheté trop cher ? Pour certains, c'est un peu de ce qui expliquerait la présence d'un nombre élevé de marchands américains dans cette foire pour soutenir leur marché européen relativement important, et notamment pour soutenir l'exemple donné par Beaubourg. Le Centre Pompidou représente une source d'achat notable pour l'art américain dont les collections nationales étaient dépourvues. Les grandes galeries new-yorkaises (Pierre Matisse, Leo Castelli, Emmerich...) n'ont pas hésité à venir, bien qu'il leur soit difficile de vendre



(Dessin de BONNAFFE)

beaucoup d'œuvres à cette foire étant données les hauts prix américains et un taux d'échange défavorable. Serait-ce leur manière de manifester leur optimisme pour la réapparition de Paris comme centre d'art grâce au Centre Beaubourg dont l'existence risque, en retour, de stimuler l'activité de l'art contemporain en général ? De part et d'autre, on semble vouloir en finir avec la guerre Paris-New-York qui opposait, depuis vingt ans, artistes et marchands de chaque côté de l'Atlantique.

La société de « l'ère quaternaire » consumera sans doute plus d'œuvres d'art qu'on n'en consomme aujourd'hui. Les roides murs blancs de l'habitat contemporain en demandent. C'est le petit supplément d'âme qu'on peut s'offrir en échange d'un petit — ou d'un gros — supplément d'argent. Jusqu'à présent, le monde de l'art a surtout connu un accroissement monétaire. Il lui reste à connaître l'élargissement de son public.

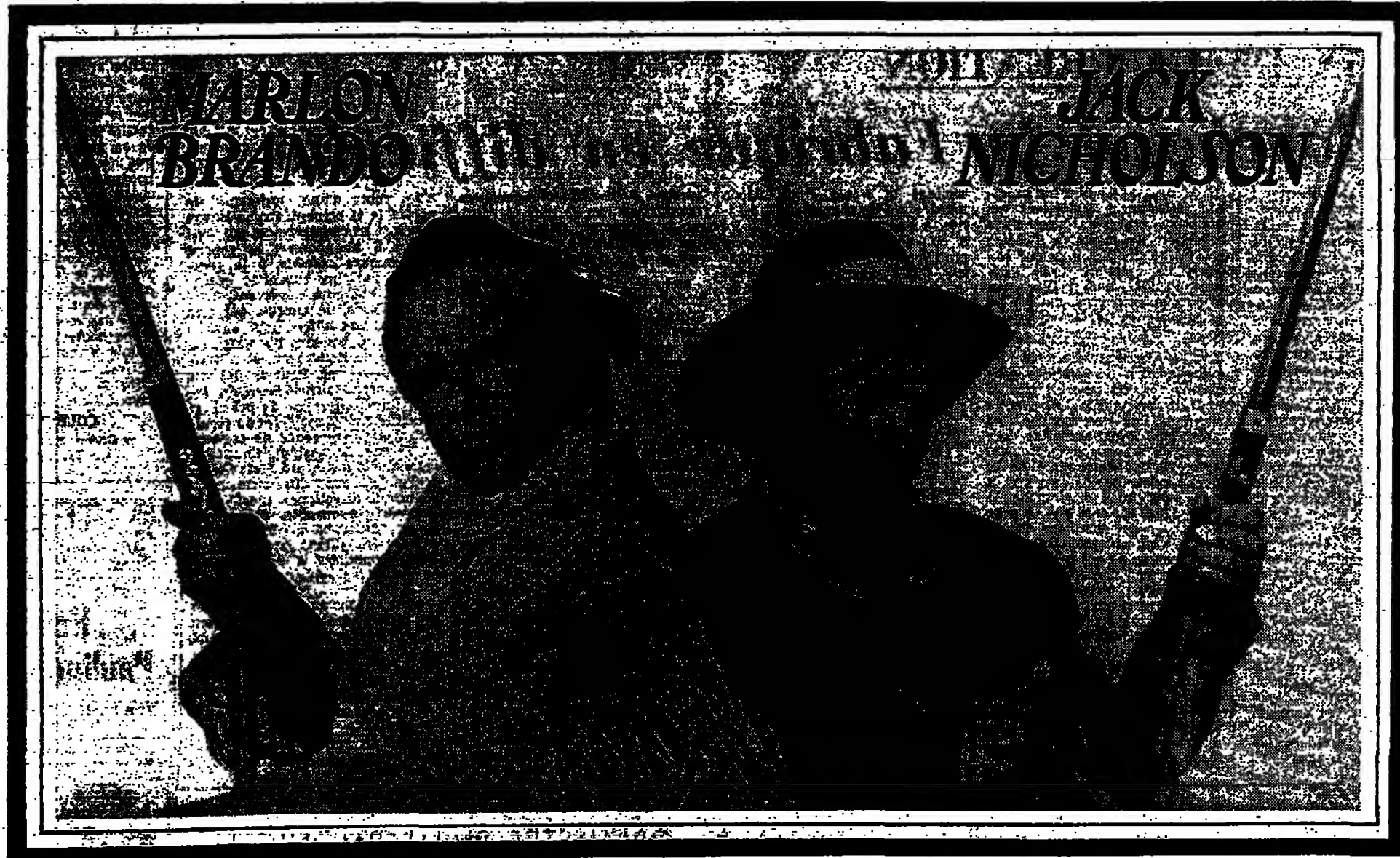
Aussi conviendrait-il que la rivalité Paris-New-York s'achève avant que l'art lui-même, tel que nous le produisons et le consommons, ne voie sa fin arriver.

JACQUES MICHEL.

* La FIAC, au Grand-Palais. Tous les jours de 14 h. à 22 h.; samedi et dimanche de 10 h. à 20 h. Jusqu'au 24 octobre.

ÉLYSÉES CINÉMA v.o. - QUINTETTE v.o. - DRAGON v.o. - UGC ERMITAGE v.f. - HELDER v.f. - MONTPARNASSE PATHÉ v.f. - MAXEVILLE v.f. - UGC GOBELINS v.f. - CLICHY PATHÉ v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f. - LES NATIONS v.f. - NAPOLEON v.f. - GAUMONT ÉVRY v.f. - ÉPI-CENTRE ÉPINAY v.f. - ULIS ORSAY v.f. - ALPHA ARGENTEUIL v.f. - CLUB MAISONS-ALFORT v.f. - LES FLANADES SARCELLES v.f. - CYRANO VERSAILLES v.f. - ARTEL NOGENT v.f. - ARTEL ROSNY v.f.

L'UN VOLE! L'UN TUE!... LES AUTRES MEURENT!



MISSOURI BREAKS

ELLIOTT KASTNER présente MARLON BRANDO et JACK NICHOLSON

dans un film d'ARTHUR PENN "MISSOURI BREAKS" Réalisé par ARTHUR PENN

Produit par ELLIOTT KASTNER et ROBERT M. SHERMAN - Écrit par THOMAS MCGUANE

Musique de JOHN WILLIAMS Services de Production de SONY/Reel-Style Une Production ROBERT M. SHERMAN

Distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

Journal de l'ESD

DES SPECTACLES

... LE MONDE — 21 octobre 1976 — Page 21

Festival d'automne à Paris

LE GRAND RENDEZ-VOUS DES « RÉPÉTITIFS » AMÉRICAINS

« RÉPÉTITIF », « minimal », « employés fautes d'autres termes, deux adjectifs dont la signification trop limitative rend mal compte de la richesse et de la diversité d'un courant musical dont l'évolution est loin d'être interrompue. Un courant né de l'autre côté de l'Atlantique et dont le Festival d'Automne aura montré cette année plusieurs aspects avec l'opéra de Bob Wilson et Phil Glass *Einstein on the beach*, les concerts donnés actuellement par l'ensemble de Steve Reich à la salle Wagram, et une partie des films vidéo de Robert Ashley, présentés au Centre culturel américain (lire l'article de Gérard Conde), manifestations qui trouveront leur prolongement avec celles qu'organise, du 27 octobre au 23 novembre, le centre culturel du Marais, sous le titre les *Post-modernes américains* (1).

Bien que les artistes concernés aient peu de goût pour cette expression, et ce qu'elle représente, on peut tout de même parler à propos de la nouvelle musique d'une école, aussi spécifique qu'elle pu l'être en son temps celle de Vienne. Mais alors que les principaux chefs de file du sérialisme allemand étaient ceux de la musique « répétitive », américaine sont au nombre de quatre. Et alors que le sérialisme apparaît d'une certaine façon comme une continuation et un aboutissement logique de l'évolution de la musique classique européenne, le courant « répétitif », se prête difficilement à une filiation de ce genre. On évoquera plutôt le jazz et le rock — bien que les rythmes en soient le plus souvent assez différents —, les musiques traditionnelles d'Orient et, dans une moindre mesure, d'Afrique; d'une manière plus évidente encore, on établit un parallèle avec quelques tendances picturales contemporaines telles que le cinématisme et le minimal art. Un courant élitiste non pas à côté d'une avant-garde musicale européenne qui s'attache généralement à traduire une pensée d'ordre plus ou moins littéraire avec des sons, mais ailleurs. Si l'on tient à établir un lien avec la musique classique occidentale, c'est plutôt vers l'aube de celle-ci qu'il faut se tourner; des premiers hymnes religieux monodiques à l'avènement de la polyphonie.

Régulation? Le mot a été vite lâché par nombre de spécialistes de la musique contemporaine européenne, lesquels admettent difficilement l'innéité de leurs critères habituels pour juger ce qui leur paraît être un étrange phénomène de mode. Mais il n'y a pas à l'écouter, on n'attendait-on pas dire la même chose des conceptions de John Cage dont chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître l'importance capitale?

Si, au cours des années 50 et 60, la *tabula rasa* de John Cage a ébranlé la sensibilité des jeunes artistes américains — musiciens et non-musiciens —, son effet n'a été ressenti en Europe que tardivement et d'une manière « amortie », atténuée. Aujourd'hui encore, combien de compositions européennes — nouvelles —, sérielles ou autres, restent marquées par la musique sérielle, sinon dans la forme, du moins dans l'esprit!

Le « tout est musique » de Cage a fait comprendre aux jeunes compositeurs américains qu'ils n'avaient pas à se fixer d'intérêt dans leurs recherches. Et ce n'est pas la moindre des paradoxes si les « répétitifs » ont suivi cette leçon de Cage pour créer une musique qui prend radicalement le contre-pied de la sienne, opposant à l'absence de son contraire : une concentration de l'attention sur une organisation rationnelle de sons soigneusement déterminés.

Le son unique de La Monte Young

La Monte Young est sans nul doute le père de la nouvelle musique. Le film vidéo que Robert Ashley lui a consacré n'ayant pas été terminé, il est le grand absent du Festival.

Après avoir écrit en 1958 un *Trio* à cordes constitué de notes tenues durant plusieurs minutes, il devint un des membres les plus influents du groupe néo-dadaïste Fluxus, montrant une imagination hors du commun allée à un sens profond de la décentration

dans des compositions musicales sans son, « conceptuelles » avant la lettre (une idée qui sera reprise plusieurs années plus tard par d'autres compositeurs dans la musique dite « intuitive »). Directeur artistique, avec Terry Riley, de la compagnie de danse d'Ann Halprin en 1959 et 1960, il découvre parallèlement l'intérêt de pénétrer à l'intérieur de sons maintenus à haute intensité durant une heure ou plus.

Essentiellement fondée sur la permanence d'un son de hauteur et d'intensité constantes, lequel peut être parfois mis en valeur par des variations vocales ou instrumentales improvisées, la musique de La Monte Young va prendre de multiples aspects : sons obtenus par friction continue, sons accordés à des résonances naturelles (insectes, cochenilles, etc.), disque de métal joué à l'archet, etc. Après le Théâtre de l'événement unique de l'époque Fluxus, il fonde en 1963 le Théâtre de la musique éternelle, dont feront partie entre autres le violoniste John Cale et le percussionniste Angus MacLise, deux futurs membres du fameux groupe de rock Velvet Underground, lui-même improvisant au saxophone soprano. Il abandonne cet instrument en 1964 pour chanter avec sa femme, Marian Zazezela, sur des fréquences électroniques maintenues nuit et jour : destinée à être jouée éternellement dans une hypothétique « Maison du rêve », la pièce intitulée *la Tortue, ses rêves et ses voyages* a commencé.

A côté de cette composition-limite, La Monte Young reprend aujourd'hui en public son *Well tuned piano* (le piano bien accordé) de 1964, qui ramène en cause la fausseté de l'échelle tempérée occidentale et dont l'importance, à notre époque, nous paraît devoir être comparée à celle des pièces pour piano préparé de John Cage dans les années 30 et 40.

Terry Riley : au-delà de l'avant-gardisme

La participation de Terry Riley aux sessions de la chorégraphie Ann Halprin en compagnie de son ex-condisciple de Berkeley, La Monte Young, le conduit à s'intéresser aux effets du son sur le psychisme. En 1961, il utilise le procédé de la boucle de bande magnétique dans sa première œuvre « répétitive » *Mescaline mix*. Venu l'année suivante en France, il participe à des spectacles ambulants — théâtre de rue, happenings, illusionnisme musical —, et joue, pour subsister, de la musique d'ambiance dans un bar de Pigalle. En 1963, il crée avec le quintette de jazz de Chet Baker la musique de *The Gift*, pièce de Ken Dewey, dont les audaces seront alliées au théâtre Récamier, utilisant pour la première fois simultanément le système de la boucle et celui du *feed-back* (réinjection produisant, un écho retardé). De retour à San-Francisco, il écrit l'année suivante ses premières *Études pour clavier* et la pièce pour orchestre *In C*.

Jouant tour à tour de l'orgue électrique et du saxophone soprano, il abandonnera la composition pour improviser en soliste avec *feed-back* — son orchestre fantôme — sur les thèmes *Pappy Nogood* et *Rainbow in a curved air*. Se servant de moins en moins du second instrument, il se consacrera exclusivement dans les années 70 à l'improvisation à l'orgue, ajoutant à son répertoire des morceaux tels que *Perian survey derelishes*, et *The Descending Moonshine Derelishes*, dont il donnera, ainsi que de l'impensable *Rainbow*, des versions hautement diversifiées, mêlant des échos de la musique ancienne baroque, du ragtime et du raga indien dans une musique dont l'atmosphère inimitable ne doit qu'à lui-même.

Se déliant de toute préoccupation conceptuelle avant-gardiste, Terry Riley aujourd'hui au monde de la contre-culture plutôt qu'à celui de la musique dite contemporaine. Seules, comptent pour lui la qualité des « vibrations » qu'il peut transmettre.

Steve Reich : du « déphasage » à la substitution

Après avoir effectué des travaux portant sur des « déphasages » graduels de boucles de bande magnétique, jouées simultanément et comportant le même enregistrement, Steve Reich choisit en 1967 de faire écouter sa musique par des instrumentistes, lui-même jouant du clavier ou de la percussion.

Écrit avec une grande précision, la musique instrumentale de Steve Reich ne laisse aucune place à l'improvisation. Le compositeur recherche une situation de dépersonnalisation, d'oubli de l'égo, situation qu'il juge libératrice : « Ici, ce n'est pas l'homme qui fait

la musique, mais la musique qui fait l'homme... » Il considère que, tout au long de son déroulement, un processus graduel peut offrir suffisamment d'intérêt en lui-même pour qu'il ne soit nullement souhaitable d'y ajouter quel que ce soit, qui en atténue la lisibilité.

En 1971, il abandonne le « déphasage » graduel pour s'engager dans de nouvelles voies, dont l'une des plus déterminantes sera une substitution progressive des battements aux soupirs dans un cycle rythmique se répétant indéfiniment.

Steve Reich présente cette année au Festival d'automne huit pièces de différentes époques, allant d'une version pour deux marimbas du *Piano phase*, de 1967, à la *Musique for 18 musiciens*, qui, donnée mardi soir en première européenne, s'impose comme une des réussites les plus frappantes de la nouvelle musique. Si beaucoup de compositions de Steve Reich mettent en jeu un matériau sonore volontairement dépourvu, les deux plus récentes, *Musique for mallet instruments*, *voix and organ* et *Musique for 18 musiciens*, en approfondissent une expérience amorcée en 1971 dans *Drumming*, montrant au contraire des recherches d'allées de timbres d'un grand raffinement. Et, plutôt que de « minimalisme », c'est de « maximalisme » qu'il faudrait parler à propos de *Musique for 18 musiciens* : bâtie sur onze accords différents, une œuvre totalement dont la complexité reste cependant étroitement liée à un souci primordial de clarté auditive.

La subversion structurelle de Phil Glass

C'est en 1967, après avoir étudié le tabla indien avec Allah Rakha, le percussionniste de Ravi Shankar, que Phil Glass a formé à New-York son ensemble d'instruments amplifiés (claviers électriques, vents et violon, avec, plus tard, adjonction d'une chanteuse).

On se tromperait beaucoup en imaginant que les constructions « modulaires » de Phil Glass ne représentent qu'un quelconque démarquage de la musique de l'Inde. Leur force, au contraire, tient au fait qu'elles épousent les formes épurées à arêtes vives et les mouvements « machiniques » de notre environnement moderne urbain, comme s'il s'agissait d'exorciser celui-ci et non de le fuir. Le fameux processus de progression « additive » que Phil Glass a découvert en 1968 consiste en une succession d'additions ou de soustractions d'éléments constitutifs d'une figure répétitive donnée, les deux formes d'opération pouvant être mêlées. Les différences des parties mélodiques qui constituent un « unisson rythmique » engendrant par ailleurs des mouvements contraires, parallèles ou similaires. Dans *Musique in 12 parts*, de nouveaux principes sont inaugurés, en particulier des elongations de sons sur plusieurs mesures, tandis que dans la dernière partie, apparaissent pour la première fois des succès-

sions d'accords selon un processus qui sera ensuite plus largement développé dans *Another look at harmony*, la musique d'*Einstein on the beach* et celle d'un court métrage sur le sculpteur Mark di Suvero. Il importe de souligner qu'au sein de ces différentes structures, une part essentielle de l'art du compositeur consiste à subvertir de façon insidieuse ou brutale ce qui, dans le confort de la répétition, est donné au départ comme simple et inoffensif. Un autre aspect fondamental de la démarche de Phil Glass réside dans une recherche d'effets psycho-acoustiques d'une grande efficacité, par imprégnation.

Un courant multiforme

Bien que certaines affinités les relient aux artistes dont nous venons de parler, il est peut-être abusif d'inclure parmi les « répétitifs » les compositeurs de musique électro-acoustique du Sonio Arts Union — Bob Ashley, Gordon Mumma, Alvin Lucier et David Behrman —, dans la mesure où l'on risque de diluer leur spécificité. Certes, il leur arrive fréquemment d'employer des sons répétés ou longuement tenus, mais il semble qu'il s'agit alors pour eux d'un moyen, non exclusif, plutôt que d'une détermination radicale (avec les membres du Sonio Arts Union, on se trouve, pensons-nous, devant une des rares musiques d'aujourd'hui qui soient véritablement expérimentales : chez eux, les différentes expériences proposées à l'auditeur sont menées sans concession jusqu'à leur plus ultime aboutissement, et c'est ce qui en fait tout le prix).

Ce qui vient d'être dit sur le Sonio Arts Union peut également s'appliquer aux jeunes compositeurs qui sont actuellement réunis autour de David Tudor au musée Galliera (certains ont d'ailleurs été élèves de David Behrman et de Gordon Mumma).

En revanche, la *Brain wave music* par « biofeedback » de David Rosenboom se rapproche beaucoup plus de la musique de La Monte Young ou de Terry Riley dont elle constitue un prolongement particulièrement intéressant. Il s'agit d'une variation de la hauteur de sons issus d'un synthétiseur par le déplacement des ondes alpha à l'intérieur du cerveau humain.

Parmi les jeunes musiciens américains engagés dans l'aventure « répétitive » et sur lesquels il faudra revenir, citons Charlemagne Palestine, Jon Gibson, Harold Budd, Phil Glass, Alvin Curran, Richard Teitelbaum, Charles Amirkhanian, et la liste est loin d'être close. Sans doute, comme tant de courants de l'art moderne, la musique « répétitive » trouvera-t-elle un jour sa fin naturelle, prenant place à côté de l'abstraction lyrique, des happenings et du free jazz... Bien que la compilation des happenings et du free jazz...

DANIEL CAUX.

Vidéo musicale au Dragon

deux pas de Saint-Germain-des-Près, 3, rue du Dragon, le Centre culturel américain est d'abord un endroit accueillant. Souvent trop chaud l'hiver, un peu frais l'été, il contient idéalement pour les demi-saisons, lorsque le temps incertain fait hésiter entre le pull et l'imperméable...

Avec ses fauteuils larges et profonds, presque des sofas, sa lumière tamisée et quatre écrans de télévision couleurs trônant au milieu des plantes grimpantes, la salle du rez-de-chaussée est donc actuellement le lieu rêvé pour après-midi ou soirées à dominante culturelle. A condition de considérer aussi comme une forme de culture celle des champignons sauvages, lorsque cela consiste à suivre dans les sous-bois les traces de John Cage... Les films vidéo réalisés par le compositeur Robert Ashley et projetés à Paris par le Festival d'automne en première exclusive se situent dans cette perspective légère ment dédoublée : inutile donc de les regarder avec un crayon et un bloc-notes, à moins d'être un nostalgique de l'écriture automatique.

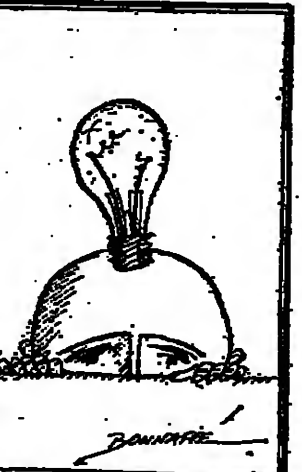
Pourquoi la vidéo? Rapide, économique, rebelle au montage, elle correspond au fonds commun à l'éther ou plongent leurs racines (Music with roots in the ether, c'est le titre de la série) les musiques de David Behrman, Philip Glass, Alvin Lucier, Gordon Mumma, Pauline Oliveros, Terry Riley et Robert Ashley. Sept films de deux heures. Il devait y en avoir neuf; ceux consacrés à La Monte Young et Roger Reynolds n'ont pu être achevés à temps. Chaque « portrait » comporte deux parties d'égale durée : un entretien d'abord avec l'auteur, dans son univers plus psychologique que physique; dialogue à bâtons rompus, triviale de silence, sans préméditation ni possibilité de reprendre, puis de la musique.

ré : un entretien d'abord avec l'auteur, dans son univers plus psychologique que physique; dialogue à bâtons rompus, triviale de silence, sans préméditation ni possibilité de reprendre, puis de la musique.

Ce n'est pas, bien sûr, tout ce qui se fait actuellement aux Etats-Unis qu'on découvrirait à travers ces documents illustrant les tendances dites « répétitives », méditatives (on dit aussi « planantes ») ou ressortissant au « minimal art ». Contestables ou échappant à une appréhension critique, mais seulement elles existent, mais elles répondent à un besoin d'une partie des créateurs et du public. Quelques heures passées devant les écrans du Centre culturel américain ne sont donc un investissement inutile — précisons que l'entrée est libre — et, si l'on n'en sort pas absolument convaincu par la musique, du moins la première partie permettra de comprendre pourquoi elle existe, dans quel contexte elle est née.

Pas d'explications historiques, seulement des images, des mots, des plans, à la limite du banal. Une traduction simultanée (modèle du genre : vivante, toujours en situation, elle est due à un jeune compositeur belge) permet de tout comprendre sans savoir l'anglais; il suffit de se coiffer d'un de ces casques légers qu'on vous offre à l'entrée.

Le casque, au bout d'un quart d'heure, se révèle une preuve douloureuse de la part de masochisme élémentaire entrant dans tous démons culturels. Aussi les véritables amoureux, les « suprasensuels » comme les appelait l'auteur



de Vienne en fourrure, réprimant à se sentir trop longtemps d'un instrument de torture aussi sophistiqué, même si les fustiges de la langue américaine leur échappent. Ils écouteront simplement la sonorité des voix, des mots, le rythme des phrases et des plans, les bruits (du micro, du vent, des objets), toute cette musique que font naturellement deux compositeurs lorsqu'ils parlent; et si les problèmes qu'ils évoquent ne sont ni nouveaux ni forcément essentiels — parfois ils le sont, cela va sans dire —, la façon de les exprimer, de les vivre sans parvenir à les communiquer, appartient déjà au domaine de la création.

Assés éloignés du cinématisme, malgré les apparences, ces reportages permettent d'aller au-delà, à condition d'en avoir envie.

GÉRARD CONDE.

* Tous les jours (sauf le dimanche) : quatre films différents à 12 heures, 17 heures, 19 heures et 23 heures. Permanent de 12 heures à 23 heures la semaine.

Quelques disques

LA MONTE YOUNG : *Drum house* 78" 17" (Shandar).

TERRY RILEY : *In C*, *A rainbow in a curved air* (C.R.S.), *Perian survey derelishes* (Shandar).

STEVE REICH : *Phase patterns* (Shandar), *Drumming*, *Six Pianos*, etc. (coffret Deutsche Grammophon).

PHIL GLASS : *Musique with changing parts* (Chastan Square), *Partie 1 et 2 de « Music in 12 Parts »* (Virgin), *Solo music* (Shandar).

SONIO ARTS UNION : *Electric sound* (Mainstream).

"Une aventure magnifiquement filmée"

Principale Châtelaine / Europe 1

REDFORD / HOFFMAN

"LES HOMMES DU PRESIDENT"

ROBERT REDFORD / JUSTIN HOFFMAN "LES HOMMES DU PRESIDENT"

avec JACK WAGONER et la participation de MARTIN BAILEY, HAL HOLBROOK

et JASON ROBARDS dans le rôle de Ben Bradlee

Scénario de WILLIAM GOLDMAN d'après le livre de CARL BERNSTEIN et BOB WOODWARD

Musique de DAVID SHINE. Producteur WALTER COLEMAN. Mise en scène de ALAN J. PAVULA

Une Production Wildwood Enterprises "Un Film Robert Redford - Alan J. Pakula"

REX VF - UGC ERMITAGE VO - UGC ODÉON VO

MIRAMAR VF - PARAMOUNT GALAXIE VF - LES 3 "MURAT" VF

Théâtre de la Commune

centre dramatique national

93 Aubervilliers

CREATION EN FRANCE

QUATRE A QUATRE

Pièce Québécoise de Michel GARNIEAU

mise en scène de Gabriel GARRAN

« Une apostrophe subliminale, très attachante, qui place la condition des femmes sous son jour véritable. La part de la masculinité et de la poésie est ici prépondérante. »

Michel Comtois (Le Monde)

Réservation : 833-16-16

THÉÂTRE DE LIBERTÉ

"LA VIANDE ET LES ÉTOILES"

d'après

JACK LONDON

au

THÉÂTRE ROMAIN - ROLLAND

18, rue Eugène-Vaillant

726-15-02 VILLEJUIF

Jusqu'au 6 nov. 21 h.

CLAUDIO ARRAU piano

Salle Pleyel

27 octobre

à 20 h 30

Orchestre National de France

dir. Gabriel Chmura

Beethoven, Concerto "L'Empereur"

PHILIPS

Extrait du catalogue : Beethoven : concerto L'Empereur disque 6594 005

Une sélection



« Anatomie d'un rapport », par Bonnard.

Cinéma

LA DERNIÈRE FOLIE

de Mel Brooks
Mel Brooks plonge avec sauterie dans la burlesque, la tarte à la crème, dans tous les stéréotypes de son cinéma bien-aimé, il emporte la légende hollywoodienne par la fureur de son rire ravageur et le public suit la tempête de sa folie.

LES NAUFRAGÉS DE L'ÎLE DE LA TORTUE

de Jacques Rozier
Pierre Richard, Don Quichotte du voyage incertain, conduit à l'aventure, aux Antilles, une demi-douzaine de candidats aux vacances, Japon Robinson, pour « trois mille francs, rien compris ». La mise en scène ne se contente pas d'organiser un récit farfelu, elle est aussi le compte rendu de la propre aventure de l'équipe du film, amenée parfois à improviser au gré des circonstances ou des difficultés. La création cinématographique selon Rozier a gardé l'esprit « nouvelle vague ». Et Pierre Richard est irrésistible.

LETTRE PAYSANNE

de Safi Faye (Prix Sadoul)
Une jeune femme sénégalaise, après ses études en France, retourne au pays natal et retrouve le village de ses ancêtres. Elle adresse au spectateur curieux une lettre cinématographique. Lettre-confiance, lettre-portrait : d'un peuple, d'une culture, d'une économie. Hommage à la tradition, exigence d'un avenir différent, plus juste. Peut-être l'oubli d'un autre cinéma africain, « dédramatisé » comme on disait autrefois, mais d'autant plus incisif, subtil, en situation.

L'AMOUR BLESSÉ

de Jean-Pierre Lefebvre
Au Québec, où « vivre en ce pays c'est comme vivre aux États-Unis », une femme et les médias, radio, télévision, écoute à travers les cloisons : le viol collectif d'une solitude. L'angoisse non démodée d'un « under-dog » (sous-chien) nord-américain.

ANATOMIE D'UN RAPPORT

de Luc Moullet
Entre eux ça ne va pas... Et tous les deux comprennent bien ce qui, finalement, ne va plus. Alors ils cherchent, ils restent ensemble, ils se parlent, ils se posent des questions. L'auteur de *Brigitte et Brigitte* transforme en création ce qui prosaïquement on nomme la vie.

— ET AUSSI : Les Hommes du président, d'Alan J. Pakula (le Watergate de Dustin Hoffman et de Robert Redford) ; *L'Empire des sens*, de Nagisa Oshima (le nô d'Osaka et Thérèse) ; *Jet et alléluia*, de Jean-Luc Godard (une remise en question médicale de l'information) ; *Duette*, de Jacques Rivette (les images d'un rêve).

Théâtre

LA DISPUTE

à Nanterre
Un homme et une femme, parvenus au milieu de leur vie, comptent leurs blessures, traversent le miroir, contemplent un jeu cruel qu'ils ont inventé, regardent des enfants sauvages qui apprennent à s'aimer, à se déchirer. Noir et brillant, l'enchantement de Marivaux-Chereau.

COMME IL VOUS PLAIRA

au TEP
Une fausse comédie d'intrigue mise en scène par Beno Besson, une analyse pénétrante et inattendue : arrière-pensées, actes manqués, décisions contraires, réussites involontaires dansent au milieu d'un tourbillon d'observations implacables.

IO, BERTOLT BRECHT

à l'Odéon
— Lire notre article page 20.
Portrait de Dora.
au Petit Orsay
Reprise avec Catherine Sellers et Inès de Longchamps de ce portrait

d'une jeune fille dépressive qui fut soignée par Freud. Portrait de l'échec de Freud, d'une société qui se joue une comédie dérangée. Portrait de l'intelligence féminine à travers deux femmes : l'Autrice, Hélène Cixous, et le maître, en scène Stéphane Brezina (les alternances avec Guy de Maupassant).

SOLITUDE LA MULATRESSE

au Théâtre de la Ville
Adaptation au théâtre du beau roman de Schwarz-Bart, par la lutte des Antilles pour l'abolition de l'esclavage. La mise en scène d'Alain Labbé est un bonhomme de poésie et fait une grande part à l'écrit, à l'écrit, à l'écrit. Sonnets : marmarites et l'écrit, à l'écrit.

— ET AUSSI : *Antiope*, festival d'automne (dans le silence : du vertige noir). Notes et images par le Groupe TARE à l'écrit, à l'écrit, à l'écrit. La sublimation de l'écrit, à l'écrit, à l'écrit. Deux chapitres nouveaux, à l'écrit, à l'écrit, à l'écrit. Pour constituer un théâtre. (Un après-midi, à l'écrit, à l'écrit, à l'écrit. Les Amoureux au Sorano, à l'écrit, à l'écrit, à l'écrit. (Friedrich Schlegel, à l'écrit, à l'écrit, à l'écrit. Bonan, Jacques Chancelier, à l'écrit, à l'écrit, à l'écrit. Plus loin, à l'écrit, à l'écrit, à l'écrit. Le boucher au Saint-Georges, à l'écrit, à l'écrit, à l'écrit. Marcel Armand, à l'écrit, à l'écrit, à l'écrit. Les femmes).

Danse

MARTHA GRAHAM

aux Champs-Élysées
Cinquante ans de modern dance américaine : du folklore au mythe.
— Lire notre article page 17.

— ET AUSSI : *Joan le Terrible* à l'Opéra et le Ballet Molière au Palais des congrès (deux grands chorégraphes soviétiques). Trois créations en province : *Hamlet* à l'auditorium de Lyon (le drame shakespearien traité en jeu d'échecs par Vittorio Gassman) ; *Roméo et Juliette* de Peter Van Dyke, par les Ballets du Rhin (quatre couples différents pour les deux héros) ; le *Carnaval romantique* de George Skibine à Reims (la difficulté d'être).

Musique

L'ARRIÈRE-SAISON

à Grisy
Dans la belle église moderne de Grisy (près de Briec-Comte-Robert), où la pierre de taille sera de support à une immense toiture de bois verni, trois concerts de qualité pour un petit festival d'arrière-saison : l'Octave de cultures de Paris (le 23 octobre), Christian Lardé et Marie-Claire Jamet (le 20 novembre) et l'Oratorio de Noël de Bach par l'Orchestre et les chœurs P. Kuentz (le 11 décembre).

LA BELLE MEUNIERE

d'Hermann Poirier
La plus fascinante des Pégases donne une comédie très particulière et singulière : la Belle Meunier, de Poirier, en scène Stéphane Brezina (les alternances avec Guy de Maupassant).

MUSIQUE AU PRÉSENT

et MUSIQUE PLUS
Tandis que *Musique Plus* fait entendre avec l'Orchestre des Pays de la Loire dans un programme *Elou, Madama, T. Scherchen et Boulez*, dirigé par Ivo Malec (Nantes, le 24 ; Angers, le 25 ; Paris, le 27), Gilbert Amy inaugure un nouveau cycle de France qui comportera cinq concerts très remarquables, un jour et à une heure insolites : le samedi après-midi (16 h. 30) avant l'auditorium. Pour débiter, avec l'Orchestre de Varèse et ses Seven Siles, Amy dirigera une création du Japonais Shinohara et deux œuvres du Suédois Bo Nilsson, deux « rencontres » de grand talent (le 23 octobre). Une lutte courageuse contre le spectro-électro-son.

— ET AUSSI : Quatuor Via Nova (Beethoven, à Saint-Séverin, le 20 octobre) ; œuvres de Steve Reich (Webern, du 20 au 22) ; orchestre et chœurs Gulbenkian, dir. M. Corbo (Saint-Eustache, le 20 ; Pleyel, le 21) ; la Jocrande, de Fouchier (Bordeaux, les 22, 24, 27, 31) ; F. Duchabie, pianiste (Théâtre de la Madeleine, le 22) ; Orchestre national, dir. G. Chmura, avec G. Aron (Théâtre des Champs-Élysées, le 20) ; G. Janowitz (Théâtre des Champs-Élysées, le 27) ; Schubert, Schumann, Brahms, par le Quatuor Via Nova (Saint-Séverin, le 27).

Expositions

DESSINS FRANÇAIS DE L'ART INSTITUTE DE CHICAGO

au Louvre
(Lire notre article page 17.)

CHEFS-D'ŒUVRE DES MUSÉES AMÉRICAINS

à Marmottan
Les œuvres et chefs-d'œuvre des musées américains qui avaient été exposés l'été dernier à Leningrad et à Moscou font, sur le chemin du retour, une halte au musée Marmottan. Les plus grands noms (de Van der Weyden, Rembrandt et Goya à Cézanne et Renoir), mais pas toujours le meilleur. Un Poussin de premier ordre toutefois, et un rare Vermeer, la Jeune Fille écrivant une lettre.

En cette année de bicentenaire, on trouvera, dans les peintures de l'école de l'Ouest américain, l'imagerie des chevauchées du western du siècle dernier.

CINQUANTAIRE DE L'EXPOSITION DE 1925

au Musée des arts décoratifs
Au début de l'été s'inaugurait, sur l'esplanade des Invalides, la grande Exposition des arts décoratifs et industriels modernes. Pour son cinquantaire, le Musée des arts décoratifs —

qui, en 1966, déjà, en avait écopé la style — propose une vaste rétrospective où il n'est pas question de privilégier tel ou tel aspect de la production de l'époque. Photographies des meubles, mobiliers, vases, poteries, bijoux, tapis, bijoux, habillements, affiches. Quelques neuf cents numéros pour recréer le climat de ce que furent ces « arts déco », en expliquant les sources, en montrant les conséquences, aussi.

LA FOIRE INTERNATIONALE DE L'ART CONTEMPORAIN

au Grand Palais
— Lire notre article page 18.

RAOUL DUFY

au Musée d'art moderne de la Ville de Paris
Une présentation d'ensemble des Dufy qui s'articule avec les collections de la Ville de Paris. Plus de cent peintures, aquarelles et dessins achetés ou offerts, exposés tout près de la grande-tête électrique de 1939.

L'AMÉRIQUE VUE PAR L'EUROPE

au Grand Palais
Une grande rétrospective de tableaux, de gravures, de sculptures et d'objets, pour illustrer ce que l'Europe a regardé de l'Amérique depuis sa découverte, et comment au cours des siècles sa culture a été enrichie par les voyages, les ethnographes, les trafiquants.

— ET AUSSI : *Piranesi et les Français* à l'Hôtel de Sully ; *Aztec, terre des Aztèques*, à la Bibliothèque nationale ; *Alsace, fouilles et acquisitions récentes*, au Musée des arts et traditions populaires ; *Joseph Verne*, au Musée de la marine ; *Pomodoro, Louis le Brocquy et l'art portugais contemporain*, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; *Klaus Rittke* (lire notre article page 18) et *Leningrad*, à l'ARC.

Variétés

GEORGES BRASSENS

à Bobino
Brassens chante rue de la Gaîté pendant quatre mois. Fidèle à lui-même et à son image, avec sa nouvelle maison de mots et de notes, avec ses chansons gaillardes ou profondes et peut-être tragiques.

LES FRÈRES JACQUES

au Théâtre Antoine
Il n'y a plus de « Rose Rouge », il n'y a plus de « éparostens », à Saint-Germain-des-Près mais les Frères Jacques ont résisté aux fluctuations des saisons, ont miraculeusement conservé leur originalité première.

MAGMA

au Théâtre de la Renaissance
Une série de douze concerts par le groupe renouveau, il y a peu, de Christian Vander, qui perfectionne peu à peu la perception d'un univers musical, mystique et fantastique.

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
HARRY BELAFONTE
11-13-14 NOVEMBRE
Location: Théâtre, Agences et par téléphone 225 44 36

ÉLYSÉE-MONTMARTRE
72 boulevard Rochechouart 75018 Paris (métro Anvers) Tél. 606 99 72
A PARTIR DU 26 OCTOBRE
Claude Martnez et Paul Leducqum présentent
COLUCHE
et
MYRIAM MÉZIÈRES
dans
Ginette Lacaze
Spectacle écrit et mis en scène par Coluche
Musique de Xavier Thibault
avec
JOSIANE BALASKO **GÉRARD LANVIN**
THIERRY LHERMITTE **MICHEL PUTERFLAM**
MARTIN LAMOTTE **CHRISTIAN CLAVIER**
Soirées 20h15. Matinées samedi et dimanche 17h.
(Relâche dimanche soir et lundi)
Location ouverte: Théâtre et Agences

Le sommet de qualité
race
charme
musicalité
Le piano au superlatif
Bösendorfer
Vienne-Autriche
RESEAU FRANCE
VENTE
SERVICE
LOCATION CONCERTS
PARIS: Moine
BORDEAUX: S.I.L.E.R.
DIJON: Pansier
GRENOBLE: Blanc Gennet
LE MANS: Sinigaglia
LILLE: Schiller
LYON: Dugas
MARSEILLE: Europe Music
Piano Goffard
METZ: Bouvier
MONTPELLIER: Bannovide
MULHOUSE: d'Orléans
NANTES: Burelody
NEVERS: Martin
TOULON: Argence Frère
TOULOUSE: Baron

100-110-120

Expositions

L'AMÉRIQUE VUE PAR L'EUROPE. — Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. le samedi : 5 F. Jusqu'au 3 janvier 1977.

TROISIÈME FOIRE INTERNATIONALE D'ART CONTEMPORAIN. — Grand Palais, avenue Winston Churchill (533-99-30). Du samedi de 14 h à 23 h, sam. et dim. de 10 h à 20 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 octobre.

AZULAN, TERRE DES AZTEQUES. — Musée d'un nouveau monde. — Bibliothèque nationale, 33, rue de Richelieu (206-82-62). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 7 novembre.

TECHNIQUE DE LA PEINTURE : VATELIER. — Musée du Louvre, Entrée porte Janine (206-30-26). Saut mardi de 9 h à 17 h. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 5 novembre.

DESSINS FRANÇAIS DE L'ART INSTITUTE DE CHICAGO, DE WATKINS & FIDALDO. — Musée du Louvre, entrée porte Janine (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. Jusqu'au 30 octobre.

LUMINY. Ateliers de peinture de l'École d'art de Marseille. — ABE 2 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 octobre.

DES MASQUES ET DES ENFANTS. Exposition-steller. — Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 novembre.

CINQUANTENNAIRE DE L'ÉCOLE D'ART DE 1925. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (265-32-13). Saut mardi de 12 h à 18 h. le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 3 janvier.

RAOUL DUTY, DANS LES COLLECTIFS DE LA VILLE DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au début décembre.

LOUIS LE BROQUET. Portraits imaginaires de Paris. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 novembre.

KLARA RINKE. Rétrospective 1968-1976. — ABE 2 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 octobre.

DESSINS PARISIENS DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES. — Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-31-35). De 10 h à 17 h. 40. Prolongée jusqu'au 17 janvier.

IMAGES DE LUMÈRE. — Vitraux, sculptures, mosaïques. — Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne. Tous les jours, de 10 h à 20 h. Prolongée jusqu'au 30 octobre.

DESSINS ET TRAVAUX D'AUJOURD'HUI. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (265-32-13). Saut mardi de 12 h à 18 h. le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 3 janvier.

CENTRES CULTURELS. — **THREE FROM NY / PAPERWORKS.** — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (265-32-13). Saut mardi de 12 h à 18 h. le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 3 janvier.

Galerie Jean LANGE. 20, rue du Temple (272-88-56). Jusqu'au 5 novembre.

GENAUD - BARRAULT ET LEURS AMIS PEINTRES. — Acquart, Baillou, Brayer, Bouchon, etc. — Galerie Provençale, 33, rue de Selles (073-92-41). Jusqu'au 10 novembre.

ADAM. Peintures récentes. — Galerie Maugé, 13, rue de Téhéran (522-13-19). Jusqu'au 10 novembre.

JEAN ANATO. Sculptures récentes. — Galerie J.-Bucher, 33, rue de Selles (326-22-32). Jusqu'au 30 octobre.

CHAPLAIN-MIDY. L'espace du dedans. — L'Obsidienne, 22, avenue Matignon (266-67-53). Jusqu'au 15 novembre.

CHAS LABORD. Dessins, gravures, livres. — Galerie R. Kiefer, 46, rue Saint-André-des-Arts. Jusqu'au 15 novembre.

DOMELA. — Galerie Marguerite Lamy, 4, rue Beaubourg (277-15-12). Jusqu'au 15 novembre.

BERTRAND DORNY. Originaux sur papier, gravures originales, sculptures. — Galerie La Sirene, 14, rue de l'abbaye (326-59-34). Jusqu'au 3 novembre.

GOERG. Tout l'œuvre gravé. — Artcurial, 9, avenue Matignon (256-70-70). Jusqu'au 15 décembre.

ROSL PYSER. Sculptures. — Galerie Claude-Bernard, 87, rue des Beaux-Arts (326-33-81). Jusqu'au 30 octobre.

HESSLEBARTH. Peintures et dessins. — Galerie Vercauteren, 3 bis, rue des Beaux-Arts (333-15-50). Jusqu'au 29 octobre.

ROSIASSON. Œuvres récentes. — Galerie Espérance, 40, rue de l'Université (216-10-22). Jusqu'au 20 novembre.

KOFFMAN. — Galerie Darthez-Speyer, 6, rue Jacques-Callot (033-76-41). Jusqu'au 30 octobre.

YVES KLEIN. Feux. — Galerie du Pire, 25, rue de Courcouronnes (325-11-34). Jusqu'au 30 novembre.

LEUSON. Œuvres récentes. — Galerie du Pire, 25, rue de Courcouronnes (325-11-34). Jusqu'au 30 novembre.

IMAGES. — Galerie Noland, 20, rue Beaubourg (272-14-10). Jusqu'au 12 novembre.

KN BANLIEUE. Sculptures contemporaines. — ABE 2, place des Terrasses. Jusqu'au 30 octobre.

GENNEVILLE. Maisons paysannes de France. — Galerie municipale Edouard-Manet, 3, rue Jean-Jaures (790-10-55). Jusqu'au 5 novembre.

SCAULTS. Artichaut d'Orléans, bise et aujourd'hui. — Orangerie du château (661-06-71). Du 23 octobre au 7 novembre.

SAINT-DENIS. Rétrospective Française fondaine, peintre, décorateur et homme public. À l'occasion du centenaire de sa naissance. — Musée d'art et d'histoire, 4, place de la Légion-d'Honneur (752-40-40). Saut mardi de 10 h à 18 h. le dimanche, de 14 h à 18 h.

SEVRES. Collections de céramique américaine : du précolombien au dix-neuvième siècle. — Musée national de la céramique. Saut mardi, de 9 h à 12 heures et de 13 h à 30 à 17 h. 15. Entrée : 5 F. Octobre.

VERSAILLIERS. Exposition Palladio. — Syndicat d'initiative, 7, rue des Bains, jusqu'au 30 novembre.

PHOTOGRAPHIE

MARY PITT ET MARGO DAVIS. — Centre culturel américain, 3, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 16 novembre.

WOLFF VON DER BUSSCHE. — Galerie Agathe-Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (277-36-34). Saut dimanche et lundi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 novembre.

DANIEL LÉGERON. photographes. — Yves Légeron, dessinateur. — Galerie du Pire, 25, rue de Courcouronnes (325-11-34). Jusqu'au 30 novembre.

LEUSON. Œuvres récentes. — Galerie du Pire, 25, rue de Courcouronnes (325-11-34). Jusqu'au 30 novembre.

IMAGES. — Galerie Noland, 20, rue Beaubourg (272-14-10). Jusqu'au 12 novembre.

Le Théâtre 347
GABY SYLVIA
LA VEUVE RUSÉE
de GOLDONI
Adaptation PIERRE SABATIER
« Quelle est donc joyeuse cette veuve !... Vous devriez aller voir... »
Claude Baignères, « Le Figaro ».
« Gai, gai, marions-nous. Goldoni s'amuse. Les comédiens aussi, emportant les refrains impertinents de Debronckart. La mise en scène de Marcelle Tassen-court multiplie les inventions. Un joli jeu de cache-cœur. »
Henri Rabine, « La Croix ».
« Il y a le visage d'ombre de Gaby Sylvia. Sa séduction à mi-chemin du désenchantement et de l'humour. »
Patrick de Rosbo, « Le Quotidien de Paris ».
Location Théâtres, Agences et par téléphone : TRI. 23-34.

CHEFS-D'ŒUVRE DE MUSÉES DES ÉTATS-UNIS, DE GIORGIO A PICASSO. — Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (204-07-02). Saut mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 5 décembre.

CASA DE VELAZQUEZ, EXPOSITION 1976. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (265-32-13). Saut mardi, de 12 h à 18 h. le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 3 janvier.

CLAUDE-JOSEPH VERNET (1714-1789). — Musée de la marine, palais de Chaillot, Saut mardi et jeudi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 9 janvier.

PIRANESI ET LES FRANÇAIS. — Hôtel de Sully, 61, rue Saint-Antoine (267-24-10). De 10 h à 18 h. le samedi, jusqu'au 21 h. Jusqu'au 15 novembre.

CHEFS-VOLANTS-IMAGES POUR LES CIEUX. — 11, rue Berryer (032-10-00). Saut mardi, jusqu'au 24 octobre.

LESRIE KRAMS, DUANE MICHAEL, BURK UZZEL. — Musée Galliera, avenue Pierre-de-Mézières (216-10-00). Saut lundi, de 12 h à 18 h. 30. Jusqu'au 30 octobre.

ALSACE POUILLES ET ACQUISITIONS RECENTES. — Musée national des arts et traditions populaires, 6, rue du Mahatma-Gandhi (722-07-41). Saut mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 5 F. le dimanche : 3 F (gratuite le 20 décembre). Jusqu'au 5 janvier.

CÉRAMIQUES DE TCHANG-CHA. — Musée national d'histoire naturelle, 55, rue Geoffroy-Saint-Hilaire. Saut mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

POUR tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

GALERIE ENTREMONDE
50, rue Mazarine (01) - 033-80-94
ATSUSHI IMOTO
Jusqu'au 22 octobre 1976

DU 15 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE
LOISELET
GRAVURES. COLLAGES

arenella EDITION
18 RUE OULAN 75005 PARIS 336 16 17

galerie attali
jean-marc philippe
14 oct. - 14 nov.
108, rue Saint-Germain - 548-58-93

Galerie Hervé Odematt
55 bis, Rue du Faubourg Saint-Honoré, Paris 8 - Tél. 266-92-58
jafar islah
du 15 octobre au 15 novembre

GALERIE NICHIDO
61, faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS - 266-62-86
REY CAMOI
6 octobre - 6 novembre

GALERIE MAURICE GARNIER
MADELEINE LUKA
6, avenue Matignon, Paris (8^e) Jusqu'au 30 octobre

GALERIE COARD
12, rue Jacques-Callot
326-69-72
VIDALENS
12 au 30 octobre 1976

GALERIE MARQUET
7, rue Bonaparte (01) - Tél. : 226-74-88
M. GARNIER
Aquarelles, Dessins 20 octobre - 20 novembre

GALERIE DE SEINE
18, r. de Selles, 75008 Paris - 325-32-18
PICASSO
s'amuse
16 octobre au 6 novembre

Colette Dubois
332, r. St-Honoré (1^{er}) - 260-54-53
B. PERINO
Peintures et Gouaches
19 oct. - 13 nov.

MARINOZ LECOMTE, peintre du temps, de l'espace, de la lumière, fait exploser la toile en une volée de couleurs, offrant une vision de vitesse vertigineuse, une toile à la forme au profit du geste et de l'émotion colorée. Ses trente dernières peintures sont à la GALLERIE HELENE APPEL, RIVE GAUCHE, 75, rue Saint-Dominique, Paris. (01), jusqu'au 3 novembre. PHILIPPE LAMBERTIERE

GALERIE DODDOLI
63, r. St-Honoré (1^{er}) - 508-86-42
JORGE BRITO
Vernis 21-10 - Jusq. 12 nov.

GALERIE DES GRANDS AUGUSTINS
16, rue des Grands-Augustins (01)
ISABELLE WALDBERG
Sculptures - gouaches
19 octobre - 12 novembre

GAL. ELAISE ST-MAURICE
Direction Montaigne
58, r. de l'Université (7^e) - 222-15-00
THUILLIER
Jusqu'en 3 novembre
Vernissage jeudi 21 oct. de 17 à 21 h.

GALERIE HENRIETTE GOMES
6, rue du Cirque, Paris (8^e)
DRIES
AQUARELLES et DESSINS
du 20 oct. au 19 nov.

JEANNE BUCHER
53 rue de Seine, Paris 6
AMADO

Galerie Liliane François
PELIZZARI
NOUVELLE FIGURATION
14 oct. - 30 nov.
13, r. de Selles (8^e) - 325-94-32

KONK
vend ses dessins originaux
Ecrire : A. FARRÉ, 48, rue de Metz, 94 LE PERREUX, ou tél. 872-86-20, 324-32-15 - 324-32-34

GALERIE CAMBACERES
11, rue La Boétie (01) - 265-39-58
PAYEN-BINET
Jusqu'au 30 octobre

TABLEAUX EN RELIEF
sculptés dans la fluorine et l'améthyste
Daniel Pénouel
du 21 au 27 octobre 1976
de 11 h à 20 h.
Galerie Jean PERROT
6, av. des Champs-Élysées, Paris

GALERIE DIMPOULOS
24, rue du Laos (15^e) - 306-23-08
BERTHOMMÉ SAINT-ANDRÉ
Jusqu'au 30 octobre

GALERIE SCAREV
9, rue La Boétie (VIII^e) - Tél. 265-58-20
SAINT-ALBAN
Paysages de France
du 20 octobre au 10 novembre

L'OBSDIENNE
22, avenue Matignon (8^e) - 266-67-53
CHAPLAIN-MIDY
L'ESPACE DU DEDANS.
par Elvire Maurizi
et
Œuvres récentes
12 octobre - 15 novembre

GALERIE 82
82, rue La Boétie - 339-96-15
Résidence Champs-Élysées
Marie-Françoise
DE L'ESPINAY
21 octobre - 9 novembre 1976

GALATHEE GALLERY
122, boulevard du Montparnasse
Paris - 326-42-32
Exposition
ESPALIOUX
Du 18 oct. au 3 nov. 1976

AVARO
DU 30 SEPTEMBRE
AU 30 OCTOBRE 1976
AIRCURIAL
9, rue de la Harpe, Paris 5 - Tél. 339-16-11

MUSEE RODIN
77, rue de Varenne, PARIS (7^e)
Rodin et les écrivains de son temps
Sculptures, dessins, lettres et livres du fonds Rodin
Prolongé jusqu'au 15-11

GALERIE KARL FLINKER
25, rue de Tournon (01), 325-18-73
YVES KLEIN
Feux
Jusqu'au 20 novembre

GOERG
peintures et dessins de 1922 à 1965
et
intégrale de l'œuvre de bibliophilie
du 21 octobre
au 31 décembre 1976
AIRCURIAL
9, rue de la Harpe, Paris 5 - Tél. 339-16-11

Théâtres

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les salles subventionnées

OPERA, salle Favart (07-83-36). 12 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome. 18 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome. 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

COMEDIE-FRANÇAISE, relâche.

ODON (03-70-21), les 20, 21, 22 et 23 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

CHATELAIN (07-81-15) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

CHATELAIN (07-81-15) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

CHATELAIN (07-81-15) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

Les salles municipales

NOUVEAU CARRÉ (07-80-40) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

CHATELAIN (07-81-15) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

CHATELAIN (07-81-15) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

Les théâtres de Paris

ATLANTIDE (00-48-20) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

ATLANTIDE (00-48-20) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

ATLANTIDE (00-48-20) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

THÉÂTRE MONTPARNASSE

31, rue de la Gaîté - 326-66-00 - 633-41-77

du 5 au 22 octobre

relâche Dimanche et Lundi

18h30

MERCEDES SOSA

Chants de la terre et du peuple argentin

Variétés

Concerts

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Le music-hall

BOULEVARD (03-30-40) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

BOULEVARD (03-30-40) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

BOULEVARD (03-30-40) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

Les opérettes

BOULEVARD (03-30-40) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

BOULEVARD (03-30-40) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

BOULEVARD (03-30-40) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

Jazz

BOULEVARD (03-30-40) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

BOULEVARD (03-30-40) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

BOULEVARD (03-30-40) (D. L.). 20 h. 30 : Les 120 Jours de Sodome.

Danse

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Le restaurant

le plus haut de Paris.

538-52-35

Le Ciel de Paris

COPENHAGUE

Spécialités DANOISES et SCANDINAVES

142, Champs-Élysées, 1^{er} étage, F. Dim. Tél. : 339-30-41

UNIQUE A PARIS - aux Champs-Élysées

LA MAISON QUÉBÉGOISE

son STRAK HOUSE (très-chaudes)

TROIS - 22 L'OS

GRILLADES servies sur plaques d'acier

sans oublier Le véritable Smoked meat et la bière LABATT

24, rue Quentin-Bauchart - PARIS (8^e) - Tél. 70-30-14

Servir jusqu'à 23 h. 45. Fermé dimanche. SALLE CLIMATISÉE

16, rue du Dragon (6^e) - 10, rue Guichard (16^e)

LIT. 57-04 - AUT. 77-49

JEAN-PIERRE

SES SPÉCIALITÉS : SOUPES DU PÊCHEUR 12, Filet de Barbeau à l'Oseille 29, RIS de VEAU aux Morilles 46, Magret de Canard 44.

DES PLATS CLASSIQUES : SALADE aux LARDONS 15, ONGLET à l'échalote 22, GIGASCH Hongrois 17, PAVÉ grillé aux Herbes 26

SA FORMULE « AUTOUR D'UN PLAT », 21 F.

4, place Pasteur (17^e) - EXO. 61-41 T.L.J.

12A George V (Alma)

15 SUPER BEAUTÉS

SHOW 21H45-2 - SHOW 00H15

RESERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS

225-69-69

12A George V (Alma)

TSAREVITCH

DINERS ET SOUPERS SPECTACLE à partir de 20 h. 30

V. POLIAKOFF • DIAN TATLAN

KOSTIA KOTLAROW • KATIA D'ALBIEZE • CRISTINA

G. BOROD • J. MALVAUT • P. SANDOR

1, rue des Capucins - 754-72-66

20 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

VOTRE TABLE CE SOIR

142, Champs-Élysées, 1^{er} étage, F. Dim. Tél. : 339-30-41

UNIQUE A PARIS - aux Champs-Élysées

LA MAISON QUÉBÉGOISE

son STRAK HOUSE (très-chaudes)

TROIS - 22 L'OS

GRILLADES servies sur plaques d'acier

sans oublier Le véritable Smoked meat et la bière LABATT

24, rue Quentin-Bauchart - PARIS (8^e) - Tél. 70-30-14

Servir jusqu'à 23 h. 45. Fermé dimanche. SALLE CLIMATISÉE

16, rue du Dragon (6^e) - 10, rue Guichard (16^e)

LIT. 57-04 - AUT. 77-49

JEAN-PIERRE

SES SPÉCIALITÉS : SOUPES DU PÊCHEUR 12, Filet de Barbeau à l'Oseille 29, RIS de VEAU aux Morilles 46, Magret de Canard 44.

DES PLATS CLASSIQUES : SALADE aux LARDONS 15, ONGLET à l'échalote 22, GIGASCH Hongrois 17, PAVÉ grillé aux Herbes 26

SA FORMULE « AUTOUR D'UN PLAT », 21 F.

4, place Pasteur (17^e) - EXO. 61-41 T.L.J.

12A George V (Alma)

15 SUPER BEAUTÉS

SHOW 21H45-2 - SHOW 00H15

RESERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS

225-69-69

12A George V (Alma)

TSAREVITCH

DINERS ET SOUPERS SPECTACLE à partir de 20 h. 30

V. POLIAKOFF • DIAN TATLAN

KOSTIA KOTLAROW • KATIA D'ALBIEZE • CRISTINA

G. BOROD • J. MALVAUT • P. SANDOR

1, rue des Capucins - 754-72-66

20 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

21 à Diner D'été

12 Champagne | 105 F

AÉRONAUTIQUE

CONÇU EN COOPÉRATION FRANCO-AMÉRICAINE

Le projet Mercure-200 est présenté à cent trente compagnies aériennes

Le groupe Dassault-Breguet joue une grosse partie, du jeudi 21 au samedi 23 octobre, à Long-Beach, en Californie, où il présente, avec ses associés McDonnell-Douglas et la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), son projet de nouveau moyen-courrier bi-réacteur Mercure-200 aux représentants de cent trente compagnies aériennes, réunis pour la

Dirigeants et chefs pilotes des compagnies aériennes invitées au symposium de Long-Beach pourront apprécier, durant ces trois jours prochains, en vol ou au sol, les caractéristiques et les performances du Mercure-100 qui se distingue de celles de l'avion à construire par son emport et son rayon d'action beaucoup plus faibles, à l'issue du symposium, les industriels concernés ont prévu de continuer les consultations avec leurs futurs clients, de sorte qu'ils devraient être en mesure de remettre au gouvernement français, qui tranchera en définitive, leurs conclusions avant la fin de 1976 pour pouvoir lancer les premières commandes de série en septembre 1977.

C'est durant ce symposium de Long-Beach que les constructeurs français sauront si, en particulier, leur partenaire américain : la société McDonnell-Douglas, est décidé ou non à partager les risques du programme Mercure-200 en prenant à son compte la commercialisation de l'avion dans le monde et, surtout, aux États-Unis. L'industriel américain déterminera son attitude selon l'accueil réservé au projet par les représentants des cent trente compagnies aériennes invitées à Long-Beach.

Pour sa part, le gouvernement français a choisi, le 12 août dernier, de donner la préférence à une coopération transatlantique avec McDonnell-Douglas, au lieu de Boeing — mais il a aussi précisé qu'il s'agissait d'une collaboration de principe dont les modalités pratiques de détail devaient être précisées lors de conversations ultérieures. L'idée de prendre un partenaire américain pour ouvrir le marché des États-Unis aux productions européennes, a prévalu en France dès l'année dernière avec l'espoir que le modèle d'avion retenu devrait entrer en service commercial en septembre 1980. Le choix s'est porté sur un moyen-courrier de cent quatre-vingt places environ, qui, si l'on en croit des évaluations de Boeing, représente les deux tiers du marché mondial d'ici à 1985.

Les préalables de Douglas

Au début des conversations de part et d'autre de l'Atlantique, Douglas a posé plusieurs préalables, à commencer par le fait que le Mercure devrait être réapprovisionné différemment. Mais le préalable sans doute le plus grave a bien été pour Douglas, et quoi qu'on ait pu en dire, d'obtenir un engagement des compagnies Air Inter et Air France qu'elles acquiescent des avions DC-8 ou DC-10 pour leur réseau, en contrepartie de l'appui industriel et commercial de Douglas sur le Mercure-200. Depuis, l'attitude de Douglas a quelque peu évolué face à un gouvernement français qui répète que le projet de Mercure-200 ne peut être lié à des considérations mineures comme, par exemple, le remplacement des Caravelles d'Air France par des DC-8 d'une technologie dépassée. Aujourd'hui, le constructeur américain se montre plus subtil et nuancé en demandant à la France — par l'achat de DC-8 ou de DC-10 — de l'aider à dégrader des profits supplémentaires qui seront autant de sources nouvelles d'investissements nécessaires au lancement en commun de la production du Mercure-200.

Quelle que soit, en fin de compte, la décision du gouvernement français à propos du remplacement des Caravelles, la participation de Douglas au projet d'avion Dassault-SNIAS ne profite pas aux seuls intérêts de la construction aéronautique française. La division des avions civils de McDonnell-Douglas, qui est définitive, ne continuera d'exister que parce que la division militaire de cette même société, par ses bénéfices, propres, équilibre les comptes de l'ensemble de la firme américaine.

La division commerciale de Douglas est foncièrement attachée au lancement d'un nouvel avion de ligne qui lui permette de briser le monopole de Boeing. L'erreur de Douglas a été, dans le passé, d'abandonner progressivement à Boeing les marchés civils, notamment en laissant la célèbre société de Seattle régner en maître incontesté dans le domaine des moyens-courriers, comme le Boeing-727. Le succès de ce dernier avion est tel, du reste, qu'il assure à Boeing l'essentiel de son profit annuel et lui procure les moyens financiers pour lancer d'autres opérations.

Douglas mesure aujourd'hui à quel point sa participation au programme Mercure-200 (elle serait de l'ordre de 15 % de l'ensemble du projet) peut lui permettre, en définitive, de réapparaître à terme comme un concurrent dangereux pour Boeing. En d'autres termes, le Mercure-200 participe de la stratégie de Douglas face à l'empire Boeing.

Des sources de rivalités

Tout la stratégie du gouvernement français devra être, en revanche, d'obtenir un engagement financier et industriel de Douglas plus important que prévu, de manière — sans léser les intérêts des autres partenaires — à interdire au constructeur américain la possibilité d'investir, à son tour, dans des programmes qui seraient des concurrents directs de projets aéronautiques.

En particulier, Douglas détient, dans les cartons de ses bureaux d'études, les dessins d'un avion baptisé DCX-300, qui est un rival de l'A310 de McDonnell-Douglas. L'existence de ce projet explique les contacts qui ont lieu actuellement entre Douglas et Airbus Industrie, ces deux sociétés examinant les conditions dans lesquelles elles pourraient être amenées à proposer à leur clientèle un avion commun de deux cents à deux cent vingt places qui emprunterait des pièces aux deux appareils déjà en service, le DC-10 et l'A310. Pour ce projet, cependant, de reconnaître qu'il existe, à l'heure actuelle, entre Douglas et Airbus Industrie davantage de sources de conflits ou de risques de concurrence que de convergences d'intérêts.

Mais la SNIAS, appelée à coopérer avec Dassault et Douglas sur le Mercure-200, a besoin de l'assurance que le constructeur américain ne se prépare pas, d'une façon ou d'une autre, à contourner la vente — difficile à ce jour — de l'A310 dans le monde. Avant de se prononcer sur les modalités d'un accord relatif au Mercure-200, la société nationale sefforcera de connaître la répartition

prévue du financement, son intérêt étant d'obtenir le maximum du plan de charge, en heures d'études ou de production, pour un minimum d'investissement à consentir.

A Long-Beach, les conversations continuent donc entre les trois principaux partenaires, comme elles continueront avec d'éventuels associés européens, italiens, ouest-allemands, britanniques, espagnols et belges — qui seront sollicités pour prendre une part de 40 à 50 % restant à investir dans le projet Mercure-200.

JACQUES ISNARD.

MOTOCYCLISME

CIRCUITS ET CONCENTRATIONS

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, vient de monter en première ligne pour défendre la moto (le Monde du 20 octobre). Les motards, qui étaient habitués à beaucoup moins d'égards de la part des pouvoirs publics, lui en savent gré. Mais la question reste posée : aime-t-il vraiment la moto ? Et surtout, sait-il ce que rouler veut dire ?

Les motards n'ont pas oublié que le président de la République d'aujourd'hui a été hier le ministre de l'économie et des finances qui les a taxés le plus durement, avec une augmentation de la TVA de 20 à 33 %. Aujourd'hui, M. Soisson s'offre le luxe de diviser l'union de la gauche dans le vote de l'amendement Crépéau (radical de gauche). N'a-t-il pas même été jusqu'à parler de campagne antifeu à propos de la vignette sur les motos ?

Cela ne fait pas très sérieux et permet de douter de l'avenir des « circuits motos » dont on entend parler depuis des années. M. Soisson n'en est pas l'inventeur, et il s'est contenté pour l'instant de débiter un crédit. D'autant plus que ces centres de « boy-scouts motards » contrôlés ne supprimeront certainement pas les concentrations du type de celles qui se tiennent à Rungis le vendredi soir, où l'on se donne l'illusion de vivre dangereusement : le grand frisson sur deux roues. Un frisson que l'on ne ressentira peut-être pas dans les allées des circuits motos officiels.

À l'été 1977, en principe, le premier centre devrait ouvrir à Orléansville (à côté de Montlhéry). Les collectivités locales doivent être associées à l'opération, mais il n'est pas certain qu'à la veille des élections elles se prêtent au jeu du ministre.

PATRICE VANONI.

MÉDECINE

Mme VIEL à Dunkerque : il y aura bientôt trop de médecins en France.

« Je suis actuellement hostile à toute création de nouveau centre hospitalier régional en France », a déclaré, le 18 octobre, à Dunkerque, Mme Simone Veil, le ministre de la santé, qui inaugurerait dans cette ville un hôpital de six cent cinquante-deux lits, à côté, à propos des centres hospitaliers régionaux, qu'il y en avait « plutôt trop en France » et qu'il y aurait « bientôt trop de médecins en France ».

Mme Simone Veil a ajouté que, si elle estime que « la densité en lits d'hôpitaux généraux dont dispose notre pays est désormais globalement suffisante », une disparité existe cependant entre les régions : le Nord est, à cet égard, sous-équipé, reconnaît Mme Veil. Pour remédier à cette situation, la région du Nord sera, dans le projet de budget 1977, la première de France pour l'importance des crédits d'investissement des hôpitaux. Le nouvel hôpital de Dunkerque s'inscrit dans cet ensemble, ainsi que celui de Valenciennes, un complexe similaire que Mme Veil a inauguré récemment. Pour le troisième, des hôpitaux d'agglomérations moyennes constitueront d'excellents relais » pour les centres hospitaliers régionaux existants.

MORT DU DOCTEUR MORRIS KUPCHAN

Le docteur Morris Kupchan, spécialiste du cancer, chercheur à l'université de Virginie, est mort le 19 octobre à l'âge de cinquante-trois ans au centre du cancer Sydney-Farber.

(Le docteur Morris Kupchan était connu pour ses travaux sur les composés inhibiteurs du cancer, il avait reçu l'année dernière le prix Ernest-Oudner de la Société américaine de chimie. Il avait été également distingué par plusieurs organisations étrangères. Le docteur Kupchan est particulièrement intéressé à certains composés naturels d'une action anticancéreuse, qu'il s'est efforcé d'isoler et d'analyser. Depuis 1959, il était professeur de chimie à Charlottesville (Virginie).]

PREPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide
Écrit par un expert
SCOLE PRÉPARATOIRE
D'ADMINISTRATION
Socle privé fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue de Valenciennes, 75006 PARIS - CEDEX 02

RELIGION

Une note de Mgr Maziers sur les rapports entre les chrétiens et les communistes

« Il ne suffit pas de dénoncer les limites et les dangers du marxisme »

Président sortant de la commission épiscopale pour le monde ouvrier — il a assumé cette fonction délicate pendant six ans — Mgr Marius Maziers, archevêque de Bordeaux, vient de publier sous le titre « Rendre compte de Jésus-Christ aux marxistes » (« Semaine religieuse » du 15 octobre), un intéressant document sur les rapports humains entre les chrétiens et les communistes. Évitant de se placer exclusivement, comme cela a déjà souvent été fait, sur le plan des idées et des théories, Mgr Maziers préfère insister sur le comportement et la pastoralité. Le meilleur moyen d'éviter les malentendus est, pour les croyants, de présenter aux marxistes un visage authentique du christianisme et de vivre selon l'Évangile. — H. F.

Chrétiens et marxistes coexistent dans la vie quotidienne. Mgr Maziers constate que « l'aire d'influence du marxisme s'est étendue considérablement ». Dans certains pays, les chrétiens sont persécutés, dans d'autres, nombreux sont les milieux où les institutions marquées par le marxisme. Dans le monde ouvrier, prêtres et laïcs ne peuvent vivre leur foi sans tenir compte de la vision de l'homme et de l'action qui découlent de l'analyse marxiste. L'Église doit en tenir compte. « Même si le marxisme se présente comme athée, il est en fait un système qui, par son regard sur l'homme, ne se distingue pas de l'athéisme. Dieu, nous avons l'audace de penser que l'Église qui nous porte vers le Père attire aussi tout homme, même celui qui ne l'a pas encore reconnu. (...) Cette approche missionnaire se joue dans les rencontres avec les hommes ».

Après avoir recommandé implicitement la lecture de l'ouvrage du Père Henri Chambre, *De Karl Marx à Lénine et à Mao* (édition Aubier Montaigne), l'évêque note que le marxisme est souvent vécu comme une mystique. « Mettre en lumière les dangers limites est nécessaire mais ne suffit pas. Cela ne saurait répondre aux exigences de renouvellement que le fait marxiste doit susciter dans la vie de tout chrétien ».

La perspective marxiste donne une impression grandissante « de solitude, de refus, de froidure. Le réel mystérieux dont chaque homme est porteur disparaît. (...) Le marxisme véhicule et propose un dessein de fausse rédemption. Mais il importe de réfléchir à nos raisons qui l'ont fait naître en terre chrétienne ». « Il nous arrive personnellement et en Église de donner du visage de Dieu une idée qui n'est que quelque fois qu'une caricature. Le fait Dieu n'est pas le concurrent de l'homme. Le rapport de l'homme à Dieu n'est pas tant de dépendance que d'amour ».

Le chrétien doit donner sa vie pour que l'homme ne soit plus victime de l'homme (message de Talé). Il ne lui suffit pas de parler de liberté. « Il faut que les conditions de vie, l'organisation sociale, économique, politique rendent cette liberté possible pour tous et qu'il soit fait appel à la responsabilité de tous. Il faut dénoncer et combattre l'exploitation de l'homme qui découle d'un mauvais usage de la liberté dans l'organisation du monde. Le matérialisme qui vient de l'idéologie de l'argent et du pouvoir est aussi étouffant, quoique plus diffus et moins conscient, que le matérialisme scientifique ».

SCIENCES

Les expériences de Viking

MARS EST-IL UNE PLANÈTE MORTE ?

C'est en vain que Viking-3 aura déplacé une pierre et prélevé un échantillon du sol qu'elle protégerait du rayonnement solaire ultra-violet : comme pour les échantillons précédents, l'analyse n'a pas montré de traces de matières organiques. Le paradoxe demeure, qu'un des responsables de la mission a fort bien illustré : « Le sol de Mars est une chambre fermée : de l'extérieur, nous constatons qu'on y mange, qu'on y respire... Mais quand nous entrons, nous ne trouvons personne ».

Toutes les hypothèses sont possibles. La plus simple est qu'il n'y a pas de vie sur Mars — ou qu'elle existe hors de portée des Viking — mais il faut expliquer « qu'on y respire et qu'on y mange », ce qui n'est pas aisé. On peut aussi mettre en cause le fonctionnement de l'appareil d'analyse. Mais pourquoi cet appareil plutôt qu'un autre ? On a avancé que le sol martien est beaucoup plus humide que prévu, et cela diminuerait la sensibilité de l'appareil. L'expérience de la pierre retournée aura cependant restreint le champ des hypothèses : on ne peut plus accuser les ultra-violets solaires d'avoir détruit des composés organiques autrefois présents dans le sol martien. Mais le faisceau des possibilités reste largement ouvert, et la question de la vie martienne n'aura pas de réponse dans l'avenir proche. Autre mystère martien : la planète ne « tremble » pas. Les sismographes de Viking-1 étaient tombés en panne lors de l'atterrissage, mais ceux de Viking-2 fonctionnent parfaitement. Ils enregistrent les oscillations de la sonde sous les rafales du vent martien, et des vibrations créées par les appareils de bord. Mais, jusqu'ici, ils n'ont relevé aucun séisme. Malgré ses énormes volcans (24 kilomètres de haut), Mars serait-elle une planète géologiquement morte ? — M. A.

La condamnation sauvage de Mgr Lefebvre

Numéro spécial de la revue « Itinéraires », qui contient :
— le texte intégral des lettres de Mgr Lefebvre à Paul VI et des lettres de Paul VI à Mgr Lefebvre ;
— le texte intégral de la « Lettre numéro 9 », où Mgr Lefebvre expose à fond les raisons de son attitude ;
— le texte intégral de tous les autres documents de ce drame, le plus grave et le plus instructif de tous ceux qui se déroulent actuellement dans l'Église.

Ces textes sont en outre expliqués et commentés en détail dans une série de notes documentaires et critiques par Jean Madiran.

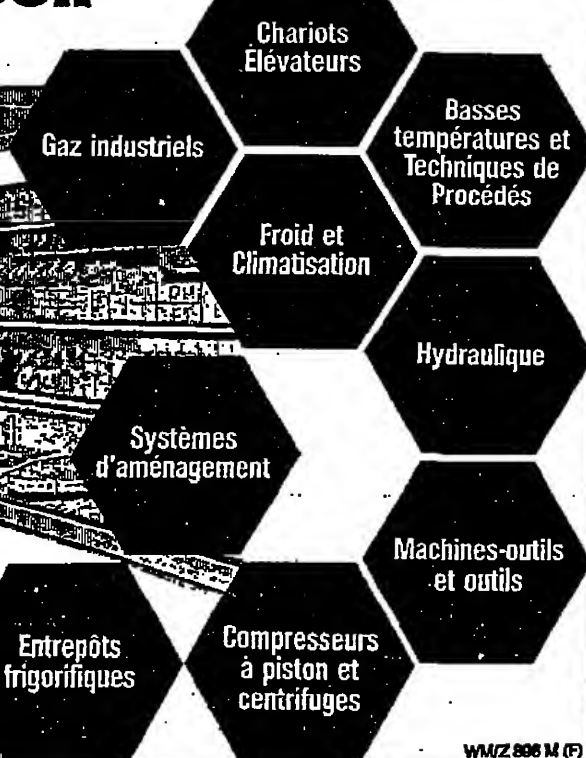
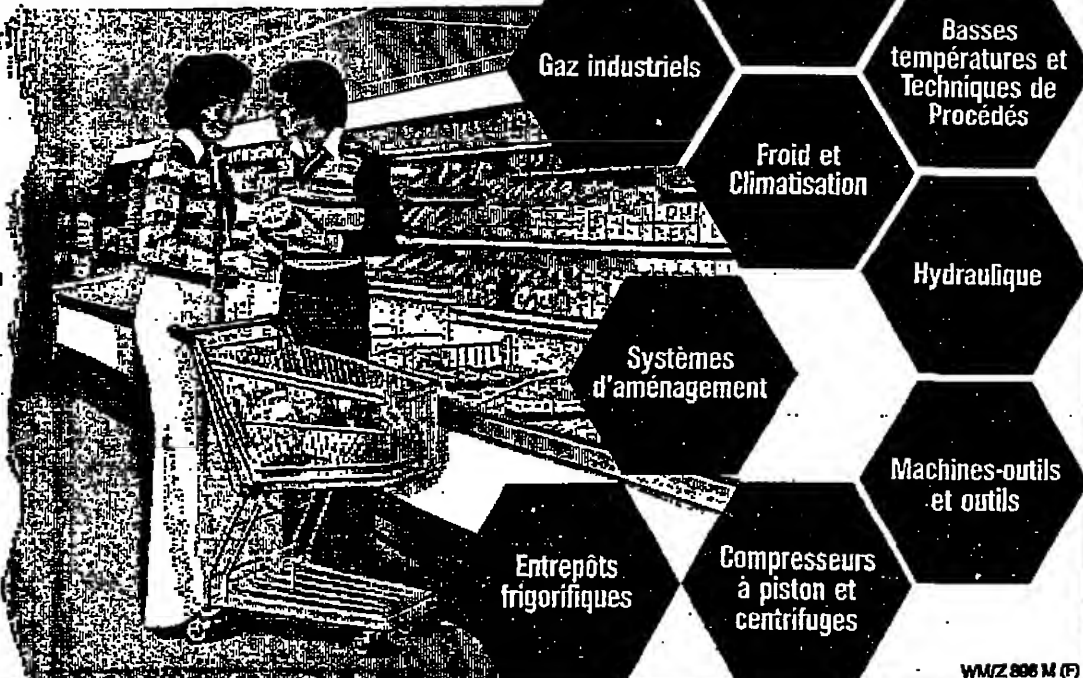
A commander : 10 F (France) à Itinéraires, 4, rue Garancière, 75006 Paris ;
chèque, porteur : Paris 13 355 73

Afin de permettre d'apprécier d'un coup d'oeil les produits qui vous sont offerts

LINDE équipe les magasins. Pour une présentation claire des produits offerts dans de nombreux domaines, que ce soit dans les hypermarchés, les supermarchés, superettes et magasins spécialisés. LINDE se charge de créer les conditions vous permettant de vous informer rapidement et de choisir en connaissance de cause.

LINDE ne conçoit pas que des équipements de magasins. LINDE est une société moderne, active dans les domaines des biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversification des produits résolument orientés vers l'avenir et satisfaisant toutes les exigences de qualité. Société pilote pour la recherche et la technique, LINDE atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de DM.

Linde
Linde Froid et Climatisation
Rue de la Croix de l'Orme
Morainvilliers
78630 Orgeval
Tél. 975.73.00



WMZ 886 (F)

ANCIENS COMBATTANTS

Congrès des anciens P.G. à Reims

De notre correspondant

Reims. — Depuis de nombreuses années, à chaque congrès des anciens combattants, il est question de « rapport constant » concernant les pensions. Les vingt-cinquièmes sessions nationales de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Tunisie et Maroc qui se sont tenues à Reims, en l'absence fort regrettée du secrétaire d'Etat, M. André Bord,

La quinzième assemblée générale de la Fédération mondiale des anciens combattants (FMAO) s'est tenue du 11 au 15 octobre 1976, à Maastricht (Pays-Bas). Les délégués d'une quarantaine de pays y participaient.

Une séance spéciale a été consacrée à la signification et à la portée de l'acte final de la conférence d'Heilbrunn. De l'avis général, ce document important marque un progrès incontestable dans la normalisation des relations internationales, mais il ne constitue qu'un début qui requiert des efforts soutenus pour être entièrement traduit dans la réalité.

M. W. Ch. J. M. Van Lanschot (Pays-Bas) a été élu président de la FMAO et M. Serge Wourgaft (France) a été élu secrétaire général. Ont été également élus ou réélus : trésorier général, M. Victor Badini-Canalicieri (Italie) ; vice-président, M. William O. Cooper (Etats-Unis), secrétaire général sortant qui ne se représentait pas à ce poste ; M. Louis Aoussi (Liban) ; M. Simon Valdez (Philippines) ; M. Lucien Béguin (France) a été élu président du conseil général.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

98 F 175 F 232 F 330 F

TOUS PAYS STRAN-
GERS VOIS NORMAUX

128 F 353 F 523 F 690 F

STRANGER
(par mandat)

L. - BELGIQUE - LUXEMBOURG

PAYS-BAS - SUISSE

125 F 230 F 335 F 440 F

II. - TUNISIE

152 F 305 F 445 F 590 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois volets) ven-
dront bien joindre ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse d'ad-
ressés ou provinciaux (deux
numéros ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres en
capitales et d'orthographe.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20-10-76 A 0 h GMT



Lignes d'égalité de hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige Vagues Rorages Sens de la marche des fronts

Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 20 octobre à 0 heure et le jeudi 21 octobre à 24 heures :

La perturbation pluvieuse, qui avait traversé la moitié ouest de la France mercredi matin, continuera

à progresser lentement vers l'est, mais perdra de son activité dans sa partie septentrionale. Une autre perturbation, venant de l'Atlantique, s'annonce pour le jeudi.

L'ouest du Nord-Ouest. Entre ces deux éléments, une accélération relative se produira, mais avec un aspect d'orage du temps.

Jusqu'à midi, la partie sud de la perturbation précédente donnera encore un temps assez nuageux des Alpes aux régions méditerranéennes, avec des pluies ou averses parfois orageuses. Ce type de temps s'atténuera ensuite et ne persistera que sur le Sud-Est et la Corse, tandis que des éclaircies se développeront ailleurs. D'autre part, le temps restera assez nuageux et souvent brumeux du Nord-Est au Jura, où les précipitations cesseront.

Sur le reste de la France, le temps sera nuageux avec des éclaircies, mais le matin on notera des nuages bas ou des brouillards, surtout dans les vallées. Au cours de la matinée, le ciel se couvrira sur l'ouest de la Bretagne avec quelques pluies. Ces dernières s'étendront le soir l'ouest de la Normandie et la Vendée.

Les vents seront assez forts à force sur le littoral méditerranéen. Les températures minimales seront en baisse assez marquée, sauf sur le quart Sud-Est ; les tempé-

PRÉVISIONS POUR LE 21-10-76 DÉBUT DE MATINÉE



Températures maximales subitont peu de changement.

Mardi 20 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique s'élevait au niveau de la mer à Paris - Le Bourget, de 1003,1 millibars, soit 762,4 millibars de hauteur.

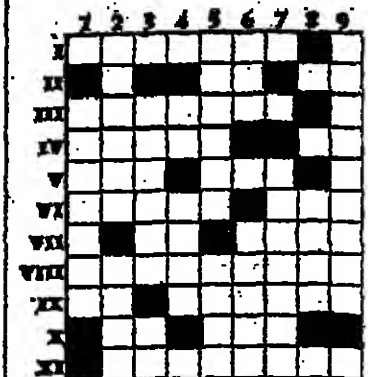
Température (la première chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 octobre) :

second, le minimum de la nuit du 19 au 20) : Ajaccio, 18 et 9 degrés ; Biarritz, 18 et 10 ; Bordeaux, 18 et 9 ; Brest, 14 et 7 ; Caen, 14 et 9 ; Cherbourg, 13 et 11 ; Clermont-Ferrand, 14 et 9 ; Dijon, 14 et 9 ; Grenoble, 15 et 7 ; Lille, 13 et 10 ; Lyon, 15 et 9 ; Marseille, 18 et 12 ; Nancy, 13 et 10 ; Nantes, 15 et 7 ; Nice, 18 et 12 ; Paris - Le Bourget, 13 et 12 ; Pau, 18 et 10 ; Perpignan, 21 et 11 ; Rennes, 14 et 8 ; Strasbourg, 13 et 10 ; Tours, 14 et 10 ; Toulouse, 16 et 10 ; Poitiers-Poitre, 23 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 15 degrés ; Amsterdam, 14 et 13 ; Athènes, 22 et 15 ; Berlin, 10 et 6 ; Bonn, 14 et 10 ; Bruxelles, 13 et 10 ; Les Canaries, 23 et 21 ; Copenhague, 8 et 11 ; Genève, 17 et 5 ; Lisbonne, 19 et 12 ; Londres, 14 et 7 ; Madrid, 17 et 7 ; Moscou, 1 et 1 ; New-York, 8 et 2 ; Palma de Majorque, 22 et 13 ; Rome, 18 et 9 ; Stockholm, 5 et 1 ; Téhéran, 19 et 10.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1391



HORIZONTALEMENT

- Rouille en pleine activité.
- Abréviation astronomique ; indique qu'un pil n'a pas loin.
- Une simple goutte ou une cataracte.
- Change de couleur au cours d'une immersion prolongée ; Pronon. — V. Fosse-sif ; Certains en font tout un plat.
- Entrée dans un maquis ; Quelque chose d'épilé.
- VII. De signe un prélat ; Ne coulent donc plus.
- VIII. On il est vivement recommandé de bien respirer (pluriel).
- IX. Participe ; Affreux mélange figuré.
- X. Grecque ; Circulent à l'étranger.
- XI. Sortent souvent de la bouche des enfants.

VERTICALEMENT

- Toussent quand ils sont grippés.
- Identiques ; Ne se laisse pas facilement mener par le bout du nez.
- Avantagés quand elles sont clivées ; Conjonction.
- Prêtre épilé ; Nous abandonne au terme d'un voyage (pluriel).
- Garnissent les portes cochères ; Signe annonciateur d'une issue fatale.
- Coule à l'étranger ; Ne vas pas toujours droit au but.
- Combinaison ; 8. Le bas d'un mur.
- Hantise d'obsède.

Solution du problème n° 1390

Horizontalement

- Cellules (mell).
- Etui ; Pua.
- III. Na ; Manies.
- IV. Tirage ; Ec.
- V. Nénies.
- VI. UDR ; III.
- VII. Néant.
- VIII. Lel ; Isère.
- IX. Alène ; Sür.
- X. Ens ; Es.
- XI. Menottes.

Verticalement

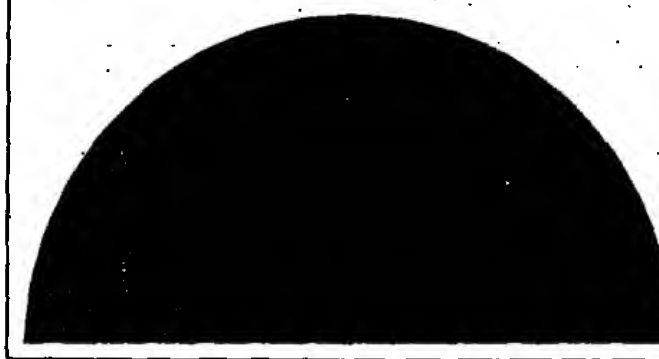
- Cent ; RAla.
2. Etain ; Elle.
3. Lu ; Réunie.
4. Li-mande ; Néo.
5. Agralient.
6. Née ; NS ; St.
7. Epl ; Sitos.
8. Suée ; Rues.
9. Escallera.

GUY BROUTY.

vous vivez
à Paris
vous travaillez
à Paris
vous aimez Paris
vous lirez

PARIS HEBDO

Édité par la fédération de Paris du P.C.F.
En vente dès le jeudi 21 octobre 1976 chez tous
les marchands de journaux. Prix : 1,50 F.



MEL

RESPONSABLE DE PRODUCTION METAUX

130.000 Francs minimum
CENTRE FRANCE

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

100.000 F. +
PARIS

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris ou à Lyon en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - ETATS-UNIS - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - HOLLANDE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - SUÈDE - AFRIQUE DU SUD - CANADA - SINGAPOUR

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS Tél. 265-37-00
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON Tél. (78) 62-08-33

Une entreprise de transformation des métaux (pièces de moyenne ou grande série) employant environ 400 personnes, recrute à présent son responsable de production. Celui-ci dépendra du Directeur et aura autorité sur la fabrication, l'ordonnement, les méthodes, les approvisionnements et les services annexes. Il sera chargé d'assurer la production et d'améliorer la productivité tout en veillant à ce que le climat des relations internes continue à s'améliorer. Le candidat, retenu, âgé de 32 ans au moins, sera obligatoirement ingénieur et apportera une expérience d'au moins 5 ans de méthodes et d'atelier. Il est souhaitable de connaître l'anglais ou l'allemand. Les possibilités d'évolution de carrière sont nombreuses dans un groupe important. Ecrire à X. Bessing - référence B 5.596 (Paris).

Un important constructeur lyonnais d'ensembles électriques et électroniques est devenu en 25 ans leader dans sa branche. Agissant dans le domaine des convertisseurs statiques et des équipements de régulation, il touche une clientèle de grands installateurs, de bureaux d'ingénierie, de grandes usines et les administrations. Sociétés de structure son service commercial, il crée un poste d'ingénieur technico-commercial. Son titulaire, résidant à Paris ou en banlieue, animera l'équipe de vente de toute la moitié nord de la France et sera personnellement chargé plus particulièrement des contacts sur Paris et la région parisienne. Dépendant du Directeur Général, son évolution sera fonction de son intégration et de ses résultats. Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé d'une école d'électricité, ayant 20 ans minimum et justifiant d'une expérience commerciale de plusieurs années en matériel d'équipements électriques. Ecrire à Y.R. Viscendon - référence B. 76.285 (Lyon).

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 20 octobre 1976 :
UN DECRET

Modifiant les décrets n° 50-580, 50-581 et 50-582 du 25 mai 1950 relatifs aux maximums de service hebdomadaire de certains personnels relevant du ministère de l'Éducation.

Circulation

LES CANDIDATS AU PERMIS DE CONDUIRE SERONT PRÉSENTÉS PAR LE MONITEUR

Les auto-écoles qui auront déposé et obtenu la validité d'un dossier de candidature à la préfecture, programmeront désormais elles-mêmes le passage de leurs élèves. Les moniteurs jugeront si leur élève est capable ou non de passer cet examen et pourront ainsi refuser de présenter sa candidature. C'est ce que vient d'annoncer M. Louis Chardin, président national de la Fédération française des écoles de conduite. Ce nouveau système entrera en vigueur le 1^{er} novembre prochain.

Deux nouveaux parcs de stationnement, dits de liaison, vont ouvrir en région parisienne. Le premier, à Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne), compte cinq cent quatre-vingt-dix places. Il est situé sur la ligne gare de l'Est-Meaux.

Le second, à Savigny-sur-Orge (Seine-et-Marne), sur la ligne Anster-lit - Juvisy - Brétigny, compte six cent vingt places. Leur accès sera gratuit durant quelques semaines, après quoi, le tarif habituel leur sera appliqué à 60 francs par mois, 4 francs par jour.

L'ouverture de ces deux parcs porte à vingt et un le nombre de parcs de liaison créés grâce au Syndicat des transports parisiens. Ils offrent au total quinze mille places de stationnement.

Documentation

La protection juridique des représentants du personnel. — La revue Droit social a consacré son dernier numéro (septembre-octobre 1976) à une série d'analyses sur l'évolution récente de la jurisprudence en matière de droit et de protection des élus du personnel et des délégués syndicaux dans les entreprises. On y trouve aussi une intéressante étude de M. Philippe Ardan, professeur à l'Université de Paris-X (Nanterre), sur le droit d'organisation de réunions politiques par les comités d'entreprise.

* « Droit social », n° 9-10, sept. 1976. Librairie sociale et économique, 3, rue Soufflot, 75005 Paris.

Aux Terrasses de Rueil

Vous n'avez plus besoin de partir pour être en vacances.

Aux Terrasses de Rueil, vous passerez les week-ends chez vous pour profiter du tennis, du parc, de la piscine ou simplement de votre terrasse comme en vacances.

Et pendant la semaine, certaines belles fins de journées valent bien un week-end!

Venez visiter l'appartement témoin des Terrasses de Rueil (tous les jours sauf jeudi de 13 h 30 à 19 h).

Vous verrez comment un appartement très confortable à 20 minutes de Paris peut se convertir en appartement de week-end.

Rue des Maris
Rueil-Malmaison
tél. 977.26.98-977.26.85

Garantie BNP
CICA
227.04.30

1^{re} tranche livrable 2^e tranche : début gros œuvre

Je suis intéressé par : S.O. 3 p. 3 p. 4 p. 5 p. 6 p.

Envoyez-moi la brochure complète ainsi que les cahiers de plans des Terrasses de Rueil.

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____

à retourner à CICA - 45, rue de Coërcilles 75008 PARIS

150

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi REPRODUCTION INTERDITE

SOCIÉTÉ BIENS D'ÉQUIPEMENT (C.A. 350 MILLIONS)
PARIS - FILIALE TRÈS IMPORTANT GROUPE RECHERCHE

DIRECTEUR COMMERCIAL
FRANCE ET EXPORTATION

POSTE DE PREMIER PLAN POUR CANDIDAT

diplômé d'une grande école, homme de terrain et de contact, ayant une solide expérience du commerce international dans le domaine des biens d'équipement.

Il travaillera en équipe avec les services de projets et de réalisations et il animera et développera le réseau des agents à l'étranger.

Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.

Envoyer sous référence JZ 224 AM
4, rue Massenet, 75018 PARIS
DISCRETION ABSOLUE

etap

Recherche :
1) Ingénieur ou docteur en sci. pour enseignement et rech. en thermodynamique hautes pressions et génie chimique ;
2) Ingénieurs diplômés par rech. expérimentale et théorique en thermodynamique des écoulements entre phases - haute pression, génie chimique et valorisation des minéraux.

Env. C.V. - Centre Réacteurs et Processus, Ecole des Mines, 72004 PARIS.

Travail Appoint Institut FIDEL
recrute URGENT Homme PROGRES DACTYLO - STENO chargé cours adultes soir et soir avant professeurs.

Env. C.V. Institut Schœlcher, 8, rue J.-P. Timbaud, PARIS-114, 75018.

1 CHEF DE PROJET
diplômé d'une école d'ingénieurs ayant une expérience de l'industrie chimique et d'études de faisabilité. Ecr. au 21-249, à P. L. ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, en tr.

ASSISTANT (TE)
DIRECTION COMMERCIALE Libre de suite. Expérience nationale et internationale. Ventes aux particuliers V.P.C. Prospection téléphonique. Situations ST ELIZ, 14, place de France, MASSY, 781. : 920-10-06.

ETPM

LEADER EUROPÉEN DE L'OFFSHORE PETROLIER
C.A. actuel : 1,4 milliard F.F.
Taux de croissance : 70 % en 1974, 100 % en 1975
Oscar de l'exportation 1975

Nous recherchons :

AUDIT DE GESTION

Votre mission :
Vous serez chargé de terme de constituer et diriger la cellule de contrôle interne, avec les responsabilités suivantes : auditer l'efficacité et la bonne application des procédures de gestion, apprécier la fiabilité des systèmes d'information et de protection, enfin proposer à la Direction Générale les actions correctives nécessaires.

Le contrôle interne concernera l'ensemble des fonctions administratives : comptabilité, finances, fiscalité, personnel, achats, juridique, informatique, etc. Les missions périodiques d'audit couvriront les services du siège à PARIS et nos établissements et filiales à l'étranger (Europe, Moyen-Orient, Afrique).

Dans un premier temps, la préparation de cette mission nous amènera à vous confier l'élaboration et la formalisation de l'ensemble des procédures, avec l'aide d'un organisme externe. Ce programme vous permettra d'acquies une connaissance approfondie de l'entreprise et de mettre en place les procédures que vous serez ensuite chargé de contrôler.

Votre profil :
Vous êtes jeune diplômé H.E.C. - ESSEC - Sc Po (Eco FI) - etc, avec des connaissances comptables confirmées (niveau Expertise). Votre carrière antérieure comprend 3 à 5 années dans un cabinet d'audit international ou dans un service d'audit interne. Cette expérience vous aura permis d'intervenir dans les différents domaines de l'entreprise. Vous pratiquez couramment la langue anglaise écrite et parlée.

REF. 1638

emplois régionaux

Chef du Personnel
Chatelleraut

Le poste est à créer. Il est rattaché fonctionnellement à la Direction du Personnel de la Société, et hiérarchiquement à la Direction Administrative du Département concerné : 20 agences - 500 personnes.

La mission : implanter un système de gestion du personnel et assurer auprès des responsables locaux un conseil en matière de législation du travail, relations avec les organisations professionnelles et les syndicats.

C'est le poste d'un jeune professionnel de formation supérieure (Droit, Psychologie, Sciences Politiques...) ayant acquis dans une Direction du Personnel de solides bases d'administration.

La rémunération de départ ne sera pas inférieure à 70 000 F.

Les personnes intéressées peuvent adresser un dossier sous référence CH 1031/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS

Recherche CADRE SUSCEP-
TIBLE ASSISTANT RESPONSAB-
LE ORGANISME SPECIALISE
DANS LES RELATIONS UNIVER-
SITE-INDUSTRIE. Niveau mi-
niveau spécialisé : BAC + 4.
Ecrire avec C.V. à M. HAVAS,
n° 195.332, 34000 Montpellier.

INSTITUT PASTEUR DE LYON
recherche

INGÉNIEUR AGRONOME

Pour développer un laboratoire d'analyses de sols (chimie, bactériologie) et d'études de la biodégradation des substances organiques (dégradation par le sol, écoulement des eaux...).

Ecr. avec C.V. et présent. au Directeur administratif de l'Institut Pasteur de Lyon, 77, rue Pasteur - 69600 LYON.

Recherche

DIRECTEUR ANIMATEUR
D'UN PAYSAN
ET D'UN D'UN PAYSAN
PAR LE TRAVAIL RECEVANT
DES MANIPULATIONS MOTEURS
adultes à proximité
DE MARSEILLE

Logement sur place. Env. C.V.
dét. n° 1 94.978 M. Régie-P.
85 bis, rue Réaumur, Paris (75)

ORGANISATEUR

Votre mission :
Dans le cadre du Service Organisation, vous participerez à la définition et à la mise en place de l'ensemble des procédures de la Société. Vos interventions couvriront les diverses fonctions administratives (comptabilité, finances, personnel, achats, etc.) au siège à PARIS et dans nos zones d'activité décentralisées (Europe, Moyen-Orient, Afrique).

Ultérieurement, vous serez responsable de missions autonomes d'organisation liées à l'information générale de notre gestion.

Votre profil :
Vous avez une formation supérieure en gestion et une expérience pratique depuis 3 ans au moins des techniques de l'organisation administrative (analyse des tâches et des circuits, conception et rédaction des procédures). La sensibilité humaine et une forte capacité d'adaptation sont nécessaires au succès des actions d'organisation prévues.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence respective à P. LICHOU SA,
10 rue de Louvois, 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

REF 1639

Très important annonceur
(produits de grande consommation)

recherche
dans le cadre de son
Département Etudes Marketing un
CHARGE D'ETUDES

ayant une bonne formation statistique de base (niveau minimum : maîtrise de mathématiques appliquées ou ISUP/ENSAE) et une expérience similaire d'au moins 3 années.

Le candidat sera susceptible d'évoluer rapidement vers une fonction de Chef de produit.

Envoyer lettre manuscrite + curriculum vitæ à l'adresse suivante :
Mlle M.-C. DIESSSEN - 83, rue d'Aguesseau,
92100 BOULOGNE, qui transmettra.

Office Départemental d'Habitations à Loyer Modéré recrute par voie de mix, ou de concours :
- 1 adjoint Technicien ;
- 2 surveillants de travaux.
Adresser curriculum vitæ et prétentions éventuelles pour candidatures venant du secteur privé à :
Monsieur le Président de l'Office Public d'H.L.M. de la Seine-Saint-Denis, Boîte Postale 73, 75002 BOULOGNE.

Single Buoy Moorings INC
Terminal Installations INC

Une filiale du Groupe IHC Holland, spécialisée dans les Terminaux Offshore et Systèmes de Stockage Flottant pour l'Industrie du Pétrole recherche :

INGENIEUR PLANNING

- Capable d'établir et de mettre en exécution le planning d'un projet, ainsi que de contrôler et coordonner les activités durant le développement de tous les projets de construction des terminaux pétroliers SBM. Une expérience étendue en planning, prévision et contrôle de projets en constructions métalliques (grosses charpentes), doublée d'une expérience technique pratique est nécessaire.
- Lieu de travail : Monaco (Principauté).

Qualifications et expérience :
• Diplôme d'ingénieur ou niveau professionnel équivalent.
• Expérience minimum 3 ans en planning de projets.
• Bonne connaissance de l'Anglais nécessaire.

Toutes les candidatures seront traitées de façon confidentielle.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à :
M. Le Chef du Personnel
SINGLE BUOY MOORINGS INC.
27, Bd Albert 1er - B.P. 157
MC MONACO (Principauté)

Importante Société de Confection féminine et masculine de TOUT PREMIER PLAN, LEADER DANS SA SPECIALITE recherche pour FRANCE ENTIERE

ATTACHES COMMERCIAUX

Hommes ou Femmes, les ordres, sociables, dynamiques, ambitieux, capables de créer nouveau secteur ou de développer secteur existant, acceptant de prouver leurs performances.

Une solide formation de base sera donnée par la Société et l'action commerciale reçoit sans cesse un appui publicitaire exceptionnel.

Conditions d'emploi : salaire de base important + commissions + primes d'objectifs + voiture fournie (tous frais payés) + frais de déplacements.

Ecrire à CLADK sous référence 1.15.01.

Toutes les candidatures seront traitées de façon rigoureusement confidentielle.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + état performances réalisées + photo + souhait région et rémunération à :

INFORVENTE (Consolidé)
• 33640 CLAIX - BP 14
• 75008 PARIS -
45, rue Boissy d'Anglas

groupe info - conseils de direction

LE DIRECTEUR GENERAL D'UNE P.M.E. FABRIQUANT ET DISTRIBUANT DES PRODUITS CHIMIQUES cherche pour son usine (50 km sud de Lille)

un directeur
pour gérer et administrer cette usine.

Nous souhaitons un homme d'expérience minimum 40 ans connaissant bien la vie industrielle sous l'angle gestion : approvisionnement, stocks, ordonnancement, prix de revient, comptabilité, administration du personnel.

Il peut être actuellement directeur administratif ou secrétaire général d'une PME - produits d'entretien, cosmétiques, produits chimiques, peinture.

Ecrire à G. BARDOU ss réf. 3115 LM.

ALEXANDRE TICS S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

RESPONSABLE SERVICES ADMINISTRATIF ET FINANCIER

PARIS 90.000 F ±

Notre société spécialisée dans la distribution de produits surgelés est amenée, en raison de son taux d'expansion performant, à restructurer ses services et à créer un poste de RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER. La fonction ne saurait être confiée qu'à un candidat de 30 ans minimum, justifiant d'une expérience réussie d'au moins 3 ans dans ce domaine. Sous l'autorité de la Direction Générale, il occupera la « position-clé » de l'entreprise dont il aura à cœur d'assurer la progression. Son rôle administratif (organigramme, gestion personnel, relations sociales...) et financier (gestion complète de la société incluant des notions informatiques) ne seront qu'un aspect de sa mission.

Nous attendons également un homme d'idées, un « bâtisseur », capable de remettre en question ses qualités professionnelles et morales.

En fonction des résultats probants obtenus, une carrière très motivante est réservée à moyen terme au sein de la Direction Générale.

Adm. C.V. et photo au réf. 8.113 à P.M.P., 63, rue de Provence, 75009 PARIS. Réponse et discrétion totale assurées.

Jeunes Diplômés

une formation commerciale
une carrière

- Nous avons 30 ans : nous sommes un des premiers Groupes Privé d'Assurances.
- Leader de notre branche : nous en avons accablé la poussière dès 1957 en étant la première Société en EUROPE à utiliser l'informatique.
- Notre capital : les hommes. Notre objectif 1980 est ambitieux et vous pouvez grandir avec nous.
- Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur avec ou sans une première expérience professionnelle, vous recherchez l'ACTION, un travail VARIÉ comportant de larges INITIATIVES et la RESPONSABILITE d'une ÉQUIPE.
- Nous vous proposons d'être :

animateur commercial
à PARIS ou en PROVINCE

Après formation aux techniques de vente, de recrutement et d'animation d'une force de vente, nous vous confierons la responsabilité de notre expansion sur un ou plusieurs départements.

Envoyer C.V. et photo récente au réf. LM à :
Madame CASTEL DU LYS

LES COMPAGNIES D'ASSURANCES DU GROUPE DROUOT
S.P. 78161 MARLY-LE-ROI
Nous répondons à toutes les candidatures

BANQUE REGION OUEST
recherche

JURISTE
Homme ou Femme
35 ans minimum

Licence droit privé, expérience contentieux bancaire nécessaire, connaissances toutes procédures civiles et commerciales pour Direction Service Contentieux.

Ecrire n° T 94.658 M. XIGOR-PHINSE,
85 bis, rue Réaumur, PARIS (75).

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéresse et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

Etablissement, enseignement privé non conventionné, hors contrat, 40 km Paris (rég. Coulommiers) rech. par emploi du temps compl. et SURVEILLANTE, min. 20 ans, 500 francs, similit. ou éduc. ou monitrice colonie vacances (lib. 100 autres fond. profs. ou univers), pour tâche de surveillance ; Internet, études et activités parascolaires. Tél. : 403-17-05.

IMPORTANTE COMPAGNIE D'ASSURANCES Paris recherche pour ses services un **JEUNES DIPLOMÉS**

Ecole Supérieure de Commerce

Après une période de formation des hommes de terrain devront faire preuve de dynamisme commercial ;

- du sens des contacts ;
- d'une très grande souplesse d'adaptation.

Très nombreux déplacements en province de durée variable nécessitant une disponibilité totale.

Possibilités pour les candidats d'évoluer à terme vers une carrière d'inspecteur d'assurances.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 87, à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris, Cedex 09, qui tr.

INGENIEUR ANAL-PROGR.
PDF 11 - MITTA-TELEMECA.
Tél. : 205-24-12.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,87
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,00

COMSIP ENTREPRISE



Leader européen pour la conception, l'étude et la réalisation de systèmes d'automatisation industrielle.

recherche pour développer ses départements EXPORT
CRIMIE - GAZ - PÉTROLE

Ingénieurs d'Affaires Electriciens et Instrumentistes

Profil souhaité :
- niveau de formation Grandes Ecoles d'ingénieurs ou équivalent
- possédant plusieurs années d'expérience dans des sociétés d'entreprise ou d'ingénierie et dans les secteurs d'activité indiqués
- familiers des marchés à l'exportation
- pratiquant impérativement l'anglais (parlé et écrit) et, si possible, d'autres langues vivantes.

Les postes offrent des possibilités de réalisation intéressantes et sont situés en proche banlieue Ouest.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, prétentions et photo sous Réf. 12 à
COMSIP ENTREPRISE
Direction du Personnel
BP. 305, 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX (200 m gare du RER)

Entreprise importance nationale
Bâtiment et Travaux publics
recherche pour son département
Bâtiment Etranger

AFRIQUE NOIRE EXTREME-ORIENT

Ingénieur
Directeur de Travaux

Centrale, P.C., T.P. ou équivalent pour opérations « clés en main », responsable des relations avec les autorités locales, de la gestion et des travaux.

Ingénieur
responsable de projets, études et réalisations

Centrale, P.C., T.P. ou équivalent pour des opérations importantes de bâtiments « clés en main » (hôtels, hôpitaux, etc.), confirmé, 5 ans minimum d'expérience et si possible de travaux à l'étranger, capable de mener une étude de Génie civil à exécuter par l'entreprise. Missions allant de la préparation des projets au siège à leur suivi jusqu'à la réception des ouvrages et comprenant des déplacements de courte durée à l'étranger : larges possibilités d'évolution des responsabilités tant au siège social que dans les agences et sur les chantiers à l'étranger.

Ingénieur
d'études au siège

T.P., A.M. ou équivalent
2 ans minimum d'expérience et possible de travaux à l'étranger, rapidement disponible.

Adresser réponses avec C.V., photo et prétentions n° 81084 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

CREUSOT-LOIRE

recherche pour un centre de calculs scientifiques à Courbevoie

INGENIEUR-CALCULATEUR

Ce poste pourrait convenir à un jeune ingénieur ayant une formation mécanique et de solides connaissances en mathématiques appliquées ainsi qu'une expérience pratique des calculs de résistance des matériaux.

Ecrire avec C.V. - CREUSOT-LOIRE
Service Recrutement des Cadres
15, rue Pasteur, 75353 PARIS Cedex 08

IMPORTANTE CHAUDRONNERIE ACIERS INOX MÉTAUX SPÉCIAUX LEADER EUROPÉEN DANS SA BRANCHE

recherche pour son Siège Social Porte Sud-Est Paris :

ACHETEUR

Ce poste peut convenir à un candidat doté d'un descriptif professionnel :

- sens des contacts, de la négociation, analyse et suivi des affaires ;
- bonnes connaissances en métallurgie aciers, inox et chaudronnerie.

Horsaire à la carte, restaurant self-service.

Adresser curriculum vitae et photo sous n° 82384, EDITIONS B&B PUBLICITE, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

Une carrière dans la Publicité

Vous êtes chef de publicité, en agence, chez un annonceur ou dans un support. Vous avez le goût de la vente et de la négociation.

L'AGENCE HAVAS

vous propose d'intéressantes possibilités de carrière en Province.
Dès aujourd'hui, ou peut-être plus tard, venez rejoindre l'Agence Havas en adressant confidentiellement votre C.V. à la Direction des Relations Humaines de l'Agence Havas, 136, avenue Charles-de-Gaulle 92522 Neuilly qui vous assure d'une réponse rapide.

LES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

recrutent par Concours

400 INSPECTEURS

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Limites d'âge : 30 ans (reports possibles)
Pour encadrement, gestion, organisation et études dans les services d'exploitation, administratifs et commerciaux.

- Possibilité de poursuivre vos études universitaires.
- Formation rémunérée.
- Sécurité de l'emploi.
- Accès aux emplois supérieurs.

Date des épreuves 7 et 8 Décembre 1976
adressez votre candidature avant le
3 NOVEMBRE 1976

Paris
DIRECTION DES POSTES DE PARIS
140, Boulevard du Montparnasse
75675 PARIS CEDEX 14

Province
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES POSTES
au chef-lieu du département de résidence

Nous gérons un important réseau de terminaux et exploitons plusieurs gros centres de traitements équipés en matériel de classe G. Notre objectif est de basculer l'ensemble de nos travaux "batch" sur du matériel de classe 4/5 (niveau 64 d'HB, 370-135). Nous constituons, à Paris, l'équipe qui va étudier, puis mettre en place, cette configuration nouvelle. Sa mission est d'évaluer puis d'adapter le système du constructeur et, enfin, d'appuyer les démarrages. Voulez-vous devenir son premier

ingénieur système

Que vous faut-il ? Être ingénieur, avoir acquis une première solide expérience de trois à quatre ans sur un matériel haut de gamme : IBM, HB, CDC...
Alors écrivez à J. THILLY ss réf. 3117 LM.
Carrières de l'Informatique.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

La Division SEMI-CONDUCTEURS INTERMETALL

de la SPI - ITT

recherche pour renforcer son équipe Marketing

INGENIEUR COMMERCIAL

pour vente SEMI-CONDUCTEURS, secteur GRAND PUBLIC en expansion.
Nous demandons :
- formation électronique, expérience commerciale, télé, auto, horlogerie, musique, Hi-Fi, etc...
- réussite antérieure dans la vente et dans cette activité.
- Poste à pourvoir à (92) BAGNEUX.
- Avantages sociaux importants, excellente rémunération pour candidat ambicieux et performant ayant expérience des négociations et prise de commandes à tous niveaux hiérarchiques.

Adresser C.V. détaillé, photo, prét., Service du Personnel - ITT - 15, rue de la République - 68090 COLMAR.

L'un des plus importants groupes d'Assurances,
recherche pour son Département situé dans la BANLIEUE SUD de PARIS

responsable exploitation

Sous l'autorité du Responsable du Département, il sera chargé :

- de l'organisation et de la gestion du service (méthodes de travail, orientation et coordination des actions...)
- de la gestion du personnel (environ 30 personnes)
- du système d'exploitation : DOS/VS avec POWER/VS, CICS/VS, DLL (évolution, amélioration...).

Le candidat devra :
• être âgé de 30 ans minimum,
• être diplômé de l'enseignement supérieur,
• avoir une expérience du matériel IBM 370/145/158 et du Télé-traitement,
• avoir une expérience d'encadrement de quelques années.

Envoyer CV détaillé et prétentions sous référence 11.325 à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann 75008 Paris.

le malentendu

S'il est vrai qu'on peut rapprocher les incompatibilités lorsque le travail féminin est plus ou moins répétable, irresponsable ou subalterne, il est dangereusement utopique d'étendre la revendication aux niveaux importants de la responsabilité professionnelle, sociale et humaine.

Nous ne pouvons ni ne désirons tenter de résoudre la quadrature du cercle.

Les jeunes femmes.

qui nous désirent et qui nous respectent doivent assumer leur responsabilité.

NOUS POUVONS leur offrir une brillante carrière dans le département-siège du groupe leader du marché français, dans une équipe absolue de traitement et de perspectives avec leurs homologues masculins.

NOUS DEVRONS les former, les conseiller, et les conduire selon des principes de management rigoureusement identiques.

Il faut avoir 21 ans au moins et une solide formation générale autodidacte, scolaire ou universitaire, mais surtout

une personnalité un caractère

1^{re} lettre manuscrite à PUBLI-BANQUES, Ag 1028 13, rue Marbeuf - 75002 PARIS, qui transmettra.

ENTREPRISE DE BATIMENT TRAVAUX PUBLICS

IMPORTANCE NATIONALE recherche pour son département

ÉTRANGER au SIÈGE

UN INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

PROFIL :
- Formation Centrale, Ponts et Chaussées, Travaux Publics,
- Expérience des travaux de préférence à l'étranger dans le Bâtiment et les Travaux publics à un poste de direction (ou adjoint au directeur) pour gros chantiers ou en agence ;
- Anglais courant indispensable ;
- 30 ans minimum.

MISSION :
Le poste comprendra des missions de prospection en Extrême-Orient (Indonésie, Vietnam, etc.), la réalisation d'études de marché pour des opérations clés en main, le montage et l'exécution des financements, dont l'objectif sera de réaliser des implantations sur place.
Une fois ces objectifs atteints, le candidat choisi se verra confier :
- soit la responsabilité, sur place, des implantations et leur gestion sur des plans techniques, administratifs et financiers ;
- soit la responsabilité de ces pays avec affectation au Siège, mais comportant de fréquents déplacements à l'étranger.

Adm. réponse avec C.V., photo et prét. n° 80070 Contesse Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra.

ANALYSTE-CONCEPTEUR

➔ SOCIÉTÉ :

GREMY-LONGUET et SMITH KLINE & FRANCE
Laboratoires pharmaceutiques - Filiales de SMITHKLINE CORPORATION
2,5 milliards de Francs - 14.000 personnes
40 filiales.

➔ RESPONSABILITÉ :

Développer les nouveaux systèmes informatiques au sein de l'entreprise : élaboration de dossiers systèmes et organigrammes, rédaction des procédures correspondantes, information et formation des utilisateurs.

➔ PROFIL :

Formation supérieure et plusieurs années d'expérience.
L'expérience de l'analyse des Systèmes de Gestion est indispensable.
Le candidat sera également choisi pour son sens développé des contacts à tous les niveaux et son habitude du travail en équipe.

ECRIRE AVEC REFERENCES PRECISES C.V. - Photo - Desiderata - Direction du Personnel - Réf. O.D.L. - 15, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX.
Discrétion et réponse assurées.

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche

POUR MISSIONS D'AUDIT COLLABORATEURS CONFIRMES

- Niveau : diplôme d'expertise comptable ;
- D.E.C.S. non débutants ;
- Pratique de l'anglais ou de l'allemand appréciée.
Envoyer lettre de candidature manuscrite, photo et C.V. à Mme FLORENT, 20, av. Jules-Jaïn, 75014 PARIS.

Handwritten note: 11.325

Jeudi 150

offres d'emploi

WITCO CHEMICAL SA
technicien
chef de département commercial
Polyester - Polyméthacrylate
Il sera chargé de la vente de ses produits en France et à l'étranger.
Pour ce poste, il faut un commercial d'environ 35 ans, connaissant plusieurs des marchés suivants : automobile, bâtiment, marbrerie, ameublement.
La connaissance de l'anglais est impérative, ainsi que celle d'une autre langue.
Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 8h45-12h30-13h30-18h sur information Centre SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.
On peut aussi adresser son dossier, références 902, 55, avenue de Wagram 75017 Paris.

FISCALISTE
EXPERIMENTE
CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT
recherche
pour son département fiscal un spécialiste fiscal ayant environ cinq ans d'expérience, connaissant de préférence, une période dans l'administration (service des vérifications).
• Travaux variés de responsabilité.
• Rémunération élevée pour candidat ayant profil requis.
• Connaissance de base de l'anglais nécessaire.
POSTE BASSE A PARIS.
Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur curriculum vitae à M. BRETON, WHITNEY MURRAY KENNY & BRETON, 19, avenue Montaigne, - 75008 PARIS.
TEL : 720-82-85.
Discretion totale assurée.

GRUPE CRÉDIT COOPÉRATIF
recherche
CADRE
pour service financier
sera chargé liaisons avec investisseurs institutionnels (Caisse de Retraite, Assurances, etc.).
En raison niveau élevé clientèle :
Candidat sera ancien Eco. Sup. Commerce ou Lit. Droit, être expérimenté des marchés financiers et avoir dans contacts.
Pour étude devra avoir connaissance Math. Fin. Saites fonctions expérience, niveau.
Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions.
Direction du personnel, C.C.C.C., 18 bis, avenue Hoche, 75008 PARIS.

Société
Produits Grande Consommation
C.A. 400.000.000 F
Secteur Alimentaire
Siège Paris, recherche un
DIRECTEUR DES VENTES
• responsable de l'animation et du contrôle d'une force de ventes de plus de 50 personnes (exclusives), de la meilleure adaptation permanente du réseau à l'évolution de la distribution.
• participe à la détermination, de la politique commerciale, des prévisions (et donc des objectifs), du planning, des opérations publicitaires.
Conditions requises : 35 ans minimum - connaissance réelle du terrain de la vente des produits grande consommation - expérience confirmée à un poste d'encadrement (Direct. Région, Direct. Com.) d'une Société commerciale pratiquant la merchandising de prod. de marque - capable d'intervention directe auprès de clients importants.
Rémunération élevée + voiture
Env. lettre manuscrite, C.V. détaillé, à Mme Pierre, 11, rue Didot 75014 Paris, qui transmettra.
Discretion totale assurée.

AGENCE DE PUBLICITE
recherche
DIRECTEUR DES ETUDES
• Vous maîtrisez parfaitement les techniques d'études et de media-planning.
• Vous pensez que les études bien faites jouent un rôle moteur dans une agence de publicité.
• Vous savez rendre les études utiles.
• Vous aimez communiquer.
Alors, nous serions heureux de vous rencontrer (Nous ne sommes pas misogynistes).
Env. lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo, 85 bis, rue Beaumarchais, PARIS (2*), qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER
DE PROMOTION ET DE GERANCE
recherche pour son Siège à PARIS
analyste
Au sein d'une petite équipe il devra en particulier :
• participer à la mise en place d'un nouveau matériel.
• étudier et réaliser les nouvelles chaînes de traitement.
• gérer les dossiers d'analyse et de programmation.
En raison des perspectives de travail ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de formation supérieure possédant une réelle expérience du calcul et du terrain, ainsi que du D.S.V.S.
De bonnes connaissances de comptabilité générale, ainsi que de D.L.I.-ENTRY seront appréciées.
Env. avec C.V. à N° 81191 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra 75004 PARIS Cedex 01, qui tr.

offres d'emploi

SCHUMACHER
RENOMMÉE INTERNATIONALE
COMME SPECIALISTES DANS LA TECHNIQUE DE FILTRATION ET TECHNIQUES DE L'ENVIRONNEMENT
recherche
pour sa filiale française, située Paris, Basse-Seine, un
INGÉNIER TECHNIQUE - COMMERCIAL
Comme chef d'un petit groupe de collaborateurs, l'expérience dans le domaine de filtration souhâtée. Age 30 ans environ, pratiquant couramment la langue allemande.
Notre filiale étant petite offre une position d'expansion dans le marché. Donc, le candidat aura la responsabilité de visiter nos clients existants et à développer dans toute l'industrie, particulièrement chimique, d'énergie, des techniques de mesure, etc...
La réussite dans cette fonction permettra d'envisager la création de la filiale.
Env. C.V. man. et photo à M. Bret, Schumacher, 182, av. Marguerite-Bonduin, 92440 Clamart.

SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX recherche
CHEF COMPTABLE
pour son département FRET AERIEN
• DECS ou niveau équivalent.
• 30 ans environ.
• anglais souhaité.
• position cadre.
• lieu de travail : AEROPORT de ROISSY en FRANCE après période de formation PARIS 6 mois environ.
(tel. 11326 AM)
COMPTABLE qualifié
pour son exploitation de GENNEVILLIERS
• niveau BTS.
• position assimilé cadre.
(tel. 11326 BM)
Adresser CV et photo en précisant la référence du poste choisi à :
plein emploi
158, Bd Hausmann 75008 Paris

IBM
recherche pour
PARIS
auditeur interne
Ce poste pourrait convenir à un candidat :
- expert-comptable ou de formation Grande Ecole (HEC, ESSEC, ESCP)
- ayant une expérience financière ou comptable d'au moins 2 ans
- connaissant si possible l'Anglais.
Les candidatures peuvent être adressées à :
Service de l'Audit
IBM France - 68/78, quai de la Rapée - 75012 PARIS

GRUPE DE 200 SUPERMARCHÉS
EN FORTE EXPANSION
recherche
POUR SON SERVICE PUBLICITE
1 SUP. DE CO
débutant ou ayant 1 an d'expérience pour :
• participer à l'élaboration des opérations publicitaires nationales ;
• s'occuper de la mise en place et du suivi de ces opérations.
LE POSTE NECESSITE D'ETRE :
- attiré par les contacts humains ;
- dynamique ;
- intéressé par le marketing et la publicité dans la distribution ;
- d'un bon niveau de gestion.
Envoyer C.V. à BRETON, 21730 Mauchamps par Champanne.
POSTE A POURVOIR IMMEDIATEMENT.

MUTUELLE D'ASSURANCE
recherche un
gestionnaire sinistres automobile
• sinistres d'un corp élevé.
• goût pour l'enquête personnelle.
• aisance dans la relation.
• culture juridique et contentieuse.
• disponibilité pour déplacements.
Le candidat devra être déchargé des obligations militaires.
Ecrire avec CV détaillé et photo au Département du Personnel, 8-10, rue d'Astorg 75008 PARIS.

offres d'emploi

GROUPE ELECTRONIQUE FABRIQUANT PRODUITS DE HAUTE TECHNICITE
mondialement implanté
recherche :
INGÉNIERS
Pour renforcer sa structure dans le domaine commercial :
• Diplômé Grande Ecole ou Universitaire.
• Anglais souhaitable.
• Expérience industrielle et/ou commerciale d'au moins 3 ans.
• Formation assurée par l'entreprise.
• Orientation en fonction des aspirations personnelles.
Env. C.V., photo (retournée) et présent. n° 81098, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1*), q. tr.

Baccalauréat + 2 ans
70.000 F/an
après les six premiers mois d'intégration.
90.000 F/an après un an et demi.
Ce sont les rémunérations moyennes de nos
ingénieurs commerciaux
ordinateurs de bureau et mini-systèmes de gestion.
Nous recherchons immédiatement pour Paris et Région Parisienne des étudiants ayant de réelles qualités de contact, d'autonomie d'action, d'énergie, et de curiosité d'esprit.
De sérieuses connaissances en gestion seraient appréciées.
Cette proposition intéresse également des professionnels expérimentés.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous pli 631 M à :
centor DEPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri-Monnier 75009 PARIS

Pour développer son activité de
RESTAURATION IMMOBILIERE
en région parisienne et en province
un important groupe immobilier recherche
L'ADJOINT DU CHEF DE SERVICE
pour étudier et réaliser des opérations de restauration et d'urbanisme
Le poste implique :
- une formation supérieure, juridique et économique (Droit, Sciences Politiques, Ecole de Commerce) ;
- 5 ans de pratique de l'immobilier et de la promotion immobilière.
Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 81539, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1*), qui tr.

POUR S'INTÉGRER
dans équipe importante pour développement d'un projet avancé dans le domaine D.S.D.C.
Nous recherchons
ANALYSTES-PROGRAMMEURS CONFIRMÉS
formation ingénieur I.U.T. ou B.U.S. expérience minimum 3 ans, connaitre et pratiquer systématiquement :
- CICS - DL 1 - Assembler, DOS-VS.
Env. C.V., photo à n° 74794 M. REGIE-PRESSE, 25 bis, rue Beaumarchais, Paris (2*).

U.R.S.S.A.F. de PARIS
SÉCURITÉ SOCIALE
recherche
pour renforcement de son
SERVICE INFORMATIQUE
1) CHEFS PROGRAMMEURS
ayant solide expérience matériel 3^e génération et commandement équipe de programmeurs.
Connaissances approfondies EB 6000 et méthode Warnier (L.C.P.) seraient appréciées.
2) PROGRAMMEUR SYSTÈME
ayant bonnes connaissances GECOS et langage G.M.A.P.
NOTA
Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé ainsi que les prétentions en matière de salaire annuel devront être adressées à la :
DIVISION DU PERSONNEL
DE L'U.R.S.S.A.F.
47, avenue Simon-Bolivar, 75050 PARIS CEDEX 19.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FILIALE GROUPE INTERNATIONAL
recherche
ASSISTANTE SOCIALE CONFIRMÉE
pour son usine banlieue Ouest (effectif 1.500 p.)
Age minimum 30 ans - Temps complet - 40 h. s. heb.
Adm. C.V., ph. et prêt. à n° 80.687, CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01, qui tr.

VOULEZ-VOUS A LA FOIS UN FIXE, UNE COMMISSION ET UN 13^e MOIS ?
Nous recherchons
UN VENDEUR CONFIRMÉ
pour un programme immobilier original dans la banlieue parisienne.
Ce poste de responsabilité nécessite quelques années d'expérience dans la vente immobilière.
Envoyer curriculum vitae et photo à R.S.O., 82, rue Beaumarchais, PARIS (2*).

offres d'emploi

Importante Société d'exploitation de chauffage recherche
INGÉNIER
TECHNIQUE
diplômé Arts et Métiers ou équivalent, Exp. min. 5 ans.
Ecr. C.V. et prêt. n° 82.070 B, à R.E.P. 17, rue Lohu, 93000 VINCENNES.
Imp. 334 d'ingénierie Division immobilière, 100, rue de la République, 93000 VINCENNES.
Rech. pour 500 Service Climatiseur et Froides.
UN INGÉNIER D'ETUDES
Confirmé - 35 ans minimum.
La candidate aura :
- une bonne expérience du bureau d'études ;
- et de l'entreprise ;
- une autorité affirmée ;
- une pratique du chantier ;
- lecture de l'anglais ;
- Rémunération suiv. références.
Adm. lettre manuscrite, avec C.V., détail, photo et prétentions n° 81.346, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1*), qui tr.
Rech. pour permanence et domicile INFIRMIÈRE D.E.
TEL : 828-46-08.

représentation offres
LA LIBRAIRIE LAROUSSE
recherche
2 JEUNES REPRÉSENTANTS
minimum 25 ans
Expérience commerciale appréciée mais non indispensable.
NOUS RECHERCHONS :
- bonne présentation ;
- bonne culture générale ;
- goût des contacts ;
- désir de vendre et de réussir une carrière COMMERCIALE ;
- sérieuses références morales.
NOUS OFFRONS :
- stage de formation complet (satisfaction à tous les problèmes d'écrit, entraînement à la vente et aux techniques modernes de gestion d'un secteur) ;
- après ce stage :
• responsabilité d'un secteur commercial ;
• perspective d'avancement dans une société d'implantation mondiale ;
• salaires en rapport avec expérience et résultats.
Ecrire avec curriculum vitae et manuscrit, photo et prétentions à :
LIBRAIRIE LAROUSSE,
Service du Personnel,
17, rue du Montparnasse,
75280 PARIS CEDEX 06.

secrétaires
de direction
SOCIÉTÉ D'ASSISTANCE TECHNIQUE
recherche
SECRÉTAIRE DE DIRECTION COMMERCIALE
- Ayant 5 à 10 ans d'expérience
- Anglais indispensable
- Espagnol apprécié
Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à :
A.T. 25, av. de Friedland 75008 PARIS

propos. com. capitaux
Cadre position D. dispos. bureau, téléph. région parisienne, rech. pour reconversion
REPRÉSENTATION
ou autre proposition commerc. Apport capital possible. Ecrire Editions RIDART, 32, rue des Colonnades-Frère, Paris (13*), qui transmettra.

formation profession.
PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION
SUR I.B.M. 3
NIVEAU BAC ou première 6 à 7 mois, 18 heures de cours :
- ANALYSE - ANALYSE - GAP 2
GESTION - ANALYSE - GAP 2
JUILLET 1975 - 20.000 km.
Volture démonstration garantie 12 mois, 1.254-13
DAF VARIOMATIC 44
Etar neuf - Téléphone : 254-43-82
R 12 TS 74
1re main - Téléphone : 254-11-33
R 17 COUPE, 74
Toit ouvrant, Avec Hard top, 1re main - Téléphone : 254-43-82
Vds Esthétique Renault 74
1.000 kg. Surbasse, l'homme.
Aménagement Star 66 - Niver, 4 pers. Etar neuf, 15.000 km.
Tel. : 88-70-38, après 18 heures
FORD MUSTANG II 16 CV
Garantie - 254-27-75
604 MÉTALLISÉE 76
PORSCHE 911 S, 241
Modèle 73 - excellent état.
Prix 45.000 F. Tél. 88-74-48
Fort. vds SUPERBE COUPE
SPORT DATSUN 240-2
1974, gris métal, 27.000 km.
Etar excellent 21.500 F (Arg.)
Tél. 173-49-50, le soir.

enseignem.
Paris-8, lic. + maîtrise lettre donne cours français, latin, italien - 275-1231
boxes-autos
Paris-8, lic. + maîtrise lettre donne cours français, latin, italien - 275-1231

Voir les demandes d'emploi et l'agenda en page 33

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A LA DIFFÉRENCE DES PROPRIÉTAIRES PRIVÉS

Les organismes d'H.L.M. ayant bénéficié de prêts antérieurs participeront au financement de la nouvelle aide au logement

Premier volet du dispositif de réforme du logement, le projet de loi créant l'aide personnalisée au logement (A.P.L.), adopté mardi 19 octobre par le conseil des ministres, sera déposé très prochainement au bureau du Sénat, qui devra l'examiner pendant que l'Assemblée nationale poursuit sa discussion sur le budget de 1977. Les décrets d'application de cette loi devraient être

publiés au cours du premier trimestre 1977, mais une partie d'entre eux, en particulier les barèmes de l'A.P.L., devraient être communiqués aux propriétaires en même temps que le texte lui-même. Simultanément, les services du ministère de l'équipement poursuivront leurs travaux pour mettre au point les définitions de normes et de surfaces qui serviront de base à l'attribution de

l'A.P.L. dans les immeubles anciens réhabilités, ainsi que les nouvelles modalités de calcul et de remboursement des prêts et des subventions au logement (aide à la pierre, etc.). M. Jean Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, et M. Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, ont présenté à la presse, mardi 19 octobre, les éléments du dispositif envisagé.

Le présent projet de loi comporte vingt-six articles et trois titres essentiels :

I. — L'aide personnalisée au logement.

Elle sera attribuée, sous certaines conditions de limitation de ressources, aux propriétaires ou aux locataires occupant un logement dont la construction, la réhabilitation ou l'acquisition en vue de la réhabilitation sera financée selon le nouveau système d'aide de l'État. L'A.P.L. sera maintenue aux locataires d'un logement ancien (régi par la loi de 1948) réhabilité, s'ils en ont bénéficié déjà, pendant trois ans, dans le cas où la convention passée entre le propriétaire privé et l'État aura expiré ; elle sera assortie du maintien dans les lieux.

Sous conditions de ressources également, un propriétaire occupant son logement pourra bénéficier de l'A.P.L. dans le cas d'opérations groupées à condition de mettre l'appartement aux normes prescrites.

Le barème de l'A.P.L. sera fixé par décret et révisé annuellement, après avis du comité d'orientation du Fonds national de l'habitation. Il n'y aura pas d'indexation de l'aide, mais l'exposé des motifs du projet de loi précise que la révision sera faite « de manière à tenir compte de l'évolution générale des prix ». Le montant de l'A.P.L. sera fonction des charges de famille et des ressources de l'intéressé, ainsi que de la dépense qu'il consacre à son logement. Elle sera assortie d'une prime de décaissement.

Personne ne sera exclue du bénéfice de l'A.P.L., ni les colataires ni les personnes âgées ; son montant s'accroît très sensiblement à partir du troisième enfant. Dans le cas de l'accèsion à la propriété, elle pourra être versée dès que l'acquéreur commencera à rembourser son emprunt (préfinancement).

Le versement de l'A.P.L. se fera, dans le secteur locatif, selon le système du « tiers payant ».

c'est-à-dire directement à l'organisme gestionnaire, et selon le système du chèque-logement dans les autres cas.

Le règlement des litiges se fera, après un recours gracieux devant une commission départementale de conciliation, auprès des juridictions administratives.

● Le Fonds national de l'habitation

La loi prévoit la création d'un Fonds national de l'habitation, qui sera financé par l'État, les collectivités locales, les organismes d'H.L.M. et les propriétaires privés. Le Fonds sera chargé de financer les opérations de construction, de réhabilitation et d'acquisition de logements sociaux. Le budget de 1977 ne prévoit la construction que de 78 300 H.L.M. locatives contre 95 400 en 1976, soit une diminution de 18 % ; il implique également une baisse de 7 % du nombre des logements P.L.F. (programmes à loyers réduits), qui tombent de 11 000 en 1976 à 10 200 en 1977.

M. Fourcade s'en est ainsi expliqué mardi : « La diminution du nombre d'H.L.M. locatives dans le budget de 1977 est l'effet d'une volonté délibérée. De nombreux logements restent vides dans ce secteur, faute de demandes. D'ailleurs, les organismes H.L.M. n'ont engagé, à fin août, qu'une faible partie des crédits qui leur avaient été alloués pour 1976. Le gouvernement préfère accentuer son aide à l'amélioration de l'habitat ancien, ainsi qu'à la construction de logements en accession à la propriété. Le nombre des logements bénéficiant de prêts spéciaux immédiats du Crédit foncier passera effectivement de 95 000 en 1976 à 98 300 en 1977 (+ 3,4 %).

Cette argumentation, qui consiste à s'aligner sur les orientations du marché — mauvaise pour les candidats au logement les moins fortunés, —

Contradictions

La loi prévoit la création d'un Fonds national de l'habitation, qui sera financé par l'État, les collectivités locales, les organismes d'H.L.M. et les propriétaires privés. Le Fonds sera chargé de financer les opérations de construction, de réhabilitation et d'acquisition de logements sociaux. Le budget de 1977 ne prévoit la construction que de 78 300 H.L.M. locatives contre 95 400 en 1976, soit une diminution de 18 % ; il implique également une baisse de 7 % du nombre des logements P.L.F. (programmes à loyers réduits), qui tombent de 11 000 en 1976 à 10 200 en 1977.

M. Fourcade s'en est ainsi expliqué mardi : « La diminution du nombre d'H.L.M. locatives dans le budget de 1977 est l'effet d'une volonté délibérée. De nombreux logements restent vides dans ce secteur, faute de demandes. D'ailleurs, les organismes H.L.M. n'ont engagé, à fin août, qu'une faible partie des crédits qui leur avaient été alloués pour 1976. Le gouvernement préfère accentuer son aide à l'amélioration de l'habitat ancien, ainsi qu'à la construction de logements en accession à la propriété. Le nombre des logements bénéficiant de prêts spéciaux immédiats du Crédit foncier passera effectivement de 95 000 en 1976 à 98 300 en 1977 (+ 3,4 %).

Cette argumentation, qui consiste à s'aligner sur les orientations du marché — mauvaise pour les candidats au logement les moins fortunés, —

JOSEF DOYÈRE.

AFFAIRES

L'Iran acquiert la minorité de blocage au sein de la maison mère du groupe Krupp

De notre correspondant

Bonn. — L'Iran, troisième fournisseur de pétrole de la République fédérale d'Allemagne, vient d'acquiescer à une participation de 26,01 % dans la maison mère du groupe Krupp, Fried Krupp GmbH, qui contrôle l'ensemble des activités du groupe Krupp. Cette participation lui assure une « minorité de blocage » sur tout le groupe.

L'accord a été signé mardi 19 octobre, à Téhéran, par M. Berthold Beitz, président du conseil de surveillance de la société allemande, et Ansari, ministre iranien de l'économie et des finances. M. Friedhelm, ministre fédéral de l'économie, qui se trouve actuellement dans la capitale iranienne, a déclaré que le gouvernement fédéral n'avait aucune raison de s'opposer à cette prise de participation, et que le dossier avait été renvoyé à l'Office fédéral des cartels. Il semble que cette procédure sera de pure forme, dans la mesure où le chancelier Schmidt est favorable à une étroite coopération entre les pays industrialisés et les pays producteurs de pétrole. Le chancelier estime, en effet, que si les pays producteurs sont intéressés au fonctionnement des entreprises des pays occidentaux, ils devraient plus attentivement aux problèmes économiques généraux.

En juillet 1974, l'Iran avait déjà pris une participation de 26,04 % dans la filiale sidérurgique du groupe Krupp (Fried Krupp Hüttenwerke). A l'époque, une

entrée dans la société mère avait été formellement prévue. La participation de 26,01 % que prend aujourd'hui l'Iran dans le capital de Fried Krupp GmbH, lui assure une minorité de blocage qui lui permettra d'avoir un droit de regard sur les activités du groupe tout entier. L'opération se fera par le biais d'une augmentation de capital dont les modalités n'ont pas été précisées.

La société Fried Krupp contrôle cent trente filiales travaillant essentiellement dans les secteurs sidérurgique et métallurgique (y compris l'industrie de l'armement) et employant soixante-dix-neuf mille personnes. En 1975, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 10,7 milliards de deutschemarks (21,5 milliards de francs), dont 44 % à l'exportation. L'exercice s'est soldé par une perte de 108 millions de deutschemarks. L'argent frais apporté par l'Iran sera donc le bienvenu. Le capital de Krupp, actuellement de 500 millions de deutschemarks, appartenait, jusqu'en 1974, date de sa mort, à Alfred Krupp von Bohlen und Halbach. Depuis, il est géré par une fondation dirigée par M. Beitz. — D. V.

LES ASSISES DU COMMERCE

L'échec du plan Barre serait un malheur national déclare M. Pécresse

Les premières assises du commerce, organisées par le Conseil national du commerce (C.N.C.), qui regroupent toutes les fédérations de commerçants, se sont achevées le 19 octobre à Versailles.

La seconde et dernière journée de cette manifestation était consacrée aux relations entre fabricants, commerçants et consommateurs. Après un discours de Philippe sur le thème du « manque de retour » de l'information de la clientèle vers le pro-

ducteur, et que M. Ratinquy, directeur de l'Institut national de la consommation, ait souligné la nécessité du pluralisme au sein du commerce. Mme Scrivener, secrétaire d'État à la consommation, a rappelé que les consommateurs ont le droit de choisir et de mieux entendre grâce à la mise en place prochaine de « commissions de conciliation des petits litiges ». Mme Scrivener a également souligné que chaque entrepreneur dispose d'un « M. Consommateur » dont la mission serait d'expliquer à la direction les désirs du public.

Tirant les conclusions de ces premières assises du commerce, M. François Pécresse, président du C.N.C., a appelé les participants à « engager sans tarder le combat pour le maintien dans une société libre d'un commerce libre et responsable ». Les commerçants, estime M. Pécresse, doivent avoir conscience de leur force et se doter des moyens nécessaires pour faire entendre leur voix. Évoquant ensuite les mesures prises récemment par le gouvernement, le président du C.N.C. a demandé que le blocage des prix et les « effets pervers » qu'il entraîne reste une mesure exceptionnelle. Toutefois, ces mesures étaient nécessaires à l'heure où M. Pécresse, car l'échec du plan Barre « serait un malheur national ».

● « LE POUVOIR DU CONSOMMATEUR » est le thème du numéro d'octobre d'Après-demain, journal de documentation politique fondé par la Ligue des droits de l'homme. Un dossier complet fait le point sur les organisations de consommateurs et sur les projets gouvernementaux.

* Non vendu dans les kiosques, 10 F le numéro, au siège de l'ouvrage, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. Abonnement annuel : 30 F pour dix numéros.

(Publité)

ELETROSUL

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.
(Filiale de l'ELETRABRAS)

SYSTÈME SALTO SANTIAGO

APPEL POUR LA PRÉ-QUALIFICATION DES FABRICANTS D'AUTO TRANSFORMATEURS ET BOBINES DE REACTANCE SHUNT DE 500 KV

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL ouvre des adjudications internationales, pour la fourniture des groupes d'équipements cités ci-dessous, destinés au Système Salto Santiago de 500 KV.

PREMIER GROUPE. — 11 (onze) autotransformateurs monophasés, 60 Hz, LV/VF/LCF-VF, 525/230/230/230 KV, dont 7 (sept) unités de 120/160/200 MVA et 4 (quatre) unités de 60/80/200 MVA chacune.

DEUXIÈME GROUPE. — 11 (onze) bobines de réactance monophasées, 60 Hz, 500/230 KV, dont 7 (sept) unités de 33,333 MVAR et 4 (quatre) unités de 50 MVAR chacune.

Des négociations sont en cours avec la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour l'obtention des moyens nécessaires à l'acquisition de ces équipements.

Seuls les fabricants domiciliés dans des pays membres de la BIRD ou au Saisir pourront participer au présent appel.

Les instructions pour l'établissement des offres de préqualification pourront être gratuitement retirées par les intéressés jusqu'au 18 novembre 1976 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.
ELETROSUL DIRETORIA ADMINISTRATIVA
Rua Trajano, 41 - 3° andar - 88.000 Florianópolis - Santa Catarina, Brasil - Télex 0482 164

(Publité)

Expéditeur italien ayant siège social à Milan cherche transitaire français pour entamer et développer service groupage. Ecrire Casella T/223 SPI Milan, Italie.

(Publité)

PRÉFECTURE DE LA MANCHE

2° DIRECTION, 4° BUREAU - n° 76-3406

AVIS de mise à l'enquête publique de la demande présentée par Electricité de France (Service National Région d'Équipement CLAMART) en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la Centrale Nucléaire de FLAMANVILLE (Manche)

1. Conformément à l'arrêté du Préfet de la Manche en date du 14 octobre 1976, il sera procédé à une enquête d'utilité publique du projet présenté par Electricité de France (Service National Région d'Équipement CLAMART) en vue de la construction d'une centrale nucléaire et de ses installations annexes sur le territoire des communes de FLAMANVILLE, HEAUVILLE, LES PIEUX, SIOUVILLE et TREAUVILLE (MANCHE).

Une commission d'enquête est désignée dont le siège est à la Sous-Préfecture de CHERBOURG.

2. Le dossier du projet restera déposé à la Sous-Préfecture de CHERBOURG pendant six semaines consécutives, du 5 NOVEMBRE au 16 DÉCEMBRE 1976 inclus, pour être communiqué sans délai pendant cette période, de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h., aux personnes qui voudront en prendre connaissance (sauf les dimanches et jours fériés et samedis de 14 h. à 17 h.).

Un registre à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Président de la Commission d'Enquête ou l'un des membres de celle-ci, sera ouvert par la Sous-Préfecture de CHERBOURG et déposé pendant le même temps et au même lieu, pour recevoir aux heures indiquées les observations auxquelles pourrait donner lieu ce projet.

3. Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au Président de la Commission d'Enquête qui les annexera au registre susvisé.

Les membres de la Commission d'Enquête recevront le public à la Sous-Préfecture de CHERBOURG et à la Mairie de FLAMANVILLE pendant les trois derniers jours de l'enquête, aux heures ouvrables ci-dessus mentionnées.

4. Pendant la durée de l'enquête, dans les communes de FLAMANVILLE, HEAUVILLE, LES PIEUX, SIOUVILLE et TREAUVILLE, un exemplaire du dossier du projet et un registre subsidiaire à feuillets non mobiles coté, paraphé et ouvert par chacun des Maires desdites communes seront déposés dans les Mairies concernées.

Ces documents seront accessibles au public dans les conditions précitées pour recevoir les observations auxquelles pourrait donner lieu le projet.

SAINT-LO, le 14 octobre 1976.

Le PRÉFET,
Pierre CAZEJUST.

Pour copie conforme
Pour le Préfet
Le Sous-Préfet de CHERBOURG
Yves BONNET.

« VIVE LA GAUCHE FRANÇAISE !... »

titre le « Wall Street Journal » pour critiquer le plan Barre

Sous le titre « Vive la gauche française ! », le Wall Street Journal critique très sévèrement, dans un éditorial publié mardi 19 octobre, le programme anti-inflation du gouvernement français.

« Le programme de M. Barre, conçu pour combattre le taux d'inflation français de 13 %, est précisément le genre de programme que nous aurons conçu pour accroître le taux d'inflation, affaiblir le franc français sur les marchés cambistes mondiaux, créer du chômage noir et des pénuries, et porter le chômage au-delà du million de personnes déjà sans travail », écrit l'organe des milieux d'affaires américains qui exprime le son « entière sympathie » pour les dirigeants syndicaux français et la grève de protestation qu'ils ont déclenchée contre le programme.

Le quotidien américain reproche aux mesures adoptées par le gouvernement français de réduire les stimulants à la production et donc de freiner l'offre. « L'inflation, rappelle-t-il, est constituée par trop d'argent en quête de trop peu de produits. » « En outre, écrit-il, le gouvernement imprime de l'argent et rapidement que le franc plonge en piqué. »

Les règles essentielles de la lutte contre l'inflation sont, d'après le quotidien financier, le freinage de la création de monnaie, la réduction des impôts et la limitation des dépenses publiques.

Certains Français et Françaises lisent un second quotidien chaque jour.

COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE
FABRICANT - VENTE DIRECTE
FRANOR 70, RUE AMÉLÉOT
TEL. 700.87.94
N° St-Sébastien. Fermé le samedi.

Journal de l'ESD

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MONNAIES ET CHANGES

DEUTSCHEMARK EN HAUSSE SUR TOUTES LES PLACES DOLLAR EN BAISSE (Y compris à Paris)

Une grande nervosité régnait encore mercredi matin sur les marchés des changes, où le deutschemark était très demandé, ce qui avait pour conséquence de faire baisser le cours du dollar, tant à Londres, mais à Berlin on attendait la cotation du début de l'après-midi. A Paris, le dollar était coté 2,03 DM. Les analystes allemands risquent de se trouver devant un dilemme qu'ils ont bien connu dans le passé : elles auraient dû, l'abandon de l'ancien taux d'intérêt sur leur propre marché afin de freiner l'expansion de la masse monétaire intérieure, mais il s'agit que des rumeurs continuent à ce sujet pour que la devise allemande soit de nouveau en hausse. A Paris, aussi, le dollar valait moins cher : 4,500 F, en dépit d'une nouvelle et légère baisse du taux d'intérêt au jour le jour sur le marché monétaire, ramené à 11,5/16 %. Mais le deutschemark s'inscrivait légèrement en hausse, puisqu'il le cote 2,040 F, alors que la veille il était descendu en dessous de 2,03 F.

La livre continue à faire l'objet de pressions. Mercredi matin, elle valait 1,640 dollar. En outre, certaines informations, en provenance de Londres, le gouvernement britannique cherchant à obtenir des principales puissances financières de l'O.C.E.E. un prêt à moyen ou long terme de l'ordre de 5 milliards de dollars. Il s'agit de consolider le crédit international qui lui avait été accordé au mois de juin dernier de qui vient à expiration le 3 décembre. On sait que Londres a déjà demandé au Fonds monétaire un prêt à moyen terme de 3,5 milliards de dollars.

On continuait à l'été à anticiper la tenue à Paris, il y a quelques semaines, d'une réunion monétaire organisée par M. Raymond Barre et à laquelle participaient, en outre, le secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, le ministre allemand des finances, M. Hans Apel et, sans doute aussi, un ministre italien. C'est au cours de cette réunion que M. Hans Apel (qui a le premier révélé l'existence de ces entretiens à la presse) aurait fait connaître ses intentions au sujet de la réévaluation du deutschemark, qu'on jure pourtant aujourd'hui faussante, y compris, semble-t-il, à Paris.

LA REPRISE DU DIALOGUE NORD-SUD

Les « dix-neuf » pays en voie de développement ne sont pas disposés à accepter une attitude dilatoire des pays avancés

La Conférence sur la coopération économique internationale (C.C.E.I.), au sein de laquelle s'est engagée cette année à Paris, sur l'initiative de la France, le dialogue Nord-Sud entre huit pays industrialisés et dix-neuf pays en voie de développement, a repris, ce mercredi 20 octobre, dans les quatre commissions (matières premières, énergie, développement et affaires financières) constituées au février dernier.

Il s'agit de la septième et avant-dernière session de ces commissions. En principe, la prochaine réunion, en novembre, sera la dernière.

L'attitude des Etats-Unis constitue, en outre, un facteur déterminant de la négociation. Or l'administration américaine est actuellement paralysée par la proximité des élections présidentielles. Seul le nouveau président — surtout s'il s'agit de M. Carter, qui a eu des paroles relativement prometteuses à l'égard du tiers-monde — peut éventuellement modifier les positions américaines, actuellement très rigides, qui n'envisagent, pour résoudre les problèmes du développement du tiers-monde et des échanges Nord-Sud, que des solutions s'inspirant du libéralisme économique.

Le dialogue bute actuellement à Paris, sur les divergences fondamentales, idéologiques et politiques, qui opposent les pays industrialisés, adeptes de la doctrine libérale, et les pays en développement, partisans d'une certaine dose de planification. Depuis la mise en garde adressée le 28 avril dernier par les « dix-neuf » pays en développement membres de la C.C.E.I., la négociation n'a guère progressé au sein de la Conférence. Elle a seulement donné lieu à des tensions successives, qui n'ont pu être suspendues que par des accords portant davantage sur la forme que sur le fond. Ainsi, en septembre, la rupture — que personne ne souhaitait — a été évitée par un compromis sur l'ordre du jour : les « huit » ont accepté qu'y figurent les questions tenant à cœur aux pays en développement — notamment la stabilisation des cours des matières premières et l'endettement du tiers-monde — à condition que cette mise à l'étude ne préjuge en rien la solution de ces sujets.

Les pays industrialisés ne sont nullement prêts à envisager les

et la conférence finale au niveau ministériel se tiendra à Paris du 15 au 17 décembre. En fait, chacun des participants à la C.C.E.I. sait fort bien qu'il est exclu que les commissions parviennent à se mettre d'accord avant la fin de 1976 et donc que la conférence finale puisse se tenir à la date convenue.

Le 15 décembre, une conférence de l'OPEP doit, en effet, se tenir au Qatar, qui mobilisera certains des responsables participant au dialogue Nord-Sud. Ses résultats risquent de peser lourdement sur la conférence de Paris, dont tout le monde reconnaît en privé qu'elle sera retardée.

solutions radicales que réclament les pays en voie de développement. Ils se sont d'autant moins qu'étant assaillis eux-mêmes par des difficultés économiques et sociales qui s'aggravent, ils se montrent plus enclins à gagner du temps qu'à prendre des engagements dont le coût serait élevé. Il est donc à craindre que l'actuelle session ne conduise avant la fin du mois à une tension particulièrement vive.

Vers une crise aiguë ?

Les pays en développement sont d'ailleurs résolus à ne pas se contenter de ces faibles promesses. Depuis le 5 octobre, leurs délégations ont travaillé d'arrache-pied, avec l'aide d'un groupe de soutien dirigé par un ambassadeur indien, à la mise au point, la plus concrète possible, d'une quarantaine de documents détaillés sur chacune des questions à l'ordre du jour. Il s'agit de l'ordre du jour, dit « huit », dont l'opinion diffère sur l'opportunité des concessions à consentir, d'adopter une attitude dilatoire sans provoquer une crise aiguë.

Nombre de délégués des deux bords en viennent à souhaiter

l'abandon de l'idée que la conférence doit aboutir dans de brefs délais à un résultat spectaculaire, même si la conférence finale était renvoyée à février ou mars 1977. Il faudrait plutôt, selon eux, faire de cette conférence le cadre d'un dialogue permanent plus concret et plus prometteur à long terme que les grandes assemblées onusiennes, lourdes à manier et enclines aux affrontements idéologiques qui neutralisent les travaux. Personne, cependant, n'ose proposer cette institutionnalisation du dialogue Nord-Sud de peur de susciter un mécontentement et des critiques ; c'est notamment le cas des « Dix-neuf », qui craignent d'être sévèrement jugés par les pays du groupe des « 77 » (qui compte en réalité cent quarante membres), qui ne participent pas à la Conférence de Paris.

Il faudra bien en tout cas institutionnaliser la commission de l'énergie de la Conférence, car il n'est pas d'autre instance internationale où poursuivre le dialogue engagé entre les principaux producteurs et consommateurs d'énergie, dialogue que tout le monde juge capital.

JEAN SCHWOEBEL

EMPLOI

UNE ENQUÊTE DE LA SOFRES

L'A.N.P.E. : un centre de placement plus qu'un bureau de chômage

La C.G.T. a rendu publique, lors d'une conférence de presse réunie mardi 19 octobre à Paris, une enquête sur le chômage, qui a été réalisée en juin dernier par la SOFRES, à la demande du ministère du travail, et que les services de la rue de Grenelle tentaient de faire paraître.

Choquée par le fait qu'une telle enquête ait été confiée à un organisme privé, la C.G.T. accuse aussi le ministère du travail d'avoir voulu garder secrets les résultats de ce sondage, parce que ceux-ci vont « à l'encontre du but recherché ». Selon la centrale ouvrière, les pouvoirs publics auraient voulu accréditer l'idée qu'un grand nombre de chômeurs sont « des vacanciers, des salariés qui s'offrent des stages de formation ou des gens qui cumulent des indemnités tout en travaillant au noir » et auraient aussi souhaité « discréditer l'Agence nationale pour l'emploi » en montrant l'inefficacité de cette dernière.

A vrai dire, cette enquête, effectuée auprès de quelque neuf cents personnes tirées au sort sur les listes de demandeurs d'emploi, de nationalité française, inscrits à l'A.N.P.E., n'apporte pas de grandes révélations. On ne sera pas étonné, en effet, d'apprendre que, pour la quasi-totalité des personnes interrogées, le chômage est une « situation dramatique à laquelle il faut mettre fin au plus tôt ».

Le mode d'échantillonnage choisi par les enquêteurs de la SOFRES est, d'autre part, la cause de différentes statistiques nuisibles : ainsi les deux tiers des demandeurs privés d'emploi touchés par ce sondage déclarent percevoir une allocation de chômage — 19 % bénéficiant de l'allocation supplémentaire d'attente (« les 90 % »), — alors qu'environ

la moitié seulement des neuf cent cinquante-cinq mille quatre cents demandeurs d'emploi recensés, en données observées à la fin du mois de septembre, sont secourus — dont 10 % à 12 % touchent l'ASA.

Sur ces 955 400 personnes, 501 500, soit 52,5 %, sont inscrites à l'A.N.P.E. depuis moins de trois mois et donc 453 900, soit 47,5 %, depuis plus de trois mois. Dans l'enquête de la SOFRES, près des deux tiers des personnes interrogées sont inscrites à l'A.N.P.E. depuis au moins trois mois et plus de la moitié depuis plus de six mois.

« Le chômage est une réalité qui dure », concluent les enquêteurs. « La recherche d'un emploi est une quête décevante », affirme une autre conclusion de ce sondage : près des trois quarts des demandeurs assurent n'avoir pas eu d'occasion précise d'obtenir un emploi durable à plein temps. Mais sur cent personnes qui ont eu « une ou plusieurs occasions précises », 59 % le doivent à l'A.N.P.E., contre 17 % à des relations personnelles et 14 % à des petites annonces.

L'image de marque de l'Agence nationale pour l'emploi, indique la SOFRES, s'est améliorée de cette enquête : « Aujourd'hui, l'A.N.P.E. apparaît plus aux personnes qui s'y inscrivent sous les traits d'un centre d'emploi que sous ceux d'un bureau de chômage ». L'aide dans la recherche d'un travail et la conservation des avantages sociaux viennent avant la perception des allocations de chômage dans la hiérarchie des services que les demandeurs attendent de l'A.N.P.E. Une contradiction pourtant : un tiers des personnes interrogées n'ont pas eu d'entretien individuel, comme cela est de règle, avec un conseiller-orienteur de l'Agence.

A L'ÉTRANGER

Le fléchissement de la croissance n'inquiète pas Washington

(Suite de la première page.)

Cependant, la lutte contre l'inflation — et c'est peut-être ce côté de la médaille que les électeurs regardent — continue à donner de bons résultats. Le taux annuel de hausse des prix a été ramené à 4,5 % au troisième trimestre, contre 5,2 % au deuxième. Malgré ces résultats, la majorité des Américains continuent à être résolument optimistes en raison d'un ensemble de faits positifs. Comme l'exprime le chef d'une grande entreprise, toutes les conditions d'une reprise sont réunies, car « il n'y a plus rien à liquider ». Malgré une certaine augmentation en août, les stocks ne sont pas excessifs, l'endettement des sociétés et des particuliers a été ramené à un niveau supportable, la trésorerie des sociétés est très à l'aise, les taux d'intérêt ont fortement diminué et

continuent à régresser. Les prix en Bourse n'ont pas encore enregistré l'augmentation réelle des bénéfices des entreprises (3 % en 1976), si bien que les coefficients de capitalisation sont maintenus trop bas.

Dans ces conditions, rien ne paraît, aux pouvoirs publics, devoir être fait pour stimuler l'économie américaine. L'entourage du président est convaincu que les forces naturelles du marché entraîneront une certaine reprise au dernier trimestre de cette année. Qui plus est, les conseillers économiques et le secrétaire au Trésor réduisent les effets possibles d'une nouvelle augmentation du prix des produits pétroliers, qui pourrait provoquer une nouvelle flambée d'inflation.

D'ici à la formation du nouveau gouvernement, la politique actuelle de laisser-faire sera poursuivie calmement, sans autres interventions importantes sur la scène économique que celles, indépendantes d'ailleurs, du Système fédéral de réserve, sur le marché monétaire. On pense que la capacité d'expansion de l'économie produira une amélioration suffisante sans aide de stimulants et sans poussée d'inflation.

La Business Council, groupe d'économistes qui reflète en majorité la pensée économique républicaine, estime que l'importance de la « pause » a été fortement exagérée et que l'expansion qui continue se poursuivra en 1977 et pendant une partie de 1978 au rythme de 8,4 % pour cette année et de 9 % pour l'an prochain.

Selon un autre groupe, la National Association of Business Economists, la croissance atteindrait 5,1 % pour l'ensemble des quatre prochains trimestres, marquant une accélération au quatrième trimestre 1976 et au premier trimestre de l'année prochaine, pour se ralentir ensuite. Le chômage reviendrait à 6,5 % de la population active à la fin de 1977.

JAY McCULLY.

IMPORTANT EXCÉDENT COMMERCIAL DU JAPON EN SEPTEMBRE

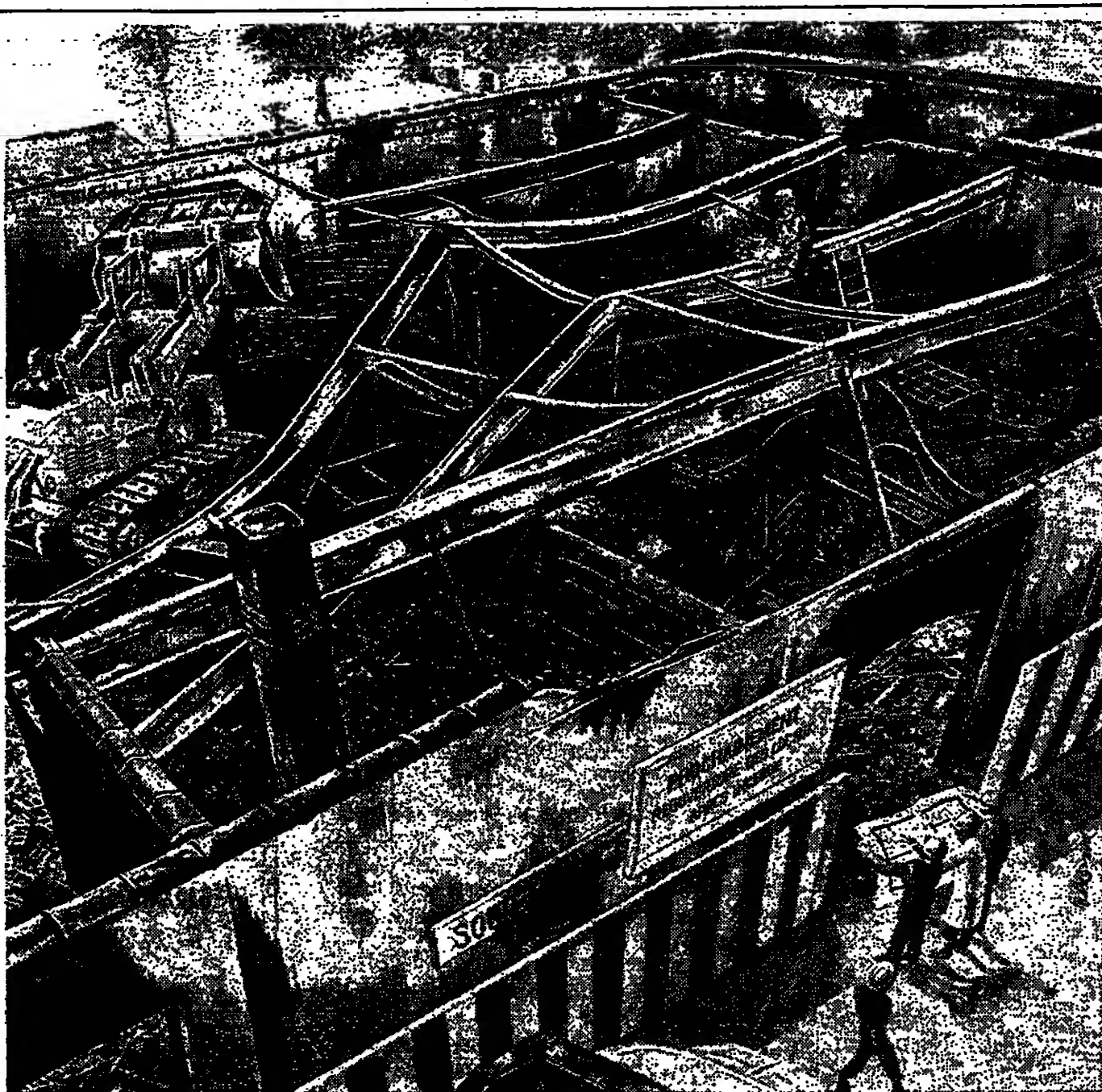
La balance globale des paiements japonais a été excédentaire de 626 millions de dollars en septembre. Ce résultat est à comparer avec l'excédent de 107 millions de dollars enregistré au août et au déficit de 384 millions de septembre 1975.

Le ministère des finances précise également la direction des variations saisonnières : la balance des paiements a été déficitaire de 30 millions de dollars en septembre (-114 millions de dollars en août).

La balance commerciale a été excédentaire de 1,2 milliard de dollars en septembre, ce qui représente un fléchissement en août (1,07 milliard en août 1976 et 413 millions en septembre 1975). Par rapport à septembre 1975, les exportations ont progressé de 35 % et les importations de 48,12 %. Après ajustement saisonnier, les pourcentages de progression sont respectivement de 11 et de 5,3 %.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschemarks	Francs suisses
45 jours	4 1/4	5 1/4	3 3/4
1 mois	4 1/2	5	4 1/2
3 mois	4 7/8	5 3/8	5 1/8
6 mois	5 3/8	5 7/8	6 3/4



Et pendant ce temps-là qui paiera vos employés, vos charges fixes? ... Et votre bénéfice?

En cas de sinistre, votre assurance incendie vous permettra de reconstruire, c'est certain. Mais, quelle que soit la taille de votre entreprise, la reconstruction peut être longue. Comment paieriez-vous votre personnel? Eventuellement, un local de remplacement ou tous autres frais supplémentaires.

Quant aux bénéfices escomptés... n'en parlons pas.

Alors, demandez à votre assureur d'étudier le contrat d'Assurance des Pertes d'Exploitation adapté aux caractéristiques de votre entreprise.

L'Assurance des Pertes d'Exploitation est vraiment l'assurance-vie de votre affaire.

"Assurance des pertes d'exploitation."

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

BILLET

L'impuissance des Neuf

Trois ans après la crise pétrolière de 1973 et à moins de deux mois d'une augmentation quasi certaine du prix du pétrole, les Neuf ont été une fois de plus incapables de se mettre d'accord sur les orientations d'une politique énergétique commune.

Fait significatif : M. d'Ornano n'avait pas jugé utile de se déplacer à Luxembourg le 19 octobre et la délégation française était dirigée par M. Paul Mentré, délégué général à l'énergie.

Les avertissements n'ont pourtant pas manqué ces jours derniers. M. Simonet, vice-président de la Commission européenne, a rappelé aux Neuf que la dépendance européenne s'accroissait et que les objectifs adoptés en 1974, d'un taux de dépendance de 40 %, n'étaient plus de mise.

Le secrétaire général de l'O.C.D.E., M. Van Lennep, a lui aussi mis en garde, le 19 octobre, les pays industrialisés du risque « d'une nouvelle et plus profonde crise énergétique » s'ils ne mettent pas en œuvre une stratégie cohérente.

Malgré cela, Français et Britanniques ont continué de s'opposer sur la nécessité d'établir un prix-plancher pour le pétrole importé et ont bloqué toute possibilité d'accord sur les orientations d'une politique communautaire en matière d'énergie.

La querelle semble bien « sur-réelle » — selon l'expression de M. Simonet — lorsqu'on sait que les Anglais réclament — pour protéger leurs investissements en cas de baisse importante des prix — l'instauration

d'un prix minimum du pétrole importé (M.S.P.) de 7 dollars par baril, alors que le prix de référence est actuellement de 11,05 dollars et que tout laisse prévoir qu'il va augmenter dans les années qui viennent.

La France craint cependant un « glissement » vers le haut de ce prix-plancher, qui, à 7 dollars, n'aurait aucune efficacité. Une politique européenne de l'énergie ne signifie pas le versement d'une rente aux pays producteurs mais le développement de ressources complémentaires, dit-on à Paris, où l'on se méfie d'une initiative qui fut d'abord américaine au sein de l'Agence internationale de l'énergie et qui peut apparaître comme une arme contre les pays producteurs non industrialisés.

Pourtant, on ne devait pas parler du prix-plancher le 19 octobre à Luxembourg mais d'un certain nombre de propositions préparées depuis plusieurs mois par les experts : émission d'un emprunt communautaire de 500 millions d'unités de compte par an (2.750 milliards de francs) pour contribuer au financement des centrales nucléaires, effort financier pour la recherche d'hydrocarbures, aide à l'écoulement du charbon.

Une fois de plus, les Neuf ont reporté — à leur prochaine réunion — sans doute au mois de décembre, l'examen de ces propositions. Faudra-t-il attendre que le prix du pétrole atteigne 20 dollars le baril, comme le prédisent certains experts, pour faire avancer les choses ?

BRUNO DETHOMAS.

FAITS ET CHIFFRES

● **UN NOUVEAU DIRECTEUR** L'AGENCE INTERNATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL. — Un arrêté du 18 octobre, publié au Journal officiel des 18 et 19 octobre, nomme M. Yves Chaigneau directeur de l'Agence en remplacement de M. Yves Delamotte. M. Yves Chaigneau était chargé de mission au cabinet de M. Lionel Stoléru.

● **LIP : APPEL CONTRE LE JUGEMENT DE LIQUIDATION.** — M. Michel Garcin, ancien secrétaire général de Lip, a interjeté appel du jugement de liquidation de biens de la société prononcé le 3 mai par le tribunal de commerce de Paris. M. Garcin, qui est maintenant en poste à Besançon par les syndicats chargés de la liquidation des biens pour présider au bon déroulement des opérations, a précisé que sa démarche était guidée « par le strict souci de préserver les droits de toutes les parties intéressées ». Le comité d'entreprise de Lip et la C.F.D.T. ont déposé, de leur côté, une « intervention d'appel ».

Enfin, le conseil général du Doubs a émis, lundi 18 octobre, le vœu « que soit créée une mission de réflexion horlogère avec les moyens financiers appropriés ».

Louer une voiture c'est bien pratique

europcar 645.21.25

EUROPE

Les Neuf n'ont pu se mettre d'accord sur la politique de la pêche

De notre correspondant

Luxembourg. Communauté européenne. — Le premier débat qu'on ait eu, les 18 et 19 octobre, à Luxembourg, les ministres des affaires étrangères des Neuf sur la politique de la pêche s'est soldé par un échec. Les ministres avaient pourtant l'ambition de la partie la plus contestée des propositions de la Commission, à savoir confier un mandat à la Communauté pour négocier les nouveaux accords de pêche avec les pays tiers qui ont décidé d'étendre leur zone de pêche à 200 milles au large de leurs côtes, ce qui équivaut à la faire « l'étendre » à l'Europe et le Canada et les États-Unis.

Il faut entendre que les Neuf ne s'étaient pas mis d'accord sur la définition d'un nouveau régime de la pêche à l'intérieur des 200 milles (relativement à la souveraineté communautaire), en particulier dans les eaux côtières.

En fait, les Neuf sont d'accord sur les termes du mandat de négociation à confier à la Communauté, mais les Irlandais, qui ne possèdent pas de flotte de haute mer, ne sont pas parvenus à l'unanimité à l'urgence des pourparlers avec les États-Unis ou les Japonais, qui ont annoncé qu'ils s'opposeraient à l'adoption de ce mandat sans l'obtention préalable des garanties suffisantes concernant les droits de leurs pêcheurs dans les eaux japonaises. M. Fitzgerald, le ministre irlandais des affaires étrangères, déplorant ainsi le plan de travail conçu par les experts, établit donc un lien entre vote externe et vote interne de la discussion.

Les ministres tentent tout au long de la session de vaincre ces obstacles irlandais. Plusieurs propositions informelles sont allées à

M. Fitzgerald pour l'amener à plus de coopération furent jugées inacceptables. Il réclama avec insistance le droit pour l'Irlande de réserver à ses nationaux une bande côtière de 50 milles au large de ses côtes.

Mais une telle requête était inacceptable pour le Royaume-Uni, qui a des prétentions du même ordre que Britanniques d'appropriation pendant qu'avait une certaine discrétion la demande irlandaise, car l'essentiel pour eux à cette session était d'adopter le mandat de négociation avec les pays tiers.

Faute d'accord, le dossier sera reporté lors de la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères, qui se tiendra le 20 octobre à La Haye. D'ici là, la Commission s'efforcera de trouver le moyen d'apaiser le gouvernement de Dublin à plus de compréhension.

PHILIPPE LÉNAITRE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Sélection Rendement Elysées Valeurs Sélection Mondiale

17, rue Gambetta - 75116 Paris - T. 70.70.70

Situation au 30.9.1976	Sélection Rendement	Elysées Valeurs	Sélection Mondiale
Vocation de la Sicav	obligations	portefeuille diversifié	valeurs étrangères
Valeur de l'action (F)	125,50	164,71	114,99
Dernier coupon net payé (F)	9,79	6,80	2,80
Actif net (MF)	261,81	180,29	70,41
Actions françaises	5,42 %	26,39 %	—
Actions étrangères	1,37 %	37,67 %	60,02 %
Obligations	88,78 %	27,27 %	31,60 %
Liquidités	4,43 %	6,67 %	8,38 %

OCÉ Océ-van der Grinten N.V.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DES TROIS PREMIERS TRIMESTRES 1976

Le chiffre d'affaires consolidé pour les trois premiers trimestres de l'exercice 1976 (1^{er}-12-75/31-03-76) s'élève à 11 545 millions contre 10 715 millions pour la même période de l'exercice 1975. Une augmentation de 7,7 %.

Le bénéfice net consolidé (PI 222 millions contre 164, soit 21,54 par action contre 11,33) s'est accru de 35 % tandis que le cash-flow consolidé ressort à 71,33 millions contre 39,3 (soit 31,37 par action contre 17,33).

Il faut cependant remarquer que les résultats des trois premiers tri-

DIVIDENDE INTERIMIAIRE

Au titre de l'exercice en cours, un dividende intermédiaire de 11,34 par action de 10 nominal sera mis en paiement à partir du 1^{er} novembre 1976. Le dividende intermédiaire mis en paiement en novembre 1975 était de 11,34.

COTATION DU CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers

Le Crédit commercial de France vient d'obtenir l'admission de ses actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. La première cotation est intervenue le 20 octobre 1976.

Cette introduction a eu lieu sous l'égide de la Kredietbank, partenaire du C.C.F. au sein du groupe Inter-Alpha.

SICAV DU GROUPE CIC

	S.E.M.	CREDINTER	OBLISEM
SICAV A VOCATION	GENERALE	INTERNATIONALE	DE RENDEMENT
Actif net (en millions de F)	293,3 284,9	194,0 191,0	529,6 529,6
Nombre d'actions (en milliers)	1.883 1.875	1.461 1.458	4.260 4.245
Valeurs liquidatives (en francs)	155,6 152,4	132,7 131,0	124,3 124,8
Coupon (dernier payé)	F 7,30 (14,70)	F 5,60 (14,70)	F 9,90 (16,70)

GARANTIE FINANCIERE

Loi du 2 janvier 1970.
Décret du 20 juillet 1972.

La Banque internationale pour l'Afrique occidentale, 5, avenue de Messine, Paris-8^e, informe le public qu'il a été mis fin à la garantie financière accordée depuis le 17 octobre 1975 aux Grands Agences Chacra, S.A. et au capital de 100.000 FF. Siège social : 80, boulevard Sébastopol, 75003 Paris, concernant les activités de transactions immobilières. En conséquence, la garantie qui lui a été accordée à ce titre par la Banque internationale pour l'Afrique occidentale cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication (article 44 du décret n° 72.678 du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 43 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970 qui restent couvertes par la Banque internationale pour l'Afrique occidentale à condition d'être produites par la créance dans les trois mois de la présente publication, au siège ci-dessus indiqué.

Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité des Grands Agences Chacra.

CONSEIL IMMOBILIER INTERNATIONAL

Richard Ellis
vous propose sa sélection hebdomadaire de bureaux
225.2780

Tour Fiat

Un placement exceptionnel pour la société qui souhaite posséder les murs de ses bureaux.
Il reste 10.000 m² de bureaux à la vente dans la plus prestigieuse des tours de Paris La Défense.
C'est la "première Tour bureaux-services de France".
• à 3 minutes de l'Etoile par la RER - station reliée à la Tour.
• services intérieurs sans supplément : restaurant d'entreprise - restaurants de direction - 2 cafétérias - 2 gymnases - sauna - salle de conférence audio-visuelle de 120 places - centre médical - 2 banques - 1 agence de voyages.
• une vie de quartier avec une galerie de commerces et de services variés.
• la qualité de la construction est unique parmi les tours : façade en béton armé recouverte de granit noir. En 1976, à 6500 F le m². La Tour Fiat est un placement exceptionnel. Consultez-nous.

Les meilleures adresses de bureaux.

Richard Ellis
17, rue de la Baume, 75006 Paris

ELETROSUL

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. (Filiale de l'ELETROBRAS)

SYSTÈME SALTO SANTIAGO

APPEL POUR LA PRÉ-QUALIFICATION DES FABRICANTS DE DISJONCTEURS, CLÉS SECTIONNATRICES, PARATONNERRES, TRANSFORMATEURS DE COURANTS, DIVISEUR CAPACITIF DE POTENTIEL 500 KV

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL ouvre des adjudications internationales pour la fourniture d'équipements cités ci-dessous, destinés au Système Salto Santiago en 500 KV.

GROUPE I. — Soixante-six (66) paratonnerres, pour le système de 500 KV, 60 Hz, tension maximale de décharge (IR) 10 kA onde 8 x 20 microsecondes (crête) 913 à 965 KV, tension nominale phase-terre 420 à 444 KV (rms).

GROUPE II. — Quatre-vingt-treize (93) transformateurs de courant, tension nominale 500 KV, 60 Hz, avec 3 à 6 enroulements secondaires, à savoir :

- pour la protection : relation de courant 3000-2500-2200-2000-1500-1200-800 - 5A, classe de précision c 800 ;
- pour les mesures : relation de courant 3000-1500 - 5A classe de précision 0,3 B 4,0.

GROUPE III. — Soixante-six (66) diviseurs capacitifs de potentiel pour la liaison phase-neutre, 500 V₃ KV, 60 Hz, avec 2 enroulements secondaires, relation 2600/4500:1, classe de précision 0,3 W-X-Y-Z-Z.

GROUPE IV. — Quatre-vingt-dix (90) clés sectionnatrices avec mécanisme d'opération motorisé, tension nominale 500 KV, courant nominal 2500 A, 60 Hz, courant momentané 10 kA (rms) montage horizontal ; ouverture verticale, avec soixante-dix-huit (78) unités sans lames de terre et douze (12) unités avec lames de terre.

GROUPE V. — Trente et un (31) disjoncteurs tripolaires, courant nominal 2500 A, tension nominale 500 KV, 60 Hz, courant d'interruption 35 à 45 kA (symétrique), temps d'interruption 2 cycles, avec résistance de pré-insertion de 400 ohms, air comprimé ou SF₆.

Des négociations sont en cours avec la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour l'obtention des moyens nécessaires à l'acquisition de ces équipements.

Seuls les fabricants domiciliés dans des pays membres de la BIRD ou en Suisse pourront participer au présent appel.

Les instructions pour l'établissement des offres de préqualification pourront être retirées gratuitement par les intéressés jusqu'au 18 novembre 1976 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL

DIRETORIA ADMINISTRATIVA

Rua Trajano, 41 - 3^a andar - 88.000 - Florianópolis - Santa Catarina - Brasil - Télex 0482 164

